

GEN 721

LE PROBLEME NATIONAL KURDE
EN TURQUIE KEMALISTE

INSTITUT KURDE DE PARIS
ENTRÉE N° 2638

Institut Kurde de Paris

MEMOIRE DE DIPLOME DE L'E.H.E.S.S.

Préparé sous la direction de M. Robert PARIS

Présenté par Hamit BOZARSLAN

93BOZ

PARIS, Septembre 1986

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION

<u>CHAPITRE I : LES KURDES ET LE KURDISTAN DE L'EMPIRE</u> <u>A LA REPUBLIQUE</u>	1
I.1. - L'internationalisation du problème kurde	2
I.2. - Les conditions économiques et sociales du Kurdistan à l'époque kémaliste	8
I.3. - L'administration du Kurdistan à l'époque kémaliste	18
<u>CHAPITRE II : LE KEMALISME FACE AU PROBLEME NATIONAL KURDE</u>	26
II.1. - L'Etat et le problème national : l'idéologie et l'héritage	27
II.2. - Le Kémalisme face au problème kurde	39
II.3. - La "Guerre kurde" en tant que facteur de la poli- tique interne de Turquie kémaliste	61
II.4. - Les effets économiques de la "guerre kurde"	69
<u>CHAPITRE III : LE NATIONALISME ET LE MOUVEMENT NATIONAL</u> <u>KURDE</u>	74
III.1. - Les Kurdes du XIXe au XXe siècles	75
III.2. - Le nationalisme kurde face à l'Etat et les nationalismes turc et arménien	81
III.3. - Le nationalisme kurde dans le tournant de l'interregnum (1919-1922)	94
III.4. - L'organisation du mouvement national kurde à l'époque républicaine (1923-1938)	104
III.5. - Les dirigeants du mouvement national kurde	116

III.6. - Le nationalisme kurde : ses sources mythiques et réelles	125
III.7. - L'idéologie du nationalisme kurde à l'époque kémaliste	134
III.8. - Le mouvement national kurde entre le moderne et le traditionnel : le rôle de la religion .	145
III.9. - Le mouvement national kurde entre le moderne et le traditionnel : les tribus et le tribalisme	158
III.10.- Le mouvement national et les populations urbaines	169
III.11.- Le mouvement national kurde et le problème de l'unité des forces rurales	177
<u>CHAPITRE IV : LE NATIONALISME ET LES REVOLTES KURDES .</u>	186
IV.1. - L'héritage du XIXe et du début du XXe siècles	187
IV.2. - Les Kurdes face au régime Jeune-Turc	198
IV.3. - Les révoltes kurdes pendant la guerre de l'indépendance.....	202
IV.4. - Les révoltes kurdes sous la République kémaliste	209
IV.5. - La Révolte de Cheikh Saïd (1925)	212
IV.6. - La révolte d'Ararat (1930)	229
IV.7. - La révolte de Dersim (1937-1938)	238
IV.8.- Les facteurs contribuant à l'échec des révoltes kurdes : le statu quo régional	243
IV.9. - Les facteurs communs à l'échec des révoltes kurdes : manque d'alliance intérieure	262
<u>CONCLUSIONS</u> :	266
<u>NOTES</u>	279
<u>BIBLIOGRAPHIE</u>	335
<u>ANNEXES</u>	350

INTRODUCTION

Depuis 1966-1967, c'est-à-dire depuis les grandes "manifestations des villes de l'Est", le nationalisme kurde a pris des proportions non négligeables en Turquie. Aujourd'hui, cinquante ans après l'écrasement de la dernière grande révolte kurde, et après des décennies passées sous le silence, le problème kurde redevient un facteur important de la politique intérieure et extérieure de ce pays. La position étatique qui consiste à renier catégoriquement l'existence des Kurdes en Asie Mineure, reste certes aussi ferme. Cependant, la politique turque à l'égard des kurdes de l'Irak, qui s'est résolue par des opérations militaires turques dans le Kurdistan irakien et les années tristement célèbres du régime militaire, ont mis en évidence la réactualisation de ce problème.

En effet, en guerre ouverte contre l'Irak et l'Iran, les Kurdes constituent la dernière grande minorité ethnique non turque de l'Asie Mineure, et le Kurdistan marque, historiquement parlant, les dernières limites du démembrement de l'Empire ottoman et trace et garantit à ce titre l'unité territoriale de la République turque. Face à la remontée du nationalisme kurde, l'idéologie officielle de la République, autrement dit, le kémalisme, qui se donne pour tâche de transformer les frontières artificielles de l'Etat en frontières ethniquement homogènes, souligne de nouveau la nécessité de faire face à "cet abcès".

Les moyens pour y arriver sont multiples : la coercition, l'interdiction de l'usage de la langue kurde, la répression de la culture, un processus de la démemorisation, une campagne idéologique, les écoles, les mass-medias, les thèses dites "historiques", le statu quo proche-oriental, complète l'ensemble des mesures militaires et policières.

Il s'agit donc d'un nationalisme étatique qui est la base justificative de pouvoir politique et de ses mécanismes extrêmement complexes. En face de ce nationalisme, nous trouvons le nationalisme kurde, qui se radicalise de plus en plus, et qui se manifeste par son attachement à la langue et à la culture kurdes dans certains cas par une résistance civile et plus fréquemment par une lutte armée.

Cette situation pouvait, même à elle seule, justifier une recherche historique sur le Kurdistan turc. Cependant, le choix du sujet se justifie également par d'autres raisons. Tout d'abord, il convient de préciser que le problème kurde constituait, comme le précisaient à de nombreuses occasions les dirigeants de l'époque, la menace essentielle devant l'existence même de la République kémaliste. Sur 18 révoltes qu'a connues cette république entre 1923-1938, 16 ont eu lieu au Kurdistan. Le régime s'est vu obligé, pendant quinze ans durant, de mettre en place des mesures militaires, administratives et idéologiques aux proportions gigantesques, afin de faire face à cet abcès. Il est évident que sans analyser et sans comprendre le

problème kurde, il ne nous sera guère possible d'analyser et de comprendre le problème kémaliste.

D'autre part, il est nécessaire de souligner encore une fois que le problème kurde ne concerne pas uniquement la Turquie, mais l'ensemble du Proche-Orient, et il continue depuis la fin de la Première Guerre Mondiale jusqu'à nos jours à jouer un rôle de premier ordre dans les enjeux politiques et diplomatiques de cette région (il suffit de rappeler la guerre entre l'Irak et l'Iran). Analyser et comprendre chacune des quatre parties du Kurdistan est plus que jamais nécessaire pour toute recherche scientifique concernant la région.

Finalement l'organisation du mouvement national kurde à l'ère kémaliste peut nous permettre de tirer des conclusions extrêmement enrichissantes, non seulement pour les historiens, mais aussi pour les politicologue, les sociologues, et les ethnologues. L'expérience kurde au début de la République peut nous fournir des éléments clés pour la compréhension et la conceptualisation des mouvement sociaux et nationaux du Tiers-Monde.

Ces facteurs que nous avons résumés brièvement justifient, nous le croyons, le choix de ce thème et le mémoire qui en résulte.

Il est aussi nécessaire d'insister avant même de donner quelques précisions sur le mémoire, sur le fait que le nationalisme kurde appartient, et ceci malgré son ancienneté, à une nouvelle sorte du problème national qui se généralise surtout après les années 1950. En effet, nous pouvons dire que, si le nationalisme continue souvent à être l'idéologie de l'Etat aussi bien dans certains pays occidentaux que dans le Tiers Monde, dans l'Est que dans l'Ouest, l'axe des problèmes nationaux se déplace vers le Tiers Monde où il ne s'agit plus de remporter une victoire sur un Empire colonial, mais sur un Etat indépendant et national. Si le nationalisme servait jadis à créer toute une série de nouveaux Etats dans l'Asie et l'Afrique, il devient aujourd'hui un moyen pour la division de ces Etats, pour en créer d'autres, plus ou moins identiques à ceux déjà présents, ou à les renforcer au détriment des nations sans Etats. Le nationalisme, comme une "théorie de la légitimité politique", tel qu'il est défini par E. Gellner, est le leitmotiv de nombreux mouvements du Tiers-Monde.

Chacun de ces nationalismes, tout en ayant des particularités propres à lui, et tout en souffrant des paradoxes et des contradictions internes, porte également les caractéristiques générales du nationalisme. (Le projet de l'Etat-Nation, la modernisation, la valorisation des élites, la création d'une filiation historique susceptible de justifier le mouvement national, la recherche d'une nouvelle identité qui incorpore d'une façon sélective les éléments constituant la nation, ect.) Cependant, il s'agit d'une nouvelle sorte de problème et de

mouvement national, différente à beaucoup d'égards de ceux de l'Europe du XIXe siècle et du début du XXe. Nous pouvons, d'une façon très schématique résumer ainsi ces différences :

1°) - Les nationalités minoritaires de cette catégorie, privées de privilèges des nations étatisées, ont un niveau intellectuel et un niveau de culture politique inférieure par rapport aux pays auxquels ils appartiennent. La "maturité" nécessaire pour la création d'un Etat, ainsi que la division du travail, les classes moyennes, etc. autrement dit, des conditions sine qua non de réussite du nationalisme n'existent que sous leurs formes embryonnaires chez elles. Confrontées aux problèmes économiques et sociaux qui leur sont imposés par la période "sauvage" de la post-indépendance, ces minorités sont déchirées par des querelles intestines, par la destruction de leurs sociétés et de leurs structures traditionnelles. Elles ne sont pas pour autant capables, d'elles-mêmes, de remplacer le "traditionnel" détruit par le "moderne". Dans leurs régions, l'intelligentsia moderne, aliénée et d'un niveau médiocre, se montre incapable de la remplacer et d'avoir la même force mobilisatrice qu'elle.

2°) - Ces mouvements nationaux sont frappés par une sorte de faiblesse idéologique, ou autrement dit, par le manque de raison d'être idéologique. Si les Etats en place peuvent s'identifier pendant un certain temps et se justifier par un nationalisme qui devient lui-même l'idéologie officielle, le mouvement national d'une minorité est privé de ces atouts, coincé entre le

traditionnel et les idéologies, ou plutôt l'idéologie nationaliste, ce mouvement, même s'il le désire, ne peut pas s'identifier auprès de sa société même, à un nationalisme rigide. Le traditionnel, les valeurs extra-nationales, ou certaines idéologies, peuvent apporter une issue à ce dilemme. La religion ainsi que dans certains cas, la philosophie marxiste peuvent, en amalgame avec le nationalisme, jouer le rôle des arguments mobilisateurs.

3°) - Très souvent, l'Etat central, en s'identifiant à une nation et au nationalisme, bénéficie des avantages incomparables par rapport à un Empire colonial. Il a tout d'abord le privilège d'intégrer les territoires de la nation opprimée dans son marché économique, et ceci, bien entendu, à son propre profit. Il peut également investir facilement l'armée dans la région de la nation opprimée, interdire sa langue et sa culture, mettre en oeuvre des projets sociaux étatiques, utiliser les réseaux scolaires et les mass medias au service de l'idéologie officielle etc. Dans ces processus, il peut contrairement à un Empire colonial, se justifier auprès de sa propre nation, et dicter ses ordres comme étant des devoirs nationaux. Il parvient, en utilisant ses atouts, à isoler le mouvement minoritaire du reste des forces politiques du pays. Il se montre capable de monopoliser les décisions et les politiques concernant la nation opprimée, et de neutraliser ses oppositions. L'attitude du mouvement communiste marocain face au problème saharien, celui du P.C.T. et du P.P.R. en Turquie kémaliste et du P.C.T. Irakien face au problème kurde montrent bien les

points de convergence qui émergent à ce propos entre l'Etat et les oppositions.

4°) - L'Etat central, malgré les enjeux conflictuels et internationaux, est souvent privilégié par le statu quo qui lui est reconnu par la communauté des nations, ou plutôt par celle des Etats. Ce statu quo lui garantit un champ d'action très vaste pour résoudre ses problèmes "internes" de la façon qui lui convient. Les paroles du Secrétaire Général de l'O.N.U., Utkant, prononcées lors des conflits du Biafra, met en évidence ce fait d'une façon crue et cruelle :

"L'O.N.U. ne peut accepter et n'acceptera jamais le principe d'une sécession dans l'un de ses Etats-membres. Lorsqu'un Etat adhère à l'O.N.U., les autres Etats-membres qui constituent solidairement l'organisation, considèrent ce nouveau membre comme un Etat ami, une entité absolue et l'O.N.U. respecte l'indépendance et la souveraineté de ses membres".

5°) - Si le nationalisme était capable de mobiliser jadis, la quasi-totalité d'une population contre un pouvoir colonial, il n'en est pas de même dans le Tiers-Monde d'aujourd'hui, où un Etat nation parvient à justifier sa présence, y compris dans les régions minoritaires et isoler par tous les moyens, (la force militaire n'en est pas le seul !), le mouvement national auprès d'une partie non-négligeable des minorités en question. Les moyens de communication permettent aux informations, aux connaissances et surtout à l'idéologie officielle, de gagner du terrain même dans les cadres des nations opprimées. Ceci se combine avec l'exploitation des conflits internes de ces nations. Par un processus de démemorisation effectuée par

une production truquée, une sélection et une canalisation de la culture et de l'histoire, ce qui implique inévitablement la destruction du passé.

6°) - Etant donnés ces facteurs, cette nouvelle sorte de nationalisme est souvent privée de conditions de réussite. Ces mouvements nationaux sont en face d'un Etat puissant, autoritaire, et capable de se réorganiser, de survivre et de riposter même après une période de faiblesse. (Il nous suffira de citer le cas de l'Iran après la révolution islamique).

Dans le cas du nationalisme kurde, nous pouvons facilement observer la présence de toutes ces caractéristiques. Le mouvement national kurde appartient malgré son très long passé à cette nouvelle catégorie de mouvements nationaux que nous observons dans de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. Il peut être considéré à cet égard comme l'un des plus anciens du Tiers-Monde actuel.

* * *

Dans ce mémoire, nous avons essayé d'expliquer et de situer historiquement une partie et un épisode du problème kurde. L'attitude, la nature et les objectifs de l'Etat turc ou le nationalisme dominant d'une part, ceux du mouvement national kurde d'autre part, constituent donc les deux axes essentiels

de ce travail. Nous avons été frappé, au cours de nos recherches par plusieurs points : d'abord nous avons pu constaté les effets profonds du processus de démemorisation entamé par l'Etat, et par la richesse, la multiplicité et la complexité des événements qui sont abandonnés par la suite à l'oubli. L'évolution dramatique du mouvement national kurde au cours de ces dernières soixante années, ainsi que toute une série de points de convergences qui surgit entre les nationalismes turc et kurde, et qui concerne notamment leurs programmes sérieux, étaient également d'une nature étonnante. Enfin, ces recherches nous ont permis de comprendre les rapports très complexes et les antagonismes entre les forces traditionnelles et l'intelligentsia moderne kurdes, regroupées toutes les deux au sein du mouvement national.

Les difficultés que nous exposerons plus loin nous ont obli^aé cependant à être généreux dans la délimitation de nos recherches et de notre sujet. D'abord, nous n'avons pu que très faiblement insister sur les aspects internationaux du problème kurde. Nous avons essayé au contraire de privilégier ses dimensions et ses dynamiques internes. Nous avons été ensuite contraint d'exclure l'expérience kurde des pays avoisinants, en espérant travailler dans l'avenir sur l'ensemble du Kurdistan. Finalement, nous avons dû nous contenter d'aborder essentiellement l'époque de Mustafa Kémal qui a l'avantage de nous fournir des modèles assez élaborés à la fois en ce qui concerne le nationalisme turc et l'Etat, et le mouvement national kurde.

En effet, si les positions de l'Etat et du nationalisme turcs restent très fermes par la suite, elles commencent néanmoins à se dégrader à partir des années 1940, et le mouvement kurde, lui, après une longue période de silence, subit des changements radicaux à partir des années 1960.

* * *

Dans notre mémoire, nous avons essayé dans un premier temps, de reconstituer - autant que possible - le panorama démographique, économique et administratif de la région. Ensuite, dans le deuxième chapitre, nous avons abordé les positions du kémalisme face à cette question. Dans le troisième chapitre, nous avons essayé d'analyser le nationalisme et le mouvement national kurde et d'explicitier sa nature et celle de ses forces mobilisatrices, les projets d'un Etat moderne proposés par les chefs nationalistes et les arguments mobilisateurs des forces traditionnelles. Les rapports très complexes entre les forces traditionnelles et le leadership intellectuel constitue un autre point important de ce chapitre. Toujours dans ce chapitre, sont analysés les facteurs qui ont contribué à l'échec des révoltes kurdes, notamment le statu quo établi entre les Etats Proche-Orientaux et les grandes puissances et le manque d'appui à l'intérieur même de la Turquie. Nous n'avons malheureusement pas pu analyser les relations entre l'opposition turque à l'extérieur et le mouvement kurde. Ce sujet nécessite en effet beaucoup de travaux minutieux et de longue haleine, et nous

envisageons - si les conditions le permettent - de les étudier ultérieurement. En dernier lieu, dans les conclusions, nous avons tenté de porter une lumière sur les suites de la politique kémaliste de nos jours et de situer brièvement l'expérience kurde de cette époque dans l'histoire du mouvement kurde en général. La manque de temps nous a empêché d'approfondir ces conclusions et nous sommes pleinement conscient que ceci constitue l'un des défauts majeurs de notre mémoire.

* * *

Il convient également de parler des difficultés que nous avons rencontrées pendant nos recherches. En effet, l'historiographie moderne turque, et d'une manière générale, la turcologie continuent dans leur ensemble à accepter les tabous imposés par l'Etat. Encore aujourd'hui, où peut-être plus que jamais, l'Islam populaire, les mouvements sociaux, l'armée et la défense nationale, l'Etat, le nationalisme et l'anti-nationalisme... restent comme des sujets interdits. L'Etat semble créer un monopole quasi-complet sur ces sujets, un monopole qui se protège par des lois, par la censure, par la fermeture des archives et par les publications et thèses officielles. Les chercheurs ne peuvent pas facilement aborder ces sujets exclus de leurs domaines.

Le problème kurde constitue le tabou le plus important de l'historiographie turque. En effet, si nous pouvons trouver

quelques travaux plus ou moins sérieux sur les Kurdes de l'Irak et d'Iran, en Turquie même - où les publications de monopole étatique se sont multipliées sous le dernier régime militaire - toute tentative sérieuse pour aborder cette question est toujours considérée comme dangereuse. Comme une suite de cette politique d'interdiction, toute sorte de documentation reste à la disposition de l'Etat. N'ayant pas accès aux archives, le chercheur doit se contenter des journaux et des publications officielles. Les documents kurdes, soit dispersés dans différents endroits, soit entassés dans des archives de l'Etat, restent eux aussi peu accessibles.

D'autre part, le terrain n'est pas encore déblayé. Les recherches de base, (notamment sur le Kurdistan du XIXème siècle, sur l'armée et les dépenses et les budgets militaires, l'économie et l'organisation sociale de la région, le rôle et les dimensions de la religion, des relations internationales et diplomatiques en Proche-Orient, sur la politique de l'Empire dans les dernières décennies) étant très peu avancées ou inexistantes, et les outils de l'historien (les bibliographies, les biographies, les index, les dictionnaires et les recueils) restant encore dans leur état embryonnaire, le chercheur travaillant sur ce sujet se trouve face aux difficultés insurmontables et il est obligé de temps à autres, d'être empirique et accepter le guide de ses intuitions.

Il faut aussi souligner que, coincé entre les thèses étatiques et les thèses nationalistes kurdes, le chercheur est obligé de comprendre la nature des mécanismes qui mobilisent ce mouvement social et national aux dimensions gigantesques. A toutes ces difficultés déjà mentionnées, s'ajoutent cette fois-ci le manque de typologie des mouvements sociaux et nationaux, et ceci l'empêche de conceptualiser ses conclusions ou de s'avancer dans une analyse comparative. En effet, au début, nous désirions faire une comparaison entre le mouvement kurde et ceux du Moyen-Orient. Mais étant donné les obstacles susmentionnés, nous n'avons pas même pu faire une comparaison entre le mouvement kurde de Turquie et ceux des autres pays du Proche-Orient.

Citons en dernier lieu les difficultés d'ordre méthodologique. Les travaux sur ce sujet se contentent, à quelques exceptions près, de citer les événements dans un ordre chronologique, alors que le chercheur est obligé de les reconstituer et de les expliciter, sans faire l'histoire événementielle. L'histoire de la Turquie - et davantage celle du Kurdistan - étant l'histoire de l'oubli et de la démemorisation, cette tâche se présente comme un pari perdu d'avance. Malgré tous nos efforts, nous non plus, nous n'avons pu accomplir cette tâche et nous avons été contraints de faire quelques sous-chapitres quasi événementiels. Toujours ces difficultés d'ordre méthodologique nous ont obligé à céder parfois devant la nécessité de faire certaines répétitions. Nous sommes conscients du fait que ces répétitions, même très peu nombreuses, constituent un défaut de notre mémoire.

Le texte ci-présent étant dû à nos propres incompétences et la nature très restreinte de nos moyens d'une part, à d'autres difficultés déjà citées d'autre part, laisse beaucoup à désirer. Cependant, nous devons préciser qu'aussi insuffisant qu'il soit, il constitue le premier travail et la première approche méthodologique sur la question et à ce titre, il peut être considéré comme une introduction à ce vaste sujet. Pour notre part, nous tenterons d'approfondir nos recherches dans nos travaux ultérieurs et de retourner sur chacune des questions posées dans ce mémoire.

Avant de terminer, nous nous faisons un devoir de remercier tous ceux qui nous ont aidé au cours de nos recherches. Nous voudrions d'abord mentionner notre père Mehmet E. Bozarslan, qui a traduit et transcrit certains articles, Mme A. Ter Minassian, qui a, en dépit de son temps restreint, entièrement relu le texte et corrigé les erreurs linguistiques, et qui nous a fourni certains documents de la 2^{de} Internationale, et M. P. Rondot, qui nous a ouvert ses archives personnelles et nous a accordé une interview fort importante. Je tiens aussi à remercier le C.N.O.U.S. qui, avec sa bourse nous a permis de mener à terme nos recherches. Finalement, même si cela n'est pas de coutume, nous nous permettons d'exprimer notre gratitude à M. R. Paris, qui a non seulement accepté de diriger notre mémoire, et qui nous a fait confiance au cours de nos recherches, mais qui a également corrigé de nombreuses fautes linguistiques et terminologiques survenues dans le texte. Sans lui, ce mémoire n'aurait pas pu voir le jour.

CHAPITRE I

LES KURDES ET LE KURDISTAN DE L'EMPIRE A LA REPUBLIQUE

Institut kurde de Paris

I.1. - L'INTERNATIONALISATION DU PROBLEME KURDE

Nous assistons dès avant la fin de la première Guerre Mondiale, à une certaine internationalisation du problème kurde, ou, tout au moins, à un partage des territoires kurdes. Les enjeux territoriaux, dus aux richesses pétrolières et naturelles, ainsi que la position stratégique de la région, étaient en effet assez considérables, pour que les régions arméno-kurdes soient épargnées des projets de partage entre la Grande-Bretagne, la France et la Russie. Ces enjeux territoriaux seront réglés par les accords de Sykes-Picot, signés entre la France et la Grande-Bretagne, qui seront acceptés par la suite par la Russie en 1916. Selon cet accord, la France devrait occuper Ayintab, Urfa, Diyarbékir, El Djezirah ainsi qu'une partie de la Syrie; la Grande-Bretagne aurait la Mésopotamie et la Russie s'emparerait de la région frontalière à son empire, notamment Erzurum, Van, Bitlis, Much, Siirt et la vallée du Tigre (1).

Cet accord ne verra pas le jour du fait de l'échec de la Russie dans la guerre et de la révolution russe. A la fin de la guerre, les Français occuperont néanmoins la Syrie, Ayintab et Urfa, mais laisseront Diyarbékir. La Grande-Bretagne occupera la Mésopotamie et les villes kurdes riches en pétrole. La partie réservée à la Russie restera cependant un problème à résoudre. La commission de King-Crane, conseillera en 1918, l'établissement d'un Kurdistan autonome "en connection avec la Mésopotamie" sous le mandat d'une grande puissance (2).

En France, on assistera à une campagne de groupe Schneider pour le mandat français sur cette région disputée entre les Kurdes et les Arméniens, mais cette campagne n'aboutira à aucun résultat (3).

Au même moment, la Perse continuera à préserver son contrôle sur la partie du Kurdistan occupée par elle déjà depuis le 17ème siècle. La Turquie, elle se montrera capable, déjà à la fin de 1919, d'établir son contrôle sur la partie réservée par les accords de Sykes-Picot à la Russie. Ainsi, dès la fin de 1919, ces quatre pays seront engagés dans la problème kurde et de fait, un statu-quo s'établira. Ce statu quo, malgré certains événements et certaines modifications (Traité de Sèvres, ou le Traité d'Ankara de 1921, entre la France et la Turquie) persistera et comme nous le verrons plus tard, marquera profondément l'avenir des Kurdes et leur mouvement national.

En même temps, avec la déclaration des principes Wilsoniens, qui proclamaient le droit à l'auto-détermination pour chaque nation, nous assistons sur le plan international, à la reconnaissance du problème kurde et du droit des Kurdes d'établir leur propre Etat. Cette reconnaissance n'est pas, cependant, uniquement le fruit des principes wilsoniens. Le problème kurde devient en effet, dans le contexte international de l'après-guerre, l'un des problèmes clés du Moyen-Orient, dû aux ressources naturelles de cette région et de l'établissement des nouveaux Etats sous le patronage des grandes puissances. Surtout l'Angleterre, et quoi que beaucoup moins

intéressée, la France, se montreront a priori favorables à la création d'un Kurdistan libre, qui serait d'abord sous le protectorat d'une grande puissance, puis indépendant (4). D'une part, l'affaiblissement de l'élément arménien dans la région d'autre part la politique de revanche et de punition de l'Empire ottoman contribueront largement à ces tendances. Les intellectuels kurdes, eux aussi renforceront ces tendances par leurs contacts avec les dirigeants européens et américains (5). Jusqu'à la fin de 1920, un état kurde éventuel apparaîtra comme une solution raisonnable pour les dirigeants anglais. Certains membres du "corps diplomatique" kurde, présidé par Sérif Pasâ, introduiront le problème kurde dans la Conférence de Paris, et le Traité de Sèvres signé en 1920, décidera dans les articles 62-64 l'établissement d'un Etat kurde :

"Art. 62 - Une commission siégeant à Constantinople et composée de 3 membres respectivement nommés par les gouvernements britannique, français et italien, préparera dans les six mois à dater de la mise en vigueur du présent traité, l'autonomie locale pour les régions où domine l'élément kurde, situés à l'Est de l'Euphrate, au sud de la frontière méridionale de l'Arménie, telle qu'elle pourra être déterminée ultérieurement, et au nord de la frontière de la Turquie avec la Syrie et la Mésopotamie, conformément à la description donnée à l'article 27.11 (2 et 3).

"Art. 64 - La Turquie s'engage à présent à se conformer à cette recommandation et à renoncer à tous droits et titres sur ces régions.

"Si ladite renonciation a lieu et lorsqu'elle aura lieu, aucune objection ne sera élevée par les principales alliées à l'encontre de l'adhésion volontaire à cet Etat kurde indépendant, des Kurdes habitant la partie du Kurdistan comprise jusqu'à présent dans le vilayet de Moussoul" (6).

Plusieurs facteurs rendront cependant ce traité caduc : Tout d'abord l'échec des armées grecques en Turquie et la prise de contrôle kémaliste dans la région, puis dans la Turquie

toute entière. Cette prise de contrôle débute par l'occupation de l'Arménie par les forces kémalistes et par le traité de Gümrü en 1920. En 1921, face aux victoires kémalistes contre les armées grecques, les Français et les Italiens se retireront du territoire de la Turquie et la Grande Bretagne sera aussi forcée d'accepter la nouvelle situation et d'annuler le traité de Sèvres. En effet, la légitimité du pouvoir kémaliste sera reconnue dès 1921 lors de la Conférence de Londres et en 1922, lors de la Conférence de Mudanya, les Kémalistes arriveront à éliminer le gouvernement d'Istanbul et à s'imposer comme le seul pouvoir légitime de la Turquie. A partir de ce moment là, il ne sera plus question de contester la domination turque sur les territoires actuels de la Turquie. Le Traité de Lausanne, signé en 1923, ne mentionnera plus la question kurde ni la question arménienne.

Mais en ce qui concerne les Kurdes, ce fait accompli ne sera pas la raison unique de la défaite du Traité de Sèvres. Une grande partie des chefs kurdes sous contrôle kémalistes, ne sembleront pas avoir la moindre idée ou montrer une sympathie pour la création d'un Etat kurde. Ces chefs sembleront accepter, ou, tout au moins, ne pas contester l'autorité kémaliste, ni l'unité islamique dont les Kémalistes s'en feront les porte-paroles. Lors des Conférences de Paris en 1920, et de Lausanne en 1923, les chefs kurdes de Turquie, feront de la diplomatie anglaise et française les cibles d'une vague de protestations et exprimeront l'idée d'unité et de fraternité entre les Kurdes et les Turcs. La Grande-Bretagne, plus directement liée à cette question, semble elle aussi être bien

découragée par la position des chefs kurdes de l'Irak et de l'Iran. En effet, dans le Kurdistan irakien, le tableau général ne sera guère rassurant pour les Anglais, où leur autorité sera profondément contestée. Les révoltes kurdes se succéderont dans ce pays à partir de 1919, et certains chefs demanderont l'indépendance immédiate du Kurdistan, et seront soutenus par les Kémalistes. En Iran, Simko, lui aussi collaborera avec les Kémalistes et se révoltera contre l'Etat central. Les Anglais arriveront bientôt à la conclusion qu'il est peu commode, voire même dangereux, d'entretenir des relations avec les Kurdes (7). La Grande-Bretagne aidera, à partir des années de 1920, par tous les moyens, les Etats centraux en Irak et en Iran, à rétablir l'ordre royal ou impérial. Cette aide sera d'autant plus nécessaire que Kirkuk et Moussoul sont la condition sine qua non de "l'existence même de l'Etat irakien" (8).

La question kurde sera ainsi résolue sur le plan diplomatique, et comme nous l'avons déjà mentionné, lors de la Conférence de Lausanne, il ne sera plus question d'établissement d'un Kurdistan ou d'une Arménie indépendants. Ce traité ne reconnaîtra pas non plus le droit de statut de minorité aux Kurdes et acceptera la délégation turque, comme étant la délégation kurdo-turque. La question de Moussoul restera certes, une difficulté majeure entre la Grande-Bretagne et la Turquie, mais, finalement, le statu quo établi en 1919, sera reconnu par tous les partis engagés.

Mais malgré l'effacement officiel de la question kurde de la politique internationale, cette trêve de deux ou trois ans marquera profondément l'avenir du mouvement nationaliste kurde ainsi que les Kurdes eux-mêmes. Tout d'abord, les différentes parties du Kurdistan commenceront désormais, tant sur le plan politique que culturel et militaire, à suivre des chemins différents et nous observons une aliénation générale. Le mouvement national kurde, au moins jusqu'aux années 1960, sera conscient de la force de cette aliénation et se verra obligé de faire face à ses suites. La réunification du Kurdistan jusqu'à cette date restera le but, non-déclaré, de chaque mouvement de résistance. D'autre part, le Traité de Sèvres et la reconnaissance du problème kurde sur la scène diplomatique restera comme l'une des références les plus importantes du mouvement kurde jusqu'à nos jours. Cette référence au traité de Sèvres et la reconnaissance du problème kurde sur la scène diplomatique restera comme l'une des références les plus importantes du mouvement kurde jusqu'à nos jours. Cette référence au traité de Sèvres prendra une place extraordinaire parmi les sources mythiques de la résistance kurde marxistes d'aujourd'hui. En ce qui concerne la période qui nous intéresse plus particulièrement, si la réunification du Kurdistan n'a plus jamais été revendiquée par les mouvements nationalistes, les accusations de trahison et les critiques très sévères à l'égard de l'Entente n'ont jamais manqué non plus (9).

I.2. - LES CONDITIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DU KURDISTAN
A L'EPOQUE KEMALISTE

Il est en effet très difficile de tracer le tableau général du Kurdistan sous le régime kémaliste, d'autant plus que, jusqu'à nos jours, aucune recherche portant sur ce sujet n'a été effectuée et que les informations mal recueillies se trouvent très dispersées dans les annuaires statistiques et d'autres sources, telles que les journaux ou des documents publiés par différentes municipalités.

La première difficulté concerne les questions concernant la démographie. Les sources kurdes de cette période évaluent le nombre des Kurdes en Turquie à 3,5 millions (10), ce qui nous semble très contestable étant donné les destructions des longues années de guerre. (Selon M. Atik, la population d'Anatolie de l'Est aurait diminué de 2,5 millions à 1,5 millions de 1915 à 1920 (11)). Certaines sources européennes de l'époque estiment que la population des villes kurdes aurait diminué de 1926 à 1930 de 50 à 75% (12). Ces estimations nous paraissent également très peu fiables. Les statistiques turques, elles, bien qu'affirmant une croissance massive des Kurdes de 1927 à 1935 (autour de 250.000 personnes) (13), nous semblent également peu correctes, pour des raisons évidentes, notamment la tendance à renier l'existence même des Kurdes. Néanmoins, si nous nous fions à ces statistiques, nous devons admettre que le nombre de Kurdes s'élève à 1.689.324 en 1927 dans la Turquie toute entière. Ce chiffre est 1.361.169 en 1935, pour les villes de la région, contre 2.091.209 Turcs (14).

La population kurde, comme nous pouvons l'observer, ne se limite pas seulement aux "villes kurdes". Nous constatons avec beaucoup de stupéfaction, la présence de Kurdes dans pratiquement chaque ville de la Turquie, en très grand nombre à Istamboul, Ismir et Adana; on les trouve aussi dans d'autres villes comme Corum (1.231 Kurdes), Denizli (173 Kurdes dont 169 hommes), Edirne (111 Kurdes), Eskisehir (674 Kurdes), Isparta (162 Kurdes), Izmit (1253 Kurdes dont 908 hommes), Bursa (448 Kurdes), Afyon (139 Kurdes), Amasya (3.256 Kurdes), Aksaray (3.256 Kurdes) etc. (15). Ceci nous permet de conclure à l'existence d'une mobilité kurde, volontaire ou forcée. Déjà dans les années de la guerre de l'Indépendance, le problème des émigrés kurdes qui furent obligés de quitter leurs villes natales se pose comme un problème insoluble, et on compte déjà à cette époque des dizaines de milliers de mühaçir kurde (16). Sous la République, à cela s'ajoutent des déportations massives qui créeront des nouvelles générations d'immigrés sur lesquelles nous ne possédons pas de chiffres exacts. Si nous prenons la population des villes kurdes ou des villes à minorité kurde importante de la région de l'Est, nous constatons la présence écrasante de la population rurale qui constitue près de 85% de la population totale (17). Ces villes kurdes sont entourées en 1927 de 11.734 villages et toujours d'après les recensements de 1927, 573.537 personnes de ces villes ont une profession agricole. L'industrie est très peu développée et est très souvent artisanale. Elle emploie 29.241 personnes (4,28% de la population) alors que le commerce en absorbe presque le même pourcentage (29.877 personnes) (18). Les professions

libérales n'emploient que 5.849 personnes, la bureaucratie 8.121, la justice 1.254, l'armée 46.925, les P.T.T. 1.441 et différentes autres professions absorbent 23.541 personnes. Près de 2.000.000 personnes figurent dans la catégorie des "sans profession ou professions inconnues" (19). Ce chiffre très élevé s'explique en partie par les méthodes de recensement et, en partie, par le phénomène de "l'agriculture parallèle" et la contrebande.

Les activités économiques les plus importantes restent sous le Kémalisme, les cultures et l'élevage. Mais ces activités resteront tout au long de la période kémaliste très peu productives et ceci malgré le fait que la concentration des terres dans certaines mains est plus élevée que dans le reste de la Turquie. La production pour le marché restera très limitée et variera entre 2 et 8%. En moyenne, dans les villes de l'Est 5%, dans les villes du Sud-Est 8% des terres sont cultivables. L'agriculture, comme dans le reste de la Turquie d'ailleurs, sera loin d'être mécanisée. L'élevage restera l'une des activités économiques les plus importantes et dans son ensemble plus productive que dans le reste de la Turquie (20). Mais, elle est l'objet de contrebande vers la Syrie et l'Iran, et échappe complètement au contrôle étatique.

Les campagnes restent dans leur ensemble sous la domination des agha. Ici encore nous ne sommes pas en mesure d'évaluer le chiffre exact des villages possédés par les agha, ni la population soumise à leur domination. Mais nous pouvons préciser que même dans les années 1980, plus de 1.000 villages

sont possédés totalement ou partiellement par des agha et suivant les informations de l'époque, nous pouvons estimer que ce chiffre dépassait facilement la majorité des villages pendant la première moitié de la République (21). L'existence de cette institution aristocratique pour utiliser les termes de Brunflessen (22) faisait que, dans les campagnes, plutôt que les lois étatiques, les lois des agha et de son divan étaient en vigueur et que l'Etat était souvent obligé d'accepter une sorte de partage de pouvoir avec eux (23).

Pour revenir sur d'autres activités économiques, il nous faut préciser qu'il est fort difficile de considérer le Kurdistan de cette époque comme une partie intégrante de la Turquie. "Les vilayet de l'Est sont économiquement un marché indépendant" disait H. Kivilcimli dans des années 1930 (24). Tout au long de cette période, c'est plutôt la contrebande qui nourrissait les villes et les campagnes kurdes, et qui créait une autre forme d'intégration économique, ayant pour axe les villes kurde de Turquie, d'Irak, de Perse et de Syrie (25). L'intégration économique du Kurdistan avec le reste de la Turquie sera empêché pendant cette époque par l'état des routes, par le manque de communications, les taxes, la faiblesse des investissements, etc. En effet, ce n'est qu'après les années 1960, que les produits turcs commenceront à découvrir les marchés du Kurdistan, et malgré cela le problème de la contrebande restera, jusqu'à nos jours, un problème crucial (26).

Si dans les années 1930, l'Etat commence à appliquer une politique "étatiste" dans l'économie, en investissant lui-même et en privilégiant les investissements privés, le Kurdistan restera privé de cet avantage. Déjà en 1922, au Congrès économique d'Izmir, les villes kurdes seront totalement absentes (27). A la fin des années 1920, sur 244 entreprises nationales, les villes, moitié kurdes ou kurdes, n'en comptèrent que 4 dont 2 à Antep et 2 à Malatya (28). Le grand bond des années 1930 au Kurdistan se situera sur le plan des investissements stratégiques, et la construction des chemins de fer (29). L'Etat essaiera de construire une ou deux entreprises à Elazig et à Antep (39). Mais ceci restera sans signification. Pour prolonger nos observations dans le temps, nous pouvons dire que même en 1975, les encouragements étatiques à l'industrie de cette région resteront caricaturaux (31) et que même en 1980, le pourcentage de la production industrielle de 18 vilayet de l'Est dans la production industrielle ne dépassera pas 3%. Pour 6 de ces 18 vilayet ce taux ne sera pas plus élevé que 0% (32).

La faiblesse des investissements sera complétée par l'état des routes et des moyens de communication. Sur 4.403 km de routes de la région, seulement 989 km seront dans un état utilisable en 1930 (33). En 1932, 233 automobiles sur 4.606, 372 camions sur 2.657, 50 autobus sur 432, 12 motocyclettes sur 442 se trouvent au Kurdistan (34). Nous pouvons encore citer d'autres indices significatifs : Sur les 30 premières banques de la Turquie des années de 1930, nous ne pouvons pas même en trouver une dans cette région (35). Quant aux banques nationales,

elles sont aussi peu organisées et très souvent, ces villes kurdes ne possèdent qu'une succursale de la Banque Centrale (36). Il est difficile de ne pas être frappé par la richesse des ressources agraires de la région et par le manque de banques. Ici encore la politique étatique visant à empêcher le développement économique semble jouer son rôle. En effet, la première banque des vilayet de l'Est, Dogubank, fondée à la fin des années 1950, sera obligée, après le coup d'Etat militaire de 1960, par un décret gouvernemental, de se dissoudre (37).

En somme, aussi paradoxal que cela puisse paraître, du fait de l'existence de la contrebande, l'Etat semble vouloir empêcher, ou tout au moins, ne pas encourager la naissance d'une bourgeoisie kurde sur le sol même du Kurdistan. Aujourd'hui, en 1985, nous pouvons clairement observer les fruits de cette politique par deux phénomènes : l'existence d'une bourgeoisie kurde et de holdings fondées par les Kurdes, mais à l'ouest de la Turquie (38), la présence très frappante et disproportionnée des Kurdes dans la mafia turque et leurs investissements colossaux dans le commerce d'armes et de narcotiques. Ces lignes écrites par H. Kivilcimli dans les années 1930 nous expliquent en effet la logique de la politique étatique au Kurdistan :

"La bourgeoisie turque reste très hostile à toute sorte d'organisation économique au Kurdistan et dans les vilayet de l'Est, car économiquement, elle désire coloniser (le Kurdistan), et politiquement, elle ne veut pas créer une cause kurdiste" (39).

En somme, en ce qui concerne la situation économique, nous pouvons utiliser les termes de M. Ijafer, qui la décrit

comme une situation d'"under-under development" (40). Cette situation évoluera dramatiquement dans les années 1960 vers la création d'une colonie intérieure au Kurdistan, dont les régions de l'Ouest captent les matières premières et les sources énergétiques à très bon marché et vendent leurs produits fabriqués. Ainsi cette région passera d'un "marché économique kurde" à une vraie dépendance vis-à-vis du reste de la Turquie.

* * *

Le Kurdistan sous le kémalisme, grâce aussi à son caractère rural, ne connaîtra pas la famine ou la misère extrême que nous observons dans les années de la guerre. Le rôle de l'Etat dans l'économie se limite plutôt à la mise en vigueur et la perception des taxes. L'abolition de l'asar, la taxe nature, et l'obligation de paiement des taxes en argent mettront cependant, contrairement aux thèses de l'historiographie kémaliste, la paysannerie dans une situation plus difficile. Selon une source kémaliste, les taxes en argent contribueront à l'endettement des familles paysannes (41). Au Kurdistan, même les taxes viseront d'une part à financer la guerre kurde, par les taxes de Club de l'Aviation (42), et d'autre part au financement d'autres dépenses et à la diminution de la contribution financière de l'Etat. L'exemple du vilayet d'Erzincan est fort intéressant de ce point de vue. De 1925 à 1930, le budget de ce vilayet est en grande partie financé par les taxes (43).

ANNEE	Total des dépenses	Taxes des routes	Revenus	Taxes de l'édition	Revenus	Contribution de l'Etat	Revenus	Autres	Revenus
1925	61.518	24.143	34,75%	25.175	36,21%	17.027	24,29%	3.175	4,57%
1926	209.562	72.929	34,80%	72.277	34,50%	33.198	15,84%	31.158	14,86%
1927	190.398	54.415	27,99%	35.535	41,58%	23.610	18,28%	23.610	12,15%
1928	164.911	33.297	20,19%	87.979	53,30%	33.979	20,00%	9.730	5,90%
1929	190.920	43.907	23,00%	97.520	51,00%	38.986	20,00%	10.507	6,00%
1930	191.873		19,22%	108.005	51,29%	37.578	19,22%	9.716	5,17%

Pour conclure, nous pouvons dire que, au moins à cette époque, cette région est assez fermée et dans une grande mesure auto-suffisante. La crise économique qui frappe la Turquie toute entière frappe certes cette région aussi. La pénurie de thé, de sucre et de certains produits chimiques, est un fait que nous pouvons observer à travers les journaux (44). Mais nous ne pensons pas que les villes turques en soient moins frappées. L'économie agraire, aussi peu productrice soit-elle, et la contrebande, semblent plutôt lui garantir une stabilité économique et une capacité de résistance. La crise économique, ou les difficultés économiques, ne semblent pas, a priori, figurer parmi les facteurs contribuant à la révolte ou à la résistance armée.

* * *

Cette situation d'"under under development" se manifeste également dans d'autres domaines. Nous n'avons pas les moyens pour le moment d'analyser les données concernant la santé, la mortalité infantile ou les loisirs. Par contre, dans le domaine de la culture et l'éducation, nous pouvons donner

quelques chiffres. En 1925, les villes kurdes ne possèdent au total que 8 journaux, hebdomadaires ou bi-hebdomadaires, dont 3 officiels (45). La situation se dégrade considérablement 5 ans après. En 1930, il n'y a désormais que deux hebdomadaires, dont l'un à Diyarbékir, l'autre à Malatya (46). Un autre indice est le nombre des sièges de cinéma. Les villes kurdes comptent en tout 8 cinémas dont le nombre de sièges atteint 3.140. Mais ici encore, nous ne sommes pas loin des paradoxes. Dans la petite ville de Siirt, les Kémalistes jugeront bon d'inaugurer une salle de cinéma de 1.000 places. Cette salle reste cependant fermée 240 jours sur 265. 3 autres cinémas ayant au total 1.000 sièges resteront également fermés plus de 200 jours par an (47).

Toujours en 1930, les villes kurdes ou les villes ayant une forte minorité kurde, telles qu'Erzurum ou Aïntap, comptent plus de 14.000 bâtiments officiels dont 957 écoles, 7103 mosquées (48). Ces données ne nous montrent pas seulement le caractère religieux de la région, mais aussi la faiblesse de l'éducation. A Beyazid en 1937, on ne compte que 2.584 hommes et 81 femmes alphabétisés. A Bitlis, ces chiffres sont respectivement de 1.574 et 39, à Diyarbékir 5.643 et 983, à Elazig 8.106 et 764, à Erzincan 6.037 et 1.069, à Hakkari 229 et 34, à Malatya 9.187 et 1.338, à Mardin 3.602 et 304, à Siirt 3.354 et 152, à Urfa 5.158 et 604, et à Van 945 et 40. Dans toute la Turquie, ce chiffre est de 105.334 pour les hommes et 16.947 pour les femmes (49).

I.3. - L'ADMINISTRATION DU KURDISTAN A L'EPOQUE KEMALISTE

"Parce que c'est notre patrie que nous pensons à la Turquie comme unique. Pourtant la plupart des républiques fondées à la fin de la première guerre mondiale n'étaient pas des républiques démocratiques; elles avaient un régime plus ou moins semblable au fascisme italien. La Turquie d'Atatürk, vu ses efforts pour créer un capitalisme privé par des moyens étatiques, se rapproche de ces régimes. Mais elle est, contrairement aux autres, consciente du fait qu'elle n'est pas puissante pour mener une politique impérialiste. Cette différence ne doit pas être considérée comme insuffisante. C'est une différence importante et heureuse" (50).

Si cette analyse de M. Tunçay reflète une réalité négligée, et s'il est vrai que la République kémaliste ne se distingue pas fondamentalement des autres régimes de parti unique, il n'en est pas de même pour le Kurdistan turc sous le kémalisme. En effet, le Kurdistan se distingue fondamentalement du reste de la Turquie, non seulement par sa langue, par ses structures socio-économiques et religieuses, mais également par son administration et par son statut exceptionnels. Le Kurdistan est considéré comme l'abcès de la Turquie.

"Les Kurdes constituent un danger formidable pour les idéaux de la République turque : celle-ci ne peut pas abandonner le vaste territoire dans lequel ils constituent la majorité de leur population. Or, les Kurdes sont socialement plus arriérés que les Turcs. Ils sont profondément attachés à la religion et ils manifestent les débuts des signes d'une conscience nationale. La République n'est pas assez fermement établie pour être capable d'appliquer une politique à l'Ouest et une autre à l'Est de ses territoires. Si bien qu'elle se trouve dans l'obligation de forcer la modernisation et la sécularisation aussi bien de ses Kurdes et de ses Turcs. De plus, elle (est obligée) de supprimer chaque symptôme du nationalisme kurde. Cette tâche est, même dans les meilleures circonstances, une tâche formidable" (51).

Edmons rejoint à la même époque l'analyse de Lindsay :

"Les Kurdes sont le plus grand problème politique de la Turquie" (52). Mais, dans la Turquie kémaliste, privée de

"meilleures circonstances", la destinée du régime elle-même dépendait comme le dit I. İnönü, des aptitudes à surmonter le danger kurde (53) ou autrement dit les dangers d'"une nouvelle Macédoine" (54).

Si bien que tout au long de la période républicaine, les mesures exceptionnelles pour exterminer cet abcès n'ont pas manqué. La "Loi sur le rétablissement de l'Ordre" adoptée moins de deux ans après la proclamation de la République visait essentiellement la suppression du mouvement kurde et le rétablissement du contrôle étatique (55). Tout de suite après la mise en vigueur de cette loi, les "Tribunaux de l'Indépendance" ont été ressuscités l'un à Ankara et l'autre, sous le nom de "Tribunal de l'Indépendance des vilayets de l'Est"(56). Cette appellation elle-même, montrait les différences existant entre le Kurdistan et la Turquie. Ce deuxième tribunal était ambulante, son autorité ne se limitait pas à un espace déterminé, ou à la région de l'insurrection, au contraire il pouvait exercer "la loi" dans tous les vilayets de l'Est. D'autre part, ce tribunal largement corrompu (57) qui avait l'habitude "d'exécuter les fils devant leurs pères, puis les pères eux-mêmes" (58) avait le droit d'appliquer la peine capitale sans la ratification de la G.A.N. (Grande Assemblée Nationale), alors que celui d'Ankara était privé de cette liberté d'action (59). La différence était encore une fois nette : le tribunal des vilayets de l'Est exerçait l'autorité de la G.A.N. dans la région.

D'autre part, ce tribunal, dont les dépenses étaient en partie financées par M. Kémal lui-même (60) correspondait à une logique de la terreur. A une époque où désobéir à la loi du chapeau était considéré comme "l'insurrection contre la nation turque" (61), un journal semi-officiel expliquait ainsi cette logique :

"Nous ne devons pas oublier qu'en politique, il n'y a pas de pitié. Il n'y a que la force et l'intérêt, et enfin, l'affectation et le respect qui sont issues de la force" (62)

"La liberté de certains a été attaquée, disait encore un député, car, eux, ils ont attaqué les droits de la République" (63).

Cette vague de terreur, dont le nombre de victimes n'est pas connu (64), sera prolongée, après l'écrasement de la révolte de Cheik Saïd, par des mesures administratives qui vont aboutir à une militarisation du Kurdistan. Déjà en 1928-1929, près de la moitié des inspecteurs régionaux de la gendarmerie sont implantés dans les régions kurdes (65). Mais ceci étant considéré comme insuffisant, l'Etat décide, comme c'était le cas jadis en Macédoine (66), d'établir un inspectorat général au Kurdistan (67). Quelques années plus tard, deux autres inspectorats généraux seront établis dans la région : les 3ème et 4ème. (Le 2ème sera établi en Thrace où la turcification est encore loin d'être réalisée à 100%. (68) Avec la fondation de 3ème et 4ème inspectorats généraux, l'autorité du premier qui s'étendait d'une façon officieuse sur l'ensemble des régions kurdes, se limitera désormais aux

vilayets de Diyarbékir, Mardin, Urfa, Bitlis et Siirt. Le 3ème aura l'autorité dans l'extrême Est, dans la région frontalière de la Russie, l'Irak et la Perse; et le 4ème, créé en 1935, aura le contrôle de la région d'Elazig, Erzincan et Dersim (69). Ces ~~ins~~ectorats généraux compteront parmi leurs cadres des conseillers, des "Chefs d'affaires étrangères", des "rédacteurs", des statisticiens, des services de renseignements et ils auront également des représentants dans les établissements ou les directions suivantes : Trésorerie Publique, Santé, Affaires Sociales, Affaires Juridiques, Education, Construction, Economie, Agriculture et Ministère de l'Intérieur (70).

L'Inspecteur Général, qui est une sorte de "Vice-Roi" (71) exerce avant tout une autorité "militaire". L'inspecteur général, souvent militaire lui-même, tels qu'Ibrahim Tali, Tahsin Uzer ou A. Alpdogan, est le commandant des forces armées dans la région. En même temps, il exerce l'autorité du contrôle de toute la bureaucratie civile dans la région. La loi sur l'administration de Tunceli précise que l'inspecteur général devra aussi assurer les fonctions de vali et qu'il devra être militaire (72). L'Inspecteur Général est en somme :

"Une sorte de super-vali, qui ne possède pas seulement les pouvoirs habituels sur la gendarmerie et la police, mais aussi sur les forces armées qui sont sous ses ordres" (73).

L'unification des pouvoirs de vali et ceux de l'Inspecteur général, dans le cas du 4ème Inspectorat, crée un panorama particulièrement intéressant de nouveaux vilayets :

Par exemple, alors que le nombre de fonctionnaires employés par le Ministre de l'Education n'est que de 14, la police compte dès sa création 406 employés. Nous constatons également un gonflement de la trésorerie publique et de la justice (74). Les intérêts de l'Inspectorat dépassent largement ceux du vilayet.

L'inspecteur général est donc le chef militaire et politique suprême du Kurdistan. Il est toujours un proche collaborateur de M. Kémal (75) et il est nommé par lui. De même, il n'est responsable que devant le Chef d'Etat et pas devant le Premier Ministre ou la G.A.N. C'est souvent le Chef d'Etat lui-même qui informe le gouvernement et la G.A.N. des activités de l'Inspectorat et de ses succès. Il écrit, alors qu'il est en visite chez Tahsin Uzer, ceci à I. İnönü :

"Sachant combien vous serez content, si je vous annonçait que je me trouve en ce moment à Trebizond... en compagnie des délégations turques de toutes les vilayets orientaux et que dans la vie que nous passons cordialement ensemble, je vois le plus haut symbole de l'association de l'Etat, du Gouvernement et du peuple; et appréciant combien éloquemment la joie profonde que j'en ressens sera transmise par ta bouche au pays et au peuple entier, je t'embrasse sur les yeux" (76).

Il y a en effet tout lieu de comparer l'Inspectorat général aux commissariats coloniaux anglais ou français établis dans les colonies. L'Inspectorat général, à part ses fonctions précitées a également le monopole politique dans le Kurdistan. En effet, jusqu'à une date tardive, jusqu'à au moins 1930, le parti du pouvoir, le P.P.R. ne sera pas représenté dans la plus grande partie des villes kurdes, à Urfa, Bayazit, Hakkari,

Van, Bilacek, Diyarbekir, Malatya, Bitlis, Elaziz, Mardin, Erzincan et Siirt; le parti n'aura pas de succursales (77). Ce fait très étonnant ne peut pas s'expliquer par l'échec ou les difficultés du parti gouvernemental de s'organiser, même symboliquement dans les grandes villes telles Urfa, Diyarbékir et Elazig. La raison semble plutôt être le désir du pouvoir de créer un centre unique du pouvoir qui soit en même temps un amalgame du monopole politique, administratif, économique et militaire. L'Inspectorat général, joue également le rôle de parti unique. Les Foyers turcs et les Maisons du Peuple seront eux aussi subordonnés à l'Inspectorat général. Et plus tard, en 1936, lorsque le P.P.R. et l'Etat sont officiellement fusionnés, les Inspecteurs généraux deviennent les contrôleurs et les inspecteurs des activités et de l'organisation du parti, comme ils sont les contrôleurs et les inspecteurs des autres affaires d'Etat" (78).

Un autre pouvoir très important de l'Inspectorat général, consiste à créer et contrôler les milices. Ces milices, elles aussi, sont selon nos connaissances, propres au Kurdistan, et elles sont organisées, pratiquement dans chaque ville kurde, pendant, et surtout après l'écrasement de la révolte de Cheikh Saïd en 1925. Nos connaissances sur cette forme d'organisation militaïro-politique sont très limitées. Mais des déclarations officielles et de la presse (79) nous concluons que ces milices sont sous le contrôle direct de l'Inspectorat, et qu'à part leurs fonctions militaires, elles constituent, tout comme des Turkocagi, un canal de la propagande kémaliste.

"Je ne peux rappeler qu'avec des éloges l'attachement et la fidélité de notre peuple envers la République, dit I. Tali à ce propos. Et il continue ainsi :

"On ne peut pas nier le fait que les gens sont en concurrence les uns avec les autres, entrés dans l'organisation de milice, pour pouvoir défendre nos vilayet orientaux contre les attaques extérieures, réactionnaires... Comme à Urfa, dans d'autres vilayet de l'Est également, l'organisation de la milice est fondée" (80).

Parallèlement à l'établissement de l'Inspectorat général, nous assistons à une militarisation du Kurdistan. "Un poste de l'armée pour chaque village" devient l'essentiel de la politique du régime kémaliste. La civilisation et les réformes consistent dans les termes d'Inönü, à créer des écoles, des chemins et des karakol (81). Déjà en 1927, les villes kurdes comptaient 46.925 soldats et 1.254 magistrats, contre 29.241 artisans et ouvriers. 29.677 commerçants et 23.591 professions diverses et professions libérales (82). A ceci, il faudrait ajouter les soldats installés depuis et les mobilisations partielles de 1925, 1930 et 1936-1938.

Cette logique militaire est frappante aussi dans d'autres mesures prises par le Kémalisme. Tout d'abord, comme nous le verrons plus loin, la construction des voies ferrées sera déterminée pour les nécessités militaires. Et sans compter certaines mesures drastiques (83), le Kurdistan subira d'autres changements importants. Ici aussi, les raisons et les objectifs militaires prennent le pas sur les raisons politiques et économiques. Il s'agit d'abord de la création de toute une série de nouveaux vilayets en fonction des besoins

militaires et stratégiques, soit pour élargir le champ de contrôle de l'Etat et siminuer ainsi les possibilités de manoeuvres du mouvement jurde, soit de permettre une concentration des troupes capables de réaliser des déplacements rapides. Ainsi furent créés ou réorganisés entre 1935 et 1936 les vilayets de Hakkari, Bitlis, Bongöl et Tunceli. Dans le budget de ces vilayets en 1936, le budget de la police, de la gendarmerie et de la justice représente près de 50% des dépenses (84). Le vilayet d'Agri, dont la ville centrale compte encore aujourd'hui moins de 20.000 habitants, est créé à la même époque et elle aussi répond aux besoins de la même logique militaire (85). Cette logique militaire était poussée si loin que l'article 3 de la loi de la création du vilayet de Tunceli précisait que les kaymakams et les chefs de nahiye, ainsi que d'autres fonctionnaires de l'Etat, pourraient être choisis parmi les soldats de métier et leur carrière militaire continuerait alors même qu'ils pourraient être en service civil (86).

Ces mesures administratives seront complétées par une supervision permanente des dirigeants de l'Etat et M. Kémal lui-même. Cette supervision empêchera tout autre investissement dans la région que les investissements à buts stratégiques. Voici deux témoignages assez frappants, sur ce point, tous deux de la plume de deux Kémalistes ardents :

"Atatürk pendant son voyage à l'Est, a donné son accord concernant la création des coies militaires. Mais il a ordonné qu'il n'était pas nécessaire de dépenser l'argent pour la construction des écoles. Les 4 millions L turq. mis de côté dans ce but, seront économisés.

Puis un million de L. trq. seraient dépensés pour le dédommagement des pertes causées par des brigades dans la région de Sarsan. Il a ordonné qu'il ne serait pas nécessaire de faire de telles dépenses" (87).

"(Celal Bayar en parlant à Behic Bey, qui demanda la construction des usines à l'Est). Le téléphone est ici, il est à vos ordres. Appelons le Maréchal (F. Cakmak) si vous voulez. Parlez en avec lui. S'il le permet, je commencerai à construire deux usines à Diyarbékir et à Urfa, elles seront achevées l'année prochaine. Mais, voilà, ayze la permission. Le maréchal ne la donne pas. Il empêche" (88).*

* A part cette militarisation des régions kurdes, nous assistons également à d'autres mesures, telles que les déportations etc. Mais nous aurons l'occasion d'y revenir plus tard.

CHAPITRE II

LE KEMALISME FACE AU PROBLEME NATIONAL KURDE

Institut kurde de Paris

II.1. - L'ETAT ET LE PROBLEME NATIONAL : L'IDEOLOGIE ET

L'HERITAGE

"Le Kémalisme... est devenu l'idéologie souveraine de l'Etat et de la nation turque. Cette définition montre le chemin que l'Etat turc et la nation turque veulent prendre dans l'avenir pour arriver à leurs buts idéaux".

Tekin Alp, Kemalizm, Ist. 1936, p. 8.

Si l'empire ottoman a, suivant la tradition des Empires islamiques et de l'Empire byzantin, témoigné pendant des siècles une coexistence des nombreuses nationalités, son dernier siècle était néanmoins le siècle des luttes de l'indépendance, des luttes entre les diverses nationalités, et le siècle de la naissance des nationalismes, y compris du nationalisme turc. Après les échecs militaires et la lutte de l'indépendance grecque, le problème de l'ère du nationalisme se posait clairement pour les dirigeants de l'empire : Comment sauver l'intégralité de l'Empire menacé non pas seulement contre les grandes puissances, mais surtout contre les diverses nationalités. La réponse à cela ne pouvait qu'être ambiguë. L'Etat trouvait la solution dans le centralisme et la modernisation, surtout celle de l'armée et de la bureaucratie et dans une politique dite "ottomaniste", visant à moderniser l'Empire comme un Empire de toutes les communautés sans distinction de race ni de religion, sans que pour autant le caractère islamique de l'Empire soit menacé.

Les décennies qui ont succédé au Tanzimat ont démontré cependant l'impossibilité d'une coexistence entre différentes nationalités. Il est bien entendu impossible dans le cadre d'un

mémoire de diplôme d'analyser les raisons multiples de cet échec (1). Au contraire, ce qui nous intéresse ici, c'est plutôt d'analyser l'attitude de l'Etat vis-à-vis des nationalités et vis-à-vis des problèmes nationaux de l'Empire, après sa prise de conscience de turquisme. C'est une question qui est fortement liée au développement du nationalisme turc qui, déjà, dans les années 1860, commence à montrer ses premiers symptômes par le biais de certaines mesures étatiques (2) par de nombreux intellectuels et par l'arrivée de nombreux cadres pan-touraniens de l'Empire russe (3). Aussi paradoxal que cela puisse paraître, déjà avec la politique pan-islamiste d'Abdulhamid qui signifiait l'exclusion des chrétiens du champs de l'égalité, le nationalisme turc trouve des échos importants à la fois à Istantoul et à l'étranger, chez les Jeunes Turcs. Déjà à la fin du XIXème siècle, on trouve dans la presse d'Istantoul fortement contrôlée par la Porte, les idées de domination turque, de l'hégémonie turque dans l'Empire Ottoman (4). A l'étranger, parmi les Jeunes Turcs, malgré leur collaboration très étroite avec des nationalistes arméniens, les tendances pan-turques commencent à se formuler. L'idée que "la base de l'Etat n'est pas l'ummet^a musulmane" mais la "nation constituée par le peuple turc" (5) prédomine également chez les Jeunes Turcs influencés par des idées pan-germaniques ou pan-slavistes, mais aussi par des idées modernisatrices et religieuses des intellectuels arabes, par exemple celles de ^Mmuhammed Abduh (6). En effet, chez les Jeunes-Turcs, les idées d'une domination turque, et peu de temps après, les idées non seulement d'un empire ottoman turc, mais d'un empire

touranien commencent à voir le jour (7). Selon Kuran, qui connaît fort bien les cercles Jeunes-Turcs, le pan-touranisme est déjà depuis 1908, l'idée dominatrice chez eux (8).

Malgré toute sa façade libérale, l'avènement des Jeunes Turcs en 1908 marque également l'avènement du nationalisme turc. Taniñ écrit peu de temps après la pronunciamento jeune turc en 1908 que "les unions que nous désirons doivent avoir lieu 1- entre Turcs, 2 - entre Musulmans et 3 - enfin entre les Ottomans. Mais s'il y a une race qui peut servir de modèle aux diverses autres nations, c'est la race turque" (9). L'Etat adopte en effet à cette époque, et ceci pour la première fois dans l'histoire du Moyen-Orient, le nationalisme comme idéologie officielle et comme instrument d'obéissance à l'Etat (10). A la fois sur le plan théorique (11) et sur le plan politique, on assiste à partir de 1908, à un nationalisme poussé jusqu'à l'extrême, visant surtout les nationalités non-musulmanes, en les réduisant du stade d'animalisme : "Karadgh le bandit, l'âne de Serbie, le serpent de Bulgarie, puis le chien de Grèce, entourent d'un bout à l'autre la patrie..."(12).

D'autre part, ayant la volonté de combler l'écart intellectuel et économique existant entre les Turcs et les nationalités non-musulmanes et de rendre les Turcs capable économiquement d'assumer une domination turque, l'Etat subventionne presque un nationalisme économique, qui se concrétise par le boycottage des marchands grecs et leur déportation (13) par l'établissement des nombreuses entreprises turques financées par l'Etat (14) ou encore par des hymnes ayant pour idée de turquifier la vie économique (14).

Dans l'ensemble, la politique Jeune Turque dépasse la politique pan-islamique d'Abdulhamid en adoptant une ligne clairement pan-touranique^{isme}. Dans leurs poèmes, les idéologues du régime feront ouvertement appel à l'irrédentisme et demanderont l'occupation de la Serbie, de la Grèce, de la Bulgarie, etc... Leurs projets se résument ainsi : "Toute la terre est redevenue le Touran-Le padichah s'appelle encore une fois l'Ilhan" (15).

En pratique, le prix de cette idéologie et de cette politique nationaliste est payé en Albanie, dans les pays arabes, et en Arménie. Ayant perdu d'abord le contrôle, puis la souveraineté sur les territoires non-musulmans ou européens, les Jeunes Turcs s'attaqueront à l'Albanie, où ils adopteront une politique centralisatrice extrêmement sévère. Le résultat sera la révolte et l'indépendance albanaises. Dans les pays arabes où il existe déjà un mouvement nationaliste assez fort et une renaissance culturelle arabe, les choses ne marcheront pas non plus d'une façon souhaitable. Le gouvernement Jeune Turc adopte une loi faisant de la langue turque la langue officielle de l'enseignement primaire, ce qui crée des mécontentements dans le monde arabe (16). Pendant la guerre, le gouvernement des Jeunes Turcs essaye d'étouffer ce mouvement national arabe dans le sang et dans le feu (17). Mais l'autorité turque ne survit pas au cessez-le-feu de 1918. A l'intérieur de l'Anatolie même, ce sont d'abord les Grecs qui payent les frais du nationalisme étatique turc, et le commerce grec régresse colossalement, des dizaines de milliers de Grecs se voient contraints, souvent par la force, de quitter le pays(18).

Avec les Arméniens, une entente semble être possible dans les années 1908-1913, malgré les massacres des Arméniens à Adana en 1909. Mais les choses se détériorent dès le début de la guerre et en 1915-1916, le gouvernement juge le moment venu d'entreprendre l'extermination des Arméniens. Avec cette extermination, le gouvernement de l'Union et Progrès, parvient ainsi à homogénéiser une partie du territoire. Cette homogénéisation ne veut pas encore dire la "turcification", mais plutôt l'islamisation du territoire de l'Est. Par cette islamisation, l'Union et Progrès croit que les chemins de l'Empire touranien lui seront grandes ouvertes.

Les Kémalistes sont donc, comme dans beaucoup d'autres domaines, également dans le domaine de la question nationale les héritiers d'une tradition nationaliste, et leurs origines tant organiques qu'idéologique les rattachent fortement aux Jeunes-Turcs. Ceci se concrétise en effet dans les conditions douloureuses des années de l'après-guerre. Car en ce qui concerne les deux nationalités de l'Anatolie, c'est-à-dire les Grecs et les Arméniens, il s'agit de trouver la solution définitive du problème national par l'élimination de ces éléments de l'Anatolie. D'abord les Arméniens ont été exterminés pendant la guerre : par la suite pendant la guerre de l'indépendance, les premières batailles kémalistes ne se livreront pas contre les armées grecques, mais contre les Arméniens, menacés de nouveaux massacres (19) et considérés comme le danger immédiat pour la Turquie. Pendant ces batailles, les Kémalistes ne cacheront nullement leur intention de coloniser l'Arménie indépendante, devenue par la suite l'Arménie soviétique.

Un traité, celui de Gümrü, sera par la force imposé aux Arméniens et contiendra les articles qui mettront ce petit pays sous le protectorat de la Turquie (20). M. Kémal en expliquera les raisons :

"Nous avons demandé des armes arméniennes. Il y a trois raisons à cela. D'abord, la couleur, le caractère et le but des Arméniens ne sont pas clairs. Donc, quand une nation sans couleur telle (que les Arméniens) possède des armes, elle endommage toujours son entourage. Nous pouvons être l'objectif de cet endommagement... De plus, pour pouvoir garantir les intérêts des deux parties (la Russie soviétique et la Turquie), il faut désarmer les Arméniens. Si bien que nous voulons leurs armes. Deuxièmement, si les Arméniens sont devenus comme ils le prétendent, des bolcheviks, ils n'auront plus besoin d'armes. Donc il n'y a aucun danger à accomplir les conditions du traité. Troisièmement, nous demandons leurs armes, comme un droit, correspondant aux conséquences de notre victoire sur eux" (21).

La Turquie essaiera également d'établir ses commissariats pour superviser l'application du traité (22). Quoiqu'il en soit, ces premières victoires kémalistes mettront une fin définitive à l'existence d'un problème arménien dans l'espace même de l'Anatolie.

Quant aux Grecs "impardonnables", qui ont eu le malheur de se trouver sous l'occupation kémaliste, plus précisément aux bords de la Mer Noire, ils subiront des déportations. En effet, en ce qui concerne la pratique de la "solution" du problème national, la continuité entre les Kémalistes et leurs prédécesseurs se manifestent clairement pendant la guerre. Les déportations des Grecs, dont la violence horrifie certains députés de la G.A.N. (22) et les diplomates alliés de la Turquie tels que Frunze (24), sont des témoignages importants, montrant la détermination kémaliste de continuer l'oeuvre et la politique des Jeunes Turcs.

Cette pratique d'éradiction des peuples non-turcs et surtout des peuples chrétiens, est nourrie par de nombreux discours et textes kémalistes. Dès le début de 1920, avec la mise en place du pouvoir kémaliste, l'idée de créer un Etat purement turc et d'homogénéiser le territoire s'exprime quotidiennement. Talaat Paça sera salué par la presse turque comme "un géant de l'histoire et un génie" dont "l'histoire s'emparera de l'immense personne" (25). La population d'Alep sera décrite comme celle "des Turcs parlant une autre langue que le turc"(26) sans compter les menaces concernant les minorités.

"Pour ce qui est du facteur politique intérieur, c'est-à-dire, du désir naturel d'affranchissement des minorités, il y a lieu de faire remarquer que l'Empire Ottoman ne contient plus aucune minorité qui puisse prétendre y former un Etat indépendant. L'Etat turc conscient de son droit de conservation n'hésiterait pas à agir comme tout Etat indépendant vis-à-vis des attentats dirigés contre son existence." (27)

"Nous sommes franchement nationalistes et le nationalisme est notre facteur de cohésion. Devant la majorité turque, les autres éléments n'ont aucune sorte d'influence. Nous devons à tout prix turcifier les habitants de notre pays. Nous allons annihiler ceux qui s'opposent aux Turcs et au turcisme. Ce que nous recherchons chez ceux que veulent servir le pays, est avant tout d'être turcs et turcistes" (28).

Les idées touraniennes et pan-islamiques, elles aussi, seront sous une forme ou sous une autre présentes à la fois dans les idées et dans la pratique. Dès 1919, les cadres kémalistes se lanceront dans des aventures en Transcaucasie, pour établir le contrôle turc sur ces régions (29). Cette occupation, menée avec la participation active des membres de Ittihat ve Terakki tels que Nuri Paça^{ch}, ou Halil Paça^{ch} par la suite, semble être une continuation des idées touraniennes dans la pratique. A côté de la propagande pan-islamique faite par le

kémaliste (30) à l'extérieur de la Turquie, il y aura également toute une série d'activités unionisto-kémalistes, visant la réalisation de ces idées (31). Certaines lettres de M. Kémal montreront elles aussi les liens organiques entre le Comité Union et Progrès et le Kémalisme. M. Kémal exprimera dans ces lettres, l'idée "de s'unir sous la forme d'une confédération avec les masses musulmanes qui se seront libérées" (32).

Les années de la guerre, en mettant le point final aux questions grecque et arménienne, et le traité de Lausanne en permettant l'expulsion de la Turquie des Grecs dont le nombre s'élève à 500.000 (33), sans compter les autres départs (34), constitueront un point important de l'histoire des nationalités en Turquie. Les années 1923-1924 sont elles aussi décisives pour l'évolution de l'idéologie kémaliste, qui déclare sa fierté concernant le passé. La Turquie kémaliste qui refuse d'avoir "les Arméniens sous son nez" en Syrie (35) déclare à plusieurs reprises l'impossibilité d'admettre l'existence d'un foyer pour les Arméniens en Turquie (36). En ce qui concerne les Grecs, le Kémalisme explique qu'"on peut se réconcilier avec les Grecs, mais pas avec les Grecs ottomans" (37). Cette hostilité continuera d'ailleurs jusqu'à nos jours (38). Les autres minorités chrétiennes, telles que les Assyro-Chaldéens, seront elles aussi touchées par cette politique (39). L'organe du parti dirigeant reviendra 10 ans après la fondation de la République sur le même thème :

"Le monde entier le sait. Nous sommes bien loin des haines de race et de couleur. Nous nous sommes trouvés dans la nécessité de nous défendre contre ceux qui nous trahissaient. Quant à juger si l'anti-sémitisme en Allemagne constitue effectivement une nécessité de défense de ce genre, c'est aux hommes qui ont entre leurs mains la destinée d'un des plus grands peuples et l'un des plus grands Etats du monde qu'il appartient de se prononcer" (40).

En effet, malgré le fait que les minorités non-musulmanes ne constituaient plus un danger pour les Kémalistes, elles continuaient néanmoins à marquer l'évolution de leur idéologie. Les discussions autour de la nouvelle constitution permettaient déjà en 1924, de deviner la ligne qui sera adoptée par l'Etat :

"L'Etat ne connaît pas, diront les orateurs, d'autres nations que la nation turque"... "L'élément qui a créé la civilisation de l'Asie jusqu'à l'Europe, est l'élément turc" (41).

Les étapes suivantes auront tout d'abord pour objectif la turcification des cadres de l'Etat, des compagnies de chemins de fer (42) et du commerce (43) etc. Dès 1925-1926, toute une série de mesures sont adoptées pour turquifier le territoire de la République et les Foyers turcs ainsi que les mairies, par exemple à Brousse ou à Mersin, prendront des arrêts d'interdiction des autres langues que la langue turque sous peine d'amendes (44). Partout dans le pays, les campagnes de "citoyens, parlez turc" commencent (45) et arrivent à un tel point que, même les Turcs originaires de Crête parlant un dialecte ne sont pas épargnés par la répression (46). M. Kémal, dans un discours prononcé à Adana explique les raisons de cette campagne :

"La langue est l'une des caractéristiques essentielles de la nation. Celui qui se dit de la nation turque, doit avant tout et absolument parler le turc... Or, à Adana, il existe plus de 20.000 citoyens ne pouvant pas parler le turc. Cette situation qui dure maintenant depuis au moins 100 ans, continuera encore des siècles durant si les Foyers Turcs, la Jeunesse Turque et les institutions politiques et sociales turques n'y remédient pas. Quel sera le résultat ? Ces hommes qui parlent une autre langue, peuvent dans une situation difficile collaborer et agir contre nous avec d'autres hommes parlant d'autres langues" (47).

"Aujourd'hui, dit-il dans un autre discours, sur ces terres, la nation turque est la majorité écrasante. Sur toutes ces terres, il n'y a que la nation turque qui leur donne la spécificité turque. Mais cette nation, ne nous donne pas encore l'image d'une nation uniforme que nous souhaitons. Si notre génération, sous le guide de la science et de la vie, peut consacrer sa vie à travailler sérieusement, la nation politique turque sera une nation culturellement, intellectuellement et socialement entièrement et complètement turque. Dans cette nation uniforme, toutes les autres cultures doivent disparaître. Il ne peut pas exister, dans une nation, des civilisations différentes" (548).

En dehors des régions cosmopolites, telles que la région méditerranéenne et les régions kurdes, la Thrace sera l'arène essentielle de cette politique linguistique. Le régime kémaliste entamera une politique de colonisation de la Trace (49) en y établissant le deuxième inspectorat général (50) et en entreprenant, dans les années 1930, l'expulsion non officielle des Juifs de cette région (51).

Toujours dans les années 1930, la politique de la répression linguistique atteindra une nouvelle étape : l'étape de l'adoption d'une thèse historique turque. Déjà en 1924, H. Suphi (52) et en 1932, la revue idéologique du Kémalisme, Kadro (53) signaleront l'apparition de cette thèse, qui sera mise en place d'une façon décisive en 1934, et qui sera complétée par la suite, par la "théorie de la langue soleil",

toutes les deux visant à prouver l'origine turque de toutes les langues et de toutes les civilisations du monde. Plusieurs congrès, des livres et des centaines d'articles seront publiés pour prouver la scientificité de cette thèse et de cette théorie (54). Les thèses touraniennes seront elles aussi aussi réhabilitées et introduites sous une forme extrêmement prudente dans ces thèses et théories. Les mythes de l'Asie centrale deviendront peu à peu l'un des appuis moraux du nationalisme kémaliste (55).

Simultanément, nous constatons le passage à une étape plus poussée du nationalisme turc dans les années 1934-1935 : le nationalisme basé sur le sang (56), sur "les sciences positives", sur la citoyenneté, comme le postulent de nombreux turcologues. "Un Turc est égal au monde entier", "Heureux, celui qui se dit Turc", "La force dont tu as besoin, existe dans le noble sang qui circule dans tes veines", seront les slogans populaires du régime (57). Cette nouvelle étape est assez surprenante dans la mesure où elle contredit les théories précédentes et où elle ne tient pas compte de l'origine non-turque de certains dirigeants kémalistes. Le discours, encore une fois, sert à un nationalisme aux buts intérieurs :

"l'homme est également sous l'influence de ses ancêtres, dira le discours kémaliste, c'est-à-dire de sa race. Les sociétés humaines marchant sous le guide de leurs caractéristiques raciales... L'un des principes de la société d'Histoire turque, fondée en 1931, est de lier sa thèse (de l'histoire turque) au caractère racial" (58).

"La Révolution turque doit rester entre les mains des Turcs purs. "les révolutions réalisées avec l'aide d'autrui, restent débitrices de celle-ci".

"On ne peut pas payer cette dette".

"Le pire des Turcs est mieux que les meilleurs des Non-Turcs" (59).

"Notre histoire des vingt dernières années a montré que ni la capacité de Turc de donner naissance aux chefs, si sa force de fonder des Etats n'ont diminué"(60).

"L'unité nationale" ou plutôt le nationalisme, sont en effet, le moteur de l'idéologie kémaliste. La continuité avec les Jeunes Turcs est encore une fois marquante. N'est-ce pas Z. Gökalp lui-même qui a formulé dès 1915 l'essence et les tâches du nationalisme :

"Surtout, ne dis point : "J'ai le droit !"
Le droit n'existe pas ! Il n'y a que le devoir
.....
Je n'ai point de droit ! ni d'intérêt, ni d'envie.
J'ai mes devoirs, point de besoin d'autre chose.
Mon esprit, mon coeur ne pensent pas ! Ils entendent.
Ils suivent la voix qui vient de la Nation.

"Je ferme mes yeux.
Je fais mes devoirs" (61).

Le nationalisme kémaliste, lui aussi se présente comme la force essentielle, capable de faire reconnaître l'autorité étatique, de justifier la présence et le "choix" des chefs comme des éléments nommés par le "Dieu-Nation", et de les sacraliser, et de faire accepter sans contestation, l'occidentalisation, l'anéantissement d'un passé, même national, au nom du "nationalisme". Ce nationalisme, décrit à juste titre par Lindsay, comme le "nationalisme oriental" tel qu'il se présente dans de nombreux pays du Tiers-Monde qui a pour but l'achèvement des tâches prévues par le régime, est très souvent orienté vers l'intérieur.

Le nationalisme devient le secours essentiel du régime et remplace, comme l'analyse I. Besikçi, la religion (62) en devenant la base justificative de régime. Sans le nationalisme, sans une idéologie nationaliste aussi puissante que le Kémalisme, un régime autoritaire ne pouvait s'établir, ni survivre *.

II.2. - LE KEMALISME FACE AU PROBLEME KURDE

"Si les Kurdes courent après une illusion de fonder un Etat, leur destinée sera d'être effacés de la terre. La race turque a montré la façon dont elle peut traiter ceux qui convoitent la patrie qu'elle a obtenue au prix de son sang et d'un labeur inestimable. Elle a effacé les Arméniens de cette terre en 1915, et les Grecs en 1922"

N. Atsiz, Texte reproduit par Yeni Akis
n° 1, août 1966.

Dans l'évolution du problème national en Turquie, le cas kurde occupe une place tout-à-fait distincte et bien complexe. L'attitude de l'Etat face à cette question change en fonction des caractères qu'elle prend suivant les périodes. En effet, n'ayant d'une part pas la tradition de renier l'existence des nationalités, étant d'autre part tributaire des Kurdes en ce qui concerne le problème arménien, l'Etat tolère dans une certaine mesure, pendant l'époque ottomane, les activités kurdes, à condition cependant que celles-ci n'aient pas un caractère séparatiste et qu'elles ne cherchent pas à rivaliser avec le pouvoir central et contester ses mesures, aussi

* Etant donné la complexité de cette question, nous avons laissé de côté des idées pan-touraniennes, abondamment présentes dans la propagande kémaliste, tels que la marche des Foyers Turcs :

"Le drapeau dans le ciel, les baïonnettes dans les mains,
Dieu dans les cœurs,

"Nous voulons devenir les maîtres de la terre."

Cité par C. Yetkin, Türkiye'de Tek Parti Yönetimi, Ist. 1983, p.57.

draconiennes qu'elles soient. Les organisations kurdes de 1908-1913, pourtant plutôt ottomanistes que pan-kurdistes, auront une vie bien éphémère dans la mesure où celles-ci auront des objectifs nationalistes; et entre 1840 et 1914, l'Etat n'hésitera pas à réprimer d'une façon exemplaire les mouvements de résistance kurde. Mais il s'agit à cette époque avant tout d'établir son autorité et de détruire l'autonomie des chefs kurdes sans pour autant essayer de Turquifier la région. Nous n'avons en effet aucun indice montrant que l'Etat considère la question, tout au moins jusqu'à la période des Jeunes-Turcs, comme une période nationale. L'Etat voit plutôt dans la question kurde le problème de l'établissement de l'ordre et de la sécurité.

Par la suite, les kémalistes, eux, accepteront dans un premier temps, d'est-à-dire de 1919 à 1923, non seulement l'existence de l'entité nationale kurde, mais encore ils la citeront aussi comme l'une des composantes essentielles de la Turquie. Le pouvoir kémaliste à cette période se présente comme le représentant légitime de ces deux nations soeurs. Les lettres de M. Kémal aux chefs kurdes (63), ainsi que d'autres documents soulignent ce fait :

"Le loyalisme des populations kurdes dit le journal officiel Hakimiyet-i Milliye... nous est connu depuis longtemps. Les Kurdes ont été de tout temps les auxiliaires précieux des Turcs. On peut affirmer que les deux peuples n'en forment qu'un seul" (64).

Le discours prononcé par Ismet Paçà à la Conférence de Lausanne mentionnera lui aussi les Kurdes comme l'un des

deux éléments constitutants de la Turquie :

"Les Kurdes ont toujours joui des droits de la citoyenneté en Turquie. Ils n'ont jamais considéré que le gouvernement turc avec lequel ils collaborent est un gouvernement étranger. Ils ont leurs députés à la G.A.N. et ils participent activement aux affaires de l'Etat.

".....

"Les droits qui ne comprendront pas les droits et les pouvoirs de la citoyenneté ne satisferont jamais une nation noble comme les Kurdes" (65).

Pour arriver à avoir l'appui des Kurdes, les Kémalistes n'hésiteront pas à faire des concessions importantes. Ils entrèrent en 1919 en contact avec les Kurdes des 6 vilayets revendiqués par les Arméniens. Le Comité de Müdafaii Hukuk ü Vilayetî Sarkî qui se prépare à la défense de ses vilayet, au prix de l'indépendance de ceux-ci si nécessaire, passa à la suite des promesses de M. Kémal sous son contrôle et le Congrès organisé par ce Comité fut la première victoire des Kémalistes (66).

Les Kurdes continuèrent même par la suite à être l'une des forces essentielles du mouvement kémaliste et ils acceptèrent, à quelques exceptions près, de se joindre aux Kémalistes pour éviter le danger arménien, ou pour empêcher, comme le dit le Général Karabekir, "la transformation du Kurdistan en Arménie" (67). De nombreux Kurdes eurent les places honorifiques et les Kémalistes essayèrent même de gagner le Club Kurde à leur cause (68).

Mais malgré cette "fraternisation", dès 1919, nous assistons à un tournant radical dans les rapports entre les Kurdes et les Kémalistes. L'Armée de l'Est, seule force militaire

organisée du Kémalisme à cette époque, prend dès la même année, des mesures "pour réprimer un soulèvement éventuel des Kurdes" (69). Et l'Etat comprend peu à peu, toujours à partir de cette date "que non seulement la domination militaire au Kurdistan, mais aussi la domination religieuse et politique est vitale pour notre avenir" (70). Des projets à long terme, prévoyant d'établir cette domination sont déjà établis dans les années de la guerre. Le premier fruit en sera l'interdiction à la fin de 1919, des Clubs kurdes, accusés "d'avoir vendu leur conscience" (71). La fermeture de ces clubs prend l'allure d'une campagne organisée et menée par Keyeti Temsiliye (le gouvernement provisoire kémaliste) contre le "courant kurdiste" (72).

L'année 1921 constitue un autre tournant et la révolte kurde de Koçgiri, comme nous le verrons, devient l'arène des règlements de comptes entre la fraction radicale des Kurdes et le Kémalisme. Ce point symbolise la radicalisation de l'Etat et du nationalisme kurde. Le Kémalisme qui devient la force politique la plus importante du pays et qui fait ses preuves dans la diplomatie et dans la guerre, sera reconnu désormais, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Turquie. Et l'attitude des Kémalistes vis-à-vis des Kurdes changera radicalement après ces victoires.

A la fin de 1922, le panorama, qui se dégrade depuis 1919, sera marqué cette fois-ci par une rupture presque totale. Les raisons de cette rupture sont nombreuses : D'abord les Kémalistes ont la possibilité de se libérer de leurs alliances involontaires de la guerre, et même si dans certains cas, ils

ne sont pas toujours conscients du potentiel kurde, ils ne soutent pas du danger global que ce problème représente pour le nouvel Etat. Le Kurdistan est tout d'abord la dernière frontière du remembrement de l'Empire ottoman et il est par conséquent, l'une des régions les plus fragiles, sinon la région la plus fragile de la Turquie. Le Kurdistan est considéré en effet, et à très juste titre d'ailleurs, comme la clé de l'unité de la Turquie. Quand Cemal Gürsel, le Président de la République en 1961 écrit que :

"Les villes de l'Est sont à la fois la porte et la forteresse de notre patrie. Si nous perdions les villes de l'Est, il ne sera pas facile de se maintenir en Anatolie de l'Ouest" (73).

il exprime en effet un spectre qui continue à effrayer les dirigeants turcs. Ce spectre est formulé, sans soucis diplomatiques, dans de très nombreux documents de l'époque kémaliste :

"Les causes et les origines de la dernière révolte qui a éclaté dans les provinces orientales de l'éternelle patrie turque, sont identiques à celles qui ont soulevé, dans un passé très lointain, la Bosnie et l'Herzégovine, entourées de non-musulmans, contre celles qui, malgré une fraternité séculaire, ont poussé les Albanais à frapper dans le dos, pendant la guerre des Balkans, les Turcs qui ont toujours montré la plus grande affection pour leurs compatriotes. L'idéal et le but qui ont engendré la révolution kurde, sont les mêmes que ceux qui ont gâté la Syrie et la Palestine" (74).

D'autre part, le problème national kurde est le dernier problème national de la Turquie. "Si nous arrivons à purifier la Turquie des Kurdes, déclare le Ministre de l'Intérieur Kémaliste, nous arriverons également à avoir un Etat 100% turc" (75).

Or, si "le Turquisme est la base de l'Etat et, désormais, la vie toute entière, civile, économique, culturelle et politique, ne peut fonctionner que sur cette base" (76), un problème national de cette ampleur ne peut être perçu que comme un obstacle immédiat à l'établissement de l'Etat, nation turque, et à la turquification de la République, qui sont, comme nous l'avons vu, les buts déclarés du régime. Dans un pays très affaibli par les guerres, et où règne un régime symbolisé par le victorieux M. Kémal, les Kurdes pouvaient être les seuls éléments qui constitueraient une force d'opposition, et ce ne pouvait être que les Kurdes (77). Ismet İnönü, le numéro deux du régime kémaliste, confirme lui aussi, quarante ans après la révolte de 1925, ces hypothèses :

"La destinée du régime dépendait des résultats absolus et positifs qui seraient obtenus pendant la révolte de l'Est, dans la politique intérieure et sur le front militaire... Nous avons traité la question en ces termes". (78)

* * *

Mais il serait erroné de penser qu'il s'agissait uniquement d'un danger kurde contre l'établissement de l'Etat turc, ou, comme le prétendait l'auteur kémaliste Y. Kadri, des "flammes rouges qui ne terminent pas, mais qui débutent une guerre entre la race kurde, décrite par les Européens, comme une race arienne comme eux, et la race turque, décrite par eux comme la race mongole" (79). Ce n'est pas seulement l'existence des Kurdes comme une entité différente qui créa des troubles ou des menaces pour le régime. Les Kurdes ne se présentaient pas uniquement comme un ennemi hostile à l'Etat turc,

mais aussi à ses programmes, à ses projets socio-économiques et politiques. Les aspirations de l'élite kurde, nous le verrons, n'auront pas les mêmes points de départ que ceux des forces mobilisatrices. Néanmoins, les projets du Kémalisme qui se veut "le champion de la civilisation occidentale en Orient" (80) sont à eux seuls, largement suffisants, pour créer des troubles au Kurdistan, qui, par la suite, seront canalisés par le nationalisme.

Voyons d'abord, le contenu donné par le Kémalisme au terme de "civiliser" le Kurdistan, ce qui sera la préoccupation essentielle du pouvoir kémaliste résolu à "faire sienne" la civilisation occidentale. "C'est une décision qui se base sur une volonté si absolue qu'elle peut détruire par le feu et le fer, ceux qui s'y opposent" (81). Et les cibles de "cette volonté absolue" et du "fer et du feu" sont les villes kurdes :

"Medeniyet" est un mot aussi béni que le mot de "Mesrutiyet" était en 1908 et 1909. Ce mot veut dire le chapeau pour les deux sexes, l'alcool, la danse, les colliers, les cravates, ... d'aller très peu à la mosquée, de jouer rarement, la souscription à la Ligue de l'Aviation, plutôt que faire l'aumône, le football, les nouveaux caractères latins et toutes les pratiques associées avec le giour récemment vaincu" (82).

Atatürk, en parlant de Dersim, montrait bien qu'établir la "civilisation" à un prix quelconque était la décision étatique la plus importante :

"Je suis heureux d'annoncer devant vous, que nous ne laissons et nous ne laisserons aucune possibilité qui puisse créer un obstacle pouvant empêcher notre Nation d'arriver au niveau élevé de la civilisation et au bonheur qu'elle mérite" (83).

L'organe des foyers du Peuple Ulkü s'exprime, lui aussi, sur la notion de civilisation :

"Maintenant le monde entier sait que les Turcs, s'il y a besoin de le faire, enseigneront aux autres nations la civilisation, et la liberté, par la baïonnette et par la force de l'épée." (84)

Et finalement, c'est le ministère de l'Intérieur qui explique les moyens d'amener les Kurdes à un niveau de civilisation plus haute : "Construire des routes et des écoles, bâtir des postes de gendarmerie" (85).

En effet, si par la fondation d'un Etat national, à la place de l'Empire Ottoman multi-national, le Kémalisme détruit l'une des bases de l'unité kurdo-turque, en adoptant des réformes et en les poussant jusqu'au bout, en dénonçant l'opposition "à la révolution du chapeau" comme "une trahison et comme une rébellion contre la nation" (86), en condamnant les gens à la peine capitale pour cette "trahison" (87) en abolissant le Khalifat et en "attaquant" l'Islam, il en détruit une autre. Ces points sont importants, indépendamment de la position du nationalisme kurde face à l'Islam. Car la religion constitua le lien qui justifiait l'union, et elle était aux yeux de la plupart des Kurdes, la garantie, en dépit de tout, de la continuation de cette unité. Alors que cette garantie est détruite, certains Kurdes, comme Saïd-î Nursî, (dit Saïd-i Kurdî) chercheront la solution dans la création d'un Etat islamique, dans lequel le problème des nations, ou des Etats-nations ne se posent plus (88). Mais la plupart des Kurdes verront dans la destruction de cette garantie, la justification

de leur nationalisme. Les paroles d'un "Kurde intelligent" expriment en effet la psychologie de la plupart des chefs kurdes de cette époque :

"Auparavant, nous avions un ^{Calife} Khalif commun, et ceci donnait à notre peuple religieux un sentiment profond d'être dans une communauté avec les Turcs. Depuis que le Khalifat est aboli, tout ce qui nous reste est le sentiment de la répression turque..." (89)

Les paroles attribuées à Cheikh Saïd lui-même vont elles aussi dans le même sens :

"L'Islam était la base de l'union entre le Kurde et le Turc. Les Turcs l'ont cassée. Les Kurdes doivent maintenant assurer leur propre avenir" (90).

L'abandon de l'Islam par l'Etat, sans entretenir forcément un maintien absolu de celui-ci par les Kurdes, constitue à la fois une source pour leur nationalisme, et une excellente occasion et prétexte justificatifs pour rechercher la solution dans l'établissement d'un Etat kurde.

En effet, l'Etat, dans le cadre de l'Empire ottoman, a depuis longtemps pu se renforcer et s'imposer au détriment de l'Ulema grâce à son armée et sa bureaucratie centrale (91). Mais jusque là, il n'a pas, au moins en paroles, aboli le Chariat. Une fois celui-ci abandonné, l'enseignement religieux, ainsi que les vakf passés sous le contrôle de l'Etat, et le laïcisme qui signifie dans le cadre de la Turquie la subordination de la religion à l'Etat est adopté en tant que l'un des fondements de l'Etat, la réaction de la société kurde chafi'ite sera celle d'une antipathie sans mesure. Une bonne partie des

religieux, jusqu'alors silencieux, se rallieront à la "cause nationaliste". Il s'agit ici des différences entre l'Islam proprement dit turc et silencieux (92) et l'Islam kurde. Comme nous analyserons plus loin, l'Islam est une institution dynamique et pratiquement organique de la société kurde. Son caractère à la fois rural et urbain, ses dimensions à la fois mystiques, spirituelles, matérielles et temporelles, sa force mobilisatrice le distinguent de l'Islam turc (93). C'est pourquoi les religieux kurdes, pour pouvoir défendre "les intérêts de l'Islam", n'hésiteront pas, contrairement à leurs homologues turcs à se révolter, et ceci en pleine collaboration avec des "laïques" kurdes.

Les Kémalistes semblent être bien conscients de ce facteur. La politique kémaliste vise en effet, non pas la séparation de la religion et de l'Etat, mais comme l'explique clairement Mme Adivar, plutôt la main-mise de l'Etat sur la religion (94) et une tentative de le priver de ses forces sociales et économiques. Le Kémalisme est conscient du fait que, malgré l'ampleur des mécontentements massifs (95), l'Islam turc, acceptant de jouer le jeu depuis le tansimat, aura du mal pendant longtemps à se réorganiser et ne pourra refuser d'obéir. Alors que l'Islam kurde, militant depuis longtemps, et jouissant d'une autonomie très large, refusera de voir sa hiérarchie, ses ordres et ses écoles détruits, et pourra difficilement être isolé "des réactions au sein de la société" (96).

Pour faire face à cette difficulté, les Kémalistes jugeront bon d'accélérer la "sécularisation" et la "laïcisation". Une nouvelle loi condamnant à la peine capitale "ceux qui utilisent la religion à des fins politiques" sera adoptée en 1925. Peu de temps après, tous les ordres et les écoles religieuses seront interdits (97), et l'Etat s'attaquera violemment à des ressources financières des religieux. La conséquence de ceci sera la naissance d'une nouvelle phase de l'Islam populaire au Kurdistan, et dans une certaine mesure en Turquie. Au Kurdistan mêmes, les centres religieux se transformeront en centres nationalistes protégés par la population locale. L'Islam populaire refusera la prière en turc, les vêtements officiels, etc.

La révolte de Cheikh Saïd que nous analyserons plus loin constitue un nouveau tournant décisif dans les relations entre l'Islam kurde et l'Etat : l'Islam kurde, en refusant la "sécularisation", se joindra au nationalisme. Une lettre de Cheikh Mahdi, écrite en juin 1926, est très révélatrice :

"Le Cheikh qui accuse les Yesidi, de ne pas avoir de sentiments nationalistes, continue ainsi : "Si l'objectif est de chasser les Turcs, il est essentiel d'avoir une force organisée. Où sont ces patriotes qui étaient prêts à se sacrifier ? Pourquoi ne se joignent-ils pas à nos forces ? L'endroit où nous nous trouvons maintenant est un Kurdistan indépendant. Celui qui le désire peut venir" (98).

Toute une autre série de projets kémalistes se heurtent également à l'opposition des Kurdes. La modernisation, ou l'"occidentalisation", pour employer le terme propre du Kémalisme, en se basant sur l'Etat d'une part, sur la bourgeoisie

turque d'autre part, nécessiteront bien entendu, la destruction des relations tribales et les répressions exercées contre villages ou la paysannerie en général. L'unification économique du pays projetée par les Kélamistes est un autre facteur de conflits importants. On aura l'occasion d'explicitier ce point. Mais nous voulons signaler au passage que l'unification du Kurdistan avec le reste de la Turquie prendra des décennies entières, et la contrebande en tant qu'obstacle à l'unification constituera pendant l'époque kémaliste, à côté de l'agriculture, le secteur économique le plus important, à tel point que Y. Nadi parlera du "capital de contre-bande". Le coût économique de cette contrebande sera lourd. Nissibine par exemple, ville kurde de Turquie, perdra son importance au profit de Kamichli, ville kurde de Syrie (99).

En somme, dans la Turquie kémaliste, le nouvel Etat ne voit dans les Kurdes qu'une force d'opposition. Et les Kurdes, s'opposeront non seulement à la création d'un Etat "purement turc", mais également à ses objectifs, à savoir, la création d'un Etat "laïc", "moderne" et "occidental". A tout cela, il faudrait ajouter les dimensions internationales du problème kurde et le danger que l'unité kurde au Proche-Orient pourrait présenter pour le Khémalisme. En effet, si la Turquie, après la révolte de Cheikh Saïd adopte une politique extraordinairement conciliante en ce qui concerne le problème de Moussoul, et accepte sans trop contester la décision de la S.D.N., ceci semble partiellement résulter du problème kurde. Les Kémalistes semblent malgré la perte d'un territoire très

riche être soulagés de ne pas avoir à administrer encore un territoire kurde en révolte permanente.

Pour revenir à l'évolution de l'idéologie kémaliste, la guerre menée contre les Kurdes est présentée par elle comme une mission historique. Comment interpréter autrement les paroles de M. Kémal prononcées après la révolte de Cheikh Saïd ?

"Cette guerre sera connue comme la guerre d'un idéal. Pour la première fois dans l'histoire turque, nos soldats se sont battus, pour leurs idéaux, pour un but noble" (100).

En effet, malgré les tentatives d'une démemorisation (101) le Kémalisme ne cahcera jamais ses "idéaux", son orientation et ses aspirations, et ceci, ni dans le domaine de la propagande ni dans celui de la diplomatie. Si bien que nous possédons des sources abondantes sur cet aspect, pourtant volontairement caché par des historiens kémalistes.

Alors que la revue théorique kémaliste Kadro explique de très nombreuses fois la nécessité de "libérer la paysannerie turque assimilée, du joug du féodalisme kurde" (105), d'autres sources de l'époque tiennent un autre langage :

"Les minorités doivent soit être dirigées comme des colonies différentes du corps national, soit être représentées par ce même corps" (106).

Mais la meilleure solution trouvée par le Kémalisme pour résoudre le problème kurde et instaurer la "civilisation occidentale", est sans doute la déportation. En effet, dès 1927, les pages de journaux turcs débordent d'informations sur

la déportation massive des Kurdes vers l'Ouest de la Turquie (107). Le 14 juin 1927, une loi spéciale autorisera le gouvernement à déporter vers l'Ouest les familles de 80 réfugiés kurdes, les prisonniers kurdes condamnés aux peines de longue durée (108). Les déportations ont été effectuées jusqu'au milieu des années 1930, sous l'autorité de l'Inspectorat général et le gouvernement, alors qu'en 1934, elles se régularisent et deviennent pratiquement obligatoires en vertu de la loi sur l'Installation, dont le but déclaré est le suivant :

"Dans cette loi, on a mis des règles claires et directes afin de mettre fin à cette vie nomade. Les devoirs de l'Etat, pour faire accepter la culture turque à ceux qui depuis toujours sont restés éloignés de cette culture y sont clairement précisés. La République turque ne pouvait pas admettre l'existence de ceux qui jouissaient de la citoyenneté et des droits précisés par les lois, sans pour autant qu'ils aiment le drapeau turc. Si bien que cette loi précise les moyens par lesquels on peut attacher plus fortement ces personnes à la patrie et les assimiler dans la culture turque.

"Pour arriver à assimiler ceux qui sont de culture turque, mais qui parlent d'autres langues que le turc, le gouvernement les oblige à s'installer dans les lieux choisis par lui-même" (109).

De très nombreux articles de cette loi règlent aussi cette implantation de la culture turque dans les zones non-turques :

"Art. 2 : ZONES N° 1 comprennent les endroits où l'on veut l'augmentation du nombre des habitants de culture turque.

ZONES N° 2 comprennent les endroits où l'on veut transporter et installer des habitants que l'on désire assimiler à la culture turque.

ZONES N° 3 comprennent les endroits que l'on désire évacuer et interdire à l'habitation pour des raisons locales, hygiéniques, économiques, culturelles, politiques, militaires et de sécurité.

"Art. 9 : Le Ministère de l'Intérieur est qualifié... pour éloigner des régions frontalières ceux qui sont suspects d'espionnage, d'expulser hors des territoires turcs les nomades de sujétion étrangers et les tribus non imbues de culture turque."

"Art. 10 A : Tout pouvoir, même reconnu par les actes officiels, tous droits sont supprimés. Les titres également.

B - "Toutes les propriétés immobilières inscrites ou non, appartenant ou reconnues telles, soit par force, soit par des actes officiels, à des particuliers de la tribu ou aux cheiks, aghas, beys et antérieurement à la mise en vigueur de la présente loi reviennent à l'Etat.

C - "Le Ministre de l'Intérieur est qualifié pour installer dans les zones n° 2, les individus appartenant aux tribus de nationalité turque, mais non imbus de culture turque, dans des endroits remplissant les conditions de vie et d'hygiène, des individus appartenant aux tribus de nationalité turque et imbus de la culture turque, expulser hors des territoires turcs, selon les circonstances, les individus appartenant aux tribus étrangères et non imbus de la culture turque.

"Art. 11 B : Sur la décision de la commission d'exécution, le ministre de l'Intérieur est obligé de prendre toutes mesures jugées nécessaires au point de vue militaire, politique, social et de sécurité, à l'égard des individus qui ne sont pas imbus de culture turque ou de ceux imbus de la culture turque et parlant outre la langue turque, une langue étrangère. Le déplacement de ceux-ci dans d'autres endroits en état d'épars, la suppression du droit civique sont également compris dans des mesures à prendre" (110).

Cette loi fut par la suite modifiée par un article qui insista davantage sur certains critères et certaines mesures. Parmi les critères figurent "les raisons culturelles, militaires, politiques, sociales et policières" et parmi les mesures l'expulsion des tribus n'appartenant pas à la culture turque (111).

Les déportations qui se sont déjà intensifiées à partir de la révolte d'Ararat (112) s'accélérent (113) et causent de nouveaux troubles, comme dans le cas de Sassoun en 1935 (114). Le gouvernement, en même temps, entreprend l'installation dans les régions kurdes des mühakir provenant des pays balkaniques ou de la Russie. Sur ces installations, tout comme sur les déportations, nous ne possédons pas de chiffres exacts. Nous savons cependant que de 1930 à 1935, outre 1544 familles mühacir turques, 259 autres familles et 3.541 personnes furent installées

à Diyarbékir et dans les villes environnantes. 137.771.000 hectares de terre, appartenant pour la plupart aux déportés kurdes leurs furent distribués (115).

L'Etat, à partir de 1925, crée également les bases idéologiques de ces actions. M. Kémal explique sa ligne en justifiant la suprématie des nations déjà organisées en Etat et la nécessité de sacrifier les droits des autres nations à celles-ci : "Il y a eu beaucoup de discours sur (le droit de) disposer de soi-même et les droits des minorités", cite Dobbs en le résumant, "mais tous ces droits doivent être subordonnés aux droits des nations existantes..." (116)

D'autre part, les Kémalistes feront allusion carrément aux projets de l'extermination ou de déportations massive des Kurdes. T. Rüstü soutient que le nombre de Kurdes ne dépassant pas un demi million, leur expulsion sera facile (117). Les diplomates britanniques rapportent :

"T. Ruchtu a dit que le gouvernement turc était arrivé à la conclusion que les Kurdes ne pouvaient jamais être assimilés et qu'ils doivent être expulsés. La Turquie moderne est fondée sur les hécatombes des morts et doit être impitoyable. Elle s'est débarrassée des Grecs et des Arméniens et son prochain objectif est de se débarrasser des Kurdes. Ceci est nécessaire non seulement à cause de leur mentalité immuable, mais aussi parce que les parties Est de l'Anatolie sont les plus fertiles après le littoral de la Méditerranée et de la Mer Noire, et les plus nécessaires à l'installation des Turcs... Ils espéraient que le plus grand nombre de Kurdes irait en Perse après leur expulsion; sans aucun doute quelques uns iraient en Russie, en Irak et en Syrie. En tout cas, la Turquie ne les accepterait plus jamais..."(118)

"La deuxième question et, de son point de vue, la plus importante, est le problème kurde. Le seul désir des Turcs est que tous les Kurdes soient amenés au même niveau que les leurs, vers le bas, si c'est nécessaires... il a mentionné comment certains de ses amis turcs lui ont raconté, avec horreur, que les autorités britanniques construisaient des écoles dans le Kurdistan du sud et qu'ils traduisaient actuellement les manuels scolaires en langue kurde. Ici,

les Turcs essayent d'assimiler leurs minorités kurdes et juste de l'autre côté de la frontière, les autorités britanniques font tout ce qu'elles peuvent pour encourager le nationalisme kurde. Pour un Turc, ceci n'est ni plus ni moins que de l'anti-turquisme" (119).

Le Ministre de la Justice, M.E. Bozkurt, s'exprime sur le même sujet, lors de la révolte d'Ararat :

"Mon idée est la suivante : que tous, les amis, les ennemis, et les montagnes sachent bien que le maître de ce pays c'est le Turc. Ceux qui ne sont pas des purs Turcs n'ont qu'un seul droit dans la patrie turque : c'est le droit d'être le serviteur, c'est le droit à l'esclavage. Nous vivons dans le pays le plus libre du monde et ce pays s'appelle la Turquie. Il n'existe nulle part d'endroit plus favorable où les députés puissent exprimer leurs intimes pensées. Si bien que je ne cacherai pas mes sentiments" (120).

En effet, l'idéologie de l'Etat crée, comme le dit Clerk, toute une "philosophie de l'histoire" et voit dans ses relations avec les Kurdes, le droit à l'existence ou à l'anéantissement d'une nation ou de l'autre (121). Les Kurdes, quels que soient leur nombre ou leurs relations et leurs liens historiques avec les Turcs sont ainsi condamnés à périr.

Mais, malgré la déclaration de la guerre entre ces deux races à l'intérieur de la Turquie, une propagande intense de turquification est organisée. Les villes sont, comme nous le verrons, les vrais champs de batailles, que l'Etat investit, par de nombreux canaux, notamment par des missionnaires de l'université d'Istamboul (122), par des écoles, des foyers turcs (Türk Ocakları), et les maisons du peuple (Halkevleri) après l'intégration du Parti populaire et de l'Etat au sein d'un seul organisme. Les Foyers et les Maisons servent de support à la propagande idéologique du Kémalisme. Les Türk Ocakları sont chargés par I. İnönü, après la révolte de Cheikh Saïd,

de "rendre turcs ceux qui habitent dans ce pays" (123) et ils se montrent particulièrement intéressés par le problème kurde. Ils font traduire, sans jamais les publier, une grande partie des oeuvres concernant les Kurdes (124). Ces foyers connaissent sous le patronage de l'Inspectorat Général, un développement rapide au Kurdistan. Dans pratiquement chaque ville kurde, il existe un ocak qui compte plusieurs centaines de membres (125). Les Halkevleri semblent avoir un succès encore plus important. En 1949, les villes kurdes ne comptent pas moins de 67 Halkevleri et 743 Halk odalari (126).

La "civilisation" et "se civiliser" deviennent les mots d'ordre grâce à ces organisations étatiques et constituent les objectifs du régime au Kurdistan. Les fonctionnaires de l'Etat, le "super-wali" Ibrahim Tali et sa femme, la "first lady" sont les exemples par excellence de cette lutte pour la civilisation, qui est menée au moyen de soirées dansantes et qui touche aussi la jeunesse kurde (127). La milice, elle aussi, joue un rôle important dans l'assimilation (128), ainsi que l'Armée qui est considérée comme l'acole la plus importante de la nation, où "les enfants kurdes apprennent leurs origines turques" (129).

L'éducation qui suit, elle aussi, la révolution est chargée de former "des générations républicaines, nationalistes, populistes, étatistes, laïques et révolutionnaires" (130). Aussi limitée et aussi incomplète soit-elle, l'éducation joue un grand rôle dans l'oeuvre d'assimilation et dans la propagation des idées kémalistes, surtout dans les villes où l'Etat

est le maître du jeu. "Les enfants kurdes apprennent à l'école qu'ils sont des Turcs" dit un diplomate britannique (131). En effet, il s'agit partout, dans les villes kurdes, sauf dans les endroits que l'on a décidé d'exterminer à l'avance, de mener une véritable bataille scolaire. Il est vrai que les enfants scolarisés sont très peu nombreux par rapport au reste de la Turquie, et que dans les petites villes ainsi que les villages, les écoles sont boycottées par la population qui les considère comme des écoles de "giour". Mais, cependant cette bataille semble être gagnée par l'Etat dans les villes. En 1925, les 13 villes kurdes ne comptaient que 215 écoles sur les 4.875 en Turquie et le nombre des élèves était seulement de 8.376 sur 382.182 (132). Encore en 1930, les villes kurdes avaient seulement 957 bâtiments scolaires sur 14.425 bâtiments officiels de la région et le nombre des mosquées était huit fois supérieur à celui des écoles. Mais entre temps, l'Etat augmente colossalement le budget scolaire de chaque grande ville. Ce budget qui n'est que de 9.252 L trq en 1927 pour le vilayet d'Erzincan est de 73.338 L trq. en 1933, et 154.156 L trq en 1943. A Mardin, le chiffre augmente de 64.711 à 108.270, à Van de 23.070 à 79.695, à Agri de 14.711 à 108.270 de 1927 à 1943. A Diyarbékir, ce budget qui n'est que 23.790 L trq en 1923 atteint déjà 148.043 L trq en 1927? 196.228 L trq en 1937, et 311.761 en 1943. Toujours en 1943, les villes kurdes et les villes à forte minorité kurde (comme Gaziantep) comptent 110.439 élèves sur 957.639 élèves dans toute la Turquie (133).

L'école est considérée par des Kémalistes a priori comme un endroit où le turquisme a la prééminence sur toute autre connaissance où l'enseignant est chargé de rééduquer non seulement la jeunesse, mais aussi la population toute entière. Son devoir essentiel est de lui apprendre son origine turque et de la gagner à la cause nationalo-étatique (134). Les manuels scolaires, tout comme les marches et les hymnes nationaux, enseignent à la jeunesse "le bonheur" et "la gloire" d'appartenir à une race "noble" et "supérieure", à la race turque. Des générations entières apprendront que la source de toute civilisation est turque, et qu'elles doivent en être fières. L'école turque est officiellement chargée "de transformer les enfants turcs en citoyens... qui ont complètement compris la psychologie et l'idéologie du régime républicains" (135).

Enfin, l'humiliation du Kurde constitue dans la lutte idéologique du Kémalisme un moyen important. En effet, nous voyons que les journaux et les livres turcs de cette époque sont remplis d'anecdotes (136) et de caricatures humiliantes sur les Kurdes. L'Etat et la condition des Kurdes (137) est transformée par l'Etat en une honte majeure.

Mais d'après les Kémalistes, le problème ne se limite point à la Turquie. Le vrai problème pour eux est de savoir comment résoudre le conflit avec les Kurdes dans le cadre du Moyen-Orient tout entier. La peur des Kurdes des autres pays n'est en effet pas tout-à-fait sans fondement : à part les révoltes kurdes pendant l'Empire ottoman et leur héritage tragique, sur le plan militaire, il existe bel et bien une menace

kurde vis-à-vis de la Turquie et à chaque grand conflit armé entre l'Etat kémaliste et les Kurdes de Turquie, les Kurdes de l'Irak, de l'Iran et de la Syrie seront présents. La réaction à ces révoltes, elle non plus, ne sera pas uniquement une réponse turque, mais la réponse de tous les Etats frontaliers. Nous analyserons ceci avec plus de détails dans les chapitres suivants. Mais pour comprendre la psychose des Etats en conflit avec les Kurdes, il nous suffit d'écouter l'attaché militaire britannique en Irak :

"Chaque Kurde est dans son coeur un croyant fervent de l'idée de l'indépendance kurde et peut-être prêt à se battre pour elle. Mais sa définition exacte du terme dépend totalement de sa position sociale dans le système féodal.

".....

"La machinerie de la révolte organisée existe à présent sous une forme non développée et embryonnaire, non exploitable, mais néanmoins remarquablement complexe. On ne peut pas maintenir que cette machinerie soit capable, dans certaines conditions, de mener à terme, d'organiser et de consolider un Kurdistan indépendant. Mais il n'y a aucun doute que, munie de manipulateurs compétents et d'or, elle peut facilement mettre le Nord de l'Irak, l'Ouest de l'Iran et le Sud de la Turquie dans un état d'anarchie, ce qui peut créer les conséquences les plus sérieuses pour la stabilité du Proche-Orient..." (138)

Cette conscience et cette peur existent d'une façon plus encore marquante chez les Kémalistes qui savent en effet l'impossibilité d'assimiler cet élément non turc (139) et qui ne cessent pas de faire pression sur l'Irak, sur la Syrie et sur l'Iran pour un front actif anti-kurde; pressions qui prendront d'ailleurs, de temps à autres, les dimensions d'une vraie crise, comme ce fut le cas avec l'Iran en 1930.

En 1925, on assiste à une crise de ce type entre la Grande-Bretagne et la Turquie. Il ne s'agit pas en effet du soi-disant soutien que la Grande-Bretagne aurait apporté à la révolte kurde de Turquie, mais plutôt du statut des Kurdes en Irak. M. Kémal déclare aux représentants britanniques que, même une semi-indépendance ou une autonomie des Kurdes en Irak, sera une menace pour la Turquie et il demande des garanties pour pallier ce danger (140). La psychose étant arrivée à ce point crucial, Lindsay écrit :

"Confidentiellement, je crois que l'autonomie du Kurdistan du Sud vient à la tête des méfiances du gouvernement turc à l'égard de la Grande-Bretagne et que les Turcs craignent plus que toute autre chose d'avoir à faire à un problème aussi affolant et aussi épuisant que celui qu'a constituée la Macédoine dans le déclin de l'Empire Ottoman. Dans un cas semblable, les frontières bien gardées et l'abstention de faire de la propagande ne pourront être des garanties utiles car le désordre dans les vilayets kurdes vont augmenter encore plus en raison des rapports favorables sur les conditions meilleures existant dans le Kurdistan iranien" (141).

"... Kemal peut peut-être être satisfait si nous pouvions donner d'une façon ou d'une autre, des garanties à la Turquie contre ce danger. Mais il est difficile de voir comment nous pourrions faire ceci sans remettre en question les droits indiscutables des Kurdes à un développement national et à une indépendance ultime" (142).

Et il ajoute :

"(Le premier ministre turc) m'a informé de la façon la plus catégorique que la question kurde est la question frontalière la plus vitale et elle constitue une menace réelle à la sécurité de la Turquie. Il a dit qu'aussi longtemps qu'un grand nombre de Kurdes se trouvent en Irak, le gouvernement turc aurait des troubles perpétuels dans ses provinces de l'Est et que des troubles surviendraient automatiquement" (143).

Il sera même question de considérer la population kurde comme une population ennemie (144) sous la pression de la Turquie, et malgré ses engagements, la Grande-Bretagne se verra obligée, à la fin, de donner les garanties demandées par ce pays (145).

II.3. - LA "GUERRE KURDE" EN TANT QUE FACTEUR DE LA POLITIQUE
INTERNE DE TURQUIE KEMALISTE

Le problème kurde, en dehors de son ampleur militaire et sociale, est aussi l'un des facteurs essentiels du clivage entre les dirigeants du nouvel Etat, et ceci au moment même où il constitue un véritable élément d'unité entre ceux-ci. Encore une fois, nous sommes en face de l'un des nombreuses contradictions que le Kémalisme pose en Turquie.

On peut mieux comprendre cette contradiction si l'on suit attentivement le développement interne du Kémalisme depuis 1919. Ici encore, il nous faut distinguer plusieurs périodes : Tout d'abord, la période allant de 1919 à 1922, c'est-à-dire du passage de M. Kémal en Anatolie à l'abolition de la première G.A.N., le Kémalisme est loin d'être la doctrine totalitaire du pays et l'opposition dite du "Deuxième groupe" exerce encore une grande influence à l'intérieur et à l'extérieur de la G.A.N. Une Deuxième période s'étend de 1922 à 1925 où le pouvoir kémaliste ne parvient toujours pas à supprimer l'opposition qui s'exprime cette fois-ci à Istanbul, par la voie de la presse ou de différents organismes. Et l'abolition du Khalifat ainsi que de nombreuses autres mesures ne seront pas mises en application tout-à-fait sans problème (5146). Et finalement la période postérieure à 1925 où l'autorité kémaliste n'est plus contestée.

C'est au cours de cette première période que la politique kémaliste vis-à-vis du Kurdistan crée des divergences

importantes au sein même de l'Assemblée Nationale et que le deuxième groupe se montre plus ou moins favorable aux Kurdes. Les événements de Dersim, seront mis en question par les membres de ce groupe qui condamneront les Kémalistes sans aucune réserve.

Mais avec l'abolition de la première G.A.N. et la victoire Kémaliste et la prise d'Istamboul, le deuxième groupe disparaît de la scène politique, pour laisser place d'abord aux mécontents dispersés en suite au Parti Progressiste Républicain, qui comprend dans ses rangs des Kurdes et qui se met très modestement à s'organiser dans certaines villes kurdes.

Lors de la révolte de Chekh Saïd, certains membres de ce parti tels que Ibrahim, Député d'Urfa, seront même très favorable à la révolte kurde. Mais quelle que soit l'attitude de certains de ses membres, le Parti P.P.P. aura, contrairement au "Deuxième groupe", une position très négative à l'égard de la révolte. La révolte deviendra cependant, et malgré cela, le sujet de discussions et de querelles politiques de la Turquie. L'opposition du Parti Progressiste ainsi que la presse "réactionnaire" d'Istamboul selon les cibles du pouvoir kémaliste et les Tribunaux de l'Indépendance qui les rendent responsables de la révolte. Celle-ci aurait été fomentée, d'après eux, par l'agitation du parti de l'opposition et de la presse (147). Si bien que les journaux de l'opposition seront interdits, les journalistes seront traduits devant le Tribunal de l'Est et peu de temps après, le Parti de l'Opposition sera

banni par décision gouvernementale suivant les conseils du Tribunal de l'Indépendance. Selon cette décision :

"Il est constaté pendant les investigations et les jugements des Tribunaux de l'Indépendance que, le principe de rester fidèle à la religion dans le programme du Parti a été utilisé par les chefs révoltés comme un prétexte pour libérer le pays des infidèles... et a contribué ainsi au dernier mouvement de la réaction et de la révolte.

"Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de discuter si cet article a pour caractère d'utiliser la religion à des fins historiques. Ceci est l'affaire du Procureur Général. Néanmoins, quelque soit le but du programme... il est clair pour le gouvernement que certains membres de ce parti l'ont utilisé comme un instrument de la réaction... contre la République" (148).

L'attitude de ce parti sera cependant bien différente à l'égard de la révolte kurde. Le parti soutiendra toutes les mesures prises par le pouvoir : il votera pour l'établissement de l'état de siège dans la région, pour la mobilisation militaire et pour une position sans merci à l'égard des "rebelles" qui "utilisent la religion comme un instrument". Il s'agit pour le parti de l'opposition aussi d'une "affaire d'Etat", d'une raison d'Etat qui doit passer avant toutes querelles partisans. Il s'agit de la vie ou de la mort de l'Etat turc, et les chefs du parti n'hésiteront pas à manifester leur hostilité devant la révolte :

"On comprend de la déclaration gouvernementale, que dans certaines régions de nos vilayet de l'Est, les usurpateurs (mütegallibe) avec la provocation de l'extérieur et en utilisant la religion comme un instrument de la politique agitent la population. Si bien que l'établissement de l'état de siège est juste.

"Ceux qui utilisent la religion pour mettre l'existence nationale en danger méritent d'être maudits. Cet acte est une trahison vis-à-vis de la patrie.

"Que le monde entier sache que, à l'intérieur comme à l'extérieur, face à tout danger, les enfants de cette patrie seront un corps uni. Nous soutenons le gouvernement de toutes nos forces..." (149)

Le parti déclarera qu'il ne possède pas de succursales dans la plupart des villes en révolte (150). En effet, là où il a ses sympathisants, ceux-ci sont pour la plupart, à côté de l'armée contre la révolte, comme c'est le cas à Kharpout (151). En somme :

"Le Parti Progressif qui constitue l'opposition s'est comporté avec une loyauté exemplaire pendant la crise de la semaine précédente. Ses chefs ont, sans aucun compromis, dénoncé la rébellion" (152).

Ismet İnönü, le numéro deux du régime, lui aussi, déclarera cinquante ans après les événements que le pouvoir ne possédait aucune preuve concrète contre le parti progressiste dans la révolte (153).

L'amalgame existe pourtant bel et bien. Mais il s'agit d'un amalgame créé de toutes pièces par le pouvoir kémaliste lui-même et cet amalgame sert à "dévoiler" un complot de la "contre-révolution" contre l'Etat et la "Révolution" (154). La position du Parti Progressiste concernant la loi sur le rétablissement de l'ordre (Takrir-i Sûkûn Kanunu) renforce l'amalgame kémaliste. En effet, bien conscient des projets kémalistes, le Parti refuse de voter cette loi. Mais des raisons de cette opposition sont bien différentes. Le chef du Parti explique ainsi :

"Nos soucis concernent ceci : Par une pareille loi élastique et transformable à toute sorte d'application, les droits et les libertés des citoyens peuvent être limités. Au cas où cette loi serait adoptée, la presse sera complètement limitée dans notre pays" (155).

Le parti essaye en effet de se protéger avant toute autre chose et de se mettre à l'abri. Car, ayant l'expérience du passé, il est conscient du fait qu'une fois la révolte kurde écrasée, la principale cible ne sera autre que lui-même. Mais le parti ne sera pas à l'abri de cette loi et sera déçu peu de temps après. La révolte kurde servira ainsi de justification, pour les règlements de comptes à l'intérieur des cercles politiques. Les dirigeants kémalistes en profiteront également pour régler les comptes internes du pouvoir, pour renouveler les cadres en éliminant certains dont le premier ministre Ali Fethi Bey, accusé de faiblesse (156) et pour l'acheminer vers une radicalisation et un parti unique. Outre que la création d'un autre parti devient impossible dès 1925, et que le parti communiste, progouvernemental dans une large mesure, sera banni, les "modérés" du Parti du Pouvoir seront exclus de la politique. Dans la direction du Parti, les républicains "modérés" et "extrémistes" mènent une vraie bataille (157). M. Kémal et l'aile "extrémiste" du parti feront des réunions secrètes afin de mener à bien les purges et de préparer une révolution de palais à l'intérieur du parti (158). Mais l'échec de la révolte, tout en justifiant la position kémaliste et en renforçant le prestige de M. Kémal lui-même, qui ralentit ses projets, et les transforme en conquête du pouvoir graduelle dans les années 1926-1927.

En somme, l'argument kurde fut, sous une forme ou sous une autre, l'un des arguments essentiels du kémalisme dans la création du régime du parti unique. Par la suite,

cet argument est encore utilisé pour empêcher le passage à un régime pluraliste. En 1930, le Parti Libéral (Serbest Firka) (159), qui a connu le même sort que le Parti Progressiste, est critiqué par le régime et accusé de vouloir mettre en danger la sécurité et l'avenir de la "patrie", entre autres choses, à cause de son opposition farouche à la politique des chemins de fer du gouvernement.

"Tous les ennemis de ce pays se sont opposés à la construction des chemins de fer. Parce qu'ils voulaient garder la patrie turque comme un désert, incapable de se défendre" (160).

L'inspecteur du Parti Républicain, H. Ural, dans son rapport sur le Parti Libéral, met directement celui-ci en cause en l'accusant d'accumuler dans ses rangs tous les mécontents, parmi lesquels les corrompus, les ex-fonctionnaires immoraux, les rénégats, les communistes et, finalement, "les Kurdes qui veulent avoir la revanche d'Ararat" (161).

Le parti du pouvoir, malgré le contrôle strict de M. Kémal, ne semble pas toujours en accord complet sur tous les moyens à utiliser. Nous ne possédons en effet que peu d'indices pour affirmer avec certitude cette hypothèse. Les seuls indices que nous possédons sont, d'une part, l'ouvrage de Messoud Fany (Mesud Fani), un kémaliste franc, ancien vali d'Antioche et, d'autre part, le rapport secret d'un officier turc, probablement bien placé dans la hiérarchie kémaliste. Le premier Messoud Fany, dans son livre publié à Paris en 1931, tout en approuvant les mesures prises par les Kémalistes, se fait le défenseur du peuple kurde et souligne la nécessité de sa sauvegarde en tant que "peuple frère" (162). L'officier en

question, l'ancien député de Brousse, Emin Bey, dont le rapport nous est parvenu grâce aux archives britanniques, décrit la politique kurde du Kémalisme comme une politique suicidaire et démontre l'impossibilité de résoudre le problème kurde par les moyens militaires. Ce rapport, écrit en 1928 pour le Ministère de l'Intérieur, fait une analogie entre l'Albanie et le Kurdistan et ajoute ceci :

"3-...

"Quelle est la position du Kurdistan aujourd'hui ? Pouvons-nous compter sur les Kurdes ? Non. Ils sont l'un des plus grands dangers pour les raisons suivantes :

- a) - La population (kurde) toute entière est animée par le désir de revanche sur nous.
- b) - Un pays ennemi se développe près d'eux.
- c) - L'un de leurs plus grands Cheïkhs est déjà passé du côté des Anglais.

"La politique actuelle est suicidaire malgré l'argent que nous dépensons dans les expéditions militaires contre les Kurdes. Nous ne pourrions améliorer cette situation dangereuse. Bien au contraire.

"4- Je me permets de proposer un changement radical de notre politique et l'adoption de la politique qu'Abdul Hamid suivait et qui est aujourd'hui suivie par les Anglais. Nous devons aller au Kurdistan avec de l'argent, un intérêt amical et le sourire. Très probablement, les agents anglais sont actuellement en train d'intriguer dans notre Kurdistan avec ces moyens, tout comme ils l'ont fait jadis en Irak. En ce qui concerne l'argent, nous allons économiser, et au lieu de dépenser dix millions de livres par an pour les troupes, il nous suffira de dépenser deux millions pour les écoles, et peut-être aussi deux millions pour les routes.

"5- Le pays vaut bien les efforts du développement. Quoique montagneux dans son ensemble, il existe de larges zones de plaines qui peuvent produire une excellente moisson de fruits : pommes, poires, pêches, figues et raisins. Les pâturages produisent de grandes quantités de beurre et de fromage et l'industrie de tapisserie n'est pas encore bien exploitée à cause de l'état d'insécurité et en raison de l'incompétence des fonctionnaires envoyés au Kurdistan et de leur vénalité..." (163)

Nous ne savons pas si les idées lancées dans ce rapport furent partagées par d'autres responsables kémalistes ou elles eurent des échos dans leur application. Nous ne savons

pas non plus si les changements tactiques du régime à l'égard du problème kurde en 1928 fut un résultat de ce rapport. Mais nous pouvons dire avec certitude que, malgré ces divergences, dès 1925, le problème kurde se présente comme un argument important pour l'établissement du parti unique, comme un argument essentiel de la psychose et de la peur des complots et de la "contre-révolution", comme l'une des raisons de la justification et de la légitimation du régime et véritable question tabou, il entraîne la sacralisation de l'armée et de l'Etat. La question kurde, en tant que question de sécurité nationale, est sous monopole de l'Etat et de l'Armée. L'Etat a, dans cette question, toujours raison, et l'armée, qui occupe souvent la place maîtresse dans l'affaire, est la "libératrice", "l'éducatrice" et sacrée (164). Ce facteur de la politique interne, déjà bien en place sous le kémalisme, conserve en effet jusqu'à nos jours sa place. Le caractère intouchable de l'armée est encore une fois confirmé, en 1943, par l'affaire des "33 balles", le général qui a ordonné l'exécution de 33 Kurdes accusés de contrebande s'est défendu en faisant allusion à la "sécurité de l'Etat" et aux "devoirs patriotiques" et fut acquitté sous la pression de l'armée (165). Encore aujourd'hui, les manoeuvres et les opérations militaires à l'Est de la Turquie sont justifiées par tous les partis politiques, y compris par les partis socio-démocrates et par la presse de gauche. "Le problème délicat" est considéré comme le domaine de l'armée, et pas celui des politiciens. Les lois sur les partis politiques confirment également ce fait. Celle de 1965, préparée pourtant à l'époque la plus libérale de la République turque

écrit ceci dans son 89ème article :

"Les partis politiques ne peuvent pas postuler l'existence des minorités basées sur des différences nationales, religieuses ou linguistiques dans le pays de la République turque (sic !).
"Les partis politiques ne peuvent avoir pour but, de protéger, de développer ou de propager d'autres langues ou d'autres cultures que la langue turque et la culture turque; et ainsi troubler l'intégralité nationale du pays de la République turque" (166).

Ainsi le problème kurde, dès la période kémaliste, se présente comme un vrai obstacle à la démocratie et à la non-intervention de l'armée dans la vie politique turque.

II.4. - LES EFFETS ECONOMIQUES DE LA "GUERRE KURDE"

Les aspects financiers des opérations et dépenses militaires kémalistes sont jusqu'à nos jours inconnus. Sur ce problème, on ne possède pratiquement aucun document officiel et nous n'avons que peu de pistes susceptibles de nous permettre de tracer un bilan. Mais pour donner quelques idées, même très vagues, nous pouvons affirmer que chaque opération militaire destinée à réprimer une grande révolte, nécessitait la mobilisation de 30 à 60.000 soldats. Pendant la révolte de Chekh Saïd, par exemple, 25.000 soldats ont été transférés par chemin de fer syrien (167), sans compter la mobilisation de plusieurs corps d'Armée. Et afin de réprimer cette révolte, à part l'emprunt de la Banque Ottomane de 300.000 L. trq (168), une somme de 10.000.000 L trq. fut ajoutée au budget (169). Et, selon les estimations d'un journal semi-officiel turc, 50.000.000 L. trq. au total auraient été dépensés pour arriver

à ce but (170). Ce chiffre représente plus de 35% du budget national de la Turquie de 1925-1926 (171). Un chiffre colossal ! "Pour venir à bout de quelques brigands, nous avons dépensé ... une somme suffisante à la construction d'un assez long chemin de fer" dit Milliyet (172). Dans la révolte de l'Ararat, le chiffre des troupes mobilisées s'élève à 66.000, et une flotte de 100 avions est mise en service (173) dont au moins une partie (8 ou 10) est achetée uniquement dans ce but à l'Allemagne (174). Dans la révolte de Dersim, 50.000 soldats sont mobilisés (175). A part ces trois grandes révoltes, pendant ces quinze années, des dizaines de milliers de soldats se trouvent engagés dans des opérations permanentes (176) dont les dépenses exactes sont impossibles à calculer. Mais, si l'on se fie à l'information donnée par Emin Bey, l'officier kémaliste, 10.000.000 de L. trq. seraient dépensés chaque année pour maintenir l'armée dans la région (177). Mais, même avec ce chiffre, il nous est impossible de préciser ou de calculer les dépenses faites pour réprimer les révoltes, pour maintenir en permanence l'armée, construire les bâtiments militaires et calculer leur part dans le budget national ou, par rapport à la production nationale turque.

Cependant l'analyse du budget annuel de la Turquie de 1928 à 1939 peut nous donner quelques idées, certes succinctes, mais significatives. En effet, les dépenses militaires sans compter les dépenses policières s'élèvent à plus de 25-30% du budget annuel (178). La Turquie a donc un visage très militarisé. Sans doute, il serait erroné d'expliquer cette

militarisation uniquement par la guerre kurde. Néanmoins, les mobilisations susdites, et la présence, dès 1927, d'un tiers des effectifs de l'armée dans la région kurde (179), ainsi que les Inspecteurs Généraux, nous permettent de conclure que la guerre kurde occupe la première place dans les causes de cette militarisation. A titre de rappel, précisons que dans des budgets des vilayets établis en 1935 (pour la plupart des vilayets de la région kurde), la police militarisée a la plus grosse part (110.240 L. trq. sur 351.658). La gendarmerie en a 48.670; la santé, 31.440; la justice, elle aussi largement militarisée 22.720; la construction 4.288 et l'Education seulement 3.520 L. trq. (180).

Une autre conséquence, indirecte cette fois-ci, de la guerre kurde, est la construction des chemins de fer à fins stratégiques. En effet, l'Etat ne cache nullement le caractère stratégique de ces chemins de fer, lié à la question kurde, et à la volonté de turquifier le pays. Voici quelques exemples :

"Camarades ! Atatürk avait un jour déclaré que les chemins de fer sont pour le pays, une armée de sécurité beaucoup plus importante que les fusils et les canons" (181).

"Le chemin de fer est appelé à faciliter la défense du pays et à en assurer l'homogénéité. Voilà la leçon qui se dégage des tristes événements d'Aghri-Dagh qui sont déjà du domaine du passé" (182).

"Ces groupes de conspiration qui travaillent à l'extérieur de la Turquie contre son existence même pensaient qu'ils pouvaient empêcher la construction des chemins de fer avant qu'ils soient arrivés aux frontières, en créant l'hallucination de menaces (183)."

"Cacher au peuple l'existence du problème kurde des vilayets de l'Est n'est pas juste. Il faut clairement expliquer ce problème et préciser la solution qui comprend deux volets : 1.- Les chemins de fer, 2.- La concentration de la population turque" (184).

Cette importance stratégique est confirmée par d'autres sources. En effet, la construction des chemins de fer est sous le contrôle de l'armée et plus précisément sous celui du Maréchal Fevzi Cakmak, qui s'oppose systématiquement à la construction des lignes nécessitées par les besoins économiques. La voie ferrée de Fevzi Paça-Diyarbékir par exemple, passe malgré les constatations des ingénieurs et des économistes, à 24 km au sud d'Elazig (185). La ligne Ankara-Sivas est également modifiée selon les besoins militaires.

Dans leur ensemble :

"La ligne ferrovière Sivas-Erzurum, comme celle qui va jusqu'à Diyarbékir et au-delà, forme l'une des plus importantes réalisations dans la série de mesures qui doivent servir le grand programme culturel prévu pour les provinces de l'est... La ligne Fevzi Paça Diyarbékir offre, outre son grand intérêt économique, l'éminent avantage de créer une connection facile sur le plan militaire". (186)

Parallèlement à leur importance stratégique, ces chemins de fer (186) sont en effet un bon moyen de relier l'Est à l'Ouest, intégrer la vie de l'ouest à l'Est (187) et empêcher la contrebande (188).

Ici encore, toute tentative d'établir un bilan général est impossible, entre autres raisons, à cause des apports économiques de ces chemins de fer. Mais encore une fois, malgré leur contribution économique, ils ont à titre d'exemple, tout d'abord une importance stratégique. Pour donner encore

un chiffre, nous pouvons préciser que plus de 1500 km de chemins de fer construits à cette époque sont directement liés au souci de résoudre la question kurde *

A côté des dépenses militaires, on peut compter également des dépenses civiles telles que le coût financier des déportations (189), d'installation des émigrés turcs au Kurdistan. Mais, ici encore, le manque d'information nous empêche de donner des chiffres exacts.

Quoiqu'il en soit, en tenant compte de tous ces facteurs, nous pouvons affirmer que le coût économique de "La guerre kurde" s'élève à des sommes considérables, et que ceci eut sans doute des conséquences importantes dans le développement économique de la Turquie kémaliste, ainsi que dans la crise économique qu'elle a connue.

* Ces chemins de fer sont :

1930 :	Kayseri-Sivas	222 km
1931 :	Fevzipasa-Diyarbékir	250 km
1932 :	Samsun-Sivas	378 km
1934 :	Malatya-Ergani	171 km
1935 :	Ergani-Diyarbékir	73 km
1937 :	Sivas-Cetinkaya	143 km
1938 :	Cetinkaya-Erzincan	161 km
1939 :	Erzincan-Erzurum	215 km
1927-1939 :	Total	1.592 km
1927-1939 :	Total de la Turquie	2.852 km

Le coût total de ces chemins de fer s'élève à 200.000.000 L. trq.

CHAPITRE III

LE NATIONALISME ET LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE

Institut kurde de Paris

III.1. - LES KURDES DU XIXe AU XXe SIECLES

A. Wilson, en traitant les difficultés posées par le problème kurde au sein de la Mésopotamie d'après la guerre écrit aussi : "Le terme "Kurdistan", comme celui de Mésopotamie, est un terme mou, sans signification géographique généralement acceptée..." (1).

Cette description est encore plus valable pour le dernier siècle de l'Empire ottoman. Il est vrai que le Kurdistan est mentionné dans de très nombreux documents de l'Empire (2). Il est aussi vrai que plusieurs hükümet kurdes existaient sur les territoires des empires ottoman et persan, dirigeant chacun d'entre eux, une partie du territoire dit kurde, d'une façon plus ou moins autonome (3). Il est aussi vrai que l'un des hükümdar kurde de l'époque, celui de Bitlis, écrit une histoire monumentale du Kurdistan dès la fin du XVIe siècle (4) et, comme on le verra plus tard, au XVIIe siècle, Ehmedê Xanî (Ahmedê Hani), poète kurde, lance l'idée d'un royaume kurde indépendant.

Mais, tout de même, existe-t-il un Kurdistan ou non ? Quelles sont les limites territoriales ? Où commence le Kurdistan ? Où commence l'Arménie ? Toutes ces questions qui paraissent absurdes aux XVIe et XVIIe siècles, deviennent brûlantes aux XIXe et XXe siècles. Et, malgré le processus de démemorisation entreprise par l'idéologie officielle turque - à laquelle participent d'ailleurs d'une certaine manière, des intellectuels kurdes - cette complexité constitue la clé de tous

les événements de la période en question, et des lacunes monumentales continuent à apparaître faute d'en tenir compte.

Dans ce sous-chapître, sans nous borner à des questions frontalières concernant le Kurdistan ou l'Arménie, nous essayerons de reconstruire brièvement le tableau général de l'Est et du Sud-Est de la Turquie actuelle. Ce territoire fut au XIXe et au début du XXe siècle, la région la plus troublée de l'Empire, après la Macédoine. La stabilité politique et économique qui durait depuis plusieurs siècles, céda la place à un désordre perpétuel.

Plusieurs facteurs nouveaux apparaissent durant cette période. D'abord, le pouvoir central essaye de rétablir son contrôle dans la région et ce territoire est, à partir de 1800, pour une deuxième fois occupé par l'Empire (5). Cette région kurdo-arménienne est l'une des cibles principales de la politique centralisatrice commencée par le Tanzimat dans les années 1838-1839 (6). Cette politique centralisatrice met en cause le statu quo qui garantit la stabilité de la région. Elle jette les bases de nouvelles structures politiques, crée de nouveaux vilayet, introduit le système des belediye et des nahiye. Entre 1835 et 1865, plusieurs nouveaux vilayet furent réorganisés ou créés, tels que Hakkari, Moussul, Mamurat-ül Aziz. Le vilayet du Kurdistan, fut aboli en 1865 (7). La domination des familles de Nuri Bey à Hakkari, Seref Bey à Bitlis, Bedirhani à El Djezireh et Baban dans le Kurdistan irakien

fut supprimée (8). La conscription, la bête noire des Kurdes fut établie (9). Ces réformes créèrent les conditions d'un vrai déchaînement des forces sociales. Les tribus, soumises jusque là à la domination des hükümdar kurdes commencèrent à gagner du terrain (10), alors que les villes de la région commencèrent à connaître une expérience d'auto-gestion qui ne fut pas contradictoire avec la politique centralisatrice, mais qui permettra plutôt de créer les secours de l'Etat dans les provinces. Pour la première fois, les assemblées provinciales furent créées dans chaque ville. Si dans les villages et dans les nahiye les forces traditionnelles eurent toujours un pouvoir contestable (11), dans les centres urbains (Diyaribékir, Mamurat-ül Aziz, Kars, Mossoul, Van, Urfa, Bitlis etc. l'on observe l'établissement d'un nouveau statut permettant à l'esraf kurde, turc ou arménien de se présenter dans les assemblées nouvellement créées. Si l'autorité des agha et des tribus fut quasi-complet dans les campagnes, les villes échappèrent peu à peu à leur contrôle et devinrent les vrais centres de décision.

Les villes de cette région avec le reste de l'Empire connurent ainsi une expérience démocratique dont l'ampleur dépasse en effet toutes les estimations que nous pouvons faire aujourd'hui. Sous l'influence d'une part des mouvements révolutionnaires du Caucase et d'autre part de ces réformes, les vilayets de l'Est entrèrent dans les années de 1905-1908, dans le désordre et un état d'émeute. Ces émeutes, dirigées par l'esraf musulmane ou arménienne, revendiquèrent une autonomie

élargie des villes, le départ des forces armées et des fonctionnaires "corrompus" et le droit de rectifier dans une certaine mesure les nominations faites par le Sultan (12).

Un deuxième facteur est la renaissance culturelle et politique arménienne qui, elle aussi, vise à bouleverser le statu quo. Cette renaissance s'exprimant d'abord par la création d'une intelligentsia arménienne et par l'établissement des nombreuses écoles (arméniennes ou étrangères) (13) eut lieu dans une période cruciale. Dans un deuxième temps, cette renaissance aboutit à la lutte pour l'égalité avec les Kurdes. Les Arméniens, ayant déjà un statut reconnu dans des villes essayèrent de briser le contrôle despotique des agha kurdes dans les campagnes. Parallèlement aux nombreux çete arméniens, les premiers partis politiques de la région furent établis par eux (14).

Si l'on ne peut pas parler d'une renaissance culturelle kurde à cette époque, on observe néanmoins l'ouverture de nouvelles écoles destinées à la population kurde dans cette région (15), et, comme on le verra en détail, une politisation chez ce peuple. Alors que le pouvoir central organisa à partir des années 1890 les tribus kurdes en brigades spéciales face au "danger arménien", certains intellectuels firent leur apparition sur la scène politique et commencèrent à occuper des postes importants. Cette politisation des Kurdes contribua, elle aussi, à briser l'isolement de la région. Certains Kurdes, tels que Babanzade Ismaïl Hakki, Serif Pasa, Abdullah Cevdet ou Lütfü Fikri, figurèrent peu à peu parmi les politiciens

et les "idéologues" les plus remarquables de l'Empire et participèrent à l'élaboration des décisions concernant les destinées de l'Etat ottoman (16). Certains autres Kurdes, tels que les descendants de la famille Bedirhani, après avoir perdu leur influence passée, s'orienteront vers le nationalisme kurde.

L'influence des grandes puissances qui se fit sentir dans la région est un autre facteur important. En dehors des écoles étrangères dans chaque ville importante, telle Bitlis, Diyaribékir, Erzurum, etc. des consulats français, russes, britanniques ou allemands émergèrent en un court laps de temps, alors que simultanément se développe une bataille pour l'influence économique. A part l'existence des succursales de la Banque ottomane, les représentants des entreprises ferroviaires ou d'irrigation s'installèrent dans la région (17). La région fut l'objet de projets concernant les transports et les communications. La bataille de l'influence politique des grandes puissances, ainsi que leur pression sur l'empire, en vue d'obtenir les réformes politiques dans la région furent aussi décisives (18).

Dernier facteur qui eut des effets dans la région : les luttes existant entre la Perse et l'Empire Ottoman et surtout, entre la Russie et l'Empire Ottoman. Les guerres continues, l'arrivée des nombreux musulmans de Russie dans cette région etc. furent des facteurs de transformation. Ces facteurs augmentèrent également les possibilités des Kurdes de se déplacer et de profiter des conflits entre ces trois Etats.

En somme, cette région fut, après la Macédoine, la région la plus touchée par la crise de l'Empire Ottoman. L'existence de deux communautés essentielles, kurde et arménienne, sans compter les autres, telles que la communauté des Assyro-Chaldéens, les effets des réformes, la lutte entre les grandes puissances, la renaissance culturelle et politique arménienne, la vie tribale et une certaine politisation des Kurdes..., tous ces facteurs créèrent une situation très complexe d'où le problème kurde émergea. La région devint peu à peu le lieu de règlements de comptes entre l'Etat et les Arméniens d'une part, entre les Kurdes et l'Etat d'autre part. Si les villes demeurèrent, pendant quelques temps, au moins jusqu'aux années de 1890, assez stables, les campagnes par contre, furent troublées tour-à-tour par ces règlements de comptes, ce qui coûtera aux Kurdes leurs mauvaise réputation en Europe :

"Tantôt engagés dans des guerres intestines, tantôt contraints de se réfugier sur le territoire ottoman afin de se soustraire aux persécutions de gouverneurs persans; d'autres fois, obligés de s'échapper sur les confins de la Perse pour ne pas tomber victimes de l'avidité des Pachas, toujours sur le qui-vive, dans un état continuel d'alarme, ayant recours, selon le besoin, à la force et à la violence, plus souvent encore à la ruse et à la trahison, entreprenants, agiles, fourbes et cruels, tels sont les Kurdes" (19)

écrivait Millingen à cette époque.

Plus tard, ce sera encore dans les campagnes que les règlements de comptes entre les tribus kurdes, l'Etat et d'autres Arméniens aura lieu. Les Kurdes massivement participeront aux massacres de 1895-1896, occuperont systématiquement les terres arméniennes, ce qui causera une crise économique chez

ces derniers (20) en créant ainsi peu à peu la fameuse question agraire (21).

Ainsi existe-t-il, dès la fin du XIXe siècle, une guerre non déclarée dans laquelle les trois forces : l'Etat, la communauté arménienne par le biais de ses partis, bandes et tribus et les brigades kurdes prennent part.

III.2. - LE NATIONALISME KURDE FACE A L'ETAT ET LES NATIONALISMES TURC ET ARMENIEN.

Comme on l'a vu, le mouvement kurde est condamné dès sa naissance à être confronté aux deux nationalismes différents : le nationalisme, ou plutôt l'Etat turc, et le nationalisme arménien. Cette situation créera des dilemmes pour toutes ces trois parties. Les Arméniens essayeront de calmer les Kurdes et de les gagner à leur cause contre l'Etat central (21) tout en cherchant à affaiblir l'influence des beys et des aha kurdes, alors que l'Etat, lui, sera obligé, au prix de concessions importantes, d'utiliser les tribus kurdes contre les Arméniens. Ces concessions ont en effet des dimensions gigantesques. L'Etat organise et anime des tribus kurdes dans des brigades spéciales, fondées dans les années 1880 et il accepte de collaborer avec les aha kurdes, de telle façon que l'autorité de l'aha et celle du pouvoir central deviennent difficilement séparables. A ce propos, F. Tocard, Vice-Consul de la France à Erzurum écrivait ceci :

"L'administration civile et l'administration militaire, les cheik de Bitlis, les chefs de Kabileh (clans) * de Mouch, les Seid de Seert qui ont une influence prépondérante dans les villes et leurs environs, les commandants de cavalerie hamidiens, les bey et les agha contribuent tous à cette ...** de manière qu'il est difficile de séparer ce qui revient à chacun..." (22)

Un autre contemporain, britannique cette fois-ci, écrit ceci à propos d'une région voisine :

"...Alors que les notables de la ville de Diyaribékir essaient de dominer le gouvernement central du vilayet, dans les divisions administratives inférieures, les agha kurdes constituaient le pouvoir suprême. A Midyad, le kaza de Mardin, il y a eu cinq kaimakams en deux ans, et chacun d'eux a tiré autant d'argent qu'il a pu et a coopéré avec le majliss de la ville, qui est dominé par les Kurdes. Quelques aghas kurdes contrôlent complètement la vie politique dans le kaza" (23).

Incorporés dans les brigades de Hamidiye, certaines tribus deviendront ainsi quasi-indépendantes, comme c'est le cas des Milli dont le chef, Ibrahim Pasa est honoré du titre de Pasa (24). Et les tribus les plus favorisées, ayant un pouvoir non-contrôlable, peuvent dès les années 1905-1906, être considérées comme une menace potentielle contre l'Empire. On s'interroge en effet, à cette période, sur les limites de leur pouvoir et sur la possibilité de leurs actions qui peuvent mettre en danger l'autorité de l'Etat (25). Pour donner un exemple concret, on peut encore citer le cas d'Ibrahim Pasa Milli qui, en exterminant ses rivaux, et grâce à la force qui lui est assurée par l'Etat, devient un "roi sans couronne"(26). Par le pillage, le chantage, la contrainte, il devient le possesseur de 6.000 moutons, des centaines de chameaux, des mulets, etc. sans compter qu'il exerce une influence économique

* L'auteur fait allusion aux asiret (tribus).

** Illisible.

et politique quasi-complète sur 400 villages (27). D'autre comme Haci Musa Beg de Mutki, ou Kör Hüsseyin Pasa (28) et la confédération tribale de Miran, gagneront également un pouvoir incontrôlable et "légitimé" par l'Etat.

Pour les Kurdes, il s'agit d'accepter de jouer le jeu de l'Etat contre l'"ennemi commun", et de devenir son gendarme dans la région. En effet, 45 des 56 brigades de Hamidiye sont composées entièrement de Kurdes, commandées chacune par un chef tribal porté volontaire pour se battre contre les komitaci arménien (29). Le but de l'Etat, en organisant ces brigades irrégulières est le suivant : D'abord, établir aussi paradoxal que cela puisse paraître, son autorité, susceptible d'être paralysée sans le secours des chefs kurdes (30); de créer un équilibre dans lequel l'Etat aurait la possibilité d'utiliser le potentiel militaire des tribus et d'empêcher ainsi les activités arméniennes, de garder la frontière, en cas de nécessité, contre la Russie (31), de propager des idées pan-islamiques parmi les tribus kurdes, et de les transformer, ainsi, en alliées de la Porte (32).

Mais malgré les avantages que l'Etat accorde aux tribus kurdes, et malgré la menace potentielle que ces tribus armées constituent pour lui, l'Etat sous-estime le danger d'un mouvement kurde. En effet, à cause de l'existence de ces tribus, la force militaire kurde était, comme le souligne Afrasian, canalisée dans des canaux non-nationalistes (33). Les tribus kurdes deviennent, à cause de leurs intérêts propres, par le biais de l'Islam, par le biais de l'autorité qu'ils assument,

les ennemis acharnés de l'élément arménien et des tributaires du Sultan. Les risques immédiats en sont une confrontation avec l'Etat, même si à long terme, le danger potentiel diminue. Conscient de ce fait, l'Etat centralise l'autorité suprême de ces tribus dans les mains de commandants qualifiés, tels que le génie fondateur de ces brigades, le Maréchal Zeki Pasa, ou son successeur Sahin Pasa (34). Les tribus s'engagent également à envoyer les fils de leurs chefs à Isyamboul, aux écoles d'Asiret *. L'Etat prend également d'autres mesures qui limitent le champ d'action des tribus, d'abord en leur interdisant de se réunir de leur propre initiative (35), ensuite en excluant systématiquement certaines tribus alawit (36), ou les tribus considérées comme peu fidèles (37) de l'organisation de ces brigades. Due aux avantages économiques et militaires d'appartenir à ces brigades, cette mesure provoque des hostilités incalculables entre les tribus, et l'Etat exploite largement ces conflits inter-tribales.

Les brigades de Hamidiye se montreront assez efficaces dans les années qui suivent leur formation : Elles participeront, sous une forme ou sous une autre, très souvent officieusement à des représailles contre les Arméniens, exproprieront leurs terres, les désarmeront, etc. La politique hamidienne

* Nous jugeons nécessaire d'insister sur cette école appelée officiellement "Asiret Mehtebi Hümayûnu", créée en 1892, fermée en 1907. Cette école, destinée d'abord aux enfants des cheikh arabes, s'ouvrit très peu de temps après aux enfants des chefs des tribus kurdes. L'enseignement de cette école comprenait aussi bien des matières islamiques que d'autres disciplines, et préparait ses élèves à l'Ecole Militaire ou l'Ecole de mülkiye (sciences politiques). Mais cette école, boycottée de temps en temps par des chefs kurdes, fut fermée en février 1907. Selon O. Sergin, le Sultan aurait eu peur des résultats subversifs de cette école. Il est fort probable que cette école eut joué un rôle important dans la formation de l'intelligentsia kurde des années 1900. Pour cette école, voir : O. Ergin, Istanbul Mektepleri ve Ilim ve Terbiye ve San'at Müesseseleri Dolayisiyla Türk Maarif Tarihi, V. 3-4, Ist., 1977, p. 1180-1187.

parviendra à diminuer remarquablement les relations entre les Kurdes, la Russie et la Perse, et, en général, à pacifier les Kurdes. Après des décennies de révoltes dramatiques, de 1840 à 1880, les Kurdes verront enfin dans la personnalité d'Abdul Hamid, "le père protecteur" de l'Islam et de leurs propres intérêts, et seront fidèles à l'Etat, pendant tout son règne.

Certes, à la fin du XIXe siècle, en 1897, certains "Jeunes Kurdes" de la famille de Bederkhan, rejoindront l'opposition des Jeunes-Turcs et lanceront le journal Kurdistan au Caire, en propageant l'idée d'un Kurdistan indépendant. Ce journal, très critique à l'égard du Sultan, glofiera la mémoire du Mithat Pasa, invitera les Kurdes à s'allier aux Arméniens, distribuera des tracts envisageant ouvertement la révolte (38). Déjà peu de temps après l'avènement des Jeunes Turcs; nous voyons des organisations assez mal connues de nos jours telles que "Osmanli Kürt Ittihat ve Terakki Cemiyeti" qui protestent contre l'annexion de la Crète par la Grèce (39) et nous assistons à la fondation de Kürt Teavün ve Terakki Cemiyeti sous la présidence du Sénateur Seyid Abdul Kadir et avec la participation du Dr M. Sükhü Sekba,; le Maréchal Ismaïl Pasazade Ahmet et Babanzade Ahmet Naïm, philosophe et journaliste puissant. Cette organisation qui exclut une partie des nationalistes kurdes (notamment ces Bederkhan) cherchera un compromis entre le nationalisme kurde et l'ottomanisme et se fera le porte-parole de l'entente kurdo-arménienne et demandera des réformes urgentes de gouvernement (40). Après son interdiction en 1909, les étudiants kurdes d'Istamboul fonderont

cette fois-ci Hevi (L'Espoir) et lanceront le journal Roji Kurd (Le soleil kurde) sous le patronage du Dr. A. Cevdet. Mais ces tendances kurdo-ottomanistes resteront assez marginales, et l'Etat parviendra, dans son ensemble, assez facilement à créer une phobie arménienne chez les Kurdes, ce qui déterminera l'évolution du nationalisme kurde des 20 à 30 années à venir. Cette phobie sera, comme on le verra plus loin, à la fois accélérateur et le frein du nationalisme kurde.

L'époque hamidienne est ainsi déterminée par cette alliance anti-arménienne entre l'Etat et les Kurdes. Mais à partir de 1907, et surtout à partir de la "Révolution" jeune turque de 1908, les choses évolueront d'une façon assez différente. Dès 1906-1907, la région kurdo-arménienne est bouleversée par une série de mouvements populaires contre l'Etat. Dans ces mouvements, même si les notables kurdes collaborent avec les éléments arméniens, ces derniers dotés d'organisations et de programme politiques, auront un rôle prépondérant dans ces mouvements urbains (41). Ces manifestations marquent le début d'un tournant, dans lequel la représentation politique arménienne, même quand elle est hors la loi, sera légitimée et justifiée. Avec l'avènement des Jeunes Turcs, les partis politiques arméniens, jusqu'alors interdits, seront reconnus officiellement et auront une activité croissante. Le gouvernement Jeune Turc (entre autres raisons sous la pression des puissances occidentales, et à cause de la faiblesse contre la "réaction") est obligé de céder devant certaines revendications arméniennes, telles que la limitation des activités des

Hamidiye, le rétablissement du droit de propriété sur les terres arméniennes expropriées par des Kurdes, etc. Parallèlement aux activités arméniennes, la représentation politique arménienne elle aussi s'intensifie.

La réaction kurde à cette évolution sera la révolte ouverte. Les Kurdes ne s'attaqueront pas seulement aux Arméniens, mais ils affronteront également l'armée turque. Les chefs des Hamidiye, tels que Hacı Musa Beg, Kör Hüssein Pasa, Ibrahim Pasa Milli, ainsi certains membres d'Ulema kurde, tel que le Seid Taha et d'autres organiseront des comités "subversifs", souvent pan-islamiques (42) et passeront à la révolte. Le paradoxe est encore une fois assez frappant. L'Etat, ou plutôt le gouvernement des Jeunes Turcs collaborèrent avec des Arméniens, et la violence des Kurdes contre ces derniers aboutit à la confrontation avec l'Etat et l'armée, entraînant la radicalisation des Kurdes et en les poussant encore d'un pas vers le nationalisme.

En effet, même si la réaction kurde a pour bases des causes religieuses et la volonté de suprématie par rapport aux Arméniens, ceci amène les Kurdes vers des positions de plus en plus nationalistes (43). Et, comme le souligne à très juste titre, l'ancien diplomate russe Zarzecki, le problème kurde et le problème arménien s'entrecroisent à cette époque et constituent les deux volets d'un seul problème, inséparable et insoluble : le problème kurdo-arménien.

Malgré les conséquences très dures de la guerre, telles que la famine, les déportations des Kurdes eux-mêmes (47), l'immigration forcée etc., le gouvernement d'Union et Progrès parviendra encore une fois, comme dans la période hamidienne, à pacifier les Kurdes et à se concilier avec eux.

Les années tragiques de la guerre feront des Kurdes l'élément dominant de la région. Ils auront l'hégémonie démographique ainsi que les richesses agraires et matérielles. Dans son ensemble, cette domination continuera, malgré le retour provisoire des Arméniens dans les années 1917-1918. Mais cette victoire à la Pyrrhus, entraînera également avec elle l'affaiblissement économique et démographique de la région.

Quoiqu'il en soit, l'extermination des Arméniens a pour conséquence la "simplification" du problème national en Anatolie de l'Est. "La Turcité et la Kurditie parviennent ainsi à exterminer une civilisation d'un niveau élevé" dit H. Kivilcimli (48), en commentant ces événements. Aussi, une situation comparable à la Macédoine cesse d'exister dans la région. Mais la haine et la crainte des Arméniens continuera à déterminer l'attitude des chefs kurdes jusqu'à la fin de la Guerre de l'Indépendance en 1922 et ceci malgré le fait que dès la fin de la 1ère Guerre Mondiale, la situation se complique et les activités pan-kurdistes commencent à se développer d'une façon plus ou moins spontanée. Ces activités auront deux axes assez contradictoires, mais en apparence tous les deux pro-nationalistes. D'abord certains kurdes cherchent une issue éventuelle dans la collaboration avec les Arméniens, et

dès la fin de 1917, certaines entrevues auront lieu entre un membre de la famille Bederkhani, l'ex-mutasarraf Kamil Bey et une délégation arménienne à Tiblissi. Ils mettent à jour, sous le patronage du Consul de France au Caucase un plan de réconciliation entre les deux nations (49). Les Kurdes de Dersim, qui s'étaient toujours tenus loin des tensions anti-arméniennes, sans doute à cause de leurs conflits avec les kurdes sunnites contacteront également les Arméniens lors de leur retour dans la région et proposeront une alliance afin de satisfaire les aspirations des deux nations (50).

En contrepartie, les Arméniens, dans toute cette période, se montreront assez favorable à la création d'un Etat kurde, toutefois en exprimant certaines réserves. Le journal arménien d'Istamboul Joguvourt Tzaïn, lui aussi, sera pour une alliance entre deux nations et écrira ceci :

"Qu'un Kurdistan libre et puissant de la protection de deux puissances civilisées comme l'Angleterre et la France existe sur les frontières méridionales de l'Arménie, serait tout à l'avantage de celle-ci. Le peuple kurde aura alors la possibilité de profiter de la civilisation occidentale. En même temps, il pourrait donner une vie économique propre, en exploitant les mines qui renferment son sol. Il rendrait l'agriculture fleurissante sur toute l'étendue du territoire kurde et trouverait le moyen d'organiser et de développer la petite industrie indigène" (51).

Les chefs locaux arméniens, eux aussi écriront des lettres pour gagner les Kurdes à la guerre contre l'"ennemi commun" :

"De créer des bonnes relations avec vos Eminences et de vivre avec les Kurdes en pleine paix et unité, est notre plus grand espoir et notre plus grand but. Tôt ou tard, nous deviendrons

des amis avec Vos Eminences. Nous croyons que vous aussi partagez le même but, la même opinion... Aujourd'hui, et si c'est impossible demain, ou si ce n'est pas demain l'après-demain, nous serons amis et frères" (52).

Mais, malgré ces initiatives arméniennes, la propagande kémaliste ne tardera pas à gagner du terrain au Kurdistan et une grande partie des chefs kurdes s'allieront aux Kémalistes. Les promesses kémalistes concernant l'unité et la fraternité de deux peuples joueront sans doute un rôle important dans cette alliance. Comme on l'a vu, déjà en 1918, les premières organisations pour la défense de l'Anatolie de l'Est et notamment des six vilayets revendiqués par des Arméniens sont en place (53). Certaines de ces initiatives, entreprises bien avant le passage de M. Kémal en Anatolie et, dans certains cas, en relation avec les anciens Unionistes, seront bien exploitées par celui-ci. A Amasya par exemple, dans la déclaration signée par les Kémalistes et les représentants du gouvernement d'Istamboul, à la fin de 1919, il sera précisé que les territoires kurdes et turcs constitueront ensemble le pays ottoman (54). M. Kémal écrira en même temps des lettres de fraternité aux chefs kurdes, y compris à ceux qui sont loin d'avoir toujours des positions fidèles à l'Etat, mais qui ont une haine contre les Arméniens, tels que Haci Musa Beg, et les invitera à se rejoindre à la lutte.

Cependant, malgré l'attitude de certains Kurdes, la phobie arménienne jouera un rôle plus important que les paroles de fraternité de M. Kemal, qui invite les Kurdes à s'unir contre le danger arménien. La fraternité même est basée sur cette phobie. A Haci Musa Berg, par exemple, il écrira :

"On ne peut même pas imaginer qu'il existe un seul Musulman qui puisse tolérer la disparition de Khalifat et le passage de notre patrie sous les semelles des Arméniens, et qui peut accepter, que notre nation devienne l'esclave des Arméniens" (55).

L'analyse du Général Karabékir, expliquant la psychologie des Kurdes à cette époque, éclaire en effet, les raisons réelles de l'attitude kurde et de leur alliance avec les Kémalistes :

"On peut résoudre tous les problèmes très facilement, si l'on explique aux Kurdes que le Kurdistan deviendra l'Arménie" (56).

Cette propagande anti-arménienne sera assez efficace, surtout parmi les nationalistes kurdes. Seyiyid Abdul Kadir expliquera plus tard son alliance avec le Parti Libéral, comme la conséquence de ses méfiances à l'égard des Arméniens (57), et Memduh Selim, un autre chef nationaliste, expliquera son entrée à Kürt Teali Cemiyeti comme un acte pour empêcher la création d'une Arménie libre (58). Dans leur ensemble, les chefs kurdes, pour empêcher le retour des Arméniens et la création d'une Arménie libre, se trouveront contraints de s'allier aux Kémalistes. Les Kémalistes, outre cette propagande anti-arménienne, utiliseront la propagande religieuse pour convaincre les Kurdes. La mission du Cheikh Ahmed Senussi au Kurdistan et les réunions pan-islamiques sous sa présidence (59) sont très importantes à cet égard. En utilisant ces deux thèmes, les Kémalistes seront même prêts à contacter les Clubs kurdes, dont le but est l'indépendance du Kurdistan (60) et les envoyés kémalistes partiront à Istamboul pour convaincre les chefs nationalistes kurdes se trouvant dans la capitale(61).

Même si toutes ces initiatives n'aboutiront pas aux résultats souhaités par les Kémalistes, M. Kémal pourra dire dès la fin de l'année 1919 :

"A un moment où il était question de l'effondrement de l'Etat, Dieu merci, même les sympathisants des courants qui visaient, avec l'aide de la propagande anglaise à la création d'un Etat kurde... ont été convaincus... et gagnés à notre cause..." (62)

En effet, grâce à cette politique anti-arménienne et à la propagande pan-islamique, les Kémalistes arriveront sans trop de difficultés à établir leur contrôle dans la région habitée par les Kurdes et, ensuite dans d'autres régions de la Turquie moderne. La "Guerre de l'Indépendance" commencera dans les régions de l'Est et, d'abord, comme une lutte anti-arménienne, pour se transformer par la suite en une lutte essentiellement anti-grecque (63). Le Congrès d'Erzurum, préparé dès le début par les Kurdes anti-arméniens et certains unionistes, prêts cependant à proclamer, si nécessaire, l'indépendance des six vilayets revendiqués par les Arméniens (64) et le Congrès de Sivas qui y fait suite, seront un succès pour M. Kémal lui-même et pour les Kémalistes, et pour la justification et la légitimation de leur autorité dans la région...

III.3. - LE NATIONALISME KURDE DANS LE TOURNANT DE L'INTER-
REGNUM (1919-1922)

Dès la fin de 1918, les intellectuels kurdes fondèrent dans presque chaque ville kurde les Clubs kurdes. Ces Clubs deviendront quelques mois plus tard une force importante dans la vie politique de ces villes. De la correspondance entre les valis de ces villes, et M. Kémal, nous concluons que ces clubs sont la deuxième force importante des villes kurdes, après le Hürriyet ve Itilaf (65). Dans la seule vilayet de Diyarbékir, le club compte plus de 1.000 membres (66). Ayant un caractère clairement pro-anglais, comme la plupart des organisations ottomanes de cette courte période, et ayant été interdits en 1919, sans montrer une grande résistance, ils semblent avoir un caractère très ambigu et hétérogène. Ces clubs sont en effet, malgré leur reconnaissance du Khalifat, pour l'indépendance du Kurdistan et s'élèvent non seulement contre les Arméniens, mais aussi contre les Turcs. En relation étroite avec Istanbul, certains membres de ces Clubs, notamment les frères Bederkhani et les fils de Djemil Pasa, en collaboration avec le Vali de Harput Ali Galip, turc, mais anti-kémaliste, essaieront en septembre 1919, d'arrêter M. Kémal et d'empêcher ainsi la réunion du Congrès de Sivas (67).

Nous pouvons supposer, même si nous ne possédons pas encore assez d'indices, que ces clubs furent fondés à une époque où l'effondrement de l'Etat semblait inévitable et que leur objectif fut, avant tout, de garder la kurdicité et

l'islamité des villes kurdes. Il est fort possible que dans la mentalité de la plupart de ses membres, le salut de l'Islam, dans cette époque de la crise et dans cette région importante, passait par la Kurdicité. Le fait que ces clubs furent supprimés sans opposer une grande résistance, nous permet d'avancer l'hypothèse qu'une fois que le Kémalisme a rétabli l'autorité étatique et donc "l'autorité de Khalife, prisonnier des giaour", une bonne partie des organisations favorables à l'indépendance du Kurdistan, par suite de manque d'alternatives, telle que l'organisation de la Défense des Vilayets de l'Est, se sont transformés en purs mouvements pro-kémalistes.

Cependant, les idées clairement indépendantistes de certains chefs des Clubs et les tentatives pour arrêter M. Kémal justifieront l'interdiction de ces clubs par des Kémalistes, qui essayèrent pourtant, dans un premier temps, de gagner tous leurs chefs à leur cause (68).

Le Kurdistan étant déjà rentré en 1919 sous l'autorité kémaliste (69), Istamboul deviendra la vraie capitale politique du Kurdistan. Certaines grandes villes européennes, surtout Paris, où est établi le Général Cherif (Serif Pasa), commenceront elles aussi à jouer un rôle important dans l'avenir kurde, mais Istamboul, jusqu'aux années 1921-1922, est le coeur des activités nationalistes kurdes. Les organisations politiques et culturelles kurdes, telles que Kürt Nesriyat Cemiyeti, Kürt Talebe Cemiyeti, Kürt Kadınlar Cemiyeti ainsi que les journaux Jin et Kurdistan, regroupés tous autour de Kürt Reali Cemiyeti se trouvent à Istamboul.

Kürt ^TReali Cemiyeti, qui signale dans une certaine mesure la vraie naissance du nationalisme kurde est fondé à la fin de 1918. Une partie importante de ses cadres sont, comme le dit Kâmuran Bedirkhan dans un interview "Les Kurdes qui se sentent encore des Ottomans" (70). On aura l'occasion de revenir sur ces cadres. Mais, avant de passer à cela, nous voudrions préciser le caractère hétérogène de cette société, dans laquelle trois tendances lutteront pour le leadership du mouvement nationaliste. Mais, aussi différentes qu'elles soient, ces trois tendances seront assez favorables au gouvernement d'Istamboul. Il s'agit là d'une prise de position commune face à l'existence du "double pouvoir" et face aux Kémalistes, considérés comme constituant le danger immédiat, et comme un prolongement de l'Union et Progrès pan-touranique. Cette organisation qui signe un accord avec le Parti Libéral (71) et qui entra en contact avec le Molla Saïd et l'Organisation des Amis de l'Angleterre (Ingiliz Muhibleri Cemiyeti) (72) est considéré par des Kémalistes, tout au moins au début, comme une bête noire.

De ces trois tendances qui luttent pour le leadership, tout d'abord on peut citer la tendance dure, soutenue par des membres de la famille de Bédirkhan et certains autres intellectuels kurdes, par exemple, les Cemilpasazade, qui essayèrent en 1919 d'entrer au Kurdistan afin d'arrêter M. Kémal et empêcher la réunion du Congrès de Sivas. Ces intellectuels constituent le noyau dur des clubs kurdes.

Après la fermeture de ces Clubs (69) cette tendance resta néanmoins très active au sein de Kürt Teali Cemiyeti à Istamboul. Emir Aali Bedirkhan expliquait les opinions de cette tendance dans les termes suivants :

"Deux courants existent parmi les Kurdes. Nous sommes tous pour la reconnaissance du Sultan comme Khalife. Mais les uns, et c'est le courant le plus fort du point de vue politique, (veulent) une séparation complète avec la Turquie. Les autres, plus opportunistes et craignant un abandon de l'Europe et un mouvement de retour des Turcs contre nous, se contentent pour le moment d'une autonomie dans le cadre de la Turquie. Mais ces derniers constituent une minorité. Puisque tout le monde se réclame des principes de M. Wilson, pourquoi ne les appliquerait-on pas aussi au Kurdistan" (73).

Les membres de cette tendance, les Bedirkhani, les fils de Cemil-Pasazade, ainsi que certains autres intellectuels kurdes, deviendront par la suite, le corps et l'âme de la résistance des années 1925-1938.

La deuxième tendance est formée par les hauts fonctionnaires et politiciens kurdes de la capitale. Les membres de cette tendance, à leur tête le Seyyid Abdulkâdir, le Chef de Conseil d'Etat et Nemrut Mustafa Pasa, le juge au Cours militaire d'Istamboul (74) étaient très influencés par la propagande islamique faite également par le gouvernement d'Istamboul. Ils étaient également les partisans d'une coopération avec le parti de Hürriyet ve Itilaf, avec lequel, le Sayyid Abdulkadir, au nom de son organisation signa un accord. En mauvais termes avec des Bederkhanis dès 1908 (75), les membres de cette tendance ayant une grande sympathie pour l'Angleterre, défendront l'intégralité territoriale de l'Empire ottoman et la souveraineté du Khalif. Si bien qu'ils s'opposeront aux tentatives de création d'un Etat kurde indépendant (76).

La troisième tendance se confond avec le fameux Serif Pasa qui publie en 1919, à Paris, Les Revendications de la Nation Kurde et qui fera dès lors des efforts pour la création d'un Etat kurde indépendant et qui signera, au nom des Kurdes, un accord avec le représentant arménien à Paris, Boghâs Nubar Pasa. Cet accord visant à résoudre les conflits entre deux nations prévoit la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants (77) dont les territoires seraient délimités par la Conférence de la Paix (78). Serif Pasa représentera également les Kurdes à la Conférence de la Paix qui aboutira en 1920 à la reconnaissance du droit des Kurdes à un Etat indépendant.

Ces deux problèmes, à savoir le problème de la création d'un Etat kurde indépendant et le problème de la collaboration avec les Arméniens, provoqueront des scissions importantes à l'intérieur de l'organisation. Quoique favorable en 1919 à la création d'un Etat kurde indépendant, le Président de l'organisation, le Sénateur et le Ministre du Conseil d'Etat le Seyyid Abdulkadir et ses proches collaborateurs s'opposent, comme on l'a vu, à l'idée d'un Kurdistan indépendant et à l'idée d'abandonner les Turcs dans une pareille situation(79).

"Il est absolument faux" expliquera le Seyyid, "que les Kurdes veulent se séparer de la Turquie. Moi-même, je ne suis pas favorable aux idées séparatistes. Est-il possible que l'on puisse avoir un avis différent sur ce sujet ? Seule, l'union des Musulmans peut assurer leur progrès et leur relèvement... Je suis l'un de ceux qui demandent l'autonomie du Kurdistan" (80).

Cette déclaration ne fait que tendre les relations entre deux courants. Accusés par la suite et par d'autres Kurdes de trahison (81), voire même d'être "pro-turcs" (82), ces dirigeants "conformistes" seront abandonnés par les radicaux, qui "contrôlent une grande partie de l'intelligentsia kurde" (83). Ces radicaux formeront le 6 mars 1920, une nouvelle organisation : La Ligue Sociale Kurde. L'un des chefs de la nouvelle organisation explique les divergences dans une lettre écrite aux représentants européens :

"Votre Excellence n'ignore sans doute pas que depuis un certain temps quelques frottements s'étaient manifestés à l'intérieur de l'ancienne Ligue Kurde entre partisans de l'Indépendance et (ceux qui se satisfaisaient) des demi-mesures. Les intellectuels nombreux ne pouvant souffrir une telle hésitation dans la politique qui s'impose aujourd'hui, et ayant épuisé inutilement tous les moyens de réconciliation ont décidé de se séparer de cette vieille Ligue qui renie son passé" (84).

En ce qui concerne la deuxième question, la peur arménienne jouera encore une fois son rôle. Cette peur est en effet très présente et déterminante aussi bien chez les Kurdes, collaborateurs de M. Kémal, que chez les Kurdes nationalistes et anti-Kémalistes. Si bien que l'organisation Kürt Teali, dans sa totalité, rejettera l'idée d'une coopération avec les Arméniens et l'accord signé entre Serif et Bogos Nubar (85). Les Kurdes nationalistes essaieront en même temps d'expliquer que l'idée de la création d'"un Etat pour les Arméniens ne se base sur aucun principe essentiel" (86). D'autres nationalistes Kurdes menaceront même de mettre en oeuvre un processus d'extermination totale des Arméniens comme une riposte aux décisions de la Conférence de la Paix (87). Quant à Serif Pasa,

il sera accusé de trahir la nation kurde, à la fois par les Kurdes pro-Kémalistes (parmi lesquels le futur chef nationaliste Yusuf Ziya Bey (88)) et par les Kurdes nationalistes. Déçu et bouleversé par cette attitude, Serif Pasa démissionnera de son poste de représentant des Kurdes et abandonnera momentanément leur cause, pour devenir un "fidèle" sujet du Khalif (89). Dans différents journaux d'Istamboul, il exprimera sa nouvelle position (90) et il se retirera par la suite dans sa luxueuse villa "Keifim". On le retrouvera encore une fois sur scène quelques années plus tard, mais avec son retrait, l'idée et les chances d'une Arménie et d'un Kurdistan libres et frères disparaîtront aussi.

Après ces scissions, le mouvement nationaliste kurde perd son influence et sa capacité de réagir, de se faire écouter et respecter, et ses moyens de manoeuvrer sur la scène politique. A la veille de l'entrée des forces kémalistes à Istamboul, trois ans plus tard, le mouvement kurde est paralysé par des discussions caduques et les conflits personnels.

Mais malgré cela, Kürt Teali Cemiyeta aura une importance indéniable pour l'avenir du Mouvement nationaliste kurde, et ce, non seulement, en Turquie, mais aussi en Irak et en Syrie. Le Kürt Teali Cemiyeti signifie, en effet, la vraie naissance du nationalisme moderne kurde. Si bien qu'il mérite une analyse plus détaillée.

Au centre de ce groupe, contrairement aux idées générales qu'on a du mouvement kurde de l'époque, on trouve des

intellectuels qui étaient déjà présents dans des anciennes organisations kurdes, telles que l'organisation Hevi, créée en 1908. Les membres éduqués et respectés des familles aristocratiques, des fonctionnaires et des politiciens de premier rang, ainsi que des officiers de l'armée, les membres des professions libérales, etc. figurent dans l'organisation qui est couverte par une filiale d'organisations, telles que l'Union des Femmes kurdes, ou l'Association de la Jeunesse kurde, ou encore l'Association de l'enseignement kurde, etc. Dans la direction même de l'organisation figurent les noms suivants : Le Seyyid Abdulkadir, le poète Xelil Xiyali (Halil Hiyali), Memduh Selim, Eziz Yamulki, Law Resit, Emin Aali Bedirkhan, Ferid Bey, Sükrü, Fuat et Hikmet Baban, le philosophe Abdullah Cevdet, le professeur Sükrü Mehmed Sekban, Ekrem Cemilpasazade, Necmeddin Hüsseyin, le journaliste Mevlanzade Rifat, les Généraux Fuad et Hamdi, le Colonel Khemed Ali, Bederkhan, M. Emin, Hoca Ali, Seyyid Sefik, le professeur Zeyned Abidin (91). Ces dirigeants, pour la plupart des intellectuels, constituèrent un cercle très hétérogène. Les Kurdes de la Turquie et de l'Irak actuels furent représentés ensemble dans l'organisation, alors que l'évolution même des deux partis commença déjà à se distinguer radicalement. L'appartenance ou au moins l'ascendance dynastique furent assez marquantes chez une grande partie de ces dirigeants et figureront parmi les raisons des divergences. Cette appartenance dynastique ou tribale elle-même n'est pas sans complexité, étant donnée l'attitude et l'opinion de ces dirigeants. Une partie des membres dirigeants de

l'organisation ont en effet une attitude religieuse, alors que la majorité d'entre eux ont, malgré leurs origines, des aspirations laïques et positivistes et une formation intellectuelle assurée tout au long de l'expérience jeune-turque. Surtout les idées de Abdullah Cevdet, médecin militaire et rédacteur en chef de la revue Içtihad, qui ont largement influencé les Jeunes-Turcs et, par la suite, le Kémalisme, semble être déterminantes pour les Kurdes, d'autant plus que A. Cevdet, membre du Club kurde de Diyarbéhir, et la nouvelle Ligue sociale kurde (92) est lui-même très favorable à cette époque à l'idée de la création d'un Etat kurde indépendant (93).

Les idées nationalistes détermineront, ou justifieront le Kürt Teali Cemiyeti et ses activités. Cemiyet essaiera dans ses écrits et par des notes qu'il enverra aux représentants des grandes puissances de distinguer la nation kurde des autres nations, et de lui donner une historicité, pour justifier la nécessité et le droit à un Kurdistan indépendant (94). Les sources réelles et mythiques du nationalisme kurde, comme nous l'avons vu, seront largement exploitées par le Cemiyet (95) qui éditera le classique d'Ehmedi Xani, le Mem-û-Zin, et qui se lancera dans la recherche des sources folkloriques kurdes, afin de prouver (ou de créer) la thèse de l'historicité de la nation kurde. L'organisation tentera par ailleurs, comme nous l'avons vu, tout en respectant l'Islam (96) de critiquer le fanatisme et de remplacer la religion par le nationalisme (97).

Sur le terrain, Kürt Teali Cemiyeti coopérera, jusqu'à l'établissement du contrôle kémaliste au Kurdistan, avec des Clubs Kurdes. A Istamboul, il trouvera, parmi les hammal et les commerçants kurdes, un vrai appui populaire (98).

Ses activités diplomatiques constitueront un autre axe assez important de l'organisation qui se déclarera très favorable aux 14 points de Wilson et qui les saluera comme des principes libérateurs du monde (99). Avec des représentants britanniques et français, il y aura dans un premier temps des relations étroites qui peuvent être suivies, des correspondances diplomatiques de ces deux pays.

Les objectifs nationaux de ce mouvement seront accompagnés, comme nous le verrons, par toute une série de revendications et d'objectifs sociaux, visant à réaliser les changements radicaux dans la société kurde; sa scolarisation et l'édification des changements dans le code moral, dans la condition féminine, l'adoption des caractères latins, etc.

Ces objectifs en dehors de l'importance du Kürt Teali Cemiyeti consiste dans le fait qu'il a pu réaliser le passage d'un pré-nationalisme plutôt spontané à un nationalisme moderne et dynamique. Pour éviter tout malentendu, nous devront ajouter que, avec cette évolution, le dévalage entre le leadership du mouvement kurde et ses forces mobilisatrices s'accroît d'une façon importante. Malgré le fait que les forces traditionnelles resteront encore sans subir un changement important, cette évolution constituera néanmoins un pas décisif. Ce n'est qu'avec Kürt Teali Cemiyeti que le mouvement kurde n'est plus

désormais une réaction militaire contre l'Etat ou sa politique centralisatrice. Avec lui, il connaît une renaissance culturelle tardive et un nationalisme, et il est désormais apte à un projet de modernisation et à un projet étatique.

L'importance de la renaissance de 1918-1920, ne se limitera pas d'autre part aux points déjà signalés. Kürt Teali Cemiyeti sèmera en effet les germes des luttes nationalistes des années 1920-1940 en Turquie. Les chefs du mouvement kurde de Turquie de ces années-là sont, pour la plupart, passés par l'école de Kürt Teali Cemiyeti. Les membres de ce mouvement figureront également parmi les animateurs du mouvement kurde en Syrie et Irak.

III.4. - L'ORGANISATION DU MOUVEMENT NATIONAL KURDE A L'EPOQUE REPUBLICAINE (1923-1938)

Il est difficile en ce qui concerne les années 1928-1938 de parler d'une seule organisation kurde. Nous pouvons également ajouter que la révolte de Dersim, la plus importante peut-être, à cause des mobilisations kurdes et turques, manque d'organisation politique, et elle est dirigée, malgré l'appui de Khoybun, par des cadres locaux, intellectuels ou traditionnels. Ceci vaut également pour d'autres révoltes kurdes de l'époque, à l'exception de celles de Cheikh Saïd et d'Ararat. C'est seulement dans ces deux cas que nous observons

une longue période de préparation, l'existence d'une organisation politique kurde, ayant des objectifs nationalistes bien formulés.

La révolte de Cheikh Saïd (1925), bien qu'elle soit désignée par le nom de son chef spirituel et mythique, est préparée par le comité d'Azadi (La Liberté). De ce comité, fondé vers la fin de 1923, au moment même de la création de la république turcque, il ne nous reste aucune source écrite, si ce n'est des fragments de discours prononcés ici et là, et quelques mémoires. Il est d'ailleurs fort probable que le comité ait voulu éviter (à cause des circonstances et du secret de ses activités) des publications. Mais nous pouvons conclure des sources qui nous parviennent que cette organisation fut créée par des intellectuels kurdes de diverses couches et de diverses opinions. On y trouve des Kurdes nationalistes, des Kurdes conformistes pendant la Guerre de l'Indépendance, des ex-députés de la G.A.N., des pan-islamistes, etc. Les initiatives furent prises par le Dr. Fuad Berxo, le poète kurde, Xalig Beg de Cibran, Colonel dans l'Armée de l'Est, tous deux liés aux activités pan kurdistes antérieures, et Yusuf Ziya Beg de Bitlis, avocat et ex-député à la G.A.N. (99). Ces trois personnages auraient préparé le programme du comité, en s'inspirant de celui du Kürt Teali Cemiyeti (100). Les autres membres de l'organisation furent Hasan Hayri Beg, Kemal Fevzi Beg, l'avocat Tevfik, Hoca Askeri, Saïd Mohamed, Ihsan Nuri Beg, et les lieutenants Tevfik, Salih, Ismaïl Hakki, Halid et Resit (101). Le Comité cherchera par la suite, pour organiser

la révolte, l'appui des notables et des agha kurdes, tels que Hacı Musa Beg, un ancien Hamiden et l'un des premiers collaborateurs de M. Kemal; et des ulema, notamment Cheikh Saït de Piran, Cheikh Zülkük, Cheikh Abdullah et Cheikh Semseddin. Y. Mazhar, le journaliste kémaliste explique ainsi cette recherche d'appuis :

"Les organisateurs de la révolte étaient obligés d'intégrer... les gens puissants de la région à leur comité... et de présenter la révolte comme un acte de réaction" (102).

Ainsi, effectueront également un travail très intensif parmi les tribus kurdes, Kurmanç et surtout zaza. L'organisation aura également une branche militaire très forte, composée de quelques centaines d'officiers kurdes mécontents du régime kémaliste (103). L'organisation disposera dès 1924, d'un large réseau dans la plupart des villes kurdes (104), prêt à s'insurger d'un moment à l'autre (105). Cependant, nous ne sommes pas en mesure d'estimer ses effectifs.

En regardant la composition et les activités de l'Azadi, plusieurs points nous frappent. D'abord certains nationalistes kurdes, tels que les membres de la famille de Bederkhan ou Memduh Selim, M. Sükrü Sekban etc. ne figurent pas parmi les membres du comité et ne participent pas par la suite à la révolte de 1925. Les Berderkhanis ont expliqué plus tard leur absence par le caractère prématuré de la révolte (106). Mais nous pouvons supposer que ceci est dû aux scissions internes produites dans le sein de Kürt Tealî Cemiyeti et aux querelles personnelles. Le fait que les Bederkhanis soient

déjà en train de jeter les bases d'une autre organisation qui apparaîtra en 1927 permet de conclure que l'Azadi n'a pas pu réaliser l'unité parmi les nationalistes kurdes.

Ensuite, nous constatons que le Comité, dans un premier temps, essaya d'entrer directement en contact avec les pays européens et en particulier l'Angleterre, pour obtenir leur aide. D'une part, il fit parvenir, par l'intermédiaire des Kurdes d'autres pays, surtout les Kurdes installés en Egypte, une note à la S.D.N. qui n'attira l'attention d'aucune puissance (107). D'autre part, en 1924, certains Kurdes, de toute évidence membres du Comité d'azadi, essaieront de prendre contact avec les représentants britanniques à Istamboul. Mais cette délégation kurde, qui avait plein pouvoir pour négocier et qui déclare que "tous leurs comités locaux étaient prêts à se soulever" ne sera pas reçue par M. Ryan de la délégation britannique à Istamboul (108). Après cet échec, l'organisation ne cherchera plus à établir des contacts avec les Puissances. Par contre, elle soutiendra, et dans une certaine mesure, participera à la révolte des Nestouriens déclenchée en 1924, en vue de tirer profit, d'affaiblir le pouvoir kémaliste et surtout de gagner du temps pour préparer la révolte kurde. Certains documents provenant de sources assyriennes confirment l'existence d'une telle relation entre l'Azadi et l'insurrection assyrienne (109). Mais ces documents ne nous permettent pas de préciser la vraie nature et les limites d'une telle collaboration. Tout au plus peut-on avancer l'hypothèse qu'elle a dû se limiter au domaine stratégique et qu'elle

n'a pu atteindre le caractère d'une lutte commune pour la réalisation des revendications des deux nations.

L'organisation aurait également cherché l'appui des Kurdes d'autres pays, notamment de la Syrie. Les informations sur un Congrès à Alep, auquel auraient participé également les Kurdes d'Irak et de la Syrie, et les voyages du fils de Cheikh Saïd en 1925 en Syrie, semblent confirmer cette hypothèse (111).

A l'intérieur de la Turquie même, l'organisation semble rechercher certes très timidement l'appui de l'opposition locale des villes kurdes qui s'intégrera plus tard dans le Parti Progressiste Républicain. Ce parti contient en effet de nombreux notables kurdes. L'Azadi semble réussir jusqu'à un certain point à avoir l'appui de ces notables. L'un des membres de ce Parti, Ibrahim Effendi d'Urfa, semble en effet être en contact avec l'Azadi et les insurgés (112), ainsi que quelques membres du Parti du pouvoir, qui se seront retirés avant le déclenchement de la révolte, tels que Zülküf Bey de Diyarbékir (113).

L'organisation Khoybun ou Ligue Nationale kurde, est par contre une organisation sur laquelle nous possédons une documentation relativement riche. Cette organisation dont la présidence et le secrétariat général étaient assurés par deux frères, Sureyya et Celadet Bederkhan (114) avait dans son Comité central les membres suivants : Memduh Selim, les frères Ekrem et Kadri Cemilpasazade, Mahmet Sükrü Sekban, Ali Hilmi, Cemil Bey Babanzade et le Dr. Ahmet Sabrin. Parmi ses membres,

traditionnels figurèrent notamment les noms suivants : les frères Sahin Bey Barazî, Haco Agha, le fils de Kôr Hüsseyin Pasa, Hacı Musa Bey (115). Cette organisation, dont les préparatifs de la fondation remontent à la fin de 1925, fut créée en 1927, l'ors d'un "Congrès national" auquel participèrent également certains délégués arméniens (116). Lors de son Congrès, l'organisation adopte un programme et précise ses revendications (117). Dès ce Congrès, Khoybun se réclamera du nationalisme et postulera que "la conscience nationale kurde se réveillant de son lourd sommeil, avait crié bien haut, et si haut que le projet d'assimilation ne tenait plus debout"(118). Dans sa propagande, les appels de la nation kurde ne manqueront pas :

"Frères Kurdes ! Vous devez être dignes de devenir une grande nation. Comment pouvez-vous permettre l'existence de la noble nation kurde sous le joug du Turc alors que les autres nations ont gagné leurs indépendances..." (119)

Pour ce Comité qui aurait eu certaines relations avec des opposants turcs dits "Les 150", notamment avec Ismaïl Hakki Gümülçüne (120), il s'agissait d'une guerre sans compromis entre deux nations et deux nationalismes : "Les Turcs barbares" d'une part, les Kurdes prêts à se "civiliser" d'autre part. Ainsi refusée l'organisation, la critique que le Kémalisme fait à leur égard (121) :

"Nous avouerons franchement et sans aucune honte dit Khoybun, que les Kurdes n'ont jamais voulu et ne veulent pas d'une civilisation dont les procédés sont les mesures les plus sanguinaires et barbares et le but visé l'assimilation ou l'extermination de leur race" (122).

Nous reviendrons plus tard sur les activités politiques de cette organisation. Pour le moment, nous voulons nous contenter d'analyser sa composition. Khoybun comprend deux branches, dont l'une militaire est dirigée par d'anciens officiers kurdes et notamment Ihsan Nuri Pasa, l'autre politique, dirigée par Celadet Bederkhan et d'autres intellectuels kurdes "largement modernisés" (123).

A part ces deux branches, l'organisation compte plusieurs sections dont l'essentielle se trouve à l'Ararat et les autres en Syrie, au Liban, en Egypte et aux Etats-Unis(124). En Irak et en Iran, l'organisation a des activités intensives, notamment dans le domaine de la propagande et la collecte de l'argent et des armes parmi les Kurdes de ces deux pays (125). Parmi ces sections, celle d'Ararat a pour tâche d'organiser et de mener à bien la révolte. Celle de la Syrie, qui constitue le corps politique de la révolte, a pour tâche de prendre des décisions et de tracer la stratégie à suivre, ainsi que de mener les contacts avec les Arméniens. Les deux autres sections sont chargées de rétablissement des contacts extérieurs, des publications, de la propagande auprès des Kurdes de ce pays et avec des étrangers, de créer des moyens financiers etc. Ali Hilmi, le Dr. S. Sekban et Memduh, ainsi que Süreyya Bederkhan, le secrétaire général de l'organisation qui créa la section américaine sur laquelle nos informations sont fort limitées (127).

L'existence d'une direction collective est marquante dans l'organisation. Mais le poids des chefs charismatiques

et puissants tels que Celadet Bederkhan ou Ihsan Nuri est néanmoins indéniable. Cette organisation, contrairement à l'Azadi, semble avoir réaliser une unité plus vaste non seulement parmi les intellectuels kurdes, mais aussi parmi les forces traditionnelles kurdes, les agha, les cheikh et les bey. L'influence du Khoybun dans les régions kurdes de la Turquie, (à part des villes importantes), elle aussi semble être plus large que celle d'Azadi et elle s'étend sur les tribus de la région du sud (Diyarbékir, Mardin, Urfa, El Djezirah) et du Nord-Est (Ararat, Hakkari, Bitlis, Mus, Van, voire même Erzurum). Cependant, il faut noter que, en ce qui concerne les chefs traditionnels kurdes se trouvant en Syrie, le Khoybun, dont les chefs eurent malgré certains troubles, des relations étroites avec le Haut Commissariat Français, représenta un moyen de prestige et de contact avec les autorités (128).

A l'extérieur, Khoybun cherchera et trouvera l'appui de certains personnages importants, tels que l'historien américain A. Gibbons (129). Nous pouvons estimer l'importance de ces relations externes en analysant la diffusion de Hawar, la revue culturelle publiée par le Khoybun. Selon les informations recueillies par le Capitaine J. Seguinier en avril 1933, cette revue en kurde et en français aurait un tirage moyen de 500 exemplaires et elle comptait 170 abonnés en Syrie, 21 en France, 73 en Irak, 3 en Italie, 5 aux Etats-Unis d'Amérique, 3 en Angleterre, 3 aux Indes, 2 en Palestine et 4 en Perse. Parmi les abonnés non Kurdes, nous trouvons des bibliothèques, mais aussi l'orientaliste Minorsky, le journaliste A. de Falgairolles,

l'Arménien Vahan Papazian, le Haut Commissariat Français en Syrie, le Dr. Hadnack à Berlin, les Arméniens Dr. Kabadjian, le Dr Basbadjian, D. Tispajian, K. Alwadjian (130). On sait également que le Khoybun a eu des relations étroites avec certains orientalistes, notamment Minorsky et Nikitine. Il aura, surtout à partir des années 30, des relations très intensives avec les Orientalistes allemands, notamment le Dr. Kürt Wanderlich et le Dr. Karl Hadanck (131).

Mais, plus surprenant encore, le Khoybun qui a le soutien total de Serif Pasa, et qui comprend, ironie du sort, des Kurdes jadis anti-Arméniens, se présente comme une organisation arméno-kurde. Cette situation rappelant "Les Mains Sales" de Sartre, ne se crée pas tout-à-fait sans problème. Les relations kurdo-arméniennes, détendues depuis le Traité de Sèvres, et le manque de confiance qui règnent de part et d'autre, risquent en 1927, de mettre en danger l'avenir des négociations, qui seront même rompues pendant une courte durée (132). Le parti arménien Dachnakzaitiour qui mène les négociations avec les chefs kurdes, se heurtera à une opposition interne sur ce point (133). De même, certains Kurdes dénonceront publiquement l'idée d'une collaboration avec les Arméniens (134). En effet, cinquante ans après, il nous est toujours difficile, sans consulter les documents arméniens, de préciser le contenu de ces négociations secrètes, qui auraient pour objectif de revivifier l'accord signé entre Boghos Nubar et Serif Pasa en 1920 (134). Nous pouvons cependant facilement supposer qu'il s'agissait de la question d'une patrie arménienne en Anatolie, et nous

ignorons ce que fut la décision finale adoptée sur ce point. Toutefois, il est intéressant de noter que, si dans les publications de Khoybun, le problème arménien est posé, aucune suggestion pour sa résolution n'est présentée (136).

Quoiqu'il en soit, une fois les difficultés surmontées, les deux parties, à savoir, les nationalistes kurdes et le Tachnak Sautyun acceptent une collaboration et certains dirigeants arméniens figurèrent dans la direction même de Khoybun, tels que Heratche Papazian, qui prend personnellement contact avec les chefs des tribus et les encourage dans la lutte "patriotique", les appelle à "sauver la Sainte Patrie", et les remercie du "patriotisme qu'ils sont toujours montré" (137). Le représentant de Tachanksutyun en Syrie et au Liban, Tutindjian et le Dr Toros Basmadjian (138) prennent également des responsabilités importantes dans le Khoybun. Dans la direction militaire du Khoybun nous trouvons également certains Arméniens tels que Ruben Pasa Terminassian qui aurait avoué, selon un informateur turc en exil, que le Tachanksutyun aurait dépensé plus d'un million de dollars pour l'organisation de la révolte (139). Ruben Pasa entra également en contact avec des représentants britanniques en Iran en vue d'obtenir une aide militaire et financière pour la révolte, mais sa demande sera aussitôt rejetée par les Anglais (140). Nous savons également qu'au moins un Arménien fut abattu par des Russes au cours d'une mission du Khoybun pour obtenir des armes et des munitions (141).

A part cette collaboration sur place, le Tachanksutyun se chargera à l'extérieur de la défense de la cause kurde auprès du monde occidental et essayera de changer l'image du Kurde, connu comme "barbare" ou "massacreur des Arméniens"(142). Ce parti arménien entreprendra également des contact auprès de la IIe Internationale et Iskhanian présentera un rapport sur la situation des Kurdes, à la suite duquel la IIe Internationale adoptera une décision en faveur des combattants kurdes et condamnera sévèrement le régime kémaliste (143)*.

En ce qui concerne la propagande du Khoybun, elle a comme objectif primordial d'influencer le monde extérieur, encore très hostile à la Turquie, surtout les Etats-Unis et les pays arabes. Si bien que W.Z. Laquer le décrit comme une organisation plutôt propagandiste qu'idéologique (144). Pratiquement, toutes les publications de cette époque seront en effet en anglais, en français et en arabe. (Une seule publication est en turc). Il semble que, malgré certains contacts

* Il faut préciser que les chefs kurdes actuels ne sont pas tous reconnaissant aux Arméniens de leur collaboration avec les Kurdes pendant la révolte d'Ararat. A. Ghassimlo, l'actuel secrétaire général de PDK iranien condamne le Parti Tachanksoutyun dans les termes suivants :

"En somme, les pouvoirs contre-révolutionnaires arméniens de Tashnah Soutyun ont essayé d'utiliser le désir d'indépendance du peuple kurde pour leurs propres ambitions anti-soviétiques. Leurs efforts restant sans succès, ils ont retiré leur support au mouvement de la Libération Nationale kurde et, dans une certaine mesure, se sont opposé à lui".

"Il est évident que les chefs de la IIe Internationale n'étaient nullement concernés par la défense du peuple kurde, mais en déroutant le mouvement national de libération kurde et en le soumettant à l'influence des supporters de l'impérialisme, ils lui donnaient un caractère anti-soviétique, ce qui était en plein accord avec les objectifs des impérialistes eux-mêmes. A. R. Qhassimlo, The Kurds and Kurdistan, Prag. 1965, p. 55-56.

avec les opposants turcs, les buts purement nationalistes de Khoybun et ses contacts avec des Arméniens, l'ont empêché de créer un front de l'opposition turque de l'extérieur, et ceci malgré le fait que ses chefs soient conscients de l'importance de la "Turquie extérieure" (145). En ce qui concerne la propagande auprès des Kurdes, elle est d'abord très limitée. Les publications en kurde ne seront éditées qu'à partir de 1930. Parmi ces publications, citons notamment le Bulletin d'Agrî Agir Dibarinê dont il nous a été impossible de trouver un exemplaire.

Les activités de Khoybun cesseront avec l'échec de la révolte d'Ararat. Certes jusqu'en 1940, cette organisation essaiera de garder l'esprit militant et nationaliste vivant et elle enverra, de temps à autre, des bandes armées à l'intérieur de la Turquie (146) publiera des tracts nationalistes(147). Mais, "la guerre par la plume" l'emportera après l'échec de la révolte (148) et ses activités postérieures concerneront surtout les domaines culturels et la publication des revues en kurde dans lesquelles les idées nationalistes ne seront pas absentes (149). L'organisation essaiera après la 2ème Guerre Mondiale de refaire surface sur la scène diplomatique, formulera de nouveau des revendications kurdes et entrera en contact, par l'intermédiaire de personnages importants tels que Serif Pasa et le Dr. Nafiz avec des représentants européens et américains (150). Mais, très affaiblie, incapable de répondre aux besoins de la situation de l'après-guerre, et contrainte de faire face aux problèmes internes de la Syrie, elle ne tardera pas à disparaître.

III.5. - LES DIRIGEANTS DU MOUVEMENT NATIONAL KURDE

De 1840 à 1940, c'est-à-dire des premières grandes révoltes kurdes à l'échec du mouvement national, un tableau des dirigeants kurdes nous montre à la fois l'existence d'une continuité et d'une mutation. La continuité est constatée avant tout sur le plan tribal et familial ou plutôt, sur le plan dynastique. Certaines dynasties kurdes ont en quelque sorte, le monopole des révoltes de l'époque ottomane et plus tard celle du mouvement nationaliste. Cela implique peu à peu une tradition tribale ou dynastique et une hostilité continue, qui devient, elle aussi, de tradition à l'égard de l'Etat. Plusieurs de ces familles méritaient d'être citées ici (151) :

- La famille de Cheikh Ubeydullah : Connue surtout à cause de la révolte dirigée par Cheikh Ubeydullah en 1880, cette famille est influente à Nehri, Hakkari et le Kurdistan irakien (152). Les membres de la famille utilisent le titre de "seyyid" qui signifie "les descendants de Mahomet". La famille, de l'ordre Nakchibendi fut également très influente à Istamboul. Plusieurs membres de cette famille notamment Seyyid Taha en Irak et le Seyyid Abdulkadir en Turquie (exécuté en 1925) jouèrent un rôle important dans le mouvement nationaliste d'après la guerre.
- La famille des Bederkhani : Prolongeant leur ascendance, eux aussi, jusqu'aux Saints de l'Arabie (153), les membres de cette famille, prétendent être installés au Kurdistan, depuis

les années 1000. Ils constituèrent l'une des plus grandes principautés kurdes, celle de Botan (154). Ayant des traditions despotiques très fortes, cette famille se trouve en guerre ouverte contre l'Etat à partir de 1840 et revendiqua plus tard, après l'échec d'Ubeydullah, le "droit du royaume kurde". L'Emir Bederkhan, le chef de la révolte de 1840, aurait eu plus de 65 enfants (157) dont les mâles se trouverent par la suite, pour la plupart engagés dans la lutte nationale. A près la 1ère guerre mondiale, les Anglais soutinrent plus ou moins ouvertement les ambitions de cette famille et demandèrent la nomination de Emin Ali Bederkhan comme Vali de Diyarbékir (156). Constituant le pilier de l'axe radical de Kürt Teali Cemiyeti, la plupart des membres de cette famille durent quitter la Turquie, après l'établissement de la République. Certains de ses membres, et notamment Vasif Cinar, rejoignirent les forces kémalistes.

- La famille des Babanzade : La famille la plus importante du Kurdistan du Sud et descendants de la principauté de Baban, qui fut détruit au début du XIXème siècle. Ils fournirent de nombreuses personnalités importantes à la fois aux cercles nationalistes kurdes et aux partis politiques ottomans, parmi lesquels nous pouvons citer Serif Pasa, Ismail Hakki, Sükrü Bey, Ahmet Naim Bey, etc.
- La famille de Cemil Pasa : La famille notable de la ville de Diyarbekir, ayant des relations très ambiguës avec l'Etat. Tantôt réprimée, tantôt chérie par celui-ci, cette famille joua un rôle important dans les mouvements kurdes de 1908-1930. Après l'établissement de la République, les membres

de cette famille se réfugièrent en Syrie, dans les années de 1925-1926 et participèrent, malgré leur hostilité à l'égard des Bederkhanis à la révolte d'Ararat. On les trouve par la suite à Mahabad en 1946, à côté de Qazî Muhammed et au Kurdistan irakien dans les rangs de Barzani.

A ces dynasties, il faudrait ajouter d'autres familles, tribales pour la plupart, notamment les Boyan, la Confédération des Mille Cibrani, les Haydaran, les Celali et les tribus Alawit de Dersim, notamment Hasanan et Koçkiran, connues toutes pour leur opposition à l'égard de l'Etat, depuis le Tanzimat.

La relation entre le mouvement nationaliste et l'héritage de ces familles et ces tribus pose un problème ambigu. La continuité directe est certes frappante; ainsi qu'une mémoire collective concernant le rôle de ces familles et de ces tribus. Mais d'autre part, comme nous l'avons déjà souligné auparavant, les motifs du soulèvement de ces familles ou de ces tribus ne sont pas, tout au moins au début, des motifs nationalistes. On observe plutôt une transformation et un transfert de l'héritage et du potentiel de ces mouvements traditionnels vers une cause nationaliste.

Mais cette continuité va de pair avec l'évolution, en ce sens qu'au potentiel militaire, s'ajoutera la force d'une intelligentia^{s/} kurde, issue de ces familles. L'apparition de l'intelligentia^{s/} kurde ne fera en conséquence que renforcer le monopole de ces familles sur le mouvement national.

Bien entendu, tous les intellectuels kurdes ne sont pas issus de ces familles, mais la présence et l'influence de ces familles sur la scène politique kurde resteront jusque dans les années 1940 indéniables. Voici encore le nom de quelques intellectuels et militants ayant joué un rôle important dans le mouvement national kurde entre 1920-1940 :

- Serif Pasa (1864-1946), originaire de la famille de Baban, fils de l'ex-ministre des Affaires étrangères et Ambassadeur à Berlin, Kürt Saïd Pasa, Serif Pasa est surtout une figure remarquable de la politique ottomane. Général d'armée, il fut ambassadeur de l'Empire à Stockholm, où il rejoint les Jeunes Turcs. Revenu à Isyamboul^L après l'avènement des Jeunes Turcs, il se dissocia d'eux à la fin de 1908 et émigra à Paris où il fonda le Parti Radical, aux aspirations libérales. Il collabora avec le Prince Sabahattin et édita la revue Mesrutiyet qui devint peu de temps après l'organe de l'Opposition Libérale Ottomane. Dans cette revue, il défendit les causes nationalistes balkaniques, arméniennes et kurdes, et il soulignera la nécessité d'une unité kurdo-arménienne. Il fut également très proche du Parti Socialiste Ottoman. Resté à Paris pendant la guerre, après le rejet de son projet de soulever les Kurdes, par le Quai d'Orsay, il devient le Chef de la Délégation Kurde à la Conférence de Paris en 1919-1920. Il démissionna de ce poste en 1920 pour devenir "un sujet fidèle" du Khalife^C. Ayant des relations très étroites avec la diplomatie italienne entre les deux guerres, et "sympathisant des idées anti-bolchéviques des Nazis", il fut l'une des figures prestigieuses du Khoybun.

Il présenta en 1946 les revendications kurdes à l'ONU (157).

- Le Seyyid Abdulkadir (1860 (?) - 1925), Sénateur de Van, homme religieux, fils de Cheikh Ubeydullah, l'homme d'Etat ottoman et le Président de Kürt Teavün ve Terakki Cemiyeti en 1909 et Kürt Teali Cemiyeti en 1919, il défendit successivement la création d'un Kurdistan libre, puis autonome. En désaccord avec les Bederkhani depuis 1908, il resta à Istamboul après la proclamation de la République. Accusé d'avoir participé à la révolte de 1925, il fut exécuté la même année à Diyar-békir.
- Les frères Bederkhani : Khalid (? - ?), Halil (? - ?),
Büreyya (? - 1932), Kamuran (¹⁸⁹⁷? - 1978), Celaded (¹⁸⁹⁷? - 1951).
Respectivement Docteur en Médecine, Journaliste, Ingénieur agronome et ex-mutasarrif de Malatya, Journaliste, "Directeur et propriétaire" Docteur en Droit, Linguiste. S'opposant dès 1919 à l'aile pro-kémaliste de leur famille, (devenue par la suite Çinar), ils prirent des contacts avec des missions anglaises à l'Est, notamment avec le Colonel Noël pour arrêter M. Kémal. Cette famille s'opposa à tout compromis avec les Kémalistes et avec les Arméniens. Ils restèrent passifs pendant la révolte kurde de Cheikh Sait (158). Ils organisèrent avec d'autres kurdes le Khoybun. Kamil et Halil en Egypte, Sureyya à Paris, aux Etats-Unis et en Italie et les frères Celaded et Kamuran en Syrie, participèrent à l'organisation de la révolte. Après l'échec de la révolte, les frères Bederkhani, surtout Celadet et Kamuran, s'occupèrent des activités culturelles et éditèrent plusieurs journaux

- kurdes, notamment Hawar. N'ayant plus d'espoir de voir le Kurdistan libre de leur vivant, "ils consacrèrent tous leurs efforts à l'éducation d'une nouvelle génération et ils essayèrent de leur fournir un modèle" (159).
- Kadri et Ekrem Cemil Paşazade : Eduqués à Lausanne dans les années 1910 à l'Ecole Polytechnique, ils prirent part à l'Azadi et plus tard à Khoybun et d'autres mouvements kurdes. Les mémoires de Kadri Cemil Paşazade sont l'une des sources les plus importantes sur le mouvement kurde de 1908-1960 (160).
 - Yusuf Ziya : (? - 1925). Originaire de Bitlis, avocat, Député à l'Assemblée Nationale d'Ankara et membre du Tribunal de l'Indépendance de Kastamonu pendant la Guerre de l'Indépendance (161), il rompit ces relations étroites avec des Kémalistes en 1923 et fut l'un des co-fondateurs de l'Azadi. Il prit part à la préparation de la révolte de 1925. Arrêté la même année, il fut exécuté par le Tribunal de l'Indépendance de l'Est.
 - Xalid Cibrani (? - 1925) : Colonel dans l'armée turque et l'un des membres les plus importants de la tribu Cibran. Il sympathisa avec Kürt Teali Cemiyeti et fut l'un des co-fondateurs de l'Azadi. Avant d'être exécuté en 1925, il propagea l'idée de la révolte parmi les tribus zaza.
 - Dr. Fuad Berxo (1867-1925) : Médecin militaire de formation (162), l'un des fondateurs de Hevi en 1913 et sympathisant de Kürt Teali Cemiyeti, co-fondateur de l'Azadi. Exécuté en 1925.

- Le Général Ihsan Nuri (? - 1975) : Originaire de Bitlis, Colonel de l'armée turque du Caucase. Il participa par la suite aux expéditions contre les Arméniens de 1917 à 1918. Très proche de Kürt Teali Cemiyeti, il fut l'un des co-fondateurs du Comité d'azadi. Il passa après la proclamation de la République en Iran, mais retourna ensuite à Ararat, pour organiser l'armée kurde sous les ordres du Khoybun. Il fut le génie militaire des luttes de 1927-1930. Il se réfugia, après l'échec de la révolte, en Iran, où il consacra son temps à rédiger ses mémoires et écrire l'histoire des Kurdes.
- Dr M. Sükrü Sekban (1870-1937) : Originaire de Diyarbakir, médecin de formation, il fut membre du Kürt Teali Cemiyeti, quitta la Turquie après l'avènement de la République et s'installa au Caire. Participa à la direction de la révolte d'Ararat, déçu après l'échec, il vint à Paris où il rédigea la brochure intitulée La Question Kurde (163) dans laquelle il essaya de prouver l'origine "touranienne" des Kurdes. Autorisé à retourner en Turquie, où il mourut peu de temps après.
- Memduh Selim : (? - 1973) : Membre du Fürt Teali Cemiyeti et rédacteur en chef de son organe Jîn. L'auteur de Kürtler Türklerden Ne Istiyor ? (Que réclament les Kurdes des Turcs ?) (164). Il s'établit en Syrie après l'avènement de la République. Il enseigna au Lycée d'Antioche jusqu'en 1938. Il fut l'un des animateurs du Khoybun.
- Dr. Nuri Derîmi : Dr Vétérinaire de formation, il fut l'un des animateurs radicaux de Kürt Teali Cemiyeti hors d'Istamboul

et l'un des principaux dirigeants de la révolte de Koçgiri en 1921 et de Dersim en 1936-1938. Partisan d'une guerre nationale sans compromis, il rédigea un ouvrage important sur la période et édita la lettre de C. Bederkhan à M. Kémal. Après 1939, il vit en Syrie jusqu'à sa mort en 1974.

- Osman Sabri (1909-) : Poète, participa à la révolte de Cheikh Saïd et fut prisonnier à Denisli jusqu'en 1928. Arrêté de nouveau en 1929, il s'évada, et se réfugia en Syrie où il devint l'un des animateurs du Khoybun. Il dirigea entre 1930-1932, plusieurs expéditions militaires en Turquie.
- Dr Nafiz (? - 1948) : Médecin de formation, originaire de Maden. Après l'échec de la révolte de Cheikh Saïd, il se réfugia en Syrie où il rejoint les cercles kurdes. Il participa aux activités du Khoybun et devint l'une des principales figures du nationalisme kurde des années 1940. Il mourut à Kamisli en 1948.

A cette liste, nous pouvons encore ajouter d'autres noms, notamment les poètes et écrivains Piremerd et A. Rehmi, l'enseignant Ali Hilmi, l'ingénieur Hüseyin Yildirim ou encore le major Xelil Xayrî, l'avocat Necmeddin Hussein Bey de Kerkuk, le Dr. Ahmed Sabrin de Dersim, l'avocat Huseyin Hami d'Urfa, etc.

En analysant cette liste très incomplète, en ce qui concerne les noms et biographies, nous sommes frappés par l'appartenance familiale ou géographique de ces dirigeants.

La région du Sud-Est de la Turquie actuelle, c'est-à-dire Bitlis, Diyarbékir et Elazig est le lieu d'origine de la plupart de ces dirigeants kurdes. Ceci nous donne une idée assez claire compte-tenu du contrôle kémaliste établi très vite dans cette région et les activités des Clubs kurdes dans les années de 1919. Le souvenir d'anciennes principautés kurdes assez puissantes dans cette région constitue aussi une des raisons.

Deuxièmement, nous constatons que pratiquement tous ces dirigeants sont passés par l'école troublante de la période Jeunes Turcs et, par conséquent, ont été tout plus ou moins influencés par les courants d'idées de cette époque. Une troisième conclusion importante concerne leur formation. Trois professions prédominent : officiers, médecins, militaires, lettres. L'échantillon que nous avons pris est certes très limité. Mais le tableau que nous avons dressé montre bien que les couches intellectuelles kurdes nationalistes et les intellectuels kémalistes présentent des similitudes.

Quoiqu'il en soit, dans les années 1920, il existe plusieurs courants kurdes. Le courant "intellectuel et moderniste" est l'un des plus importants et domine de plus en plus sur la scène internationale (165). Les sources diplomatiques française et britannique de cette époque parlent déjà de la présence des intellectuels kurdes qui veulent se voir à la tête d'un "Etat kurde civilisé" (166). Ce fait est également confirmé par la présence positivement disproportionnelle des Kurdes dans l'administration civile et militaire irakienne (167).

III.6. - LE NATIONALISME KURDE : SES SOURCES MYTHIQUES ET REELLES

La question de la naissance du nationalisme kurde, surtout en relation avec les autres nationalismes de l'Empire ottoman, présente une difficulté hors du commun. Si nous ajoutons à cela des discussions qui se font autour des caractères et la typologie des nationalismes, cette question deviendra encore plus délicate à éclaircir. La nature des révoltes kurdes du XVIIe-XIXe siècles en relation avec des idées assez précises concernant la création d'un royaume kurde, ajoute à cette question des dimensions nouvelles. Tout en étant conscient de ces difficultés, nous ne voulons pas entrer ici dans des discussions philosophiques et idéologiques concernant la nature du nationalisme et de la nation, ni de l'historicité de la nation. Nous voulons plutôt nous contenter ici, d'analyser les rapports du mouvement national avec son passé et nous essayerons de montrer comment l'histoire devient une base de justification et de légitimation dans le cas d'un mouvement national.

Comme chaque mouvement national, le mouvement national kurde essaye de trouver l'origine de ses racines dans la nuit des temps et veut créer sa raison d'être, ou en d'autres termes justifier et légitimer son existence, en se fondant sur une filiation historique. Chaque mouvement national kurde qui succédera à celui de l'après-guerre acceptera désormais cette filiation historique en y ajoutant de nouveaux maillons.

Cette "philosophie de l'histoire" nationale, qui manque de base scientifique proprement dite, prend néanmoins une importance historique, à cause du rôle qu'elle joue dans la naissance et la justification du nationalisme (168). Les mythes et un passé, qui est constitué de tragédies et de changements dramatiques, sont décrits par le mouvement national comme les preuves de l'éternité du nationalisme et constituent nécessairement les éléments de chaque renaissance nationale. Ici, nous sommes en face d'un nationalisme historique et culturel basé que les mythes et sur l'héroïsme lyrique (169). Et les mythes et l'héroïsme deviennent à leur tour une force réelle de la mobilisation et si les conditions le permettent, deviennent l'origine d'une historiographie officielle et étatique.

Le mouvement national kurde n'échappe pas non plus à cette règle générale. La culture orale kurde qui possède de riches légendes locales et "nationales" permet au mouvement national kurde de trouver des éléments d'une filiation historique, ainsi que des Kurdes célèbres à une époque donnée, tel que Salahaddin-î Eyyubî. Le mouvement national kurde trouve d'autres richesses dans le passé des Kurdes et il les enregistre comme appartenant à son propre passé. Certains Etats kurdes indépendants comme les Marwani au XIIIe siècle, ou encore les Hükümet kurdes souverains sur les territoires kurdes sous l'Empire ottoman ou sous l'Empire persan, deviennent les éléments par excellence d'une telle filiation. Les luttes entre ces principautés et les pouvoirs centraux, ayant très souvent

pour but la sauvegarde de l'autorité exercée, ou l'élargissement de l'influence d'hükümdar kurde créent pour le nationalisme kurde les éléments héroïco-lyriques d'un passé susceptible d'être enregistré comme la "lutte de la nation kurde durant des siècles pour l'indépendance" (170).

En plus, nous trouvons en effet certaines idées concernant la formation d'un royaume kurde dans l'oeuvre d'E. Xanî. Dans l'histoire du Moyen-Orient, nous assistons en effet souvent à l'émergence d'idées semblables, surgissant de temps à autres, ici et là. E. Xanî, poète kurde, et auteur de l'épopée Mem-û Zîn, dans laquelle il s'en prend aux chefs kurdes et où il exprime les aspirations d'un royaume kurde comme le garant de l'existence et de la prospérité kurdes, deviendra lui aussi un maillon de la filiation historique*.

Ce n'est pas par hasard que l'une des premières oeuvres du mouvement nationaliste de l'après-guerre consiste à rééditer l'ouvrage d'E. Xanî et à l'adapter par la suite sous forme de pièce de théâtre. En même temps, la vague des

* Qu'il sort parmi nous, un soutien du monde / Que nous aussi nous ayions un padichah. / Que la force de notre Epée se manifeste / Qu'on reconnaisse les mérites de notre plume / Que (notre padichah) trouve un remède à notre douleur / Qu'elle soit valable notre ilm / Si nous avons un padichah / Si Dieu le voyait digne d'une couronne / S'il lui avait donné un trône / S'ouvrirait notre destin / Nous ne serons plus les vaincus par ces Rums / Nous ne deviendrons pas une ruine dans les mains des hiboux / Nous ne serions plus prisonniers, pauvres, misérables / Nous ne serions plus les vaincus par ces Turcs, par ces Persans / Celui qui a pris l'épée avec effort / Bravement a conquis l'Etat pour lui-même / Si nous aussi nous avons une unité / Si nous pouvions être nos propres maîtres / Tous ces Turcs, Arabes et Persans / Seraient nos serviteurs / Nous pourrions donc assurer et la religion et l'Etat / Nous pourrions avoir ilm et hikmet." Padichah : Roi, Empereur. Ilm : Sciences, connaissances. Hikmet : Sagesse, Philosophie, Pensée, Raison. Rum : Le mot désignant le Turc. E. Xanî, Mem-û Zîn, Istamboul, 1969, p. 53-55.

révoltes et des affrontements avec l'Etat pour la sauvegarde des privilèges des principautés est aussi considéré, même s'il n'avait rien à faire avec le nationalisme kurde, comme le passé propre du mouvement national. La lettre d'un membre de la famille des Bederkhanî montre d'une façon claire cette tendance. Les Bederkhanî qui "mythifieront" toutes les révoltes kurdes des trois derniers siècles et qui les décriront comme ayant "toujours pour objectif l'indépendance nationale", essayeront d'une façon subtile de réconcilier le passé "national", la "justice" et la "cause familiale" :

"M. Le Président de la Conférence de la Paix dans sa lettre d'envoi de la réponse alliée aux contre-propositions hongroises (disait) au nom des Alliés : Un état de choses, même millénaire, n'est pas fondé à subsister lorsqu'il est reconnu contraire à la justice."

"Peut-on jamais se pencher à douter que réduire une famille princière d'une maison de 1300 ans, à l'indigence complète - par rapport à son rang - en lui confisquant tous les biens qu'elle hérita de ses ancêtres n'est point un état de choses contraire à la justice la plus élémentaire" (171).

L'exploitation de son propre passé comme le passé national mythifié arrivera à un point tel que les Bederkhanî justifieront même le massacre de Nestouriens comme un acte nécessaire pour la création de l'unité nationale (172). Pour les chefs nationalistes kurdes et surtout pour les chefs nationalistes kurdes descendants des familles nobles, la cause nationale était liée à "notre cosa nostra".

"Nous inspirant de l'idée qui a toujours dominé et qui domine toujours la Conférence de la Paix et confiants dans l'esprit de justice et d'équité des Puissances Alliées et Associées, nous croyons fermement au recouvrement de nos propriétés si injustement confisquées par le gouvernement turc". Et ces propriétés ne couvraient pas moins de 98 villages, 161 fermes, 6 pâturages dont l'une d'une superficie de 250.000 hectares, "un immense château" 3 grandes et riches forêts et 12 mines de sel. Les Bederkhanî, très modestes "ne revendiquaient point les biens... vendus aux particuliers" (173).

A ce passé réel, réinterprété par le mouvement nationaliste, il convient d'ajouter les personnages et les luttes mythiques, notamment Rustem ê Zalê et Kawa (*).

Ainsi, nous trouvons de nombreux éléments pour créer une filiation historique. Les nationalistes kurdes, sont en effet bien conscients du caractère mythique de ces personnages ou de ces réinterprétations, ils les transforment en raison d'être de leur action et du militantisme kurde. Dans les textes de 1919, nous trouvons en effet des passages importants sur les raisons et la nécessité de cette mystification.

"Ceux qui ont préféré la libération de la patrie à l'immigration ont réalisé leur souhait par la guerre de Kawe, le forgeron qui signifiait les émotions nationales. Chaque nation, commémore des jours (pareils) par des cérémonies magistrales" (174).

"Il faut que dans l'âme des nations une émotion pareille à celle des poètes qui veulent créer de grandes oeuvres soient vécues... Les fêtes nationales sont les résumés des événements du passé. Pendant ces jours-là, une histoire qui a disparu revit et on entre en contact avec l'histoire qui sera vécue"(175).

"Les petits-fils d'une nation, qui ne sont pas orientés vers les éloges et les actes glorieux de leurs ancêtres qui ont rempli des pages de l'histoire nationale, ne peuvent qu'avancer dans la voie de la décadence de leur existence corrompue."

"Les mythes nationaux sont loin d'être des imaginations vides"(176).

Dans ce même chapitre, nous discuterons la nature des révoltes qui se sont produites au cours du XIXe siècle et au début du XXe siècle. Mais avant d'étudier ces révoltes, il

* Rustem ê Zalê : Un personnage kurde doté de caractères surnaturels, jouant un grand rôle à côté des armées islamiques.

Kawa : Le "libérateur" des "Kurdes" de la tyrannie de Dehhak, il y a 2500 ans. Le jour de cette libération, le 21 mars (ou le 31 août dans certaines régions) est considéré comme la fête nationale et le jour du nouvel an kurde : le newroz. Cette fête est devenue au XXe siècle une fête de caractère militant. La célébration de cette fête dans la prison militaire de Diyanbêkir en 1983, s'est conclue par la mort de quelques dizaines de prisonniers.

faudrait s'interroger ici sur les raisons pour lesquelles cette vague de révoltes ne s'est pas réalisée en même temps ou n'a pas été précédée d'une vague de renaissance culturelle kurde, comme c'est le cas dans la plupart des mouvements nationaux du Moyen-Orient. Nous savons que chez les Arméniens les Arabes, voire même les Albanais, les mouvements nationaux sous la forme de la lutte armée, n'ont pas précédé, mais ont bel et bien succédé à la renaissance culturelle de ces peuples, à un effort de réflexion historique, à une recherche d'identité, alors que les Kurdes ont entamé ce processus bien après la vague de révoltes, notamment pour la première fois à la fin des années 1890 d'une façon très timide, et d'une façon systématique à partir de 1920. Même plus tard, au XXe siècle, la production littéraire ou propagandiste kurde est jusque dans les années 60 d'une faiblesse presque unique au Moyen-Orient.

Cette question, pourtant essentielle pour la compréhension du nationalisme kurde n'est pas à notre connaissance encore analysée et nos propres recherches ne nous permettent pas pour le moment d'approfondir la discussion, sinon en la posant et en proposant quelques hypothèses.

Nous ne pouvons pas parler d'un nationalisme proprement dit dans cette période. Le nationalisme, comme nous le savons, ne peut pas se formuler uniquement par la revendication d'un Etat mal défini. Nous observons évidemment dans le cas kurde, des sentiments "patriotiques" et nous pouvons facilement parler d'une étape pré-nationaliste et de naissance

du nationalisme. La durée de cette période allant du pré-nationalisme au nationalisme (ce qui crée également les dilemmes et les handicaps de ce dernier) permet la création des sources mythiques, mais aussi réelles. Mythiques, car chaque nationalisme se base, sur le sang et sur le culte des martyrs et sur le sentiment de sacrifice. Réelles, car cette période douloureuse a créé un héritage riche de sacrifices. Le fait que plusieurs générations successives se trouvent engagées dans la lutte fait que le passé contemporain aussi récent qu'il soit gagne la puissance d'un mythe au moment même où les nouvelles générations font leur apprentissage dans cette lutte (177). A cela s'ajoute bien entendu une hiérarchie morale qui s'établit entre les dirigeants de la révolte et de la "lutte". Et la filiation familiale, comme nous le verrons, sera d'une importance vitale, dès lors qu'il s'agira de se faire écouter, ou de faire bouger les choses.

Comment expliquer cette durée et l'absence de renaissance culturelle ? Nous croyons que d'abord la géographie de la région kurde a joué un rôle indéniable. Cette région est en effet, jusqu'à la fin du XIXe siècle, une région très peu accessible, qui obligé l'Etat, pendant des siècles, à adopter un comportement à part à son égard. Cet obstacle géographique se complète par le manque d'éléments dynamiques dans la société kurde, par l'absence de ces éléments qui aurait pu devenir des agents de la propagation des idées nouvelles, des perspectives nouvelles et qui auraient pu être les agents de création d'un autre type de société, avec d'autres rapports de forces,

d'autres formes de vie etc. Les Arméniens seront les seuls éléments capables de réaliser ces fonctions, ce qui forcera les Kurdes a fortiori, pendant des décennies entières à refuser tout changement qui pourrait menacer leur statut et leur souveraineté. Il s'agit donc, non pas d'un changement, mais au contraire d'un esprit de conservation. En effet, on prend des armes, pas pour réaliser un changement économique, politique ou social, mais au contraire, pour le freiner et, au fur et à mesure que la situation privilégiant les Kurdes change à leur détriment. Les révoltes ne sont pas les produits d'une volonté de changement ou d'un programme, mais d'une obligation. Cette nécessité de la conservation continue jusqu'au moment où les Kurdes ne sont plus les maîtres et qu'ils deviennent défavorisés ou menacés. Comme c'est le cas pendant les révoltes kurdes sous la République, une nouvelle situation, non pas celle de préservation, mais celle de la volonté de changement sous peine de périr commence à s'imposer. Et encore, même dans ces cas-là, la volonté de changement ne veut pas dire nécessairement un changement social ou économique, mais avant tout un changement concernant les rapports de forces entre nationalités.

D'autre part, il existe des facteurs religieux non-négligeables, l'Islam sous une forme ou sous une autre est un élément de l'identité kurde de l'époque. Les rapports entre les Kurdes et l'Etat se basent sur ce facteur religieux justificatif. Entourés par le monde musulman, n'ayant pas ou peu de relations avec le monde extérieur, ayant d'autre part

une culture religieuse surtout rurale, transmise par les medreses ou oralement, les Kurdes n'auraient ni raison, ni moyens de chercher une autre identité qu'une identité islamique. La religion joue, comme nous le savons dans le cas des Bulgares, des Grecs et des Arméniens, le rôle d'agent de la renaissance culturelle et nationale. Mais appartenant et voire même se voyant le gendarme de la religion dominante, la recherche d'une autre identité, trouvant ses origines dans une religion opprimée ne pourrait être qu'absurde. (Certes, comme nous l'avons signalé, Ehmedê Xani se fait, dès le XVII^e siècle, le porte-parole de l'idée d'un royaume kurde. Mais peut-il être considéré comme le père de la renaissance culturelle et du nationalisme kurde ? Comment expliquer dans ce cas-là le silence qui s'installera pendant deux siècles après sa mort ? Enfin, il est fort difficile de classer Xani, dans le contexte du nationalisme moderne. Il est plus facilement classifiable dans le contexte et le concept classiques de l'Etat, où les idées de royaume émergent de temps à autres dans tout le monde musulman. Quoiqu'il en soit, cette question reste comme l'une des questions essentielles de l'histoire du nationalisme kurde).

Une autre hypothèse se crée autour du mouvement arménien sur lequel nous reviendrons. Ce mouvement qui naît bien après les révoltes kurdes, ironie de l'histoire, joue le rôle d'accoucheuse du vrai nationalisme kurde. Les premières révoltes kurdes eurent comme objectif de préserver les privilèges des Kurdes contre l'Etat central, alors que dans un

deuxième temps, le souci de préserver ces privilèges, cette fois-ci contre les Arméniens est dominant. Or, le passage du pré-nationalisme au nationalisme se produit en ces décennies. Autrement dit, sans l'existence du mouvement nationaliste arménien, ses revendications et sa renaissance culturelle et politique, le passage de l'époque pré-nationaliste à l'époque nationaliste, aurait pu être ralenti. Il nous semble impossible que le mouvement national arménien, avec ses forces dynamiques, (les commerçants, les étudiants, les écoles, les missionnaires, les prêtres, etc.) n'ait pas influencé les Kurdes sur le plan culturel.

Pour conclure, n'ayant pas la possibilité d'approfondir nos recherches sur ce point, nous nous contentons de préciser que ces hypothèses brièvement exposées ici, doivent évidemment être discutées et approfondies. Nous sommes de l'avis que celles-ci pourront nous ouvrir de nouvelles voies pour la compréhension du nationalisme kurde, mais aussi des autres nationalismes de la région, à savoir les nationalismes arménien et arabe.

III.7. - L'IDEOLOGIE DU NATIONALISME KURDE A L'EPOQUE KEMALISTE

Nous avons souligné certains traits communs aux dirigeants intellectuels du mouvement nationaliste kurde et aux dirigeants kémalistes : la présence dominante de certaines

professions (des officiers, des médecins, des hommes de lettres, et dans une certaine mesure des professions libérales), l'expérience commune des luttes politiques de 1908-1914, les relations avec des politiciens et des intellectuels européens ou les admirations pour eux... Nous pouvons bien entendu ajouter d'autres similitudes. Mais il faut déjà retenir que les dirigeants kémalistes et les dirigeants kurdes, jusqu'à un certain moment suivirent pratiquement le même itinéraire, indépendamment des camps auxquels ils appartiennent. Ces expériences communes créèrent des similitudes entre ces deux groupes, même pour la période ultérieure.

En dehors de ces expériences communes, certains courants de pensée ont largement et simultanément influencé ces deux mouvements. Mais à une seule différence près : l'un de ces mouvements devint le pouvoir étatique et eut, à ce titre, un grand champ d'application pour ses idées, alors que l'autre a perdu toutes les chances. Parmi ces courants de pensée, nous pouvons notamment citer l'école d'Abdullah Cevdet, Kurde d'origine et très proche des idées nationalistes kurdes pendant la période de 1913 à 1922, et qui est, comme nous l'avons vu, le membre de Kürt Teali Cemiyeti (178). Très hautement apprécié par le mouvement nationaliste kurde à la fois à l'époque pré-républicaine et à l'époque républicaine, A. Cevdet, médecin militaire de formation, et l'un des quatre fondateurs de l'İttihat ve Terakki, propose dès les années de 1902-1903, une sorte de réformation de l'Empire ottoman par le haut et l'occidentalisation de cet Empire. Selon lui, la religion ne

peut plus jouer le rôle d'un instrument. Elle doit céder la place "au matérialisme biologique". Considérant la religion comme un obstacle au "progrès", il n'hésite point à attaquer l'Islam en tant que religion (179). Influencé par des idées de Gustave le Bon et Félix Isnard, il sera le porte-parole des idées "élitistes" en Turquie et défendra une sorte de solidarisme et un "progrès sans merci" (180). Le nationalisme est d'après lui un résultat de "nécessités psychologiques" et l'"unité de la patrie" passe par l'"unité de la race" (181). Cependant il demandera en 1925, l'"injection de sang allemand et italien dans le sang turc", par la multiplication des mariages mixtes avec les ressortissants de ces deux pays (182). Il est le premier à utiliser les caractères latins en turc et l'un des premiers, avant même M. Kémal, à porter un chapeau (183). Le rôle de l'Etat est prédominant d'après lui, dans ce processus de l'occidentalisation qui doit toucher tous les domaines de la vie sociale et intellectuelle : une sorte de laïcisme avant la lettre, la latinisation de l'alphabet turc et plus tard kurde (184). Réforme scolaire et alphabétisation, la création d'une *intelligentia* moderne etc. sont les conditions de la réussite de cette occidentalisation. Or, l'influence des idées d'A. Cevdet, si hautement apprécié par les Kurdes, sur le Kémalisme et la personne même de M. Kémal est communément admise. Les chercheurs découvrent dans les réformes étatiques de M. Kémal l'application des idées d'A. Cevdet (185). Et cela malgré sa disgrâce personnelle pendant la République (186) et peut-être la raison pour laquelle il a pu échapper aux purges des années 1925-1926 et qu'il a pu publier sa revue Ictihad jusqu'à sa mort en 1932.

ch.

Pourtant, comme nous l'avons dit, ce philosophe est très apprécié par le mouvement kurde et le Jin, l'organe de Kürt Teali Cemiyeti, considère son journal Içtihad comme un confrère et le conseille vivement à ses lecteurs. A. Cevdet lui-même, suit de près l'évolution du mouvement kurde et ne le prive pas de ses précieux conseils :

"Les nations qui ne maîtrisent pas leur histoire et leur avenir écrit-il dans un journal kurde, ne peuvent avoir une existence indépendante. Les nations qui ne peuvent pas se maîtriser elles-mêmes deviennent les biens des autres" (187).

"Le jour où les jeunes Kurdes continue-t-il préfèrent devenir les instituteurs de l'école de leur village à devenir kaymakam ou mudir quelque part ailleurs, ils se trouveront dans le chemin qu'ils devraient suivre" (188).

Au même moment, on voit des articles très critiques à l'égard de la société kurde, écrits parfois dans une langue satyrique, émerger dans la presse kurde. L'influence des idées d'A. Cevdet dans ces articles n'est pas à négliger. Dans le contenu de ses articles, on voit notamment des revendications concernant le changement de l'alphabet, une sorte de séparation de la religion et de l'Etat, l'établissement d'un système scolaire kurde, l'occidentalisation, etc. Il est intéressant de noter que même les Kémalistes de cette époque n'osent pas encore en demander autant :

"Profondément influencés par les idées étrangères comme le nationalisme, la démocratie ou le socialisme. Cette nouvelle génération voyait l'espoir d'un Kurdistan dans l'élimination du parossialisme et dans l'institution des réformes politiques et sociales" (189).

En dépit du risque d'être trop long, nous voulons citer ici quelques extraits de la presse kurde de l'époque, montrant des revendications de l'intelligentia kurde "occidentalisée" :

"Les anciennes idéologies sociales et politiques sont en déclin; nous assistons à la montée des autres leaders, d'autres principes. La raison l'emporte sur la colère. Les ténèbres deviennent prisonnières de la clarté... Nous vivons dans une telle ère, que même une seule heure d'ignorance (du sommeil) veut dire la mort pour une nation" (190).

"Nous sommes en état de comprendre les mystères des forces traditionnelles, nées en Europe et en Amérique. Nous savons maintenant que l'air venant de ces régions n'est pas un vent qui souffle, empoisonné, mais qu'il est le courant de la vie."

"Les Kurdes, malgré les conditions défavorables sont capables d'adopter, en peu de temps, cette civilisation supérieure, et de l'assumer par un processus d'évolution complexe.

"Cette civilisation représente une catastrophe pour ceux qui ne font pas d'effort pour devenir forts, mais pour ceux qui le désirent, elle représente un remède" (191).

"Ces fanatiques religieux sont des gens de mütegallibé (192) qui se cachent sous différentes formes et couleurs. Ils ont peur que le réveil du peuple ne leur laisse plus aucun esclave et que leurs richesses gagnées sans efforts explosent en l'air"(193).

"Si à la place de s'occuper des vêtements des femmes on s'était occupé de leur donner une éducation et un élan éducateur, le problème (des femmes) serait résolu depuis longtemps."

"On veut pousser les femmes musulmanes à une obscurité impossible même à trouver dans le passé..."

"Les nations non capables d'inclure leurs femmes et leurs hommes dans l'activité sociale et économique sont handicapées dans le domaine de la civilisation qui est rempli d'embûches".

"Quand nous disons le développement de la kurdicité, nous entendons par là l'insertion des femmes et des hommes sous ce développement. Nous ne devons pas créer une différence non-naturelle par la force (194)."

"Les petites nations qui se forment doivent avant toute autre chose, accorder leur mentalité et leurs idées avec celles de notre époque, conformément aux nécessités de notre époque" (195).

Dans ces passages publics dans les années de 1919, il nous est impossible de ne pas trouver les idées d'Abdullah Cevdet, qui continue à influencer les Kurdes, même après l'instauration de la République (196). En effet, il ne s'agit pas pour les chefs kurdes d'entreprendre seulement une mission nationaliste et de libérer le Kurdistan, mais il s'agit d'une mission nationale, qui consiste à la fois en cette libération, mais aussi, et peut-être plus, à briser les bases sociales de

la société kurde et de lui imposer "la civilisation". L'occidentalisation est, ou devient pour les chefs kurdes, un devoir national, une obligation nationale. Sans se "moderniser" il est impossible de faire entrer la société kurde dans la voie de la "civilisation" qui est présentée par les chefs kurdes comme l'un des buts ultimes du nationalisme, et l'"émancipation nationale" à son tour n'est pas seulement nécessaire pour créer un Kurdistan, mais aussi pour "former une nation", et plus encore, pour permettre à cette nation "formée", de s'intégrer à la "civilisation". La nationalisme est donc la base justificative de la "modernisation" imposée par l'Etat national, chaque nationalisme reste caduc et sans avenir.

Il s'agit donc d'un héritage commun et les dirigeants kurdes pourtant à couteaux tirés avec le Kémalisme, continuent à être influencés par cet héritage, et par les réformes kémalistes. Bien entendu, l'influence des intellectuels arabes anti-colonialistes, surtout en Syrie, avait sans doute été l'une des sources d'inspiration pour les Kurdes. Mais le Kémalisme, en tant que forme d'organisation de l'Etat et de la société, mise en place et présente au Kurdistan même, semble être la source essentielle d'inspiration du mouvement kurde après 1925.

Pour expliquer cette influence, nous pouvons citer de nombreux exemples, notamment une sorte d'occidentalisation de la vie intellectuelle kurde. En 1928, la Turquie kémaliste adopte de nouveaux caractères latins. En dépit du fait que les

Kurdes d'Irak et de l'Iran continuent à utiliser les caractères arabes, les dirigeants kurdes, sans aucune période préparative, adoptent eux aussi les caractères latins et en font une vraie "réforme de l'alphabet" (197). Djelaled Bederkhan, le père spirituel de cette "réforme" voyait, et cela est, confirme M. P. Rondot, la clé de l'accès des Kurdes à la "modernisation" (198). La ressemblance entre la "réforme" turque et la "réforme" kurde, n'est pas seulement dans le passage d'un système à un autre, mais elle est même dans la transcription de certaines lettres telles que "ç", "y" ou "s". L'occidentalisation ne se limite pas au changement de caractères. Peu de temps après l'échec de la révolte d'Ararat, la presse kurde s'occidentalise de façon spectaculaire par son contenu. En dépit du caractère assez islamique de la société kurde, le lecteur kurde aura désormais le moyen de lire dans ses journaux des articles sur la vie de Napoléon, la tragédie de Lady X, ou encore de suivre la dernière mode de Paris en regardant les dames en jupes courtes (199). Cette "occidentalisation" par le "haut" se fait comme en Turquie dans un moment où l'idolisation de la nation kurde, présentée sous une forme pittoresque, est en cours et ces tentatives d'occidentalisation, sont complétées, comme en Turquie, par la valorisation des intellectuels, par la connaissance et l'éducation. Les journaux kurdes déclarent d'une façon propre au mouvement indépendantiste du Tiers-Monde, la nécessité de l'éducation comme l'un des moyens suprêmes et sacré de la libération nationale (200).

L'absence d'un Etat national limite, comme nous pouvons l'imaginer, les chances de réussite de cette occidentalisation d'amateur. L'"occidentalisation" de la société kurde continuera d'être dans une grande mesure, l'oeuvre du Kémalisme lui-même.

Mais cette occidentalisation des élites kurdes va inévitablement de pair, comme dans le cas du Kémalisme, avec un nationalisme ardent. "L'aspect de la question kurde" diront les chefs kurdes, "aujourd'hui est purement national, forme d'aspiration qui caractérise notre siècle" (201). Les dirigeants kurdes, comme les dirigeants kémalistes, commenceront à faire un travail "scientifique" pour montrer l'historicité de la nation kurde et donc justifier le combat pour sa libération, et sa présence au rang des nations "civilisées". Prouver "l'historicité" est la condition sine qua non de toutes luttes nationales et de toutes démarches "civilisatrices". La "civilisation" étant réservée aux nations ayant un passé glorieux et ayant donné des contributions majeures au développement du "progrès" au cours des siècles, de prouver l'historicité de la nation kurde devient vital, à la fois pour justifier la lutte nationale, pour avoir le droit de battre ou d'abattre les "barbares" au nom de la "civilisation", et pour prendre part à la "civilisation" sans compter les apports émotionnels.

Dans ces démarches, on ne déclarera pas l'origine kurde de l'humanité, comme le feront les idéologues kémalistes pour la nation turque. On fera remonter cependant l'existence

de la nation kurde jusqu'à la nuit des temps (202). Sans combattre réellement les thèses kémalistes de l'histoire, on s'emparera de l'héritage des Mèdes et des anciens Perses, en tant qu'héritage national et nationaliste kurde. Les dirigeants kurdes, tels qu'Ihsan Nuri Pasa écriront des livres d'histoire, pour créer "la thèse historique kurde". Les buts n'y sont d'ailleurs nullement cachés :

"On dit qu'il ne faut pas être fiers de stèles funéraires. Pourtant sans connaître le passé glorieux des ancêtres, on ne peut pas créer et fortifier les sentiments de l'indépendance des nations. Il serait juste de dire que cet orgueil national est également une lumière pour les dirigeants sur des chemins sublimes des nations... Veut-on cacher des amis et des ennemis les époques glorieuses de la souveraineté et de l'indépendance d'une nation brave et symbole des guerriers, qui sont sortis des ténèbres de l'histoire et sont venus à la lumière grâce à l'éclat de leurs épées et qui ont fait trembler leurs ennemis des siècles durant par leur bravoure et leur héroïsme" (203).

Des anciens noms dont l'origine reste obscure et mythique, tels que Blecht Chirguh seront adoptés par des chefs nationalistes kurdes, comme des pseudonymes (204).

Or, le nationalisme est, comme nous le savons, un instrument susceptible de devenir un but en soi. Le nationalisme triomphant des chefs intellectuels kurdes les amènera bientôt à faire, comme en Turquie kémaliste, la théorie des races pures. Voici un passage de la lettre ouverte envoyée par Djeladed Bederkhan à M. Kémal qui met l'auteur, ainsi que les nationalistes kurdes de l'époque devant une situation fort embarrassante :

"Son Eminence le Pacha ! Le souci de la pureté de la race et celui de lui garder ses caractéristiques, sont un sentiment et une idée sublimes, nobles et dignes de respect. Ce sentiment n'est point

seulement propre à l'homme. Il est même présent chez les animaux. Vous savez que les chevaux nobles ne s'accouplent pas avec les chevaux ordinaires. Les familles portant beaucoup d'attention à ce concept s'appellent küfü. Ce que les Allemands veulent aujourd'hui réaliser par la ségrégation, c'est empêcher le mélange du sang étranger au sang allemand, afin que la race germanique puisse sauvegarder les caractéristiques et l'intelligence qui lui sont propres. Mais que voulez-vous faire, vous et vos amis ? Ou que faites-vous ? Comme si tous les malheurs cumulés, raciaux et momentanés n'étaient pas suffisants, vous voulez injecter sans mesure à la race turque, le sang des autres nations et des autres races. Ceci est une grande insulte aussi pour la nation turque, que vous voulez assimiler comme une nation inférieure aux autres nations" (205).

La propagande anti-kurde des dirigeants kémalistes, elle aussi, sera ssez efficace dans les cercles dirigeants kurdes. En plus d'une sévère contre-propagande, visant non seulement l'Etat turc, mais aussi la nation turque dans les publications kurdes, en vue de démontrer le caractère "barbare" et "anti-humaniste" de cette nation :

"Depuis le jour où il a mis le pied dans la patrie kurde, le Turc n'y fit que des agressions barbares à la langue, à la nationalité, à la culture. Pour abaisser le Kurde à son niveau, le Turc eut soin de lui fermer toutes les voies du progrès et de l'instruction" (206).

Le langage même du nationalisme turc s'infiltré dans la propagande du nationalisme kurde. De sorte que les ressemblances, non seulement dans le contenu mais aussi dans la forme des discours de M. Kémal et de certains dirigeants kurdes se font remarquer d'une façon évidente :

"Discours à la jeunesse !

"Le jeune Kurde ! Oh le fils de la nation brave qui a méprisé l'usurpation des siècles ! Ecoute-moi !

"A l'aube de l'histoire de l'humanité, ses lumières ont éclairci le front orgueilleux de la race sublime qui t'a mis au monde, de l'Océan Indien au Caucase, et dans les montagnes hautes et les vallées ensoleillées de l'Asie Mineure et de l'Asie intérieure !

"Ton histoire, est l'histoire des légendes qui n'ont pas cessé. Car toi, l'enfant d'une nation qui se bat sans fatigue depuis des siècles pour vivre honorablement et libre !

".....

"Chaque être qui veut vivre, doit se battre !

"Chaque nation qui veut avoir une place sur terre doit se battre !

"Cette règle, c'est la règle inchangeable de la nature. La règle impitoyable des mondes chimiques, biologique et animal est de se battre !

"Cette règle est encore plus impitoyable pour la race humaine. La race est un dragon de la race. L'homme est le dragon de l'homme.

"Oh ! l'espoir de l'indépendance de ma race ! La jeunesse kurde !

"Vengeance !

"....

"Vengeance ! Pour creuser les tombeaux de la race des hyènes et des chacals au pays kurde !

"Vengeance !... Pour écraser les chiens qui hurlent autour de nous, en se réfugiant chez le lâche qui s'appelle la "civilisation" !

"Les milliers d'offrandes qui ont été offertes à la Déesse de la liberté veulent un tombeau de nous, ils exigent un monument à leur mémoire !

"Ce monument, c'est le Kurdistan Libre et Indépendant !

"...." (207).

En effet, tout comme c'est le cas dans le kémalisme, dans le mouvement kurde aussi, le nationalisme remplace la religion, il devient le but suprême et il détermine l'identité nouvelle. Le mouvement kurde se présente comme un mouvement uniquement et purement traditionaliste en refusant toute autre définition, toute autre identité. Une brochure du Khoybun écrit bien cette auto-identification, en renvoyant la balle aux dirigeants turcs :

"Mais il est très pénible pour les Kurdes, que les Turcs aient réussi dans une certaine mesure à peindre au dehors (auprès de) l'opinion politique mondiale, toutes ces luttes de libération comme des faits de brigandages et tous ces héros tombés sur les champs d'honneur comme des brigands. Parfois même, ils sont allés plus loin, ils ont accusé les Kurdes des massacres arméniens, de ces massacres pensés, réfléchis par les politiciens turcs et exécutés impitoyablement par la soldatesque turque.

".....

"Avec l'Europe au contraire, il fallait dénaturer les faits, leur montrer les Kurdes comme des récalcitrants à la civilisation, des fanatiques, des pillards privés de tout idéal, combattant pour le khalife et Khalifat.

".....

"Les Kurdes n'aspirent qu'à un gouvernement national et refusent avec indignation tout gouvernement turc, quel qu'il soit : Khalifat ! Sultanat ! Laïcité ! République !" (208).

III.8. - LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE ENTRE LE MODERNE ET LE TRADITIONNEL : LE ROLE DE LA RELIGION

Comme nous l'avons vu, les chefs kurdes ne manquent pas réellement de projets. Ils ne sont pas non plus à l'abri des leçons des bouleversements qui touchaient d'abord l'Empire ottoman, et ensuite la Turquie et les pays arabes du Proche-Orient. Ses idées comme le laïcisme, le nationalisme, le modernisme, l'occidentalisme, sont implantés dans leur conscience et se retrouvent dans leur pratique. Le (mouvement kurde) ne diffère donc pas des autres mouvements nationalistes de l'époque ou des mouvements contemporains.

Mais un phénomène bien visible dans certains mouvements nationaux (par exemple arabe, africains), est également présent dans le mouvement national kurde : la contradiction entre les caractères et les objectifs des dirigeants intellectuels eux-mêmes sont issus de ces forces. Cependant, les perspectives, leurs raisons de la mobilisation et leur niveau même de conscience nationale diffèrent radicalement. La direction est entre les mains, comme c'est aussi le cas dans le

mouvement national arabe, d'une élite "profondément occidentalisée" (209). Cette élite qui a été formée, soit dans des villes occidentales, soit dans des villes cosmopolites ou occidentalisées, a pu suivre de près les expériences des luttes nationales dans l'Empire, et a pris connaissance des idées nouvelles qui ont été défendues et appliquées par elles. Pourtant, ces intellectuels, vu l'absence de classes moyennes dans la société kurde (210) n'eurent eux-mêmes aucune relation ou presque avec la population, et comme S. Jawad l'écrit à propos du Kurdistan irakien :

"Ils se sont subordonnés aux chefs tribaux pour quelques temps, en espérant pouvoir transformer (un jour) une révolte essentiellement tribale en une révolte nationale" (211)."

Il en va de même pour le Kurdistan turc où ces intellectuels parviennent à transformer trois révoltes kurdes en révoltes nationales. Mais malgré le fait que la direction est passée soit partiellement ou complètement entre les mains des intellectuels, dans ces trois cas, les forces et les arguments mobilisateurs restent essentiellement traditionnels. Les forces qui mobilisent ces révoltes, qui lui fournissent ses ressources matérielles et ses dizaines de milliers de combattants, par opposition aux intellectuels, sont des gens qui ont rarement quitté leur lieu de naissance, qui n'ont aucune éducation, si ce n'est dans les meilleurs des cas une éducation religieuse, et qui n'ont jamais compris, ni sympathisé avec les courants centralisateurs et modernisateurs, qui, pour eux, ne signifient rien d'autre que la ruine de leur influence et de leur statut millénaire.

Le mouvement nationaliste kurde de Turquie, tout au long de la première moitié de notre siècle fut marqué par ces contradictions. C'est seulement après les années 50 et surtout 70 et à la suite de transformations économiques et sociales considérables, que ces contradictions diminuèrent jusqu'à un certain point pour laisser leur place à d'autres encore plus importantes.

La première de ces grandes contradictions consiste dans le rôle joué par la religion dans la mobilisation du mouvement kurde : le rôle qui, dans la mentalité d'un simple combattant s'exprime ainsi : "Sizin büyük pasalarınız varsa, bizim de büyük Allahımız var" (Si vous, vous avez vos grands pasa, nous, nous avons notre grand Allah" (212).

En effet, le cas kurde n'est pas l'unique exemple d'utilisation de la religion et de la foi, en tant qu'instrument de lutte ou d'opposition politique d'une société, pour la "sauvegarde" ou le "changement". L'Islam même, en tant que religion du combat joue dans l'époque moderne un rôle non négligeable. Notre attention porte ici, surtout, sur l'Islam non-étatique, à savoir sur les tarikats, les ordres plus ou moins secrets, bien organisés dans toutes les couches de la population (213). Dans l'époque moderne, de Blukhara (214) à l'Afrique du Nord (215) ou l'Afrique Noire (216), nous voyons ces tarikats mobilisant ou menant une lutte ayant pour objectifs les fins politiques.

Nous voyons le même phénomène dans le cas kurde, cependant avec des différences notables. L'Islam qui jouait déjà un rôle prépondérant dans le passé devient, dans une époque de crise, une force politique et une idéologie de combat, grâce aux réseaux de ces ordres qui se réclament de la Kurdicité.

Or, si nous pouvons parler d'une identité kurde qui ne se distingue guère pendant un long temps de l'identité islamique, il nous faudra également préciser qu'il ne s'agit point ici de l'Islam étatique. Deux distinctions s'imposent ici : premièrement, il s'agit des différences fondamentales qui existent entre deux écoles sunnites : l'école chafi'ite et l'école hanefite. L'école chafi'ite, dominante dans les régions kurdes (217), est basée "sur le principe de l'unanimité des docteurs d'une période donnée, sur une question donnée" (218). Prolongée dans le temps, cette pratique s'appliquera à l'Etat lui-même. Ne reconnaissant pas la prééminence de l'Etat, ni ne lui accordant un caractère sacré et divin, l'Islam chafi'ite se voit comme le garant de l'Islam face à l'Etat et se garde le droit de le légitimer ou de le combattre (219), alors que l'Islam hanefite, se base sur le principe de pré-dominance de l'Etat et de sa divinité. Il s'agit donc de deux concepts de l'Etat :

"S'appliquant... à asseoir le régime sur la loi révélée (sharia) ... tendait de plus en plus à faire du hanafisme la doctrine officielle - ce qui était de nature à permettre une formation plus homogène du corps des cadis et à donner une unité de doctrine à l'ensemble des docteurs de la loi, au service de l'Etat" (220).

La deuxième distinction se fait dans l'existence des tarikats, plus ou moins secrets. Ces ordres religieux qui s'incorporent dans les centres urbains avec l'Etat ou dans les corporations et perdent ainsi leur indépendance, échappent complètement dans les zones rurales au contrôle étatique. Parallèlement à leur popularité et leur influence dans la société, ces tarikats créent tout au long des siècles, de véritables réseaux sociaux, parfois extrêmement actifs. Schématiquement cette influence religieuse se concrétise par la présence d'un cheikh qui représente l'ordre sur le plan local. Contrairement à l'Islam reconnu et organisé par l'Etat, ces ordres comprennent une hiérarchie non-officielle religieuse et sociale et une organisation plus ou moins centralisée. Le plus important parmi ces ordres est le Nakchibendiyya, fondée à Boukhara par Hacı Mehmet Bahaddin Nahsibendi en 718. Cet ordre présent au Kurdistan depuis le XVIIème siècle, connut un essor colossal depuis sa réorganisation effectuée par un Kurde, Mewlanzade Xalid (221) au début du XIXe siècle. Depuis Mewlanzade Xalid, cet ordre s'est divisé en plusieurs branches importantes et a gagné une immense popularité en Turquie et surtout dans les régions kurdes*

* Les branches essentielles de cet ordre au Kurdistan sont les suivantes :

<u>Nom</u>	<u>Cheikhs-fondateurs</u>	<u>Régions d'influence</u>
Seyyîdî	Seyyîd Taha Neyrî	Hakkari, Baskale, le Nord de l'Irak, l'Ouest de l'Iran.
Palevî	Seyyîd Eliê Paloî (Seyyîd Alî de Palo)	Tekmal, Hınıs, Bingöl, Lice, Diyerbekir, Palo, Varto.
Küfrevî	Cheikh Eminê Servanê Cheikh Muhammed Küfrevî	Patnos, Tutak, Eleskirt, Kagizman, Sarikamis.
Taxî (Takhi)	Gersê Hızanê	Bitlis, Van, Mus, Mutkî, Batman, Karayazi.
Mîrî	Cheikh Qasîmê Cizîrî	Urfa, Mardin, Cizre, le Nord de l'Irak, le Nord de la Syrie.

Informations recueillies par İsmail Besikçi, Doğu Anadolu'nun Düzeni, İst., 1970, p. 251.

Très dynamique et militant cet ordre va se "kurdifier" au cours du XIXe siècle en influençant la plupart des tribus et en acquérant les caractères d'un "Vollislam". Certains autres tarikats, notamment les Qadirî, fondée en 1092 par Cheikh A. Qadir Beylani sont fortement implantés dans la société agraire et nomade kurde. Avec le temps, l'influence de ces ordres ne se limitera plus uniquement au matériel spirituel, elle s'étendra également aux domaines matériel, économique et politique (222). L'Islam étatique et ses nombreux fonctionnaires, les müftüs et mollah, ainsi que ses institutions d'enseignement, notamment les medrese, non seulement dans les zones rurales, mais aussi, selon une grande probabilité dans les zones urbaines ont une position secondaire face à ces réseaux de Volkislam, qui prend peu à peu les dimensions d'un réel pouvoir *. Ce pouvoir s'étend par la suite, par le

* Les chiffres concernant les institutions religieuses en 1968 montrent que cette rivalité entre l'Islam étatique et le Volkislam continue au détriment du premier. Bien que ces chiffres n'aient pas un lien direct avec la période qui est au centre de nos recherches, nous croyons utile de les citer (Nous avons pris des villes kurdes, ou des villes avec une importante minorité kurde) :

<u>Villes</u>	<u>Cours d'enseignement du Coran (honoraires)</u>	<u>Ecoles Imam-hatip</u>	<u>Cours d'enseignement du Coran (Officiels)</u>
Agri	5	-	5
Bingöl	1	-	5
Bitlis	6	1	4
Diyarbakir	5	1	12
Elazig	8	1	11
Erzincan	14	1	23
Erzurum	19	1	15
Gaziantep	10	1	9
Hakkari	1	-	2
Kars	11	1	15
Malatya	29	1	8
Maras	5	1	7
Mus	4	1	8
Siirt	5	1	5
Tunceli	5	1	12
Urfa	2	1	3
Van	2	1	9
<u>Total/Turquie</u>	<u>231/2510</u>	<u>14/69</u>	<u>166/994</u>

passage du domaine spirituel au domaine social (223). En effet, ces ordres qui étaient à l'origine des ordres urbains, et qui avaient comme objectif d'organiser les rangs supérieurs et distingués de la société (224), tout en restant religieux et tout en continuant à largement influencer les centres urbains, commencent à jouer le rôle d'organiseurs, de régulateurs et de censeurs moraux de la société.

"Les ordres (Nakchibendiyya et Qadîrî) recrutent leurs disciples notamment parmi les couches inférieures de la société. Ceci contraste avec beaucoup d'autres ordres qui sont aristocratiques, voire même snobs. Si bien que les ordres Nakchibendi et Qadîrî sont décrits de temps à autres, comme des ordres démocratiques, ce qui peut difficilement être accepté. Ces ordres sont les seules organisations ouvertes aux opprimés..." (225).

Selon les principes de ta'ifa ou mürîd, et selon le principe de la descendance familiale des cheikhs et des mürîd, chaque ordre rassemble autour de lui des dizaines de milliers de Mürîds. On peut même compter des cheikhs qui ont 100.000 mürîds (226). La parole du Cheikh étant divine et suprême, ces tarikats se distinguent souvent nettement des soucis de tasavvuf. Le nombre réellement colossal des mürîd fait que les cheikhs avec le temps, acquièrent les fonctions de chefs temporaires, tout en conservant leur caractère de chef spirituel, de telle sorte que :

"Actuellement (1933) il y a des tribus entières et même des groupes de tribus, où l'autorité de sajh (Cheikh) a le pas sur celle des chefs héréditaires connus dans la hiérarchie kurde" (227).

* (suite de la page précédente)

Dans cette même année, il y aurait en Turquie 40.000 cours d'enseignement coraniques illégaux. Voir : A.N. Yücekök, "Türkiye de Din Egitim Orgütlerinin Illere Göre Bagilimi" in Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi (Ankara), 1970, v. XXV, p. 140-1.

Et de même, un observateur de 1910 écrit que :

"Quelques uns de (ces cheikhs) sont un peu moins que les bandits, mais leur pouvoir sur les petits aghas est grand et ils peuvent habituellement les forcer à faire ce qu'ils veulent" (218).

Il continue en expliquant que, par exemple, le Cheikh de Semseddinan dispose sous ses ordres d'une cavalerie de 1500 hommes (219).

Ainsi ces ordres religieux et les cheikh sont de vrais mécanismes du pouvoir, et constituent l'une des clefs des relations entre la population rurale, largement majoritaire, et les pouvoirs locaux et centraux. Depuis toujours, aucun hükümdar kurde ne pouvait régner sans l'appui de ces ordres ou des cheikh. Le pouvoir de l'Empire ottoman lui-même était légitime, dans la mesure où il était justifié par les cheikh. Leur influence n'ayant pas cessé de croître dans la période de Tanzimat et des Jeunes Turcs ou du Kémalisme, les régions en place se trouvent nécessairement confrontées à ces ordres, et cherchent de temps en temps à gagner la confiance de la population en utilisant certain cheikh contestataire. Ainsi, nous pouvons établir une longue liste des cheikh, allant de Cheikh Ubeydullah à Mollah Barzanî, en passant par Cheikh Mahmut Berzenci, Cheikh Saïd ou Kadî Muhammed (230). De même, face au déclin des principautés kurdes, les Cheikhs deviennent un facteur des éléments puissants à l'intérieur des grandes familles puissantes et des tribus. Le cas de Cheikh Saïd, le père de Cheikh Mahmud Berzenci en Irak, qui a su "par une combinaison réussie de diplomatie et de violence" répandre son influence dans la région de suleymanieh, est fort intéressant de ce point de vue (231).

A l'autre bout de la société, chez les Alawit, nous observons un phénomène plus ou moins analogue. Isolé par l'Islam sunnite, voire même à couteaux tirés avec celui-ci, toujours persécutée par l'Etat, cette branche de l'Islam recouvre toute une partie de la population kurde dans les villes telles que Malatya, Dersim, Erzincan, Elazig, Maras, etc. L'organisation de cette branche de l'Islam est beaucoup plus hiérarchisée et plus stricte, et étant donné le caractère contestataire par excellence de cette branche et sa persécution permanente, aboutit à un conflit avec l'Etat, ou l'Islam sunnite, avec de vraies escalades se transformant même en une lutte d'extermination. Dans ce cas bien précis, la religion devient encore plus une arme de combat, autour de laquelle, suivant la tradition de l'Imam Ali et les traditions locales, telles que celle de Pir Sultan Abdal, se créent une culture et un culte de sacrifice et des martyrs. Les Seyyid "révolutionnaires" de cette branche, eux non plus, ne possèdent pas uniquement le pouvoir spirituel, mais aussi un pouvoir temporel en tant que chefs et un pouvoir matériel, issu de l'organisation sociale et de la tradition. En 1930, par exemple, dans le vilayet d'Erzincan qui recouvrait alors les actuels vilayets d'Elazig et de Tunceli, on comptait 25 familles seyyid très riches dont le pouvoir temporel, spirituel et financier s'étendait à une ou plusieurs tribus alawit (232).

En effet le kémalisme républicain crée une situation nouvelle chez la majorité des alawit, dans les vilayet de l'ouest (233). Dans la région kurde également, le kémalisme se montra en quelque sorte le père-protecteur des alawit. Cependant, comme on le verra plus loin, une fois le régime bien établi, il essayera de détruire la région alawit kurde et mettra aussi un terme au consensus établi entre lui et les alawit de cette région.

En somme, aussi bien chez les alawit que chez les sunnites, il est impossible, dans ces conditions de l'emprise sur la société par les religieux qui se considèrent comme ses censeurs moraux, de créer un mouvement social quelconque sans le "firman", la participation, voire même la mobilisation des cheikh et des seyyid. Il faut déjà signaler que, pendant les révoltes du XIXe siècle et du début du XXe siècle, la religion a une importance vitale à la fois pour ce qui concerne le leadership de ces révoltes et ses forces mobilisatrices. Aussi bien dans les révoltes de Dersim du début du XXe siècle, que dans les révoltes de Bederkhani, Cheikh Ubeydullah dans les années de 1840 et 1880, dans la révolte des Barzani ou de Bitlis en 1913-1914, les religieux sont actifs dans ces révoltes à deux titres : Par le rôle mobilisateur des chefs et par le fait que ces révoltes marquent l'idéologisation de l'Islam et la création d'une opposition inter-islamique (234), le début des glissements des religieux vers le nationalisme (235). Déjà dans les discours de Cheikh Ubeydullah à la fin du XIXe siècle ou dans d'autres revendications faites plus tard, on

observe des éléments nationalistes. Mais avec l'émergence d'une couche intellectuelle kurde, le panorama du mouvement kurde commence aussi à changer. La religion et les structures tribales continuent à agir comme des facteurs de mobilisation, cependant, au moins en ce qui concerne les têtes pensantes des mouvements et ses stratèges, les intellectuels sont de plus en plus partiellement ou totalement, les vrais maîtres. A de nombreuses occasions, ils parviennent à transformer un mécontentement général des tribus ou des Ulema en une révolte nationaliste. Les quatre révoltes les plus importantes de la période kémaliste sont les exemples de ce changement. En 1921, lors de la révolte de Koçgiri, les relations et les négociations avec le pouvoir kémaliste, ainsi que toute une autre série de responsabilités passeront aux intellectuels, à la tête desquels on trouve Nuri Dersimi. La révolte de Cheikh Saïd doit ses préparations au comité d'Azadi, à la tête duquel on trouve des intellectuels et des officiers tels que Xelîl Xyâlî, Dr. Fuad Berxo, Yusuf Zîya, Xalîd Beg Cîbranî etc. Parmi les cadres dirigeants de la révolte, on trouve également d'autres qui se réclament ouvertement de l'athéisme comme Fehmî-ê Bilal (236). Malgré l'autorité incontestée de Cheikh Saïd, qui est nommé "Emir-ûl mücahidîn" (237) et d'autres cheikhs tels que Cheikh Abdullah ou Cheikh Zülküf, la révolte de 1925 est avant tout l'oeuvre d'Azadi. En 1930, toutes les phases de la révoltes sont minutieusement préparées par des intellectuels occidentalisés et les intellectuels ont un rôle plus important que les cheikh. Cependant, certains d'entre eux, comme les Bederkhan, sont les mürîd des Cheikh

Nakchibendi (238) et l'uléma contestataire kurde y prend part, mobilise la paysannerie et ne refuse pas de collaborer avec des intellectuels qui collaborent eux avec "des ennemis de l'Islam", les Arméniens. A ^DBersim entre 1936-1938, le même phénomène que celui de la révolte de Koçgiri, en 1921, se répète.

Mais si ces révoltes ne pouvaient pas avoir lieu sans la direction des intellectuels ou, tout au moins, ne pouvaient pas se développer dans les mêmes proportions, elles ne pouvaient pas avoir lieu non plus sans l'accord et la mobilisation des cheikh et des seyyid. Sans la participation des seyyid et le fameux Seyyid Riza, il ne pourrait pas être question de "faire bouger Dersim". Sans la participation des cheikh de Nakchibendiyya ou de Kadîrî, ayant chacun d'entre eux plusieurs milliers de murid (239), la révolte de Cheikh Saïd restera comme une lutte de quelques soldats condamné à périr en quelques jours. Même dans la révolte d'Ararat, la présence religieuse est incontestablement importante. Sans le fils de Cheikh Saïd (240) et ses frères Cheikh Tahir et Cheikh Abdulrahim, sans la présence des cheikhs Ahmad al Qudiri, Yusuf, Abdurrahman, ou sans la présence des Mollah Esref, Shirko Bedri, ou encore sans la présence des cheikhs de Barzani (241) la mobilisation des combattants kurdes pendant quatre ans n'aurait pu avoir lieu (242). En somme le facteur religieux a une telle importance dans le mouvement kurde que certains auteurs peuvent même prétendre que "les Kurdes ont réussi à donner à leur révolte (de 1925) un caractère réactionnaire" (243).

Or, si dans le corps religieux, les aspirations nationalistes ne sont pas tout à fait absentes et si nous assistons, comme nous le verrons plus tard en analysant une déclaration de Cheikh Saïd à un glissement des cheikh vers le nationalisme, les arguments essentiels de la mobilisation du corps religieux sont d'ordre religieux et d'ordre social, mais souvent extra-national. L'Islam se présente comme une idéologie de la préservation d'une société basée sur la morale et sur le salut. Dans la transformation de l'Islam en une force d'opposition, il faut d'abord voir ce souci. Le "paganisme" et "l'usurpation" de l'Etat turc, justifie certes la séparation des Kurdes et les libèrent de cette fraternité imposée. Cependant le corps religieux se mobilise, essentiellement pour sauvegarder sa suprématie vis-à-vis de l'Etat, ses fonctions de régulateur et de censeur de la société et son rôle d'intermédiaire entre l'Etat et la société. Il est clair que l'autorité d'un "Etat moderne" aura comme premier objectif de mettre de façon définitive fin à leurs fonctions de contrôle de la société, et au lieu de rechercher leur bénédiction comme auparavant, de les supprimer par la force s'il le faut. L'interdiction des écoles religieuses, la "nationalisation" des vakf, ne visaient en effet qu'à réduire le corps religieux institutionnalisé à néant. Les vraies raisons de la mobilisation du corps religieux se trouvent en effet dans cette préoccupation et les uléma face à cette situation se voient obligés de collaborer, voire même de devenir les porte-parole des nationalistes kurdes, sous peine de périr, même si ces nationalistes ne sont pas moins "anti-religieux",

moins "païens" ou tout au moins laïcs que les fondateurs du régime kémaliste, et même si ceux-ci, dès 1919, se mettent à critiquer violemment "le fanatisme" et qu'à partir de 1926, laissent définitivement de côté toute propagande religieuse. Les chefs kurdes, n'ayant aucune possibilité de réaliser une mobilisation sociale se voient eux aussi obligés de collaborer avec ce corps religieux.

III.9. - LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE ENTRE LE MODERNE ET LE TRADITIONNEL : LES TRIBUS ET LE TRIBALISME

Ces ordres religieux sont accompagnés d'une sorte de réseau tribal et des structures tribales qui constituent, pour utiliser les termes de H. Alawi, l'une des "loyautés primordiales" (244). Si les ordres religieux correspondent essentiellement à l'organisation spirituelle de la société kurde, leur associé indispensable, l'"ordre aristocratique" (245) constitue l'organisation sociale et militaire de cette société. Ces tribus, "un monde fermé sur lui-même" (246) sont basées sur une hiérarchie autoritaire et les liens du sang.

"Il s'agit essentiellement d'une organisation de la défense; la nécessité d'un chef vigoureux conduit donc souvent à rejeter la règle de dévolution de l'autorité par voie héréditaire et primogéniture, et l'usurpation trouve sa justification dans son succès même; des luttes intestines sanglantes s'établissent pour le choix des chefs et en se perpétuant pendant plusieurs générations, elles conduisent à la formation des clans et parfois à la dégradation en plusieurs fractions de la tribu originelle" (247).

La terre est dans le cas des tribus sédentaires, "le centre de gravité" (248) et chaque tribu se détermine par un "territoire" (249).

Selon les statistiques recueillies par Mark Sykes, seulement 14 SUR LES 17 plus grandes tribus comptent en 1908 plus de 32.000 foyers (250). Ces tribus peuvent s'élargir en nombre de foyers par l'absorption des autres tribus (251). Les liens entre le membre et sa tribu peuvent être, comme le dit Minorsky, souvent plus importants que "la fraternité religieuse et les liens nationaux" (252). Ces tribus correspondent souvent chacune à une organisation bureaucratique autour de la personne d'un agha. Cette organisation bureaucratique remplace en effet, sur un mini-plan, l'Etat lui-même (253) et continue, même sous la République, à rendre la justice et à décider du sort de tel ou tel de ses membres (254). Disposant comme le bey sous son ordre d'un gouvernement miniature avec des nazir, qu'il soit le chef d'une tribu ou non, d'un pouvoir de l'agha s'étend sur plusieurs villages. L'Agha possède ces villages et tout comme le bey, il a le droit de vie ou de mort sur les habitants de son village ou de sa tribu.

Pendant la période ottomane, les aghas et les tribus constituent souvent le vrai corps de la résistance et de la révolte. Le problème des tribus, avec la destruction des principautés kurdes devient de plus en plus inquiétant pour l'Etat et cette situation reste pratiquement inchangée sous la République. Dans chaque révolte kurde à l'époque républicaine, on voit côte-à-côte l'organisation religieuse et tribale.

Un exemple marquant du fonctionnement tribal et du rôle de l'agha nous est fourni par la tribu de Heverkan et son agha Hajo. Hajo collabore avec M. Kémal pendant la guerre de l'Indépendance. Mais, dans cette collaboration, ses objectifs sont loin d'être politiques. Il essaye en effet de prendre le leadership de sa tribu, face à son rival Ali Baté qui se révolte contre les forces kémalistes (255). Il s'empare de la direction de sa tribu avec l'aide militaire des Kémalistes et par des moyens extrêmement sanglants (256). Par la suite, il est le premier à s'allier à Ankara contre la révolte de Cheikh Saïd et il participe activement à l'écrasement de cette révolte (257). Il comprend cependant très vite les intentions du Kémalisme et la nature de ses projets anti-"féodaux". Après quelques affrontements avec des forces kémalistes (259), il passe en Syrie, avec ses 600 hommes (258), où il est accueilli "comme un roi" (260). En très peu de temps, il se transforme en "nationaliste" ardent et écrit aux chefs intellectuels kurdes pour leur rappeler la nécessité d'une organisation rapide et d'une guerre sans merci contre les Turcs (261).

Parallèlement à des tribus très influentes et leurs aghas, nous voyons également les beys qui possèdent un pouvoir héréditaire et qui, sans être attachés à la paysannerie par des liens du sang, dominent plusieurs villages. Leur influence leur permet d'avoir des contacts avec le gouvernement central. Ils peuvent également être considérés comme des diplomates de la région. La bureaucratie kurde au XIXe et XXe siècles est formée par des descendants des familles de beys

qui ont également le privilège d'habiter en ville et le privilège d'étudier (262). En tant que cadres intellectuels, les descendants des beys joueront un rôle prépondérant dans la révolte d'Ararat. Le bey qui, comme l'agha dispose d'un gouvernement miniature, possède également le paysan cultivant la terre à titre de "sujet". Le paysan par ce lien, devient leur tributaire. Si bien que les paysans doivent reconnaître son autorité absolue et son droit de vie ou de mort sur eux (263).

Mais ces bey ont perdu une grande partie de leur influence au profit des tribus, déjà à la fin du XIXe siècle, Longrigg écrit ceci à propos de leur perte d'influence :

"Au début de 1900, la liberté des dynasties kurdes des vallées de quelque importance appartenait déjà au passé. Les Qa'immaqams et müdirs turcs (d'origine kurde parfois) étaient établis dans chaque gadha (kaza) et dans chaque Nahiye. En retour, les Kurdes fournissaient beaucoup d'officiers et soldats à l'Empire... Cependant, les gens des tribus dans de vastes zones, montraient une loyauté bien plus réelle vis-à-vis de leurs propres chefs que vis-à-vis des fonctionnaires turcs" (264). "A la place des dynasties kurdes libres qui existait il y a un demi siècle à Bitlis, à Jazirah-Ibn-Umar et à Julemark, un régime fragmenté de la vie tribale se battait maintenant des deux côtés de la frontière de Mossoul, et l'autorité féodale pénétrait" (265).

En effet, les réformes entreprises depuis le début du XIXe siècle parviennent, certes non sans difficulté, à détruire l'autorité des bey. L'absence de lien du sang joue ici son rôle. Les paysans n'ayant aucun lien du sang avec les beys auront plus de facilités à les abandonner, alors que briser les liens entre la paysannerie et les tribus nécessitera des efforts colossaux et n'aboutira à un résultat partiel qu'après les années 1950.

Si la participation de la paysannerie à des révoltes est massive, cela résulte non d'une participation libre, mais plutôt d'une mobilisation de la hiérarchie tribale toujours prête à la guerre. Chaque fois que la tribu se sent en danger, cette hiérarchie devient mobilisatrice et chaque membre de la tribu, sous peine de l'exclusion ou de punition très sévère (266) est obligé de répondre à l'ordre de mobilisation. Si bien que les révoltes kurdes qui mobilisant des dizaines de milliers de combattants, n'ont pas à notre avis, les caractères des luttes paysannes, comme c'est le cas en Chine ou dans d'autres pays de l'Asie du Sud-Est. Traditionnellement la mobilisation militaire d'une tribu peut avoir différents buts : Soit de surmonter un danger immédiat provoqué par l'autre tribu, soit en profitant des occasions, le désir d'élargir son territoire. Le souci de la survie gagne du terrain en fonction des nouveaux facteurs issus du régime républicain. A la différence des régimes précédents :

"La République turque ne pouvait plus, sans se condamner à périr, concéder un régime distinct à une partie importante de son territoire déjà cruellement restreint, et aussitôt après la Paix de Lausanne, les Kémalistes se mirent à instaurer pleinement leur autorité..." (267).

Or, cette angoisse de survie de la République kémaliste ne pouvait pas ne pas causer une angoisse de survie chez les tribus et ne pas provoquer une nouvelle phase de lutte des tribus. Celle-ci passe de l'échelon régional à l'échelon international. En effet, certaines révoltes kurdes de la Turquie ne se présentent plus uniquement comme des révoltes du Kurdistan turc mais comme une mobilisation des tribus kurdes de quatre pays du Proche-Orient contre la Turquie.

Quels sont donc ces nouveaux facteurs ? Il y a tout d'abord la division du Kurdistan qui ne tarde pas à apparaître : Les tribus qui ne peuvent pas vivre autrement qu'en tant qu'entités sociales et économiques sont confrontées à une crise intérieure, à une crise d'ordre et d'autorité et de hiérarchie, causée par cette division. Car les tribus elles-mêmes sont divisées en ^{de} plusieurs Etats, adoptant chacun une politique de fermeté à leur égard qui les empêche dans une certaine mesure de survivre. Pour donner quelques exemples, nous pouvons citer l'immigration inévitable de plusieurs milliers de foyers appartenant aux tribus d'Ertusi, de Sindi ou de Miran en Irak à la suite des mesures prises par le gouvernement turc (268). La frontière sy²do-turque, elle, "presque sur toute sa longueur, coupe en deux, de la manière la plus arbitraire, chacune des tribus kurdes qu'elle touche" (269). Parmi ces tribus importantes partagées en deux, on peut compter Hasanan, Heverkan, Alian, Tchitan, Pinar Ali, Mersinan, Kikan, Khaledian et la Confédération de Millan (270). D'autre part, par suite des divisions arbitraires, l'économie des tribus nomades est fortement menacée (271).

"Voici encore un autre problème, dit un observateur français, d'ordre ethnologique et économique à la fois, qu'il convient de remarquer : l'existence des tribus nomades aux migrations régulières, un bon nombre d'entre elles se dirigent au printemps vers les pâturages alpestres de la frontière persane et débordent même sur le territoire iranien, mais passe l'hiver en Mésopotamie. Cette population mobile, inconsciente des frontières, bien que soumise à des itinéraires séculaires immuables, exactement comme les Bédouins du désert de Syrie, constitue un facteur important qu'on ne saurait nullement négliger au cours des négociations"(272).

En somme, l'ordre social des tribus et la hiérarchie entre les chefs et la base sont sérieusement menacés et à cela s'ajoutent les faits économiques : les tribus, habituées à garantir leur survie économique, non pas en s'isolant du monde extérieur totalement, comme on le suppose, mais par le biais d'un organisme interne et inter-tribal assez complexe, qui, lui aussi, se voit menacé par le nouveau système économique". Le transport des biens et la "libre marche" qui s'exerce sur des espaces très vastes qui dépassent largement les frontières créées à la fin de la guerre, et les régimes fiscaux obligent les tribus à se mesurer à la politique économique-militaire des Etats. Même sous la République, des tribus et voire des régions entières, n'utilisent pas la monnaie de l'Etat kémaliste, mais les anciennes pièces d'argent (273). A titre d'exemple, nous pouvons citer un extrait des mémoires d'un officier turc, C. Madanoglu :

"Les billets de l'Etat ne sont pas valables à Dicle. La bourse des billets change d'un jour à l'autre. L'argent valable est les pièces en argent ici. Pour un billet on peut avoir 19 kurus un jour, 21 kurus l'autre. Comment se constitue cette bourse ? Quelles sont ses règles? je l'ignore" (274).

Les tribus cependant sont souvent obligées de payer en monnaie nationale les taxes ainsi que certains produits industriels, avec cette "devise" dont la valeur qui tombe ou augmente d'une façon spectaculaire dans les périodes de crise. Selon H. Kivilcimli, les percepteurs, dans le cas de manque de monnaie étatique, surévaluent ces billets et demandent jusqu'à 60 kurus pour une livre (275).

Et les taxes, elles constituent une autre charge très importante pour les tribus. A lui seul le prix du sucre peut varier d'un village kurde de Syrie à un village kurde de Turquie de 20 à 70 kurus (276). D'autres taxes, telles que la taxe d'aviation (277), la taxe des chemins ou des écoles (278) élargit considérablement la charge des tribus qui jadis refusaient de payer ces taxes.

L'unité économique et sociale des tribus ne peut pas être assumée dans des conditions pareilles, qu'en risquant des confrontations directes avec l'Etat. Les tribus refuseront d'obéir aux frontières étatiques en utilisant les voies illégales de la contrebande, surtout en ce qui concerne les transports des biens et des troupes, du sucre, du sel, des produits agraires tels que le tabac (279). Trablus-Nizip-Besni-Malatya; Saraypinari-Suruç-Urfa-Elazig; Resul'ayn-Viransehir-Diyarbékir-Osmaniye-Palu-Kigi-Erzincan deviennent trois axes importants de la contrebande (280) qui, lui-même, devient, pour utiliser les termes de Van Bruniessen, le troisième secteur de G.N.P. (281) au Kurdistan". Sur le plan politique, la contrebande devient l'une des causes qui reproduisent régulièrement la lutte armée pendant la première moitié de la République (282). Le Ministre de l'Intérieur discute souvent la question dans la G.A.N. en déclarant l'écrasement de 30 à 50 "bandes de bandits" (283). Ce problème est toujours évoqué dans les journaux (284) qui demanderont même le rétablissement des Tribunaux de l'Indépendance face à la contrebande (285).

En effet, entre la contrebande et la lutte nationale, il n'existe habituellement qu'une différence très fragile. Les contrebandiers se rallient ou se joignent aux forces nationalistes et se battent contre l'armée turque en transportant des armes, en fournissant les cadres militaires, et en endommageant le prestige de l'armée et de la République (286). Si bien que l'Etat emploie des forces importantes, voire même le corps d'armée (284) contre les contrebandiers pour briser la résistance des tribus raliées à la révolte. Un diplomate britannique note ceci en 1935 :

Pendant les mois de juillet, août et septembre, les troupes étaient employées pour supprimer les brigands et pour désarmer les Kurdes de l'Anatolie de l'Est. Ces opérations étaient nécessaires pour renforcer la loi sur l'Installation..." (288)

Toujours à propos des tribus, il faut encore une fois souligner l'ampleur de la politique centralisatrice de l'Etat. L'Etat kémaliste a dû en effet, rallier certains éléments tribaux, ou des tribus entières pour pouvoir surmonter "la difficulté kurde". La haine millénaire existant entre certaines tribus rendait inévitable le passage de certaines d'entre elles du côté de l'Etat. Mais en ce qui concerne la politique kémaliste, cela n'était vraisemblablement rien qu'une tactique, plus que vitale, pour la survie de son autorité à l'Est de la Turquie. Mais, cette même politique, comme on le voit dans le cas des Heverkan ou de déportation de tribus fidèles à l'Etat (289), visait, en dépit de cette alliance, et en fonction des rapports de forces, à la destruction de l'autorité et de l'autonomie de fait des tribus. Il s'agissait, comme nous l'avons déjà souligné, de la "libération de la paysannerie turque,

kurdiflée par la force" (290). Les moyens utilisés pour arriver à ce but, à savoir la déportation de la paysannerie kurde à l'Ouest de la Turquie, la conscription obligatoire, les inspectorats généraux, les bureaux fiscaux, etc. ne pouvaient fonctionner que si la démilitarisation des tribus et leur destruction étaient complètes. Si bien que les Kémalistes n'ont pas hésité, à plusieurs reprises, à déporter les chefs "féodaux", même fidèles et leurs familles à l'ouest de la Turquie (291).

Les tribus n'avaient très souvent qu'un seul moyen de riposter ou de se défendre. Le soulèvement contre l'Etat, qui était devenu une tradition depuis le Tanzimat. Cette fois-ci, en dehors de la division des tribus et du centralisme poussé à l'extrême, il y avait d'autres raisons : l'interdiction de la langue et des écoles religieuses, la réforme vestimentaire qui leur coûtait soit l'honneur, soit la tête... etc. Mais ces mécontentements et ces révoltes, aussi dispersés qu'elles fussent, créent dans l'ensemble une atmosphère de désordre total, et même si une révolte tribale n'avait pour but qu'une auto-défense limitée, elle était susceptible d'être facilement gagnée à la lutte nationaliste, ou de lui fournir des guerriers. Une lettre collective de certains chefs tribaux aux intellectuels kurdes montre clairement la transformation de la colère tribale en haine nationale et l'émergence d'une volonté, celle de rejoindre le mouvement nationaliste :

"Honorable Conseil Kurde,
"Honorables adorateurs de la Nationalité,
".....

"Maintenant les corps kurdes formés et les hommes éclairés du Kurdistan comprennent que la désunion qui existe entre les tribus provoquée par des intrigues turques et la jalousie qui règne parmi nous, a été jusqu'à maintenant un obstacle devant (la réalisation) de nos espoirs et nous a conduit à la captivité.

".....

"L'intention des Turcs est de soumettre la nation kurde et ensuite de les transformer en Turcs. Ceci est bien compris même par nos enfants. Nous avons dépassé notre situation précédente et nous avons établi des relations entre nous-mêmes."

".....

"Nos frères kurdes qui sont toujours sous la tyrannie des Turcs demandent une résistance active de notre part et une assistance politique de la part de gens éclairés comme vous.

Il n'y a pas de raison pour nous de rester assis. Nous devons travailler jour et nuit. Envoyez-nous des proclamations et des journaux qui puissent être utilisés pour notre travail de propagande" (292).

Mais malgré le contenu étonnant nationaliste de ces paroles, la contradiction est encore une fois très nette entre "la tête" intellectuelle du mouvement et les tribus et les agha, qui figurent parmi les forces mobilisatrices de la révolte. Les manoeuvres de certaines de ces tribus (telles que les Heverkan), ainsi que les facteurs que nous venons de souligner, nous permettent facilement de tirer la conclusion que ni les arguments de départ, ni les raisons de la mobilisation, ni le degré de la conscience nationale, ne correspondent à des aspirations "laïques", "modernisatrices" ou "progressives" des chefs kurdes. Les raisons de la mobilisation des tribus et des agha sont, par définition opposées à la notion même d'Etat, d'un Etat quelconque, y compris un Etat kurde, qui, forcément serait centralisateur, qui établirait des douanes et un système fiscal sévère pour "s'industrialiser", recruterait des soldats et créerait son propre système d'éducation.

III.10. - LE MOUVEMENT NATIONAL ET LES POPULATIONS URBAINES

Une autre grande contradiction consiste dans les relations entre le mouvement national et les villes. Sur ces dernières, nous ne possédons pas encore assez de documents permettant d'approfondir nos conclusions. Nous constatons cependant que le nationalisme kurde d'après 1925, en tant que contre-exemple des nationalismes balkaniques, arménien ou même kurde en Turquie d'aujourd'hui, est un nationalisme essentiellement rural.

En effet, il faut distinguer deux phases différentes de ce même nationalisme : la première phase, la phase urbaine, pendant laquelle, à la fois les forces urbaines et les objectifs de conquête des centres urbains sont bien présents. L'Azadi semble être bien établi dans les grandes villes telles que Diyarbékir, Urfa, Van, Bitlis, Elazig, Bingöl. Les villes kurdes depuis 1919, depuis les Clubs kurdes, malgré la domination kémaliste, sont encore capable d'habiter un mouvement nationaliste. Au moins jusqu'à l'échec de la révolte de 1925, le nationalisme kurde continue d'être une force politique avec laquelle il faut compter dans les villes. Ceci peut s'expliquer par la présence de nationalistes kurdes dans l'armée et dans la bureaucratie et surtout parmi les esraf des villes, à une époque où le contrôle kémaliste ne se base que sur un consensus nécessité par la guerre. Un organisme tel que l'Inspectorat Général, unifiant à la fois la bureaucratie civile et militaire n'est pas encore établi, le processus

d'acculturation des villes n'est pas encore entamé. Ce n'est qu'après 1925 qu'on voit tous ces agents de la politique kémaliste s'installer, ainsi que l'on constate une forte concentration de l'armée et de la gendarmerie. Enfin, le Kémalisme, à partir de 1927, entame de vastes purges dans la bureaucratie, surtout militaire, et ceci dans la Turquie toute entière (292). A partir de cette époque, tous les éléments non fidèles au régime, ou les partisans de tous les autres courants politiques sont éliminés. Ces purges ont, sans doute, diminué les moyens du mouvement kurde, l'ont empêché de s'infiltrer dans les villes et d'y organiser une résistance. Le contrôle policier et militaire, lui aussi, rendait les tentatives difficiles. Le mouvement nationaliste face à cette situation, préféra affronter l'Etat, là où celui-ci était le plus faible, notamment dans les zones rurales et montagnardes où le facteur militaire tribal était souvent prédominant.

D'autre part, les conflits semblables à ceux qui existaient entre les tribus elles-mêmes se montraient aussi, parmi les familles des esraf, et contribuaient à l'affaiblissement du mouvement nationaliste dans les villes. En effet, immédiatement après la révolte de Cheikh Saïd, certains esraf kurdes impliqués dans l'affaire, comme Zülfü Bey de Diyarbékir (Député de la G.A.N.) (293) capitulaient devant l'Etat, et les autres, favorables à la cause kurde, étaient soit contraints de fuir en Syrie, comme les fils de Cemil Pasa, soit périssaient sur les échafauds, ou encore sur les chemins de

la déportation. Leur pouvoir financier dans la région même diminuait considérablement à la suite de la peur généralisée (294). L'espace restait donc ouvert à l'esraf assez habile pour se réconcilier avec l'Etat. L'Etat, sans encourager ces notables à devenir des entrepreneurs capitalistes, leur laissa une liberté totale dans le domaine de leurs activités, (à part quelques taxes importantes, telles que la taxe du Club de l'aviation), à condition qu'ils ne se lancent pas dans des actions nationalistes. Ceci explique, dans une certaine mesure, la pacification rapide des villes kurdes, leur peur et leur silence, qui dureront jusqu'aux années 1960, années où l'exode rural et l'explosion démographique d'une part, la naissance d'une jeunesse estudiantine d'autre part, commenceront à changer leur composition.

L'axe du nationalisme kurde, urbain et rural, dans les années de 1919 à 1925, depuis la fondation des Clubs kurdes, jusqu'à la fin de la révolte de Cheikh Saïd, se déplace ainsi, comme nous pouvons le constater en analysant la carte en annexe, des centres urbains aux centres ruraux, des centres sédentaires - situés dans la plaine - aux zones montagnardes et dans certaines cas, dans des régions nomades beaucoup moins peuplées. Les villes les plus peuplées, Diyarbékir, Bitlis, Siirt, Urfe, Mardin, Elazig, etc. seront abandonnées à partir de 1925, au contrôle kémaliste. Ce facteur sous-estimé jusqu'à nos jours, nous met devant un phénomène important et peut-être singulier, dans l'histoire des mouvements nationaux du Moyen-Orient : la domination totale des campagnes dans le mouvement national. Prenons le cas du nationalisme

arménien : bien que ce nationalisme eut, lui aussi, des activités puissantes dans les villes (295). Le nationalisme arabe, en dépit de ces ressemblances avec le nationalisme kurde, lui aussi portait des caractères essentiellement urbains (296). Même le nationalisme kurde d'Irak avait comme bases les plus importantes, des centres urbains culturels et politiques, tels que Suleymanieyh, Kerkuk (297). Mais au Kurdistan de Turquie, à une époque où les intellectuels prennent en main la direction, les zones rurales deviennent littéralement dominantes et la résistance des villes est très marginale, sinon nulle.

Les structures tribales, le contrôle kémaliste ou bien encore le fait que la majorité de la population kurde soit constituée de paysans, expliquent, en partie, l'absence du mouvement national dans des villes. Mais nous ne pensons pas que ces causes, à elles seules, puissent expliquer ce phénomène. Le mouvement national kurde, en dépit de ses aspirations modernistes, voire même étatiques, n'a en effet ni projet social, ni idéologie nationale, qui puissent mobiliser les villes et ses classes moyennes. Les révoltes kurdes ont eu lieu, comme le dit Sc. Qazzaz, en l'absence de la bureaucratie nationale, ce qui a imposé des limitations sérieuses à la rébellion kurde (298). Cette absence explique en partie et constitue une raison de plus de manque de dialogues avec les classes moyennes, dialogues qui pourraient les gagner à la cause nationaliste et qui pouvait aboutir à la création d'une élite nationaliste assez indépendante des valeurs traditionnelles (299). Le leadership intellectuel du mouvement

kurde est assumé cependant par une élite en exil, n'ayant même pas les moyens de se "reproduire" dans les villes elles-mêmes. En 1925, le nationalisme kurde a une idéologie religieuse qui lui permettrait d'intégrer les classes moyennes conservatrices des villes. Or, 1925 est aussi l'année où ce nationalisme abandonne complètement l'idéologie religieuse, malgré le fait que la religion reste un facteur mobilisateur dans les campagnes. Le mouvement kurde ne cherche plus sa justification dans la religion (300) qui cesse d'être un instrument de la propagande nationaliste. Le nationalisme, dans ses formes les plus pures prend le pas sur la religion. Le mouvement kurde, à partir de ce moment-là, reste assez étranger à tous les courants politiques de l'époque, et précisément, aux courants staliniens ou fascistes. Mais le mouvement national ne peut pas non plus en créer un autre qui lui soit propre, qui puisse répondre à sa situation. Face à ce vide idéologique, la réponse kurde, ne pouvait être qu'adopter une idéologie moderne, influencée fortement par le kémalisme. En effet, ce "kémalisme" mal adopté ne pouvait être utile que s'il existait une organisation étatique. En appliquant la ligne kémaliste, le mouvement kurde n'avait en effet, aucune chance de dépasser les kémalistes eux-mêmes.

L'abandon de l'Islam et l'adoption d'un programme plus ou moins kémaliste, ont dû avoir des effets importants dans les villes kurdes et ont dû jouer un rôle dans la prise de distance de ces villes par rapport au mouvement kurde. Une partie de la population urbaine, en bons termes avec l'Etat,

n'avait en effet aucune raison de soutenir les nationalistes. En ce qui concerne l'autre partie, pour pouvoir être mobilisée, elle devait avoir une idéologie de préservation, notamment comme l'idéologie islamique, proposant une politique alternative sur le plan social et économique, autre que le centralisme kémaliste. Dilemme encore : D'une part, pour que le mouvement national kurde puisse devenir un pouvoir étatique, il lui fallait une idéologie, et de toute évidence, une idéologie autre que l'idéologie islamique; d'autre part, il était impossible d'en créer une, d'en avoir une sans disposer des autorités coercitives et répressives d'un Etat, pour former une intelligentsia à son service et pour pouvoir dicter ses volontés. Le mouvement kurde, malgré le fait qu'il a essayé de recopier le Kémalisme, était privé des moyens dont le kémalisme disposait, et la société kurde, bien distincte des sociétés arabes ou arméniennes vivant dans la période pro-kémaliste, et n'ayant pas à faire face aux projets étatiques de la reconstruction nationale et sociale, n'était pas prête à suivre une ligne kémaliste à la kurde, qui ne disposait point de "projets sociaux immédiats" (301).

Face aux projets kémalistes concernant la reconstruction de la société, le mouvement kurde se trouvait donc tout à fait sans armes, sans alternatives, donc sans les moyens de mobiliser les classes moyennes urbaines. Une idéologie islamiste, répétons-le, pouvait garantir au moins la mobilisation d'une partie de cette population. Mais l'absence de "valeurs" des dirigeants kémalistes (302) est, à partir de 1925, aussi marquée chez les dirigeants kurdes. Se voulant

d'abord les nationalismes kurdes à l'extrême, ensuite "modernisateurs" et laïcs" ensuite, le mouvement kurde avait à faire face à l'absence quasi totale de "société-civile" kurde, pour faire accepter et faire valoir ses aspirations.

Les résultats les plus concrets de ce manque d'idéologie et de projet social furent les ruptures politiques entre les différentes phases du mouvement kurde et l'absence de politique dans sa dernière phase, à savoir, pendant la révolte de Dersim. Assez étonnant, compte tenu du fait que les dirigeants du mouvement dans toutes les phases en question sont des ex-cadres de Kürt Teali Cemiyeti, cela aboutit à l'absence de parti politique kurde pendant toute l'époque kémaliste. Entre 1919 et 1922, le Kürt Teali Cemiyeti et Kürt Teskilat-i İctimaiye Cemiyeti se présentent a priori comme des organisations politiques. Mais très hétérogènes, ils ne surviennent même pas à la période d'interregnum et n'arrivent ni l'un ni l'autre à s'institutionnaliser. L'Azadi qui se veut un comité à l'ancienne n'a qu'une durée d'existence de deux ans et après l'échec de la révolte de 1925, disparaît de la scène sans laisser une trace quelconque. Entre 1927 et 1930, le Khoybun semble loin d'avoir les traits d'un parti politique (303) et devient peu à peu une organisation culturelle, qui préfère se battre "avec la plume" (304). Ses activités militaires et politiques de 1930 à 1938 et sa réapparition en 1945-1946, restent elles aussi très superficielles. Après la deuxième guerre mondiale, suivant la "syrianisation" des Kurdes de

Syrie, il disparaît définitivement (305). Entre 1936 et 1938, la révolte de Dersim qui mobilise plusieurs dizaines de milliers de combattants, est dirigée certes par la participation des intellectuels et avec l'aide médiocre du khoybun, mais sans la présence d'une vraie organisation.

Pourtant il existe bel et bien une continuité, une permanence dans la personne des dirigeants kurdes en ces différentes phases. Or, cette permanence n'arrive pas à donner naissance à une unité et une continuité politique. L'absence d'une continuité politique se montre également dans l'absence d'une pluralité politique. Encore une fois, l'exemple kurde se montre comme le contre-exemple des mouvements arméniens ou arabes, ou même celui des Kurdes de 1920, où il existerait plusieurs courants divergeants (306) devant tel ou tel problème, organisés ou susceptibles de devenir des partis politiques. Unité apparente même des dirigeants kurdes qui ne s'explique que par l'absence de la continuité, de pluralité et par l'absence de la politique. Cette unité qui est en apparence un avantage pour le mouvement kurde par rapport aux autres mouvements nationaux, ne peut s'expliquer que par le manque de société civile, d'un espace politique, et d'une vie politique kurde qui empêchent la création des courants et des discussions politiques et d'une "idéologie nationale". Le manque d'idéologie nationale rend inévitable le manque de projets sociaux et le manque de projets sociaux rend impossible la mobilisation de la population urbaine (qui est pourtant touchée, surtout à partir de 1929-1930 par la crise économique) et l'abandon des villes. Il est intéressant de noter que

l'on ne voit quasiment aucun commentaire, aucune information, concernant les villes ou les problèmes sociaux du problème kurde, dans les publications de Khoybun.

En somme, à la différence des autres mouvements nationaux anti-coloniaux pour la plupart, le mouvement kurde est incapable de transformer le nationalisme kurde en une idéologie, en une nouvelle "religion". Le mouvement kurde, est incapable de créer son propre "isme" symbolisé par un chef charismatique.

III.11. - LE MOUVEMENT NATIONAL KURDE ET LE PROBLEME DE
L'UNITE DES FORCES RURALES

"Quand une tribu n'a pas de tête, les têtes se multiplient en nombre et chacun d'entre eux insiste pour se présenter comme tête. Si bien que cette tribu perd le pouvoir. Les autres tribus l'entourent et cette malheureuse tribu, faute de chef, reste misérable et dans une situation honteuse.

"Aujourd'hui, nous sommes sans chef, sans commandant, sans protecteur".

Bedri Cemil Pasa, "Milletê Bêserî"
Hawar, n° 32, 1944, p. 8.

Les forces rurales, essentiellement tribales, qui constituent la majorité de la population kurde d'alors, constituent également l'essentiel des forces mobilisatrices du mouvement kurde. Mais, dans une région où des structures tribales sont déterminantes, il est extrêmement difficile, sinon impossible, de trouver une unité totale de ces forces.

Ici encore, nous sommes en face d'une situation complexe : Tout en se basant sur les forces rurales, le mouvement national kurde doit, en même temps, faire face à l'influence du tribalisme qui apparaît sous diverses formes. D'abord, les questions linguistiques divisent les tribus entre elles. Les tribus zaza ne s'inclinent pas facilement devant un mouvement kurde dirigé par, ou ayant ses bases dans, les tribus kurmanc et vice-versa. Ceci a été un obstacle majeur lors de la révolte de Cheikh Saïd, où certaines tribus kurmanc ont refusé de s'y intégrer (307). Un autre obstacle, bien plus important encore, est d'ordre religieux. Les tribus alawit se joignent rarement à une révolte des tribus sunnites et vice-versa, et ceci, même si au niveau des dirigeants intellectuels du mouvement, cet obstacle est définitivement surmonté. Si bien que, pendant la révolte de Cheikh Saïd, ou d'Ararat, les tribus alawit, bien qu'ayant des capacités militaires importantes, à quelques exceptions près, se sont abstenues. Les conflits entre les tribus sédentaires et nomades sont aussi une autre source de difficulté. La haine millénaire entre les tribus diverses se présentent également comme une difficulté majeure qui crée des tensions nouvelles et qu'il faut surmonter. Il s'agit ici des hostilités entre les tribus sunnites, alawit, zaza ou kurmanc. Enfin, nous avons d'autres facteurs de division, tels que les relations privilégiées entre certaines tribus et le gouvernement central, devenues pendant ce temps une tradition etc.

Le tribalisme sera donc le "focus" de toutes les contradictions du mouvement national, qui doit dans une

certaine mesure, sa raison d'être aux dynamiques tribales mais qui n'aura cependant aucune chance de réussite sans réaliser l'utopie, à savoir l'unité des forces tribales. Impasse aussi pour la jeune République turque. Le nouvel ordre établi par la République qui est, par définition, contre toute autorité que la sienne, sera obligée de céder devant certaines tribus, pour pouvoir faire face au danger qu'elles constituent dans leur ensemble.

L'histoire ottomane nous fournit en effet des centaines d'exemples concernant les divisions tribales. La conquête ottomane dans cette région, ainsi que les guerres avec l'Iran safavid ont obligé toutes les deux parties à rechercher l'appui des tribus. Plus tard, dans l'époque de la décadence, l'Etat qui veut établir son autorité en détruisant les principautés kurdes, se voit obligé de permettre une "retribalisation" de la région, voire même de s'attacher à certaines tribus, ce qui, par la suite, donnera jour à la formation des brigades de hamidiyye. Plus tard encore, la politique des Jeunes Turcs, quoiqu'ayant peu de succès dans les régions où le problème arménien ne se pose pas, comme dans les régions alawit ou le Kurdistan irakien, parvient à diviser les tribus kurdes et à étouffer ainsi certaines révoltes (308).

Du fait que la conscience nationale n'est pas toujours déterminante dans l'action tribale, ce facteur de division des tribus, joue encore un rôle dans la période républicaine. L'Etat parvient tout d'abord à intégrer des membres de certaines tribus puissantes, ainsi que des membres nombreux

d'Uléma et de l'esraf, dans l'Assemblée Nationale ainsi que dans d'autres postes de la République. Par exemple, Ibrahim Avras, le membre d'une famille Cheikh de Van, sera nommé Député entre 1920 et 1930. Les chefs de certaines tribus, par exemple Hakki Urgan et Münib Boya seront également nommés (309) Députés entre 1920-1943, 1923-1946 respectivement. L'un des plus grands esraf de Diyarbékir Zülfü Tigrel, lui aussi sera présent dans la G.A.N. entre 1920-1940, ainsi que Refet Ülgen d'Urfa dans les mêmes années. Mahmut Soydan, l'un des idéologues du Kémalisme, Ali Saip Arsuvas, membre du Tribunal de l'Indépendance des vilayet de l'Est, ainsi que son procureur Süreyya Özgeevren, et d'autres noms prestigieux, tels que Vasif Cinar sont d'autres exemples de "chefs kurdes kémalistes" (310). Une bonne partie de ces chefs kurdes, alliés au Kémalisme ou plutôt à l'Etat, soulèveront les tribus kurdes, dans les années cruciales de 1919-1922 contre l'idée d'un Kurdistan indépendant et autonome (311). La révolte de Koçgiri, éclatée en pleine guerre de l'Indépendance en 1921, malgré les colères générales suscitées par la répression kémaliste, restera isolée et sera abandonnée par d'autres tribus, surtout les sunnites. Ces divisions prendront de grandes proportions lors de la révolte de Cheikh Saïd, en 1925. Certaines tribus kurmanç et sunnites et la quasi-totalité des tribus alawit refuseront de s'y joindre. Comme le dit L. Dillemann :

"En règle générale, la tribu avait réagi selon ses loins propres. Aucun ne sut opposer un front unique à l'adversaire. Le danger aiguïsa l'opposition des clans et chaque fois qu'un chef tenta

de résister aux Turcs, un rival se dressa en face de lui pour le supplanter avec l'appui de l'envahisseur. A cause de cette fragilité interne de la tribu, la résistance ouverte fut de courte durée : les agha révoltés durent s'enfuir successivement avec leurs partisans pour se mettre à l'abri et beaucoup vinrent en Haute-Djezireh" (312).

Dans cette situation, malgré ses forces très importantes, cette révolte ne pourra pas faire bouger les tribus qui participeront ensuite à la révolte de l'Ararat, telles que les tribus de la région de Ercis, Zakariyan, Miskan (313) ou à la révolte de Dersim. Une bonne partie des tribus appliquera en effet le slogan devenu maintenant millénaire :

"Bana dokunmayan yilan bin yasasin" (Vive le serpent qui ne me touche pas !). Il y aura également, comme le cite Dilleman, des tribus qui se rallieront ouvertement au gouvernement et condamneront la révolte, comme la fameuse tribu Heverkan de Haco Aga, certaines tribus de Dersim, qui ont même forme des milices contre les révoltés, et certaines autres tribus du Nord-Est, telles que Hiyerki, qui ont participé à la répression (314). Nous croyons utile de citer, à titre d'exemple, un télégramme de soutien, adressé au gouvernement par des chefs de tribus Taban, Varesizi, Miran, Devriye, Pîsrî, Alerkan, Musa Resan et Serbatan, tous de Djezireh :

"Nous condamnons avec haine cette action commandée par le traître nommé Cheikh Saïd et dirigée contre la volonté juste (de l'Etat)... Nous sommes sûr que ces insurgés seront dans le plus bref délai réprimés... Nous voudrions préciser que, obéissants aux ordres de notre gouvernement républicain, nous sommes prêts à faire notre service patriotique" (315).

Les milices, qui auront une place si prestigieuse dans l'historiographie officielle turque, seront composées

par des membres de ces tribus. Parmi les membres du "Tribunal de l'Indépendance des Vilayets de l'Est", nous trouverons les membres "éclairés" de ces tribus défendant la "cause turque" et la cause de la "civilisation" contre les insurgés "féodaux". En effet, il se produira une alliance si intime entre le Kémalisme et certains aghas et tribus, que H. Kivilcimli pourra écrire en 1934, qu'il était impossible de distinguer l'agalik" et le kémalisme au Kurdistan (316). Il considérait cette entente entre le "féodalisme" et "les capitalistes" comme le pilier du "colonialisme kémaliste" dans la région (317) Toujours, selon lui :

"Les aghas ont su continuer à exercer leur domination sur le pauvre peuple kurde avec de nouvelles méthodes. Toujours comme paravent, ils ont leurs hommes armés, (mais cette fois-ci) en relation officieuse et très intime avec des karakol... Contre les paysans, les agha savent être aussi efficaces que la G.A.N. et ils sont intégrés dans tout l'appareil étatique bourgeois. L'agha kurde, tout comme l'usurier turc, en utilisant le kémalisme en tant que pincettes apprend à parvenir à s'en sortir. En contrepartie, le Kémalisme, lui, ne peut se débrouiller dans beaucoup de domaines que grâce à la "sollicitude" des aghas" (318).

La révolte d'Ararat, même si elle prend des dimensions plus importantes que celle de Cheikh Saïd sera encore plus dramatiquement touchée par ces divisions internes des tribus. Une partie des tribus sera neutre (ou hostile) à la révolte et ce "précipitera pour former des milices" et aura droit aux remerciements d'Ibrahim Tali (319). Mais, de plus, les chefs des tribus, participant eux-mêmes à la révolte, seront profondément frappés par des querelles intestines causées par le tribalisme. Ces querelles freineront la révolte, et mettront en échec le projet d'attaquer la Turquie par deux frontières

iranienne et syrienne. Certaines tribus kurdes n'iront pas jusqu'à la fin de leurs missions alors que Haco, chargé lui aussi d'une mission militaire à l'intérieur de la Turquie, n'osera pas, sans la compagnie de Celadet Bederkhan, aller "soulever" les tribus rivales, ou même traverser leurs frontières (320). Il n'en ira pas différemment pour la révolte de Dersim, qui sera complètement abandonnée et isolée par des tribus sunnites et sera elle aussi divisée par des querelles interne des tribus alawit, dont au moins une partie, ayant des "oreilles trouées" et défendant les idées d'origines touraniennes des Kurdes (321) se ralliera ouvertement à l'Etat, en lui fournissant des informations et en assurant la logistique (322). Ces divisions internes seront sans doute l'une des raisons principales de l'échec de la révolte. Mais l'Etat décidé à anéantir Dersim pour créer Tunceli, à la différence des révoltes précédentes, refusera d'avoir une alliance durable avec ces tribus, ou des personnes prêtes à collaborer, et une fois la révolte réprimée, celles-ci ne seront pas à l'abri des mesures de déportations ou d'exterminations. L'exemple tragique de l'assassin d'Aliser (l'un des stratèges de la révolte) Rébar est assez significatif pour montrer le degré de la vindicte de l'Etat :

"Le commandant, en voyant les têtes coupées d'Aliser et de sa femme, dit, cite un Kémaliste de la région de Dersim, 'vous voulez montrer ces têtes au Pasa (Abdullah Alpdogan) et être rémunérés. Maintenant, je vais vous rémunérer moi-même.' Et il ordonna qu'on fusille Rébar et son fils Haydar sans perdre de temps" (323).

Il s'agit ici, outre la répression historique des Alawit et la politique héritée des Ottomans, du fait que

l'Etat, se sentant à un moment donné, assez puissant décide de fonder sa propre autorité, sans aucun partage avec certaines tribus kurdes qui sont susceptibles de se révolter par la suite contre les mesures administratives et militaires. L'inspecteur Hamdi Bey, déjà en 1927 (324) ainsi que Ibrahim Tali plus tard, précisèrent que la répression qui se rallie à une partie des tribus, "ne pourrait aboutir à une bonne conclusion" (325). La solution proposée fut, comme nous le verrons, la destruction totale de Dersim. Si bien que l'Etat kémaliste, assez fort en 1936-1938, n'acceptera pas une alliance permanente avec les tribus et les collaborateurs.

En somme, en ce qui concerne la période républicaine, l'Etat est bien déterminé à détruire le "féodalisme". Le nouveau régime trouve dans l'organisation de la "féodalité" et des asiret, et dans leurs chefs "titulaires des grades", une source de l'anarchie et un rival important contre l'autorité étatique (326). En 1925, le Parti Populaire décide de prendre les mesures ayant pour objectif de détruire la vie tribale (327). Mais les Kémalistes, étant donnée l'impossibilité de régner sans collaborer avec une partie du "féodalisme" échouent dans leurs projets et se voient obligés de reconnaître l'autorité de certains chefs kurdes.

En ce qui concerne les Kurdes, nous sommes en face d'un mouvement national qui, d'une part se base essentiellement sur des forces rurales et qui, d'autre part, est incapable,

à cause de la logique même du tribalisme, de réaliser l'unité de ces forces, et, par conséquent, les conditions mêmes de sa réussite. Ce phénomène constitue l'un des dilemmes les plus importants du mouvement kurde de Turquie, mais aussi d'Irak, d'Iran, et fut également déterminant dans les années 50 et 60. C'est pourquoi la vie "politique" kurde de ces années, voire même d'aujourd'hui, se formule dans le clientélisme, ou dans un parti politique payant à un agha le prix de la totalité des voix d'un village ou d'une tribu, ou encore dans le défilé des agha et des cheikh dans la G.A.N.

Institut kurde de Paris

CHAPITRE IV

LE NATIONALISME ET LES REVOLTES KURDES

Institut kurde de Paris

IV.1. - L'HERITAGE DU XIXe ET DU DEBUT DU XXe SIECLES

"Sachant encore revendiquer leur indépendance quand on parle trop haut de fisc et de loi militaire, (les Kurdes) redeviennent fidèles sujets du Sultant quand il s'agit d'une soi-disant répression des villages chrétiens"

Ludovic de Contenson, Les réformes en Turquie d'Asie, Paris 1913, p. 13.

Tout au long du XIXe siècle, on assiste aux révoltes kurdes. Elles recouvrent pratiquement toutes les régions kurdes de la Turquie, de l'Iran et de l'Irak actuels. Peu de recherches ont été faites jusqu'à nos jours, pour comprendre la vraie nature de ces révoltes qui culminent dans les années de 1830, de 1880 et les années de 1908-1913*. N'ayant pas ici les moyens d'analyser chacune de ces révoltes, nous nous contenterons de discuter les facteurs qui ont contribué à la naissance d'une situation analogue à celle de la Macédoine et qui devient peu à peu l'un des piliers essentiels du problème d'Orient.

-
- * 1806 : La révolte des Babans.
 - 1812 : La révolte d'Ahmet Pasa.
 - 1820 : La révolte des régions Zaza.
 - 1827 : La révolte des Rawanduz.
 - 1830 : La révolte des Yezidi.
 - 1831 : La révolte de Bederkhan.
 - 1833 : La révolte de Mir Muhammed de Soran.
 - 1834 : La révolte de Serif Ahmed Khan.
 - 1839 : La révolte de Gazan.
 - 1855 : La révolte de Yezdan Ser.
 - 1877 : La révolte de Bederkhan.
 - 1880 : La révolte de Cheikh Ubeydullah.
 - 1889 : La révolte d'Emin Aali Bederkhan.
 - 1908 : La révolte de Milli.
 - 1912 : La révolte des tribus et des Beys de Djezirah.
 - 1913-1914 : La révolte de Bitlis.
 - 1909-1914 : La révolte de Dersim.

Comme première cause, nous pouvons citer la politique de centralisation qui devient la politique officielle de l'Etat à partir du règne de Sultan Selim III et surtout, à partir du Tanzimat, en 1830. La politique de centralisateur vise, en ce qui concerne les villes kurdes, à détruire les dernières principautés kurdes autonomes telles que celles de Soran, de Baban, de Behdinan et de Botan et de les transformer en vilayets sous le contrôle des représentants de l'Etat. Cette politique centralisatrice, même si elle laisse la possibilité aux chefs kurdes de s'intégrer dans le nouveau régime, est considérée par la plupart des chefs kurdes, d'abord comme une menace directe qui les oblige à se soumettre complètement aux ordres d'Istamboul et à dissoudre leurs armées et leurs gouvernements, à payer des taxes et à fournir des soldats à l'armée (1). Il s'agit donc pour les beys kurdes, tout d'abord de la préservation de leur pouvoir "aristocratique" reconnu jusqu'ici par l'Etat. Ce n'est pas par hasard en effet que, même après des décennies, les descendants de certaines de ces principautés continuèrent à utiliser leurs titres "aristocratiques" comme Emir ou Prince et qu'ils associèrent d'une façon très subtile, leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits historiques à la lutte nationale (2). Les chefs kurdes tout en s'opposant aux tentatives centralisatrices, essayèrent de sauvegarder leur pouvoir. On peut même observer certains exemples des chefs qui, profitant de la crise politique, essayèrent d'élargir leur influence et d'agrandir leur territoire (3), voire même de se préparer à créer un royaume kurde et à frapper la monnaie à leur nom : "Bederkhan, Emir de Bokhtan" (4).

Les tentatives de centralisation et les tentatives kurdes de profiter de la crise vont donc de pair. Mais il est aussi important de souligner que le centralisme correspond également aux premiers signes d'une domination turque et de nombreux signes nous permettent de conclure qu'il était perçu par les chefs kurdes comme une menace contre l'existence kurde elle-même. Les mémoires de Rich, de Millingen ainsi que celles de Moltke, datant toutes les trois de cette époque, ainsi que les tentatives de Baban qui fait de "mon mieux pour libérer mon pays" (5), l'attitude de Bederkhan qui refuse d'aller à la réunion du pasa de Diyarbékir, qui se met à collecter des taxes (6), qui organise une armée de 20.000 hommes (7) et qui, suivant l'exemple de Mahomet Ali d'Egypte, essaye de moderniser cette armée (8) en construisant des ateliers d'armes (9) nous donnent déjà les premières indications sur ce point.

Plus tard, dans les années 1880, le Cheikh Ubeydullah projette la fondation d'un Etat kurde et organise, pour arriver à ce but, un Club secret pan-kurde (10). Il appelle à unifier les tribus kurdes d'Iran et de l'Empire ottoman contre les pouvoirs centraux de ces deux pays et ses activités pan-kurdes aboutissent à l'occupation troublante du Kurdistan iranien par les forces kurdes. La stratégie d'Ubeydullah est de d'abord briser la chaîne la plus faible, pour pouvoir ensuite attaquer et libérer le Kurdistan ottoman (11). Le Cheikh s'exprimera ainsi :

"Compte tenu de cet état de choses, les Kurdes de la Perse et ceux de la Turquie ont décidé de se réunir et de former une seule nation et de garder l'ordre entre eux-mêmes, et de s'engager par écrit qu'aucun désordre n'aura lieu dans leur pays..."(12)

"Les chefs et les dirigeants du Kurdistan, sujets turcs ou perses et les habitants du Kurdistan, se sont mis d'accord sur le fait que les choses ne peuvent pas marcher ainsi avec deux gouvernements et qu'il faut nécessairement faire quelque chose..."(13)

"Nous voulons que nos affaires soient dans nos propres mains et ainsi que nous soyons forts et indépendants dans la punition de nos propres coupables, et que nous ayions, comme les autres nations, les privilèges. Quand il s'agit de nos propres coupables, nous sommes prêts à garantir qu'il n'arrivera aucun mal ou aucun danger à une autre nation" (14).

Ces déclarations montrent bien que le centralisme n'est pas seulement conçu comme une menace contre les privilèges dont les Kurdes jouissent, mais aussi comme une menace "nationale". Même si les projets d'un Etat-nation sont encore loin, il nous est impossible de classifier les mouvements armés kurdes de cette époque, uniquement comme une résistance "féodale".

La deuxième cause est le facteur arménien, ou plutôt le facteur chrétien. Il a, lui aussi, un double caractère : la peur de perdre les privilèges et d'être avec les "réayas" chrétiens sur un pied d'égalité, et certains sentiments pré-nationalistes, comme la peur très nette d'une domination avilissante arménienne. En effet, les réformes de Tanzimat sont perçues par les chefs kurdes, plutôt comme des réformes permettant aux représentants chrétiens de prendre part aux affaires régionales et de travailler dans l'administration récemment établie. Outre cette peur, les Kurdes se considérant comme les maîtres de la région, défendent à ce titre, leurs droits traditionnels sur les Arméniens qui leur doivent

l'existence, contre le paiement de taxes diverses. Les chefs kurdes sont en effet bien conscients qu'avec les réformes, il leur sera impossible de continuer de jouir de leurs privilèges et que la représentation arménienne risque de bouleverser l'image d'"un Kurdistan kurde" et musulman. Les sentiments pan-islamiques se trouvaient ainsi mêlés aux sentiments pro-kurdes, étant donnée que la présence islamique elle-même se confond avec la présence kurde. Une lutte sans merci de la part des chefs kurdes s'engage dès le début de 1840, pour le contrôle de la région et de ses richesses. Le Cheikh Ubeydullah, héros légendaire de la révolte de 1880, exprime ainsi la nature de cette lutte :

"J'entends que les Arméniens vont avoir un statut indépendant à Van et que les Nestouriens vont se déclarer sujets britanniques. Je ne permettrai jamais une telle évolution, même si je suis obligé d'armer les femmes..." (15)

En effet, on constate qu'au moins trois grandes révoltes de cette époque, à savoir celle de Rawanduz (16), de Bederkhani et du Cheikh Ubeydullah sont plus ou moins liées à la présence des chrétiens dans la région. Dans les trois cas, il s'agissait soit de persécuter les chrétiens pour les obliger à l'obéissance, soit de créer un Kurdistan libre pour empêcher à long terme la création d'une Arménie libre. Les deux premières révoltes, avant même d'engager la lutte contre l'Etat, se sont engagés dans la voie d'une répression brutale soit contre les Arméniens, soit contre les Assyriens (17), voire même contre les Yezidis, kurdes eux aussi, mais à la merci des Kurdes sunnites. Et dans les trois cas, l'influence

des chefs kurdes s'est élargie au détriment des chrétiens, malgré l'échec de ces révoltes.

Cette peur des éléments non-musulmans est si implantée dans la mentalité des chefs kurdes que le général Kazim Karabékir, plusieurs décennies après, pouvait encore prétendre qu'en expliquant aux chefs kurdes que le Kurdistan risquait de devenir l'Arménie, il pouvait résoudre tous les problèmes (18).

Ainsi, la représentation des Chrétiens et, particulièrement des Arméniens et leur égalité civique avec les Kurdes d'abord, puis leur nationalisme ensuite, deviennent un facteur des insurrections kurdes et ces insurrections, très vite, se transforment en conflits avec l'Etat, d'autant plus que ce dernier est, lui-même, considéré, dans une certaine mesure, comme un complice, ou comme la raison de cet état de fait. Ce n'est pas un hasard si, la période qui suit l'avènement des Jeunes Turcs, celle de 1909-1913, où les Arméniens profitèrent d'une situation qui leur a été plus ou moins favorable, a été marquée par toute une série de révoltes kurdes à caractère anti-arménien. En effet, après la proclamation de la Constitution, des Commissions furent nommées pour restituer les terres occupées par les Kurdes sous le régime d'Abdul Hamid à leurs anciens propriétaires arméniens et l'Etat essaya de contrôler tant bien que mal les bandes kurdes et d'empêcher les massacres des Arméniens. La réponse kurde à ces tentatives sera (pratiquement unanimement, sauf quelques exceptions, comme celles de Kürt Teavün ve Terakki Cemiyeti (19), Serif Pasa (20), Said-i Nursi (21), ou

Seyyid Abdul Qadir (22)) des représailles violentes contre les Arméniens dans presque toutes les villes et des révoltes à Bitlis et dans toutes les régions frontalières. Le facteur arménien joua donc encore une fois son rôle de créateur de la révolte kurde.

Le danger chrétien a sans doute contribué à attacher les chefs kurdes au panislamisme et les a poussés à rester fidèles à Abdul Hamid. Et le pan-islamisme devint ainsi peu à peu l'un des facteurs déterminants de l'action kurde. Et si l'arrivée des Jeunes Turcs fut bien accueillie par certains intellectuels kurdes, elle signifia pour la plupart des chefs kurdes une période de euil, et tout de suite après l'écart d'Abdul Hamid, dans toute la région kurde, on constate les activités anti Jeunes Turcs et pan-islamiques, sans compter les comités pan-islamiques secrets fondés par les Kurdes (23). Désormais, le souci de préserver les valeurs et la suprématie islamique, ainsi que la charia constitua l'une des raisons de la mobilisation des Kurdes et l'une de leurs revendications essentielles. Les revendications religieuses, même dans les cas où les revendications "nationalistes" étaient clairement exprimées, n'étaient pas absentes. L'exemple de certains cheikhs kurdes de la région de Bahdinan, parmi lesquels se trouva le père de Mustafa Barzani est frappant à ce propos. Dans leur appel fait en 1908, ces cheikhs, tout en exprimant leurs revendications nationalistes, telles que la nomination des fonctionnaires kurdes au Kurdistan, la reconnaissance de la langue kurde comme la langue officielle etc. soulignent également ceux ceci :

"4- L'administration des lois et de la justice doit être effectuée en accord avec le Charia, en tenant compte du fait que l'Islam est sa religion d'Etat. 5- Les postes de Qadi et mufti doivent être attribués aux adhérents de l'école chafiite de loi. 6- Les taxes doivent être perçues en accord avec les provisions de Charia..." (24)

Dans la période des Jeunes Turcs, et dans la période kémaliste, se trouvaient justement dans l'action des Ulema kurdes, et l'Etat, dès les années 1910, devait être confronté aux cheikhs, voire même procéder à leurs exécutions, pour pouvoir briser l'opposition kurde (25).

Le troisième facteur est le prolongement d'un fait millénaire : les chefs kurdes sont conscients, dès le début du XIXe siècle, de la faiblesse de l'Empire et de leurs possibilités de pouvoir manoeuvrer dans les régions frontalières avec l'Iran et la Russie. La faiblesse militaire ottomane apparaît au cours des batailles engagées contre l'Etat et par la présence des officiers occidentaux dans l'armée ottomane qui était conçue, à juste titre, par des chefs kurdes, comme un signe de la faiblesse de la Porte. Les signes de la faiblesse ottomane pouvaient également être observés dans la politique des Etats voisins et les chefs kurdes, tantôt en se ralliant aux Russes, tantôt aux Persans, essayèrent de profiter de cette faiblesse. Ces deux pays, et surtout la Russie, garantirent, à plusieurs reprises, les possibilités de déplacements faciles (26). Les Kurdes redeviennent ainsi une force avec laquelle il fallait compter dans la diplomatie régionale.

Enfin, on peut citer, parmi les facteurs importants, l'influence du nationalisme des peuples de l'Empire ottoman. Tout d'abord celle du nationalisme arménien qui opère dans la même région, qui est dynamique et menaçant. Il n'y a aucun doute que l'influence de ce nationalisme fut immense, par exemple dans la formation du Club Secret Kurde de 1880, plus tard dans la publication du journal Kurdistan, ainsi que dans l'oeuvre de Haci Qadîrî Koyî, considéré par certains comme le vrai père spirituel du nationalisme kurde (27). A part le mouvement arménien, le mouvement de Mohamed Ali et plus tard la révolte albanaise, comme exemples justificatifs d'une révolte musulmane contre le Khalife, semblent influencer les Kurdes. En effet, deux grandes révoltes du XIXe siècle sont contemporaines de la révolte de Mohamed Ali, dont l'armée occupait le Kurdistan ottoman et s'orientait vers l'Anatolie centrale. Ce sont des révoltes de Confédération de Milli et de Bederkhan. Les chefs Milli auraient été en contact avec Ibrahim Pasa, le fils de Mohammed Ali (28). Quant à l'Emir Bederkhan, lui aussi, il aurait eu des contacts personnels avec Ibrahim, et sous son influence, il aurait projeté la fondation d'un gouvernement kurde local, en alliance avec les chefs kurdes de Van, de Hakkari, etc. (29).

La révolte d'Albanie, bien que ce pays fut d'une importance minime, bouleversa l'Empire et influença les dirigeants kurdes (30). "Certains chefs kurdes, écrit Sir G. Lowter, notamment les deux membres de clan influent des Bederkhani : Husseyin Pasa et Hasan Bey, voyagent dans les vilayets

d'Erzeruum, Diyaribékir et Bitlis, apparemment en ayant pour but de soulever les Kurdes pour demander une sorte d'autonomie" (31). En effet, il y a lieu de penser que, face à l'avènement des Jeunes Turcs, considéré à la fois comme la preuve de la faiblesse du Sultan et un avènement anti-religieux, les Kurdes cherchaient de plus en plus solution à leurs problèmes dans une séparation des régions kurdes de l'Empire.

Ces facteurs, dans leur ensemble, donnent naissance à une période de plus de 80 ans au cours de laquelle on assiste à un état de désordre total dans la région. Les révoltes succèdent ou précèdent les combats entre les Kurdes et les Arméniens et les combats avec les soldats trucs. La part de l'organisation, de la politique ou encore de l'idéologie dans ces révoltes est très limitée sinon tout à fait négligeable. Peut-on donc parler dans de telles conditions, comme le font Millingen ou Rich, du nationalisme kurde ?

Les arguments nationalistes ne sont en effet pas toujours présents dans un état où le désordre est perpétuel. La révolte signifie dans ces conditions, avant tout, un état de mécontentement, une tentative pour garder (ou parfois même élargir) l'indépendance tribale et les privilèges, ou encore un règlement de comptes, entre les intérêts propres de l'Etat ou d'une tribu ou d'un clan. On voit également que les relations entre l'Etat et une tribu ou un clan donné ne sont pas toujours des relations à sens unique et qu'elles peuvent se modifier radicalement suivant la tradition, le comportement de l'Etat et les rapports de forces entre ces deux éléments et les diverses tribus.

Même s'il nous est difficile de décrire cette période sous l'étiquette du nationalisme, cet état d'anarchie et de désordre est néanmoins très important pour notre sujet. D'abord parce qu'il constitue un héritage de refus d'obéir et une tradition de révolte. Deuxièmement, parce que ces révoltes deviennent par la suite les références obligées du mouvement national qui les utilise pour mobiliser ces forces et surtout pour prouver son historicité (32), sa nécessité et pour se justifier. Et finalement, cet état de désordre permanent devient par la suite un potentiel important pour le mouvement nationaliste, et ceci malgré le fait qu'il ait ses références dans le pan-islamisme, dans l'hostilité religieuse, dans le souci de la conservation des privilèges. Ce facteur est si important que, avec le temps, on assiste même à la transformation de certains chefs tribaux en nationalistes ardents.

Pour conclure ce sous-chapitre, il nous faut souligner que, rarement le passé des chefs kurdes de cette période nous permet de tirer des conclusions glorieuses. Ces chefs, quelle que soit leur place future dans le mouvement national, sont en effet des despotes qui dirigent leur région par le fer et le feu, par des exécutions sommaires et par la torture de leurs réayas kurdes, arméniens ou assyriens. Pour citer quelques exemples, nous pouvons nommer l'Emir Bederkhan, Kör Hüsseyin Pasa, Hacı Musa Beg, Cheikh Ubeydullah, les

les princes de Baban, etc. La coercition militaire constitue la force de ces tribus ou de ces clans et aussi l'essentiel de leur prestige. Le système tribal ou klanique se base avant tout sur son administration et sur sa force militaire, sans lesquelles sa survie même n'est guère possible.

IV.2. - LES KURDES FACE AU REGIME JEUNE TURC

Comme nous l'avons montré précédemment, la réponse kurde à l'avènement Jeune Turc fut loin d'être une réponse unique. Certains intellectuels kurdes de cette époque se réjouissent vivement de l'atmosphère de liberté de 1908, et se remettent à s'organiser et à faire connaître leurs revendications, consistant notamment à améliorer le sort des Kurdes tout en restant ottomans. Kürt Teavün ve Terakki Cemiyeti, et plus tard, Hevi l'organisation de la jeunesse kurde, deviendront les porte-parole des Kurdes dans la capitale et auront un certain poids politique (33). D'autre part, certains représentants kurdes, comme Seyyid Abdul Qadir, élu à l'Assemblée des Ayans et Abdulrazzak Bederkhan, nommée le mutasarraf de Malatya, Ahmed Naim Bey Babazade, le journaliste, Lütfü Fikri, le futur Président de Barreau, etc. occuperont désormais des positions importantes dans la vie politique ottomane. Le comportement de ces Kurdes face au nouveau régime sera un comportement ottoman, à savoir tempéré et modéré, visant à résoudre les problèmes importants de l'Empire et de

transformer le Mesrutiyet à un régime pluraliste et vraiment ottoman. L'alternative de ces représentants kurdes face à la politique pan-kurdiste du Comité d'Union et Progrès est une politique pan-ottomane et non pas pan-kurdiste, comprenant, bien entendu, avant tout les peuples musulmans, mais aussi les Grecs et les Arméniens.

La plupart des chefs kurdes locaux cependant déploieront le nouveau régime et ne cacheront pas leur hostilité. Les vilayet de l'Est, qui ont connu durant les deux dernières décennies de règne d'Abdul Hamid une stabilité relative entreront de nouveau dans le désordre. La liberté et les droits dont les Arméniens jouissaient, contribuent radicalement à changer les rapports entre les Kurdes et l'Etat. Et, ironie du sort, peut-être, pour la première et dernière fois dans l'histoire de l'Empire, les Kurdes seront persécutés par la Porte, alors qu'une partie des Arméniens, y compris la Fédération Révolutionnaire Arménienne, le Tachnaksutyun, soutiendra le nouveau régime, au moins jusqu'à la fin de 1913.

La question agraire constitue le conflit essentiel qui oppose les Kurdes et les Arméniens à cette époque. Pendant l'époque hamidienne, les Kurdes s'emparèrent des terres arméniennes et, avec l'avènement du nouveau régime, le gouvernement de l'Union et Progrès cède aux revendications arméniennes et décide la restitution de ces terres. Il nomme plusieurs commissions pour mener à bien cette restitution(34). Ces commissions se rendront sur place et régleront la plupart des cas, mais sans jamais avoir pourtant la moindre possibilité

de faire accepter aux Kurdes leurs décisions (35). Conscient du danger existant, et voulant la réussite de la politique pan-ottomane, certains politiciens kurdes, prêts à accepter une solution, essayeront de créer les conditions d'un dialogue avec les Arméniens. Serif Pasa, depuis Paris, ne cessera de souligner l'importance de la paix entre Kurdes et Arméniens (36). Said-i Nursi prendra une position analogue en déclarant que "Kurdistan appartenait aux Kurdes et aux Arméniens, pas aux Turcs" (37). Le Kürt Teavün ve Terakki Cemiyeti de son côté ne cessera de faire pression sur le gouvernement pour une entente kurdo-arménienne (38). Quant à son président Seyyid Abdul Qadir, il essayera de réunir un Congrès kurdo-arménien et précisera que :

"Nous devons vivre comme des frères avec nos compatriotes arméniens, nous devons leur restituer les terrains en litige qui n'ont pas encore (été) rendus. ... Nous travaillerons en outre à fortifier la bonne entente et la concorde avec nos compatriotes. Nous tâcherons de faciliter l'oeuvre entreprise par le gouvernement... En travaillant au progrès de l'instruction, de l'industrie, d'ouvrir des écoles partout où le besoin s'en fera sentir, pour instruire les enfants des Kurdes..." (39).

Mais ces tentatives de dialogue et de fraternisation, ainsi que les appels des journaux turcs (40) seront vaines et ne pourront empêcher des représailles violentes contre les Arméniens (41). D'autre part, l'Etat essayera de rétablir par la force son autorité dans toutes les régions kurdes, y compris dans les régions où le problème arménien ne se pose pas avec la même tenacité, telle que Dersim. La reconquête du Kurdistan devient la politique officielle du gouvernement qui décide de briser les forces tribales et religieuses (42).

Peu à peu, une situation analogue à celle du Yemen ou de la Macédoine s'installera dans cette partie de l'Empire et toute la région se trouvera en état de révolte ouverte. Les diplomates européens parleront désormais "d'un véritable complot kurde" (43). Haci Musa Beg, Haci Ahmet (44), Hüseyin Pasa Bederkhan (45), Kör Hüsseyin Pasa (46), le Cheikh Hüsseyin, Haci Temur et Emin Pasa (47), Ibrahim Pasa de Milli ainsi que d'autres avec plusieurs milliers de combattants ravagèrent le pays d'El Djezireh jusqu'à Bitlis et Van, en passant tantôt en Iran, en revenant tantôt en Turquie. Le Cheikh Said de Suleymanieh (48), les Barzanis de Behdinan (49) passeront à leur tour à la révolte. Et à Dersim, entre 1911-1914, les tribus alawit prendront en main le contrôle de la région et emporteront des victoires importantes sur les forces de l'armée, commandées par Izzet Pasa et Ibrahim Pasa (50). Le gouvernement, pour empêcher les pertes humaines inutiles, décidera d'interrompre les opérations militaires. En 1913, les Kurdes de la ville de Bitlis se révolteront et occuperont la ville. Cette révolte dirigée par l'Uléma kurde, et notamment Abdülselim Effendi et l'esraf de la ville est une réponse contre à la fois les tentatives d'établissement de l'autorité étatique et le pouvoir croissant des Arméniens (51). La révolte échouera après quelques mois et ses chefs, parmi lesquels se trouvaient de nombreux Uléma seront exécutés au début de 1914 (52).

IV. 3 - LES REVOLTES LOCALES PENDANT LA GUERRE DE L'INDE-
PENDANCE

Les années 1919-1922 sont, comme on l'a vu dans le chapitre précédent, les années de la naissance du nationalisme kurde moderne. Mais ces années sont également les années d'un compromis quasi total entre les Kurdes et le pouvoir kémaliste récemment établi. Deux facteurs contribuent à ce compromis : le "danger" arménien et la bienveillance apparente des kémalistes à l'égard des Kurdes.

La politique kémaliste à cette époque se développe en effet selon deux plans différents : le plan régional et le plan intérieur. Sur le plan régional, les ambitions kémalistes dépassent en effet largement les frontières de la Turquie actuelle. D'abord le Misak-i Milli (le Pacte national), proclamé par l'Assemblée d'Istamboul (Meclis-i Mebusan) en 1919, et devenu par la suite par et pour les Kémalistes, un tabou, ne comprend que des objectifs très vagues, et contrairement aux thèses de l'historiographie officielle turque, prévoit l'établissement d'une Turquie dépassant largement les frontières actuelles, en comprenant une partie importante des territoires arabes et caucasiens (53). Plus tard, le Congrès de Sivas prendra la décision suivante :

"Les territoires appartenant lors du traité (de Moudross) du 30 novembre 1918, et contenant dans chacun de leurs coins la majorité écrasante de la population musulmane ne peuvent être séparés... de l'entité musulmane et constituent une unité indestructible..."(54).

Les explications données par M. Kémal sur le contenu de ce pacte en rendent les objectifs encore plus vagues et susceptibles de changer à tout moment : "Dans notre pacte national, il n'existe pas de frontières déterminées et concrètes. Il existe des frontières qui seront déterminées par notre force et puissance" (55).

Finalement, les activités kémalistes elles-mêmes ont des champs d'application très vastes. La correspondance entre certains unionistes et M. Kémal, et surtout entre ce dernier et Talaat Pasa, montre bien l'intention des Kémalistes de préserver les projets pantouranniens et pan-islamiques comme une stratégie de réserve (56). Son soutien accordé à Khalil Pasa (l'oncle d'Enver) et à Nuri Pasa entre 1918-1921 en Azerbaïdjan et en Arménie (57), à Djemal Pasa en Afghanistan (58), les activités kémalisto-unionistes à Genève, visant la création d'une confédération musulmane (59) nous montrent bien que, tout au moins au début, les Kémalistes ne voulaient pas renoncer aux autres possibilités ou aux autres projets.

Les territoires kurdes, échappant au contrôle kémaliste, faisaient eux aussi partie de ces vagues projets et de ces enjeux. Au moins dans deux cas, dans celui d'Ismaïl Agha Simko et celui de Cheikh Mahmud Berzenci, les Kémalistes apporteront leur soutien moral et militaire à ces révoltes kurdes anti-britanniques (60). La répression brutale du mouvement kurde d'Irak, le bombardement des villes kurdes comme Suleymanieyeh par la RAF, seront utilisés par les Kémalistes comme des arguments de propagande. Cette situation dura

jusqu'à la fin de l'Indépendance et quelques années plus tard, les Kémalistes commenceront, comme nous le verrons, à faire pression sur l'Angleterre et l'Iran, afin d'anéantir ces deux mouvements.

Quant aux projets concernant le plan intérieur, et surtout les régions kurdes, nous pouvons dire que les Kémalistes, tout en instrumentalisant la fraternité des peuples islamiques, notamment entre les peuples kurde et turc, se montreront hostiles à toute tendance nationaliste kurde. L'interdiction des Clubs kurdes ont été signalés déjà à la fin de 1919, l'adoption d'une politique anti-kurde qui se concrétise pendant la guerre de l'indépendance à de nombreuses reprises, et surtout lors des mouvements armés locaux (61). Parmi ces mouvements locaux, on peut en citer quelques uns qui ne sont pas d'une importance majeure tels que le mouvement d'Ali Battê (11 mai - 18 juin 1919), et qui se développe à Midyat-Nusaybin-Umerikan (Ömerkan) et qui a pour objectif de créer un Kurdistan indépendant (62) ou la révolte de la Confédération de Milli. Le chef de cette confédération puissante et frontalière avec la Syrie revendique la création d'un kurdistan "autonome" dont les frontières seront tracées par "les Kurdes et leurs alliées", le retrait immédiat des officiers, gendarmes et fonctionnaires turcs, le remboursement des taxes payées par les Kurdes, la démobilisation totale des soldats kurdes et l'acceptation des garanties concernant les Kurdes vivant ailleurs qu'au Kurdistan (63). Ces révoltes isolées par d'autres tribus et d'autres régions kurdes, sont vite réprimées par des forces kémalistes.

La révolte la plus importante de cette période est celle de Koçgiri qui eut lieu en 1921 et qui est dirigée par Aliser (64), Seyyid Riza et Nuri Dersimi (65). Cette révolte qui aurait eu comme objectif, d'après Cemal Bardakci, fonctionnaire kémaliste de l'époque, de soulever la totalité des régions alawits de Turquie (66) éclate d'après un journal kémaliste, à cause des raisons suivantes :

"Le mécontentement qui a pris naissance il y a quelques jours est une preuve flagrante du patriotisme des Kurdes. Qu'on n'aille pas crier au paradoxe. Les Kurdes sont mécontents, ou plutôt certains Kurdes sont mécontents parce que le gouvernement a refusé de les enrôler et de les envoyer sur le front de Smyrne. Nos forces étaient suffisantes pour écraser l'armée de Papoulas. Les Kurdes, dans leur fièvre de servir la patrie ne se sont pas rendus immédiatement aux raisons invoquées par le gouvernement. Le département de la Défense Nationale leur avait déclaré que seuls les Kurdes qui s'armeraient et s'équiperait à leurs frais et posséderaient une monture seraient appelés à marcher contre les Grecs. Nombreux sont les Kurdes qui ont pu répondre à l'appel. D'autres, malheureusement n'étaient pas à même de remplir les conditions imposées par le gouvernement. Ils ont ressenti un très vif chagrin, et comme ils sont un peu vifs, ils ont manifesté bruyamment leur mauvaise humeur" (67).

Humour noir !

En réalité, la population d'Umranive, Kösedagi, Kürt, Kesligi, Kürt, Klavuzu, Fare Pinar, Atkiran, Osmaniye, Bozel Tepesi, Kale Dibi, Tozlu Deresi, Cengel Dagi, Huseyin Kizildagi et Ovacik (68) se révoltèrent pour empêcher la mobilisation des soldats kurdes et pour rappeler que "selon le traité de Sèvres, la constitution d'un Kurdistan est nécessaire" (69), et finalement pour empêcher "la réalisation de l'idée connue du gouvernement de déporter les Kurdes, comme il a déporté les Arméniens" (70). Le 15 novembre 1920, les chefs des asiret, après avoir attaqué pendant un an les postes de la gendarmerie

et des convois gouvernementaux, adressèrent un ultimatum à la G.A.N. d'Ankara. Dans cet ultimatum, ils demandèrent "la reconnaissance de l'autonomie du Kurdistan, la réponse immédiate de M. Kémal à leurs revendications, la libération de tous les prisonniers kurdes, le retrait des soldats et des fonctionnaires turcs du Kurdistan" (71). Ces revendications constituèrent une nouvelle étape de la radicalisation du mouvement kurde (72). La région de Dersim décida, en même temps qu'elle lança ces revendications de rompre ses relations avec le gouvernement d'Ankara et de "se gouverner elle-même" (73). D'autre part, les bruits concernant les soi-disant massacres des Kurdes projetés par le gouvernement créèrent à la fois une panique et accélérèrent la révolte (74). Certains autres asiret se joignirent à la révolte et refusèrent de collaborer avec le gouvernement. Le télégramme des chefs des asiret de Hozat envoyé au gouvernement est assez révélateur :

"L'armée fait dans notre région depuis un certain temps des investigations sur le nombre de musulmans et des non-musulmans. On est d'avis que la collecte de ces informations constitue la preuve que le gouvernement prépare le massacre des Kurdes, comme il a jadis (préparé) le massacre des Arméniens. Si bien que nous croyons que l'attitude des asirets de Koçgiri est de la légitime défense, et par conséquent, juste" (75).

Le pouvoir kémaliste se trouvant devant une situation très embarrassante, accepta d'envoyer ses représentants, Izzet Pasa et Hamdi Bey dans la région (76) afin d'entreprendre des négociations avec les Kurdes de Dersim. A son retour, la délégation annonça au cours des discussions à la G.A.N.

que la mauvaise administration était seule responsable du mécontentement. La G.A.N. se montra, à la fin de ces discussions, favorable à une autonomie des villes kurdes, à la création d'un gouvernement autonome et à une assemblée autonome kurdes, à la nomination d'un gouverneur-général pour trois ans par la G.A.N., au droit à un budget autonome, à la nomination de commissions pour la détermination des frontières de la région autonome, et à une organisation judiciaire à part. En contrepartie, la G.A.N. décida de maintenir un corps de gendarmerie au Kurdistan, de mobiliser les Kurdes et de maintenir l'usage de la langue turque comme langue officielle du Kurdistan (77).

Mais malgré les discussions avec la G.A.N., et en même temps, la répression de la révolte commença. Les Kurdes décidèrent de se battre contre les forces de l'Armée du Centre de Nureddin Pasa et d'imposer par la force leurs revendications. Mais face aux échecs dus à la répression, le mouvement commença à régresser. Les Kurdes n'arrivèrent à mobiliser que 6.500 hommes armés au lieu des 45.000 prévus (78). Les revendications kurdes se changèrent sensiblement à la suite de ces échecs. Les Kurdes ne demandèrent dans leurs dernières revendications, que la création d'un vilayet autonome kurde sous l'autorité d'un vali kurde (79). Le commandant de l'Armée du Centre Nouredin Pasa lança un ultimatum (80), et procéda, devant l'indifférence des populations (81) à une répression exemplaire, qui fut très mal accueillie par les milieux kurdes ainsi que par de nombreux députés turcs.

Un Vali turc, mêlé à l'affaire, quoique pro-kémaliste, explique dans ses mémoires la vraie nature de ces répressions. D'après lui, Nouredin Pasa aurait dit : "J'ai mobilisé tant de soldats. Nous sommes arrivés jusqu'ici. Je ne peux pas retourner sans rien faire". Il écrit dans ses mémoires que 153 villages kurdes furent détruits "comme des forteresses ennemies". Il s'interroge également sur les raisons pour lesquelles, dans un cas précis, plus de 272 victimes kurdes tuées n'avaient même pas pu blesser un seul soldat turc, alors qu'ils possédaient 200 armes, comment pouvait-on accuser les 72 autres d'être des "insurgés" ? (82)

Dans la G.A.N., il y eut également des discussions très violentes concernant cette affaire. Les députés du deuxième groupe accusèrent le gouvernement de se comporter comme "une bande de voleurs" et critiquèrent Nouredin Pasa en l'appelant "assassin" (83). M. Kémal se sentit obligé d'intervenir pour pouvoir sauver Nouredin Pasa, en empêchant qu'il soit traduit devant la Cour Martiale (84). La G.A.N. rejeta également les propositions de Nouredin Pasa, qui demandait la destruction de la région et la déportation de tous ses habitants. Au passage, il faut noter que certains Kémalistes d'aujourd'hui, notamment le Général Kenan Esengin, considèrent la "faiblesse" de M. Kémal face à la proposition de Nouredin Pasa, comme l'une de ses "faiblesses" historiques les plus graves (85).

Mises à part les répressions, la révolte kurde de Koçgiri signifie la radicalisation du nationalisme kurde, et la radicalisation du Kémalisme. Les Kémalistes, en effet, en pleine guerre et face au danger grec, n'hésiteront pas à procéder à une répression militaire, en montrant que, malgré l'attitude conciliatrice de la G.A.N., toute aspiration kurde est inacceptable. D'autre part, cette révolte est la première confrontation directe entre les Kurdes et l'Etat kémaliste. La révolte de Koçgiri n'aboutira certes pas à une solution satisfaisante, mais elle constitua sans aucun doute l'une des raisons du changement d'attitude kurde face au kémalisme, surtout à partir de l'année 1923. En ce qui concerne le pouvoir kémaliste, il essayera par la suite de geler la situation, pour pouvoir régler ces comptes avec Dersim dans les années 1936-1938.

IV.4. - LES REVOLTES KURDES SOUS LA REPUBLIQUE KEMALISTE

Plusieurs formes de lutte nationale sont simultanément ou successivement adoptées par le mouvement national kurde au cours de la période kémaliste : la mission religieuse et nationaliste, la propagande par des déclarations politiques ou par des publications (pendant la période de la révolte d'Ararat), la dénonciation de la Turquie auprès des gouvernements étrangers, etc. Mais la lutte armée constitue le pilier et l'expression essentielle de ce mouvement. Nous sommes en

face d'un nationalisme essentiellement militaire. Ceci est d'autant plus important, quand on tient compte de l'autonomie de chaque tribu kurde et le rôle de l'armée et de la "force de frappe" en tant que garantie de cette autonomie pendant des siècles. Comme on l'a vu précédemment, le mouvement national kurde ne commence pas, contrairement aux autres mouvements nationaux de l'Empire ottoman, par une renaissance culturelle. L'expression politique reste pendant un long temps, bien secondaire dans ce mouvement qui n'a d'ailleurs pas les moyens ni les conditions nécessaires pour la créer. Ce phénomène continue à marquer le mouvement kurde de la période kémaliste. Face à la faiblesse du politique, les diverses expressions militaires organisées ou spontanées deviennent décisives, même si elles n'excluent pas forcément le politique.

En effet, sans prendre le risque d'exagérer, on peut affirmer que, comme par le passé, le Kurdistan continue sous la République, à être le théâtre d'une lutte armée permanente et de révoltes sans compter d'autres règlements de comptes comme la punition des "Kémal Pasali" (86). Sur 18 "révoltes" ou soulèvements que la Turquie connaît à cette époque, 16 sont des révoltes ou des soulèvements kurdes, une est celle des Nestouriens qui comprend également des éléments kurdes, et une seule se produit dans la partie turque de la Turquie proprement dite*.

* M. Tunçay, p. 126.

Il faut signaler que celle de Menemen en 1930 a été animée par des Nakchibendi turcs. Ces révoltes sont, dans l'ordre chronologique :

1) La révolte des Nestouriens (12-28 septembre 1924).

(suite de la note page suivante).

Mais trois de ces révoltes peuvent vraiment être considérées comme des révoltes à caractère nationaliste. Loin d'être spontanées, elles sont les fruits de longues préparations et dans les deux premiers cas, elles sont dirigées par une organisation nationaliste. Dans ces trois révoltes, à savoir dans celle de Cheikh Saïd en 1925, celle d'Ararat (1930) et de Dersim (1936-1938), à la fois l'Etat et les dirigeants de ces révoltes sont bien conscients du fait qu'il ne s'agit pas seulement d'une insurrection contre l'Etat, causée par telle ou telle raison économique, religieuse ou autre, mais d'une insurrection pour la satisfaction de revendications nationalistes. Les dimensions militaires de ces révoltes diffèrent elles aussi des autres révoltes, et la mobilisation de l'armée et des Kurdes met au total des dizaines de milliers d'hommes sous les armes. Il ne s'agit plus dans ces trois cas, de la révolte d'un "stratège illettré" qui peut mobiliser quelques tribus contre l'Etat du Sassoun en 1935 (87) ou de la révolte de Hamo la même année qui, en se

* Suite de la note page précédente.

- 2) La révolte de Cheikh Saïd (13 février-31 mai 1925).
- 3) L'insurrection de Raçkotan et Raman (9-12 août 1925).
- 4) La révolte de Sassoun (1925-1937, avec de longs intervalles).
- 5) La première révolte d'Ararat (16 mai- 17 juin 1926).
- 6) La révolte de Koçusagi (7 octobre-30 novembre 1928).
- 7) La révolte de Mutki, (26 mai-25 août 1927).
- 8) La deuxième révolte d'Ararat (13-20 septembre 1927).
- 9) La révolte de Bicar (7 octobre-17 novembre 1927).
- 10) La révolte d'Asi Resul (22 mai-30 août 1929).
- 11) La révolte de Tendürük, (14-27 septembre 1929)
- 12) La révolte de Savur (26 mai 9 juin 1930)
- 13) La révolte de Zeylan.
- 14) La révolte de Dorammar (16 juillet-10 octobre 1930).
- 15) La troisième révolte d'Ararat (7-14 septembre 1930).
- 16) La révolte de Pülumur (8 octobre-14 novembre 1930).
- 17) La révolte de Menemen (25 décembre 1930).
- 18) La révolte de Tunceli (Dersim) (1937-1938).

Il est à noter que les 5ème, 8ème 11-15ème révoltes sont autant de phases de la révolte d'Ararat, que nous analyserons avec plus de détails.

soulevant protège l'"honneur de sa famille" contre un officier turc et par là contre l'Etat "immoraliste" (88). Ce n'est plus "une base conscience nationale" dont parle Toynbee (89) qui est en question, mais le refus de toute sorte de domination turque, sous forme de "monarchie, de khalifat ou de République" (90). Pour nous, nous ne considérons pas les autres révoltes moins importantes en tant qu'objets de recherche. Mais l'insuffisance de la documentation d'une part et d'autre part notre problématique, nous obligent pour le moment à nous contenter d'aborder uniquement de façon détaillée ces trois révoltes.

IV.5. - LA REVOLTE DE CHEIKH SAÏD (1925)

Dans la révolte de Cheikh Saïd, la première question à aborder, avant même la révolte par elle-même, est la place occupée par les religieux kurdes. L'exemple le plus connu de ces religieux est celui de Cheikh Saïd de Piran (ou de Palu, selon certaines autres classifications), le héros de la révolte. Cheikh Saïd est le petit-fils d'un disciple de Mevlana Khalid, de Cheikh Eli (Ali) de Palu (91). Il exerça une influence incontestée parmi la population kurde, et il est, comme le dit le journaliste de Cumhuriyet, Yusuf Mazhar, poussé en avant à cause de son influence spirituelle (92). Cependant, nous aurions tort de lui dénier des caractères

nationalistes. En tant qu'Emir-ül Mücahidin, il invite les chefs kurdes à lutter contre les "infidèles de la République" (93), mais, en même temps, il souligne la nécessité de chasser "ces Turcs nomades, qui se sont établis par la ruse et des intrigues" au Kurdistan, "qui ont transformé le Kurdistan en abri des hiboux et des bozkurt touraniens, qui l'ont réduit au partage et à la décadence". Battre les Turcs et abattre les soldats et les officiers est nécessaire d'après lui, non seulement "pour gagner ce monde, mais aussi l'autre monde" et ceux qui perdent leur vie dans cette lutte "méritent d'être dignes de l'héritage de leurs ancêtres" et deviennent des martyrs. Il ajoute que les Turcs "usupateurs et lâches" "ne payent aucune attention à leurs propres promesses" et empêchent les Kurdes de vivre en "science et connaissance" et il fait appel à la révolte comme le seul moyen capable d'empêcher "la mort collective". Il fait allusion au drapeau d'Ehmedê Xanî pour la création d'un Kurdistan indépendant (94).

Pour mobiliser les Kurdes, plusieurs mois avant la révolte Cheikh Saïd entreprend une mission révolutionnaire en compagnie de 3-400 de ses mürids (95) pendant laquelle

"il conquit vite un grand ascendant sur les populations kurdes auxquelles il prêcha; aussi bien les convoquait-il à une véritable croisade contre les Infidèles, contre le gouvernement prématurément laïc... D'autre part, il prétendait lutter également pour l'autonomie du Kurdistan où l'élément indigène depuis la première tentative de soulèvement de 1919 était opprimé" (96).

Son pouvoir spirituel lui permettait d'avoir une large audience, ainsi que des moyens économiques assez

considérables, comme d'ailleurs tous les cheikhs nahchibendis "qui étaient élevés dans l'aisance et le luxe, grâce à la richesse de leurs pères" (97). Il était exportateur de troupeaux dont les déplacements et les profits immenses pourraient être utilisés dans la lutte nationale (98).

Mais les aspects nationalistes dans la personne même de Cheikh Saïd ne diminuent ou ne cachent nullement les traits religieux de la révolte. En effet, ce n'est pas par hasard que le comité Azadi proposa Cheikh Saïd comme chef. On voit ici une stratégie bien tracée : la révolte a, comme premier objectif de mobiliser la population religieuse en mobilisant la hiérarchie nakchibendi. Une fois que Cheikh Saïd prend la tête de l'action, les autres cheikhs le suivirent pratiquement unanimement, et une fois cette tâche accomplie, comme le dit Cheikh Saïd lui-même, "les tribus se sont alliées à nous d'elles-mêmes" (99). L'Islam est donc le moteur de cette mobilisation et l'un de ses arguments principaux. Dans la lettre de Cheikh Saïd, écrite au Müftü de Lice, ainsi que dans ses autres lettres, des arguments religieux figurent à côté des arguments nationalistes; "l'usurpation à laquelle est soumise l'esraf et les hanedans kurdes" et "la nécessité de créer un Etat islamique" (100). Il est difficile de vérifier l'exactitude des informations données par M. Kémal selon lesquelles les insurgés auraient eu des contacts avec une organisation secrète islamique, et que les Nakchibendi d'Istamboul auraient soutenu la révolte (101), cependant, l'une des lettres de Cheikh Saïd envoyée aux trois agha kurdes (Halil, Veli et Ali Haydar), et son fetva ne laissent aucun doute sur les

aspects religieux de son action :

"Esselâmun-aleykûm, rahmetullahî ve berekâtî, lehülhamd, velminne. On est passé à l'action pour accomplir la gaza de vaincre les sept usurpations de M. Kémal qui est l'ennemi du Salut divin et de la religion musulmane. Etant donné que participer à ce gaza et à ce cihad (djihad) est une obligation pour tous les musulmans sans aucune distinction de confession et de tarikat... j'ai entièrement confiance en vous, et que vous aussi, vous y participerez..." (102)

"Vu que M. Kémal et ses compagnons, depuis le premier jour de la République se sont montrés hostiles aux ordres coraniques et ont nié le Dieu et son Prophète et ont chassé le Khalife et le régime étant ce qu'il est c'est-à-dire illégitime, c'est une obligation pour tous les musulmans de le renverser" (103).

L'Islam, tout en étant mobilisateur, est également une arme de combat. Les foules se précipitent pour aller féliciter les gazi (104). Comme moyen de neutralisation pacifique des soldats turcs, les combattants kurdes portent sur leur tête le Coran (105). Ceci devient tellement efficace que cette fraternisation entre les combattants kurdes et les soldats turcs pousse le régime à entreprendre une vraie campagne idéologique auprès de ses soldats (106).

Pourquoi peut-on se demander les Cheikhs ont-ils accepté de répondre positivement à l'appel de l'Azadi ? Pourquoi n'ont-ils pas refusé de tirer sur "les descendants des protecteurs héroïques et sacrifiant" comme l'a fait Said-i Nursî ? (107) Les conflits qui opposaient l'Ulema kurde à l'Etat depuis les Jeunes Turcs, ainsi que l'existence d'un certain degré de conscience nationale chez certains cheikhs, comme Cheikh Said lui-même, sont sans doute l'une des raisons les plus importantes. Mais en dehors de cela,

"Puisque les cheikhs et les chefs se considéraient comme les gardiens de la tradition... ils voulaient que le gouvernement leur permette d'avoir les mains libres pour gouverner" (108).

L'Islam, sous forme d'une doctrine cha'fiite fondée sur les tarikats, joue le rôle le plus important. Il s'agit ici d'une vraie lutte pour l'autorité. Les ordres religieux, même secrets, de tradition cha'fiite, veulent l'autonomie et le droit de regard sur les pratiques de l'Etat, alors que le Kémalisme, très jaloux de son autorité, ne peut pas, sous peine de ne pouvoir établir cette autorité, accepter un tel partage de pouvoir.

Mais la présence d'Azadi nous permet d'affirmer que, malgré la présence des cheikhs et malgré l'utilisation des arguments islamiques comme des arguments idéologiques les plus importants, il s'agissait plutôt de l'instrumentalisation de l'Islam à des fins nationalistes. Comme le souligne B. Toprak :

"La révolte des Cheikh Saïd ... n'était pas... une insurrection islamique dans le sens strict du terme. Elle a utilisé la religion afin d'atteindre son plus grand but : l'indépendance du Kurdistan. De ce point de vue, nous avons encore une fois la répétition d'un exemple utilisé pendant la guerre d'indépendance à la fois par les forces nationalistes de M. Kémal et par le gouvernement du Sultan : (à savoir) l'utilisation de la religion pour des fins mobilisationnelles" (109).

La révolte de Cheikh Saïd se manifeste, en dehors de son caractère religieux, par la minutie de ses préparations. En effet, déjà dans les années 1923, les Kurdes sont bien conscients des projets kémalistes et les préparatifs de la révolte sont bien en cours sous la direction de l'Azadi.

Outre la rupture avec les Kémalistes, d'autres facteurs alarmants pour les Kurdes eurent lieu entre temps. Parmi ceux-ci on doit d'abord nommer l'abolition du Khalifat en 1924, qui montre la force des Kémalistes à gagner du terrain, ce qui prouve encore une fois leur volonté d'aller jusqu'au bout et qui met fin à la théorie de la "fraternité islamique" entre les Kurdes et les Turcs et qui crée de vives réactions en Turquie et à l'extérieur. L'abolition du khalifat est suivie par les réformes kémalistes qui créent, elles aussi des réactions très vives et toute une série de rumeurs selon lesquelles le gouvernement aurait décidé l'extermination de 500 chefs kurdes (110). A part ces deux facteurs importants, deux autres événements, l'un interne, l'autre externe interviennent dans le choix de la périodicité de la révolte. La naissance du Parti Progressiste Républicain (TCF) qui bouleverse le climat politique du pays et qui permet aux autres courants politiques, tels que les membres "non-kémalistes de l'Union et Progrès" d'accélérer eux aussi leurs activités; et le problème de Moussoul, bloqué depuis 1924 et qui risquait de créer un conflit armé entre la République turque et la Grande-Bretagne. La République kémaliste fait son entrée sur la scène politique intérieure et internationale dans des conditions particulièrement défavorables. Sans même tenir compte de la faiblesse des ressources militaires et financières, il s'agissait du moment le plus difficile de l'histoire de la République turque et l'Azadi, ainsi que d'autres chefs kurdes semblent en être bien conscients. La prolongation des préparatifs jusqu'à 1925 d'une part, leur stratégie complètement différente des stratégies de guerilla, cherchant à

attaquer les villes et à créer un état de fait d'autre part, montrent bien que la périodicité de cette révolte n'est pas du tout laissée au hasard, mais qu'elle est le résultat d'une observation minutieuse de la situation d'alors.

Les préparatifs comprennent des activités "missionnaires" des cheikh, surtout de Cheikh Saïd et des chefs de l'Azadi dans la région. Cheikh Saïd, par exemple se déplace avec des centaines de mürids d'une ville à l'autre. Ces activités missionnaires s'accompagnent de préparatifs militaires et de l'armement des Kurdes dont les ressources restent encore inconnues. (On sait que seulement à Mardin, 6.000 armes ont été collectées par le Gouvernement (111). Pouvait-il s'agir d'armes payées grâce aux richesses des cheikhs, ou des armes nestouriennes, ou des armes abandonnées dans la région depuis les Hamidiye et la Première Guerre Mondiale ? Difficile à dire !). En même temps, une armée quasi entraînée, sous le commandement de quelques 150 officiers de l'Armée turque est mise en place (112). Selon Sükrü Naili Pasa, l'un des commandants kémalistes, il ne s'agissait pas moins de 5.000 "hommes bien armés" (113) composés de combattants tribaux et de déserteurs de l'armée turque.

Contrairement à l'historiographie "officielle" kurde, on ne peut pas conclure, à partir des documents disponibles, que la révolte fut une réponse à la répression kémaliste. Les Kémalistes intensifièrent, certes leur propagande et leurs projets ultra-nationalistes. Mais l'autorité étatique

étant encore mal établie dans la région, ils ne se voient pas en mesure d'entamer, surtout avant la résolution finale du conflit de Mossoul, une répression. Plusieurs rapports des fonctionnaires publics de cette époque signalent la montée immédiate des troubles et demandèrent des mesures sévères(114). Mais, face à l'ampleur gigantesque des préparatifs, la prise de conscience de l'Etat est étonnamment lente et tardive. L'Etat n'accorde aucune attention aux rapports de ses fonctionnaires, et, même l'arrestation des principaux chefs de l'Azadi, dont les activités ne sont pas bien connues de l'Etat, constitue une mesure de prévention plutôt qu'une mesure répression. Leur jugement et les sentences prononcées (3-4 ans maximum) (115) montrent la lenteur de prise de conscience de l'Etat et que les Kémalistes ne voulaient pas se trouver, dans un moment aussi crucial que le début de 1925, en conflit avec les Kurdes. De plus, les Kémalistes semblent être prêts à négocier avec les Kurdes. Si l'on croit les sources britanniques, une réunion aurait eu lieu à Diyarbékir entre les représentants d'Ankara et les Kurdes, à la suite de laquelle les Kémalistes auraient promis de créer un statut particulier pour les Kurdes, et/ou, au moins, d'analyser et de négocier certaines de leurs revendications (116).

Pourtant, c'est seulement quelques semaines après la condamnation des chefs de l'Azadi, devant l'intensification des rumeurs et devant la désertion accrue des soldats kurdes de l'armée et à la suite d'un télégramme chiffré et mal interprété par Halid Beg Cibranî (117) que l'Etat commence

à prendre conscience de la situation. A titre de preuve, il met en scène un scénario de provocation, un mois seulement avant la date prévue de la révolte (118). Cette provocation doit permettre de comprendre la véritable ampleur des préparatifs. Pour arrêter dix officiers et soldats déserteurs et "réfugiés" chez Cheikh Saïd (119), le gouvernement décide d'envoyer un détachement et de demander leur arrestation. Mais le Cheikh refuse de les rendre à l'armée, en invoquant son prestige et le serment de triple talak (120) prêté par ces soldats (121). Le résultat sera l'intervention de l'armée et l'éclatement prématuré de la révolte (17 février). Le Cheikh donne l'ordre d'investir Piran où il met tout de suite en place une administration. Les officiers et les fonctionnaires d'Ankara sont arrêtés, et une partie d'entre eux sont exécutés sur place (122).

De fait, il est difficile d'expliquer le comportement du pouvoir kémaliste ou la "naïveté" de ce pouvoir, qui a pourtant une expérience non négligeable des Kurdes. Quoiqu'il en soit, la nouvelle crée un véritable choc à Ankara. Un auteur kémaliste, Y. Kadri (Karaosmanoglu), proche ami de M. Kémal, raconte ainsi la réception de la nouvelle :

"Finalement, peu de temps après, un mouvement armé et réactionnaire appelé "l'avènement de Cheikh Saïd" avait pris le gouvernement de Fethi Bey de court. Néanmoins Fethi Bey, n'étant toujours pas pressé par une grande inquiétude, considérait cette vaste insurrection comme un incident quelconque du banditisme et croyait être capable de la réprimer avec quelques détachements de gendarmerie. La plupart des députés étaient du même avis.

".....

"A une heure avancée de la nuit, on a constaté qu'un propice entra et avança doucement vers Atatürk et lui donna un télégramme. Atatürk en laissant sur la table ses cartes de jeu, lu le télégramme attentivement et ordonna avec une mine renfrognée de l'emmener au Premier Ministre. Nous cessames le jeu et nous vimes ... que Fethi Bey, après avoir jeté un coup d'oeil sur le télégramme continua à jouer sans rien dire... "Amenez-le maintenant à Ismet Pacha" ordonna Atatürk au propice... Ismet Pacha lut le télégramme, sursauta et bondit de sa place, regarda avec inquiétude son entourage, puis alluma une cigarette, et s'assit de nouveau. Atatürk nous dit alors : "Voilà la différence entre deux hommes. Les bandes de Cheikh Saïd se sont rapprochées de Semdinan" (123).

Le pouvoir kémaliste, surpris par la révolte essaye alors de tranquiliser l'opinion publique et décrit les événements comme l'acte suicidaire de quelques "réactionnaires" ou comme l'acte de quelques bandits isolés (124). Le Ministre de l'Intérieur décrit les événements comme les pillages d'un bandit "appelé Cheikh Saïd" (125) alors que la presse informe la population, avec une certaine inquiétude, que les forces de "ces bandits, cent cinquante à l'heure actuelle, peuvent grossir de jour en jour" (126).

Ce n'est qu'après la progression de la révolte à une vitesse incroyable que le gouvernement avoie les vraies dimensions du danger en cours. En effet, comme on peut l'observer sur la carte, seulement en quelques jours, une dizaine de villes, y compris la grande ville de Kharput, sont occupées par les forces de Cheikh Saïd, et l'administration de la République y est chassée. Pratiquement la majorité des tribus se sont ralliées à la révolte (127). Les insurgés kurdes organisent trois fronts différents : l'un à Capakcur sous le commandement de Cheikh Serif, le deuxième à Much, sous le commandement des Cheiks de Can, Ibrahim et Hasan, et Cheikh Abdullah,

et le troisième à Diyarbékir sous le commandement de Cheikh Saïd lui-même (128). Le nombre des combattants s'élève selon un employé de la banque ottomane de Diyarbékir à 10.000, alors que l'Asie Française de l'époque l'estime à 20.000 (129). Les révoltés ne rencontrent apparemment aucune difficulté sur le plan administratif, car les fonctionnaires "se précipitent" pour les servir (130). Daraheni, qui se trouve sur la route d'Ersurum, et qui est fortifiée à cause de la Grande Guerre, devient le centre administratif de la révolte (121). Après ses succès, la révolte essaye de militariser l'économie de toute la région. L'Asar est absolu dans la région et toutes les taxes sont transformées en aide à "l'armée de djihad" (132). Très encouragée, la révolte se prépare à la fin de février à attaquer Diyarbékir et à livrer ainsi la bataille décisive.

La gravité de la question n'est comprise qu'après cette évolution dramatique. Fethi Bey explique devant la G.A.N. que la révolte est préparée depuis deux ans et que les insurgés, sous les volets de l'Islam "cachaient à la population leurs buts réels" (133). Son gouvernement décrète l'état de siège dans la région (134). Mais, accusé par les radicaux du Parti au pouvoir, "d'avoir peur d'une poignée de Kurdes" (135), il se voit contraint de démissionner et de céder sa place à Ismet Pasa. L'avènement d'Ismet, qui est succédé par la résolution rapide du problème du Patriarcat grec et par une mobilisation de l'opinion publique, constitue un tournant à la fois dans sa carrière et dans l'affaire kurde. La presse

explique maintenant clairement la gravité de la révolte :

"Ne jouons pas avec les mots. Nous nous trouvons devant un grand danger, devant une catastrophe colossale. Si nous n'arrivons pas à réduire à temps le mouvement insurrectionnel, l'existence même de la République pourrait être mise en danger" (136).

Partout dans la presse, les menaces d'anéantissement du "féodalisme" (137) se font entendre. Parallèlement, les déclarations militaires commencent à apparaître dans la presse. Le IIIème Corps de l'Armée fait appel à la mobilisation immédiates des classes de 1899-1901 (138) tandis que les nouvelles de la "victoire contre la réaction" sont quotidiennement communiquées (139). En même temps, la presse essaye de créer un amalgame, en présentant la révolte, sans jamais publier de "documents surs", comme le résultat de la préparation d'un comité pro-monarchiste et pro-anglais. La révolte serait même montée de toute pièce par la Grande-Bretagne (140). Les journaux préparent également l'opinion publique à la répression de choc à la fois dans la région kurde, mais aussi dans la Turquie toute entière. "Une répression à frapper les imaginations" est en cours (141). L'Asie française écrira même "qu'il semblerait que les Turcs veulent provoquer par tout le pays une nouvelle insurrection" (142). Ce n'est pas par hasard en effet qu'à cette même époque les journaux se félicitent de la "fermeté italienne" pour "sauvegarder la Révolution" (143) en même temps que les articles ou les discours concernant l'impossibilité de changement et de réformes par la voie pacifique se généralisent dans le pays :

"Aujourd'hui, dit un journaliste, on cherche à paralyser par une insurrection ourdie sous le couvert de la religion toutes les initiatives prises au nom de la liberté et de la civilisation. La Turquie est forcée d'anéantir le fanatisme ou de se laisser mourir. Fable, chimère, que de pousser à aller de l'avant lentement, doucement, en ménageant celui-ci ou celui-là, et en effectuant les réformes en conséquence. Il faudrait des siècles peut-être pour arriver de cette façon au perfectionnement. Aucune conciliation, aucun rapprochement n'est possible avec le sombre fanatisme que nous avons devant nous. C'est seulement par la force qu'on peut le maîtriser. Une longue éducation viendra ensuite en arracher les dernières racines. Ce qu'il faut faire aujourd'hui est, avant toute chose, de marcher totalement, sans un instant de retard, sans le moindre mouvement d'hésitation, sans la moindre défaillance, contre cette vague de fanatisme et de la briser. Aucun sacrifice ne doit paraître excessif pour atteindre ce but" (144).

Le nouveau Premier Ministre, Ismet Pacha, à son tour ne cache pas que "chaque opposant du Turc sera anéanti"(145).

La stratégie turque de répression se base sur l'encerclement des Kurdes par trois voies différentes : Au sud, par la frontière syrienne, par les routes de l'Anatolie centrale et par la route de Trebizonde-Erzurum (146) et d'empêcher ainsi les Kurdes de passer dans les régions frontalières et limitrophes et de mener une lutte de guerilla (147). Les Kémalistes ont en effet deux possibilités pour réprimer la révolte :

"l'une consistant à adopter l'expectative tout en organisant une sorte de blocus sévère autour du Kurdistan pour l'obliger à se soumettre, l'autre comportant au contraire une répression directe, avec des opérations de grande envergure et demandant une offensive rapide" (148).

La deuxième possibilité, notamment celle qui risquait de provoquer une nouvelle révolte, sera adoptée (149).

En même temps, le chef d'Etat-Major annonce que les populations villageoises, s'alliant aux forces de l'ordre seront "graciées" (150), et le peuple kurde est invité par le gouvernement à prouver son innocence en prenant le parti de l'armée (151). L'Etat, lui aussi, comme les insurgés, suspend toutes les taxes au seul profit des taxes militaires (152).

Dans les jours suivants, la loi "sur le rétablissement de l'ordre", "la 3ème victoire d'Inönü" (153) sera mise en vigueur; selon cette loi, quiconque, par une organisation, ou agitation, ou publication, trouble "l'ordre, la stabilité ou la sécurité du pays" peut être traduit devant les tribunaux de l'Indépendance (154).

Kemal Sami, "meilleur officier" de l'Armée turque, après M. Kémal (155) et ambassadeur de la République à Berlin, sera rappelé en Turquie pour diriger les opérations militaires (156). Un accord avec les Français qui se réjouissent des possibilités offertes par la révolte, concernant les ventes d'armes (157) est signé en vue de transférer 25.000 soldats turcs par les chemins de fer syriens (158). La G.A.N. adopte également un crédit exceptionnel de 10 millions L trq. en vue de la répression de la révolte (159). Au même temps, une mobilisation partielle comprenant pratiquement l'intégralité du IIIème Cors de l'Armée et des divisions des Vème et VIème Corps est décrétée (160) et M. Kémal la présente lui-même comme un devoir national (161). L'opération de la répression ne commence qu'une fois toutes les préparations terminées

et que l'armée de la répression compte plus de 40.000 hommes sous les armes (162) et 23 avions en service (163).

Fiers de leurs victoires, et conscients des préparatifs kémalistes, les Kurdes essayeront d'une part de concentrer leurs forces dans les villes occupées par eux, et d'autre part, face à l'alliance de certaines tribus avec le gouvernement ou l'hésitation de certaines d'entre elles d'y prendre part (164), de répandre la révolte dans d'autres régions kurdes. Malgré certains obstacles, comme l'influence prédominante de l'ordre nakchibendi ou des tribus zaza et les conflits avec des tribus alewit, un certain succès sera obtenu dans ce domaine par Halit des Hasanan, l'un des hommes clés de la révolte, originaire de Dersim, qui essaiera de soulever les tribus alawit et de répandre l'insurrection dans une vaste aire, de Dersim à Malazgirt et Erzurum, avec quelques milliers d'hommes armés (165). Le commandement kurde enverra même des télégrammes d'encouragements aux achirets de Dersim "Gardez bien le calme. Bientôt nous seront, avec une délégation à Dersim. Bonne chance" (166). Il semblerait qu'à la suite de ces initiatives, la révolte ait eu un échec assez important dans cette région, même si les Kurdes alawit restèrent assez silencieux (167). D'autre part, les Kurdes essayèrent également d'avancer vers la région frontalière pour pouvoir s'allier au Cheikh Mahmoud, du Kurdistan d'Irak (168).

Mais l'objectif essentiel de la révolte est Diyarbékir, la plus grande ville kurde de Turquie. La prise de

Diyarbékir aurait pu créer un Kurdistan de fait et aurait été décisive. L'attaque sur cette ville a lieu la nuit du 7 au 8 mars et les forces de Cheikh Saïd investissent pendant toute la nuit les 4 portes de Diyarbékir sans succès, sinon leur brève entrée par la porte de Mardin. L'artillerie lourde de cette place forte, sous le commandement de Mürsel Pasa aura un rôle décisif au cours de cette nuit et les Kurdes reculent en laissant sur place des centaines de morts. Les otages, les complices de la révolte et de nombreux autres Kurdes seront exécutés le lendemain sur les places publiques (169).

Alors que M. Kémal félicite son armée "héroïque et courageuse qui s'est lancée sur l'ennemi pour sauvegarder la République" (170) cet échec constitue pour les Kurdes le point tournant. En effet, il est suivi par la fin de la mobilisation kémaliste et le début de la répression officielle. Kemalledin Sami, en laissant le commandement des forces de la République à Kazim Pasa est retourné à Berlin (171). La répression elle-même est prévue en plusieurs étapes : militaire et l'écrasement de la révolte proprement dite, le rétablissement de l'ordre, et la mise en vigueur des mesures administratives (172). A partir de ce moment-là, les journaux commencent à donner des informations très encourageantes pour le régime, en ajoutant les qualités extraordinaires des bombardiers, en publiant des caricatures humiliantes et en citant des communiqués officiels de l'armée (173).

Après l'aventure de Diyarbékir, la révolte change de stratégie, et après quelques échecs similaires à Harput et quelques autres villes occupées (14.3 - 5.4.1925), elle laisse les centres urbains pour se retirer vers le Nord-Est. Les dernières heures de la révolte sonnent avec l'arrivée de l'armée et son coincement entre deux fronts, du Nord et du Sud (par le territoire syrien). Ses chefs religieux et tribaux sont l'un après l'autre arrêtés par l'armée. Vers la fin de mai, la révolte est terminée. Ses chefs sont exécutés le 28 juin à Diyarbékir, ainsi que des centaines d'autres complices. Le tribunal de l'indépendance qui les condamna à la mort insista dans sa sentence sur le caractère nationaliste de la révolte :

"L'insurrection a eu lieu sous le prétexte d'élever la religion du Prophète. Or, le but essentiel était de séparer une partie de la patrie turque et de détruire l'unité du pays" (174).

"Les causes et les origines de la dernière révolte qui a éclaté dans les provinces orientales de l'éternelle patrie turque, sont identiques à celles qui ont soulevé dans un passé pas très lointain, la Bosnie et l'Herzégovnie entourées de trois côtés par des races non-turques et non-musulmanes, à celles qui, malgré une fraternité de cinq siècles ont mené les Albanais à frapper dans le dos. Les Turcs, qui ont toujours montré la plus grande affection à leurs compatriotes... L'idéal et le but qui ont engendré la révolution kurde sont les mêmes que ceux qui avaient gâté la Syrie et la Palestine.

"Quelques uns parmi vous, guidés par votre égoïsme, quelques autres conseils de propagande étrangère et convoitises politiques, mais tous unis sur un point : c'est-à-dire la constitution d'un Kurdistan indépendant, vous marchâtes en avant. C'est sur l'échafaud que vous allez payer le prix des foyers ruinés, du sang versé" (175).

Avant de passer à la suite, nous devons préciser que le bilan de la révolte, outre ses suites politiques, est très élevé. Le bilan des victimes turques n'est pas connu, mais il y a lieu d'estimer qu'il est très élevé. En ce qui

concerne les victimes kurdes, le khoybun les estime à 15.000 (176). Ce chiffre ne nous semble pas excessif, d'une part étant donnée l'ampleur des combats, d'autre part à cause de la sévérité exemplaire de la répression (177). Quoiqu'il en soit, si l'on accepte ces chiffres, il nous faudra également admettre que pendant la révolte de Cheikh Saïd, le nombre des Kurdes ayant perdu la vie est près de 50% plus élevé que les victimes de l'Armée turque pendant les trois années de la guerre de l'Indépendance (178).

IV.6. - LA REVOLTE D'ARARAT (1930)

La révolte de Cheikh Saïd s'est ainsi terminée sans aucun succès. Mais en effet, si l'on peut accepter la date du 30-31 mai 1925 comme la fin officielle de la révolte, il nous est cependant impossible de parler d'une fin au sens strict du terme. Certes, l'échec est total. Aucune des aspirations des révoltés n'est réalisée et, en plus, les centres urbains kurdes sont passés sous le contrôle total de l'Etat. Il est aussi clair que malgré l'opportunité de la périodicité, les dirigeants de la révolte ont sous-estimé la capacité de l'Etat à se mobiliser et à agir. La stratégie adoptée par les Kurdes elle aussi peut être l'objet de discussions (179). Certains facteurs, comme par exemple le facteur syrien, sont négligés par les stratèges kurdes. Mais, malgré cela, la révolte de Cheikh Saïd semble avoir joué le rôle d'accélérateur

pour les Kurdes et les avoir poussés à une radicalisation. Comme l'écrit Riza Nur, un opposant turc du Kémalisme, à propos de la révolte d'Ararat :

"Cette révolte est le fruit de la répression sanglante de la révolte de Cheikh Saïd... Jusque là, il n'y avait que la famille des Bederkhani qui était (pro-kurdiste). Les masses kurdes ne savaient pas ce que voulait dire la cause kurde. Or, maintenant ... l'idée d'un Kurdistan libre est généralisée et répandue parmi les Kurdes. Le Kurdistan est devenu une Macédoine" (180).

Malgré son échec, l'insurrection continue en effet en changeant de forme, en passant à une phase de guerilla et en se retirant vers le Nord-Est vers Ararat. Sans compter les révoltes locales, telles que celles de Yabo ou de Halis Mecit ou de Haco, déjà à la fin de 1925 ou au début de 1926, les Kurdes arrivent en même temps à constituer un centre militaire autour d'Ararat (181). Et si les Kémalistes réussissent à contrôler les centres urbains, les zones rurales échappent par contre à leur contrôle. Le retrait des survivants combattants kurdes vers l'Ararat, continue jusqu'à 1927, et dès lors, de fait, une nouvelle révolte commence, sous la forme d'attaques surprises contre les troupes turques, le contrôle des routes, etc. (182). Déjà en 1927, des gestes symboliques, tels que l'ascension du drapeau kurde sur le sommet de l'Ararat, ou la proclamation d'un gouvernement miniature sous la direction de Bra Ibrahim Telli sont accomplis (183). Pendant les trois années suivantes, des milliers de combattants kurdes continuent à trouver refuge à l'Ararat, et à plusieurs reprises, ils parviennent à repousser les attaques de l'Armée turque (184). Les Kurdes pourront, dès 1930,

avec beaucoup de fierté, et surement aussi beaucoup d'exagération, annoncer qu'ils contrôlent 3.000 villages kurdes libérés (185).

Pendant ce temps, les préparatifs politiques de la révolte continuent à l'extérieur de la Turquie. Les organisations kurdes Kürdistan Teali, Kürt Teskilat-i İçtimaiyat Cemiyeti, Kürt Millet Kirkasi et le Comité de l'Indépendance kurde s'amalgament pour créer La Ligue Nationale Kurde : Khoybun dont le congrès se réunit en 1927 et prend les décisions suivantes :

".....2) Continuer la lutte jusqu'à ce que le dernier soldat turc soit rejeté hors des frontières du Kurdistan. 3) Avant d'entreprendre une nouvelle révolution générale : a) Créer un commandement des forces kurdes, b) Organiser ces forces militairement et les munir des armes et munitions modernes, c) Créer sur une montagne du Kurdistan occupée par les Turcs un centre militaire qui servirait de dépôt, d'instruction et de base pour la lutte définitive, 4) Chercher à résoudre définitivement tous les malentendus avec la nation arménienne."

Le Congrès décidera également de limiter ses activités et ses objectifs au Kurdistan turc (186). Il décidera également de nommer le Général Ihsan Nurî, kurde de Bitlis, à la tête des forces kurdes.

Etant conscient cette fois-ci de la gravité de la question et de l'importance des préparatifs, les Kémalistes, tout en continuant leurs actions militaires, chercheront les moyens de négocier avec le khoybun, notamment en Syrie. Nos connaissances sont très limitées sur ces négociations. Mais selon certains documents britanniques et français, les Kémalistes auraient accepté certaines revendications kurdes (187).

Le vali de Beyazid, lui aussi, essayera de convaincre Ibrahim Telli Agha et Ihsan Nuri que, de "se révolter contre l'Etat est une absurdité, une folie" (188). En tous cas, ce qui est sûr, c'est que le gouvernement turc, pour calmer les esprits accepte de décréter une amnistie pour les Kurdes déportés entre 1925 et 1927 (189). Cette amnistie qui intéresse 3.000 Kurdes (190) est en fait le début d'une politique "de baïonnette et du beurre". I. Tali, en expliquant les raisons de cette amnistie, souligne la volonté du gouvernement turc "de voir des foyers heureux et prospères" et ajoute :

"On n'a rien à gagner en détruisant sa vie, en ruinant son foyer. Des actes de ce genre ne sont pas dignes des hommes braves et chevaleresques... Ainsi, au lieu de servir d'instrument aux intrigues d'individus intéressés, tachez, vous aussi, de vous enrichir, de posséder des champs cultivables et des logements, et de rendre votre famille et vos enfants heureux et prospères"(191).

Le Kémalisme se voit obliger de montrer un visage autre qu'autoritaire au Kurdistan. Il s'agit pour le gouvernement kémaliste d'une tactique susceptible de calmer les Kurdes. Mais cette tactique est considérée par le khoybun comme un signe de faiblesse (192). D'autre part, les amnistiés soit à cause des mauvais traitements (193), soit à cause des sentiments de vengeance, soit à cause de la peur d'un nouveau piège, préfèrent rejoindre la révolte, comme le font les fils du fameux Kör Hüsseyin Pasa (194).

Le Khoybun, refusant de se contenter de cette mesure, verra sans celle-ci une raison justificative de continuer le combat, et une raison d'auto-satisfaction. Il intensifie ses attaques contre l'armée (195). Les soulèvements locaux qui

ont lieu pendant ce temps, eux aussi, en montrant l'impossibilité d'une entente quelconque entre les Kurdes et le Kémalisme, constituèrent une raison de plus pour l'intensification de la lutte. Les négociations n'ont en effet qu'un seul objectif pour l'un comme pour l'autre : gagner du temps et du terrain, avant de se lancer dans la dernière offensive. Il s'agit pour les Kémalistes, de mener à terme les préparatifs militaires et de résoudre les problèmes qui se posent avec l'Iran en vue de réprimer la révolte, alors que pour les Kurdes, il s'agit d'accomplir leurs préparatifs sur plusieurs fronts différents et d'attendre le moment de faiblesse de la Turquie (196). Encore une fois, on est en face d'un problème de périodicité qui se pose pour les Kurdes qui sont temporairement les maîtres du jeu. Le choix sera fait pour l'année 1930. Cette année est en effet l'une des années les plus difficiles de la Jeune République turque, qui, très frappée par la crise économique mondiale et déchirée politiquement, confine à une vraie explosion sociale, se manifestant dans toutes les grandes villes, telles que Smyrne, Samsoun, Konya, etc. Le nouveau Parti Libéral, fondé pourtant avec la bienveillance de M. Kémal, cause aussi au parti gouvernemental une perte de prestige très importante. Les investissements étatiques au coût très élevé et dont les buts sont plus stratégiques qu'économiques, causent eux aussi des mécontentements populaires. Et finalement, seulement quelques années après la "laïcisation", la "Réaction", ressuscite dans les villes turques elles-mêmes et à Menemen, elle se transforme en un soulèvement populaire islamique (197).

Sans déclencher "une nouvelle révolution", les dirigeants kurdes choisiront ce moment crucial pour intensifier leurs activités et pour répandre sur une grande échelle à l'offensive de l'Armée. Cette offensive de l'Armée justifie en effet la ligne politique de l'Etat, tout en le remettant dans un grand embarras. La situation semble en effet être bien plus tragique qu'en 1925 (198). La révolte coïncide avec un débat économique-politique très vif en Turquie et constitue une raison de plus d'intensifier les investissements étatiques à des fins stratégiques (199). Les journaux, pendant 4-5 mois, utilisent et amalgament le thème de la révolte ou celui du caractère "réactionnaire" de l'opposition dans leurs unes (200). Pendant quatre mois, de juin à la fin de septembre, les journaux, soit pour calmer les esprits, soit pour les préparer à toutes nouvelles éventualités et pour créer une psychose, annoncent des dizaines de fois l'écrasement total de la révolte, pour annoncer le lendemain, ou quelques jours plus tard, les préparatifs en vue de la réprimer (201). Les Anglais, eux aussi, ont une bonne place, comme en 1925, dans cet amalgame, soit par la présence imaginaire de Lawrence parmi les insurgés, soit par celle de Cheikh Saïd, "spécialement éduqué" par les Anglais (202).

En effet, il faudra des mois pour que les préparatifs turcs prennent fin. L'armée turque connaîtra entre temps plusieurs échecs retentissants (203). Pendant tout l'été, la mobilisation continue d'être quasi-totale, et une fois que l'armée est finalement prête à entreprendre l'offensive

décisive, avec l'aide de la Perse, elle compte plus de 66.000 hommes sur place et plus de 100 avions (204). Parmi ces soldats, 30.000 sont des réservistes appelés sous les drapeaux (205). Cette dernière offensive et la répression ont lieu sous le commandement de Salih Pasa et Zeki Pasa, dont le premier deviendra par la suite, le chef d'Etat Major des armées turques.

La répression, elle, prend très vite le caractère d'une extermination massive de la population civile. Une loi décrétant à l'avance la non culpabilité de tous les soldats participant à la répression est mise en vigueur (206). Le gouvernement, sans doute volontairement et presque quotidiennement, rend publics les massacres de la population civile. D'après la presse turque et les divers discours du premier ministre, I. Inönü, des centaines de villages seront détruits par l'armée, sous le prétexte de "collaboration avec les insurgés" (207). Il faut y ajouter d'autres victimes civiles (208). En même temps, les journaux turcs et étrangers, ainsi que les sources diplomatiques anglaises et françaises, nous informent que des déportations massives commencent à avoir lieu (209). Les éditorialistes des journaux turcs annoncent, comme on l'a vu, le début de la guerre entre deux races (210).

La sévérité de la répression, au moins, telle qu'elle est présentée par la presse et par le gouvernement, a pour but de montrer l'impossibilité de tout changement, de toute opposition. Cette répression montre bien que le Kémalisme, en tant que régime fort est bel et bien établi, et qu'il ne

cèdera devant qui que ce soit. D'autres indices, eux aussi, montrent la fermeté du régime : la fin dramatique du Parti Libéral, et surtout les événements du Menemen.

La réponse kurde sera une lutte acharnée. Le khoybun essayera dans un premier temps, de propager la révolte à Dersim. Mais malgré quelques événements insurrectionnels, cette région restera passive (211). En effet, les conditions sine qua non de réussite du Khoybun sont d'abord la neutralité de la Perse et l'encerclement de la Turquie par la frontière persane et par la frontière syrienne. Mais d'une part, le statu quo établi dans la région empêchera le fonctionnement de ces plans (212); d'autre part les Kurdes de Syrie ne seront pas capables de réaliser une mobilisation assez forte pour menacer la Turquie. Plusieurs colonnes kurdes, ceux de Haco, d'Osman Sabri ou de Cemilpasazade, parviendront à surprendre les Turcs (213). Mais les conflits inter-tribaux d'une part, le manque d'organisation et d'aquipement d'autre part, mettront en échec ces tentatives (214). Les tribus kurdes d'Irak et d'Iran elles aussi participeront aux combats et mettront dans un premier temps l'Armée turque face à des difficultés énormes. Les tribus Celali, Haydaranli et Barzan etc. parviendront en effet à mener des attaques très réussies contre l'Armée turque (215), mais cette participation impliquera dans un deuxième temps, une guerre sur trois frontières : l'Irak et l'Iran s'engageront en même temps dans des opérations contre leurs propres Kurdes, ce qui causera des révoltes kurdes dans ces deux pays.

Surtout, la participation de la Perse à la guerre sera décisive pour les Kurdes et mettra en échec la stratégie de khoybun. Après une lutte très acharnée, isolé et encerclé, le mouvement de révolte s'affaiblira très vite. Ihsan Nuri Pasa décidera de mettre une fin aux combats et donnera l'ordre de la retraite (216). Il sera remplacé au Khoybun par Ferzendeheh (217). A l'intérieur du khoybun, les discussions violentes mal connues jusqu'à nos jours, auront lieu entre les différents dirigeants sur le déroulement de la révolte, notamment entre les Cemilpasazade et les Bedirkhanis (218). Finalement, la révolte se terminera par un échec "héroïque". Les soldats turcs arriveront à occuper Ararat et à remplacer le drapeau kurde par le drapeau turc. Les forces kurdes, très affaiblies, se retireront, pour se disperser dans la région, ou pour gagner la Perse au prix d'affrontements violents avec l'armée persane. D'ici et là, les combats entre les détachements kurdes et l'armée continueront jusqu'à la fin de 1935 (219). Et, "pour prouver que nous sommes les descendants héroïques de nos ancêtres héroïques, pour tuer ou mourir avec notre honneur", le khoybun organisera à plusieurs reprises des missions armées (220). Mais, il faudra attendre 1936 pour qu'une nouvelle révolte kurde puisse éclater.

IV.7. - LA REVOLTE DE DERSIM (1937-1938)

Après la révolte d'Ararat, le Kémalisme décide d'en finir une fois pour toutes avec le problème kurde. Un accord permettant les modifications frontalières avec l'Iran est suivi par la création du Pacte de Saadabat (1934) et par la constitution des nouvelles milices et de nouveaux inspecto-rats généraux. Les nouveaux soulèvements locaux, tel que le soulèvement de Sassoun en 1935, seront réprimés, certes, non sans difficultés par le régime.

Dans les années 30, l'"ordre" semble régner dans les régions kurdes (221) à une exception près : Dersim, qui s'est tenue à l'écart de toute révolte, commence à troubler l'"ordre". Pour l'Armée turque, "la non-participation de Dersim aux révoltes de 1925 et 1930, à elle seule, est considérée comme une victoire" (202). L'Etat considère néanmoins cette région comme un abcès du Kurdistan. Le rapport de l'Inspecteur de l'Administration civile Hamdi Bey en 1927, trace déjà les lignes de la politique que le gouvernement sera avisé d'adopter :

"Ils (les Dersimiens) renient leur turquicité et dérangent leur entourage par un courant de "kurdicité" venu de l'extérieur. Dersim est un abcès pour le régime républicain. Si bien que, empêcher les éventualités tristes est nécessaire pour le salut de la patrie... Le peuple de Dersim, intelligent, malin et tricheur, est agressif et obéissant en fonction de la force de l'Etat ou de sa faiblesse. Essayer de réformer Dersim, en ouvrant des écoles, en construisant des chemins, en créant des raisons de providence économique et des usines... n'est qu'une illusion. Les Dersimiens sont les prisonniers et les marionnettes des agha et des seyvid, qui sont à leur tour sous l'influence des problèmes économiques, des tromperies de l'extérieur et de l'intérieur, des tendances "kurdicistes", des sentiments

de vengeance, alimentés de la chute du dernier mouvement réactionnaire et des forces noires dérangés par les réformes religieuses et sociales. Ce sont eux qui provoquent le brigandage. Si la politique de salut continue encore pendant quelques temps, il faudra s'attendre à des troubles et des agitations encore plus graves..." (223)

Dans les années 30, cette peur se transformera en une vraie phobie et les paroles d'un dirigeant ottoman, le maréchal Ibrahim guidera les dirigeants kémalistes :

"Dersim est la déchirure séculaire. Dersim est un continent, dont l'aire recouvre 250 heures (de marche à pied), 500 villages et 54 tribus..." (224)

Ayant l'expérience de l'Empire ottoman, l'Etat vit en effet tout au long de la période de 1925-1935, dans une psychose décrite par un jeune dersimien de nos jours, kémaliste ardent lui-même, comme une absence de conscience (225). Et pendant toute cette période, la politique de menace et d'amitié apparente vis-à-vis de Dersim continue. Les promesses, les sema alawit organisés par l'Inspectorat général, les voyages des chefs dersimiens N. Dersimi et Seyid Riza à Diyarbékir et à Ankara, leurs rencontres avec I. Tali, le général Kazim Orbay (le président de la G.A.N.) et Ismet İnönü (226) vont de pair avec des opérations militaires, des bombardements à titre d'exemples, des expéditions et des manoeuvres militaires surtout à partir de 1930 (227). Les représentants de l'Etat en place, le vali Cemal Bey (Bardakçi) et l'Inspecteur général Ibrahim Tali expliquent que ce sont eux qui empêchent la destruction de Dersim, décidée par le gouvernement (228). Tout au long de cette période, les menaces ne manquent nullement en effet. Finalement, en 1936, M. Kémal décide de mettre une fin à ce consensus en faisant le discours

suisant à la G.A.N. :

"Notre affaire la plus importante est l'affaire de Dersim. Il est nécessaire de détruire, de nettoyer cet abcès terrible et de couper ses racines" (229).

Dans les mois qui suivent ce discours, un nouvel inspectorat général, le quatrième, sera établi dans la région et le général Abdullah Alpodogan sera nommé l'Inspecteur général. Le statut administratif de Dersim sera changé ainsi que son nom qui devient Tunceli (la main de bronze) (230). Un nouveau projet visant à la déportation des Dersimiens est également mis en vigueur dans le cadre de la Loi sur l'Installation (231). L'Etat ne cache plus sa volonté de détruire Dersim au profit de Tunceli qui sera créé de toutes pièces par lui-même. Et ceci a une double raison : Dersim est une région autonome en pratique, échappant au contrôle de l'Etat et il est un centre potentiel du soulèvement et de résistance kurde.

dans ces conditions, les Dersimiens refuseront le sine qua non de leur grâce, c'est-à-dire leur transfert (323). Face aux préparatifs militaires de l'armée turque, les Dersimiens déclencheront une révolte de fait. Certains dirigeants kurdes, qui ont une relation avec le Khoybun, tels que Aliser, et Izzet, seront exécutés ou assassinés peu de temps après (233), ainsi que le fils du chef spirituel de la région, Seyyid Riza. N. Dersimi, Seyyid Riza et d'autres dirigeants kurdes feront les revendications suivantes : arrestation des assassins du fils de Seyyid Riza, arrêt de la construction de portes ou de corps de garde militaires dans région, arrêt de

arrêt de la construction des ponts et de la création de nouveaux arrondissements et de chefs lieux de bourgades, arrêt de la collecte des armes et continuation du paiement des impôts par le marchandages (234).

La révolte de fait devient une révolte ouverte animée par les achiret suivants : Abbasan, Ferhadan, Karabalyan, Bahtiyar, Yusufan, Deman, Haydaran, Kalan (235). Due aux conditions géographiques de la région, cette révolte devient l'une des révoltes les plus sanglantes de l'histoire kurde. Déjà le début de la révolte, la totalité de la 14ème division de l'Armée est employée pour arrêter la résistance (236). Le 14ème Inspectorat parvient en effet, après quelques mois, à arrêter les chefs kurdes, y compris Seyyid Riza, qui sont exécutés immédiatement (237). La résistance devient par contre certes désespérée et douloureuse, mais acharnée. L'occupation du "continent de Dersim" ne se réalisera que vers la fin de 1938. Dans les combats qui dureront près de deux ans, seulement 17 soldats turcs, selon les informations officielles, seront tués (238). Mais certains ouvrages pro-kémalistes, postérieurs à ces événements, avancent le chiffre de plusieurs milliers (239). Ces dernières sources sont confirmées par les sources britanniques. L'armée entame en effet en 1938 l'une des plus grandes manoeuvres de l'histoire de la République pour nettoyer "Tunceli" et mettre fin à la résistance. Pas moins de 60.000 soldats participeront pendant 3 mois à ces manoeuvres (240). Avant ou pendant ces manoeuvres, les dirigeants de l'Etat se rendront tour à tour à Dersim :

Celal Bayar, qui déclare que "les Dersimiens doivent savoir que notre malédiction est aussi grande que notre affection" et qu'ils "liquideront cette affaire qui s'appelle Dersim" (241). M. Kémal, qui se voit obligé de "publiquement remercier" l'armée (242) Ismet İnönü (243) et le chef de l'Etat-Major Fevzi Cakmak (244) figurent dans cette longue liste (245). Abdullah Alpdogan, malgré l'optimisme de certains représentants de la République, prévoit, déjà en 1937, que "l'occupation sera achevée l'année prochaine" (246). Et les déportations, la collecte d'armes et les opérations militaires, continueront jusqu'à la fin officielle de la répression, décrétée par la "grâce" et la "bonne volonté" de M. Kémal, très souffrant (247).

Pourtant cette révolte, très importante a été négligée par les mass-media turque, exception faite pourtant, par les quotidiens Tan et Cumhuriyet (248). La presse, dans son ensemble, se contera de publier les déclarations ministérielles selon lesquelles "il n'existe aucune situation anormale" (249). Le silence de la presse turque s'explique en effet par des raisons intérieures. Comme le dit le romancier kémaliste de cette révolte, B. Baykara, le régime kémaliste est à cette époque bien institutionnalisé et plus fort que jamais (250). Il ne peut pas, après 15 ans de pouvoir, et en période de maladie de son fondateur, compromettre, ni aux yeux de ses habitants, ni à l'extérieur, sa fiabilité, sa force ou son image. Le régime étant enfin la seule force politique existante, ne peut pas non plus essayer d'exploiter la révolte pour

écraser une opposition. Nous croyons qu'étant conscient de ces facteurs, le régime kémaliste voulait à tout prix éviter l'image d'une banalisation des révoltes kurdes.

La révolte de Dersim prendra ainsi fin à la fin de 1938 (251) et avec elle le dernier bastion de la résistance kurde, l'un des derniers obstacles qui semblaient troubler l'"union de la patrie", promise par "l'homogénéisation nationale de l'Anatolie" (252). Dersim se montre, malgré la complexité qu'il présente, (le rôle de la religion, du tribalisme, etc.), comme le dernier centre de la résistance et atteste une certaine conscience nationale. Après la chute de Dersim, le mouvement nationaliste kurde mettra des décennies avant de réaliser sa deuxième renaissance.

IV.8. - LES FACTEURS CONTRIBUANT A L'ECHEC DES REVOLTES KURDES : LE STATU-QUO-REGIONAL

Pourquoi le mouvement nationaliste kurde a-t-il échoué en Turquie kémaliste ? Les facteurs contribuant à cet échec sont évidemment très nombreux et la question même peut paraître absurde. Pourtant un fait est bien clair. Les Kurdes sont les seuls avec les Arméniens à ne pas avoir pu établir leur propre Etat parmi toutes les nations de l'Empire ottoman. Y avait-il une possibilité de construire un nouvel Etat dans les conditions de la période de l'après-guerre ?

Le temps des Etats basés sur les nationalité était bel et bien révolu avec la signature du Traité de Lausanne et le mouvement nationaliste kurde ayant des caractéristiques déjà dépassées du nationalisme d'avant et pendant la guerre était condamné à se battre pour réaliser ses revendications. Or, le mouvement national kurde lui-même naquit sous la forme "moderne" qu'une fois que les jeux furent joués, les comptes sécularisés entre les nationalités et les grandes puissances réglés, et le statu quo protégeant toutes les parties concernées sauf les Kurdes déjà établi. Aucun élément du Moyen-Orient, sauf les Kurdes et les Arméniens déjà éloignés de leurs terres, et surtout aucune grande puissance (l'Angleterre, la France, l'U.R.S.S.) ne pourrait accepter une modification du statu quo risquant de menacer toutes ces parties. Pour le mouvement nationaliste kurde, le pari était donc perdu d'avance; il ne devrait compter que sur lui-même. Les Kurdes étaient face à l'absence d'appui étranger et obligés de se battre sur plusieurs fronts. Les deux grandes révoltes kurdes de Turquie, celles de Cheikh Saïd en 1925 et d'Ararat en 1930, apprirent aux Kurdes la nouvelle face de la diplomatie Moyen-Orientale et cela à un prix très élevé.

Prenons la première révolte, celle de Cheikh Saïd. Le principal argument turc en 1925 fut le suivant : la révolte est financée et armée par les Anglais, afin de faire pression sur la Turquie pour obtenir une solution favorable pour la Grande-Bretagne lors de la phase finale du problème de Mossoul (253). Cet argument est largement repris par

l'historiographe officiel turc. Avant d'analyser la politique de chacun des pays du Proche-Orient, il faudrait voir la validité de cet argument. D'abord, il faut souligner que contrairement aux discours et aux publications officielles, les discours de M. Kémal et d'Ismet İnönü ne nous permettent pas de soutenir cette thèse. Aucun de ces chefs de premier rang ne fait la moindre allusion à une intrigue britannique (254). De plus, I. İnönü, 50 ans après la révolte, précise qu'"on n'a pas pu trouver les preuves sûres, qui montrent que la révolte de Cheikh Saïd fut préparée ou animée par les Anglais. Mais on l'avait soupçonné et on a fait les investigations nécessaires" (255).

Cet argument trouva pourtant de nombreux échos dans les journaux turcs. Hormis les "preuves sûres" ne "nécessitant" aucune explication détaillée, ni ces journaux, ni les autres sources turques n'ont, jusqu'à nos jours, donné une preuve quelconque susceptible de montrer une telle intrigue. La presse se contente en effet de donner une seule "preuve" : les "contacts" du Seyyid Abdul Qadir Effendi avec un agent turc, n'étant pas capable de parler l'anglais (256) mais déguisé néanmoins en un diplomate anglais sous le pseudonyme de M. Tampling (257). Cette "preuve" montre, selon la presse turque, que la révolte est bel et bien préparée avec l'aide des Anglais (258).

En effet, jusqu'à nos jours, on n'a trouvé aucun document convaincant sur la participation de Seyyid Abdul Qadir dans la révolte de Cheikh Saïd (259). On sait en effet

que le Seyyid voulait entrer en contact avec les Britanniques en 1924, mais les diplomates britanniques en Turquie, en lui expliquant "qu'ils n'étaient point préoccupés par le Kurdistan de Turquie" refusèrent catégoriquement de l'encourager (260). Et le Seyyid préférant vivre sous le contrôle kémaliste à Istamboul, resta passif pendant les préparatifs de la révolte, malgré la visite que lui rendit le fils de Cheikh Saïd (261). Pendant la révolte, il a préféré également rester dans sa villa à Istamboul. Nous croyons qu'après le refus britannique, il préféra s'abstenir de tout conflit avec les forces kémalistes et chercher les moyens d'une réconciliation.

Les journaux turcs affirment qu'outre ses contacts avec "M. Tampling", le Seyyid eut des contacts directs avec l'Ambassade britannique à Istamboul (262). Il nous semble impossible dans ce cas que le Seyyid ne put comprendre que ce fameux M. Tampling" ne fut point un diplomate britannique. Mais quoiqu'il en soit, lorsque la révolte éclate, la diplomatie britannique entre dans l'incertitude. Les documents diplomatiques britanniques ne nous permettent pas en effet d'étayer la thèse d'une intrigue britannique dans la révolte, car, surpris par cette révolte, le F.O. voit en elle un grand danger contre l'Irak et une provocation turque susceptible de permettre la concentration des troupes turques dans la région, afin de pouvoir réoccuper Mossoul (263). James Morgan de F.O. par exemple, est loin d'être le seul diplomate anglais qui partage cette opinion :

"Les possibilités selon lesquelles l'insurrection aurait été engendrée par Angora dans les buts suivants : 1) pour que les rebelles victorieux puissent traverser la frontière et libérer leurs frères de Mossoul. 2) Pour que les Kurdes d'Irak utilisent la révolte victorieuse comme prétexte pour proclamer leur union avec des Kurdes de Turquie. 3) Pour utiliser la révolte comme un prétexte de concentrer les troupes sur la frontière italienne" (264).

La révolte est donc, d'après les diplomates britanniques, peut-être préparée par les Kémalistes eux-mêmes, elle peut être même un combat simulé entre les Kurdes et Ankara (265).

Il faudra deux semaines et des télégrammes de Lindsay, représentant britannique en Turquie, précisant qu'"Angora était dans une situation de panique" (266) pour que le F.O. ainsi que la presse anglaise (267) comprennent la vraie nature de la révolte et pour qu'ils puissent sortir de l'état d'incertitude.

Mais une fois soulagés, les Britanniques commencent leurs pourparlers avec le gouvernement turc et font les pas nécessaires pour faciliter une entente diplomatique. Le Haut Commissariat Britannique en Irak décide de ne pas accorder le statut de réfugié aux Kurdes provenant de Turquie (268). Le F.O. donne les garanties catégoriques pour ne pas laisser le sol irakien devenir un centre d'activités anti-turques :

"Les autorités britanniques en Irak... ont pris des mesures spéciales pour empêcher ce pays de devenir un centre d'intrigues nationalistes kurdes visant à créer le désordre et le trouble parmi les Kurdes habitant les territoires des Etats limitrophes" (269).

Les autorités britanniques refusent également la demande d'aide du fils de Cheikh Saïd (270). A tout cela, s'ajoute, comme on l'a vu, la décision de ne pas accorder un statut d'autonomie au Kurdistan irakien et des garanties pour le contrôle strict des Kurdes de ce pays (271). En contrepartie, en dépit des thèses de la presse turque, le représentant d'Ankara à Istamboul, Nusret Bey remercie Lindsay pour la collaboration de la Grande-Bretagne. Lindsay écrira ceci le 27 février 1925, peu de temps seulement après la révolte :

"J'ai parlé avec Nusret hier sur le fait que j'ai remarqué que dans la presse et même dans les déclarations officielles, la révolte kurde est décrite comme un résultat des intrigues britanniques. Je lui ai dit que je ne savais pas si ceux qui faisaient ces déclarations y croyaient ou non. Mais sur l'honneur du gouvernement de sa Majesté, je l'ai informé que toutes les avances faites par les mécontents aux autorités britanniques ont reçu un découragement absolu et un refus d'aide quelconque. Quand les autorités turques auront maîtrisé la situation, ils auront sans doute confirmation de mes paroles, par l'interrogatoire des prisonniers.

"Nusret m'a remercié, m'a dit que personnellement il ne croyait pas aux rapports sur les intrigues britanniques et ne pensait pas que le gouvernement turc les accrédi-terait"(272).

Quelques temps plus tard, Ibrahim Tali, lui aussi, s'exprime avec satisfaction à propos de la politique britannique concernant le problème kurde (273). Lindsay, à son tour, déclare aux journalistes :

"Qu'il était très satisfait de l'accueil qu'il avait trouvé à Angora et de ses contacts avec les milieux dirigeants. L'ambassadeur a ajouté qu'il considérait que le temps était venu pour une collaboration entre les Anglais et les Turcs, surtout dans le domaine économique et que tous ses efforts tendront au rétablissement et à la consolidation économiques entre les deux nations" (274).

De très nombreux documents britanniques de cette époque concernent en effet les moyens d'améliorer les relations avec la Turquie et d'établir un contrôle proche-oriental sur les Kurdes (275). En effet, très peu de temps après le règlement définitif du problème de Mossoul en 1926 (276), la Grande-Bretagne et la Turquie signent un traité concernant les problèmes frontaliers. Les articles les plus importants de ce traité, notamment l'article 7 montrent bien la position commune adoptée par les deux parties contre ceux qui sont décrits comme "les bandes armées".

Selon ce traité, les deux parties seront opposées à toutes les tentatives de "brigandage" et de "pillage" visant à déstabiliser l'autre partie (art. 6) et échangeront des informations concernant cette sorte d'activités (art. 7). Selon l'article 9, dans le cas "de crime et d'assassinat", si ces criminels et assassins viennent de l'autre partie, ils seront livrés aux autorités de leur pays d'origine. L'article 12 interdit la propagande et les organisations visant l'autre partie, aux alentours des frontières (277).

La position de l'U.R.S.S. qui, elle aussi a signé un traité concernant les frontières avec la Turquie et qui est accusée par Berliner Tageblatt (278) et par certaines publications modernes (279) d'avoir soutenu et organisé la révolte, consiste à la condamner sans aucune réserve. Selon Izvestiya, la révolte kurde est "montée par l'intrigue britannique".

Selon Zaria Vostoka, "le gouvernement a été provoqué par des begs et le clergé réactionnaires d'après les directives de l'Angleterre impérialiste" (281). Cette condamnation reprise par l'historiographie soviétique contemporaine (282) est largement adoptée par le mouvement communiste international et le Komintern (283). L'Humanité de l'époque décrit cette révolte ainsi :

"Le caractère réactionnaire et impérialiste de la révolte kurde se précise de plus en plus. Les informations de source anglaise insistent sur l'importance de la révolte, sur son caractère profondément religieux et sur les succès des insurgés qui trouvent l'appui de la population, irritée par la politique laïque du gouvernement de Kémal Pacha.

"Toute la presse turque et l'Assemblée Nationale de l'Angora furent unanimes à approuver le gouvernement grec (sic !) dans sa lutte contre les insurgés qui sont au service de l'impérialisme anglais" (284).

"Kémal Pacha représente en gros le mouvement de libération nationale. Il s'efforce de libérer la Turquie de l'influence dangereuse musulmane et des restes du régime féodal. Contre Kémal luttent : 1- l'impérialisme; 2- les grands propriétaires féodaux; 3- les gens de l'Eglise (sic !); 4- les commerçants des ports alliés au capital étranger... Les insurgés se recrutent principalement parmi les nomades fanatisés par les yeux de l'Eglise(sic!). Derrière les insurgés se tient l'Angleterre qui est intéressée au premier chef à la question de Mossoul, c'est-à-dire à la question du naphte" (285).

La politique de la collaboration est également adoptée par la France qui se trouve liée par le traité d'amitié d'Ankara, en ce qui concerne le contrôle des frontières et qui est, elle aussi, en face des revendications nationalistes des kurdes d'El Djezirah (286). Alors que les diplomates anglais se réjouissent des possibilités fournies pour l'exportation des armes par cette révolte (287), le Quai d'Orsay autorise la Turquie à utiliser les chemins de fer de Bagdad, sans aucune condition, (sinon la garantie de non utilisation

des troupes turques contre l'Irak) et à transporter ainsi 25.000 soldats et une grande quantité d'armes via la Syrie (288). Il n'est pas nécessaire de souligner que cette collaboration fut précieuse à la Turquie et constitua l'une des raisons essentielles de l'échec de la révolte.

Quelques années plus tard, lors de la révolte d'Ararat, on voit pratiquement la répétition de ce même phénomène. Il faut souligner que la diplomatie britannique fut encore une fois surprise par la vitesse des préparatifs de la révolte et la gravité de la situation. Le F.O. se trouve, pour ainsi dire, démuni lorsqu'il reçut la brochure de Süreyya Bederkhan, Kurdish Case against Turkey et ordonne immédiatement des recherches sur l'auteur et sur le Khoybun. A la suite des enquêtes menées en Irak, à New York, à Paris, et à Rome, il obtient les informations nécessaires sur le Khoybun, S. Bederkhan et l'Arménien Vartanian (289). Mais en 1928, il pense tout de même qu'"une tentative de nouvelle révolte" était impossible dans des conditions d'alors (290). Le F.O. juge néanmoins bon de prendre des mesures pour empêcher les activités kurdes et arméniennes en Iran (291). En Irak même, plusieurs dizaines de Kurdes sont déportés vers le sud, par précaution (292), en même temps que les dirigeants kurdes tels Celadet Bederkhan sont interdits de séjour dans le pays (293). Les autorités britanniques et irakiennes sont encore une fois très catégoriques :

"D'être indulgent vis-à-vis des Kurdes qui veulent faire de l'Irak une base pour leurs agressions contre le gouvernement de la République n'est ni bénéfique pour l'Irak ni pour nos propres intérêts" (294).

Et lors de la révolte elle-même en 1930, l'Irak refuse catégoriquement de donner refuge aux combattants kurdes. La participation des Kurdes d'Irak à la révolte provoque des affrontements entre ceux-ci et les forces irakiennes et contribuent au déclenchement de nouveaux désordres kurdes en Irak (295). Tout au long de la révolte, les directives très strictes et dramatiques seront expédiées de Londres à Bagdad pour l'application d'une politique de "neutralité" pour ne pas dire de collaboration avec la Turquie (296). La Grande-Bretagne refuse à la Turquie, il faut le reconnaître, d'intervenir directement en Irak, en se chargeant elle-même de contrôler le territoire kurde irakien (297), mais, au même moment elle ne manque pas de donner des conseils à Ankara :

"Les Turcs ont plein d'espace dans leur propre pays pour pouvoir faire toutes sortes de mouvements qu'ils désirent et s'ils avaient concentré leurs avions et s'ils les utilisaient d'une meilleure façon, ils seraient capables de contrôler les mouvements de chaque troupe armée. S'ils rétablissaient tous les postes frontaliers qu'ils avaient retirés il y a quelques mois, ils seraient capables d'empêcher les réfugiés kurdes de s'enfuir vers l'Irak" (298).

La Turquie tient encore une fois après l'écrasement de la révolte à remercier la Grande-Bretagne. Et quelques années plus tard, le "Director of Operations and Intelligence" pouvait affirmer ceci :

"L'Irak, lui aussi, a son problème kurde et si les méthodes turques de faire face aux Kurdes se montrent efficaces, ils peuvent être appliqués également en Irak, et ceci malgré les expériences malchanceuses de l'armée italienne dans ses opérations au Kurdistan (299).

Un autre axe très important, pourtant volontairement négligé, se constituera entre l'U.R.S.S., Staline et la Turquie kémaliste. Avant de préciser et définir la politique soviétique vis-à-vis de la révolte kurde, il faudrait signaler que ce pays momentanément en mauvais termes avec la Turquie dans les années 1927-1928, adopte au début une attitude assez favorable à l'égard du Khoybun et une organisation à Odessa, Internationa Minority mOvement, contribue financièrement à la préparation militaire de la révolte (300). Cette aide financière est accompagnée par des promesses d'aide militaire (301). Mais l'attitude de l'U.R.S.S. change radicalement à partir de 1928. Deux raisons semblent contribuer à ce changement : d'une part le mouvement kurde gagne des dimensions nouvelles qui risquent de menacer le statu quo Moyen-Oriental, et d'autre part l'alliance des Kurdes avec les Tachnak, l'ennemie du régime bolchévique se réalise (302). En 1930, la délégation du Khoybun en visite en U.R.S.S. pour l'achat des armes est arrêtée à Tiblissi et son membre arménien est fusillé à Moscou (303). Le gouvernement de Moscou, pour la deuxième fois en cinq ans, prend une attitude hostile vis-à-vis des Kurdes et la presse soviétique dénonce la révolte. La deuxième étape de cette politique d'hostilité sera celle des propositions de collaboration militaire avec la Turquie. Ces propositions, bien qu'elle provoquent des

sentiments de reconnaissance chez les Turcs, sont tout de même refusés par Ankara (304). Mais, malgré ce refus, les Soviétiques se verront néanmoins moralement obligés de prendre part aux combats. Les réfugiés kurdes seront bombardés sur le front par des soldats soviétiques (305) et des détachements de l'Armée Rouge passeront à plusieurs reprises la frontière iranienne pour combattre les Kurdes (306), pour leur donner "une leçon nécessaire" (307). Les journaux turcs salueront ces initiatives "amicales", "cordiales" et "pour la paix" alors que les journaux soviétiques, eux, souligneront la nécessité d'une collaboration plus poussée entre l'Iran et la Turquie (208).

Cette politique de collaboration continuera dans les années à venir. L'U.R.S.S. exportera des armes qui seront largement utilisées au Kurdistan (209) et elle soutiendra la création du Pacte de Saadabat (310). Il faudra attendre les années de 1940 pour que l'U.R.S.S. stalinienne change d'attitude et se fasse le défenseur du droit à l'auto-détermination du peuple kurde, et pour qu'elle lance des critiques sévères contre le Kémalisme en le traitant de "fascisme", d'"hitlérisme" et de "racisme cannibale" (311). Mais l'historiographie soviétique reprendra après la mort de Staline, ses anciennes thèses et analysera le mouvement kurde entre 1920-1930, comme un mouvement réactionnaire et fanatique (312).

Mais, lors de la révolte d'Ararat, les axes principaux se constitueront d'une part entre Ankara et Téhéran,

et d'autre part entre Ankara et Damas. Prenons d'abord le premier axe, l'axe entre Ankara et Téhéran qui est accusé à plusieurs reprises d'être responsable et complice de la révolte. Cette accusation prend de telles dimensions que la presse turque crée une vraie psychose de guerre. Pendant des mois, les journaux turcs dans leurs manchettes et dans leurs éditoriaux montrent l'Iran comme un ennemi. "On ne peut pas perler de la non-responsabilité de l'Iran dans cette affaire" écrivent les journaux turcs (313). Le gouvernement d'Ankara présente au moins deux opérations militaires sur son territoire (314). Les réponses iraniennes n'étant pas considérées comme "suffisantes" les journaux turcs écrivent d'un ton de menace que "la dernière décision est à prendre à Yalova" (315). Les troupes turques traversent à plusieurs reprises la frontière (316).

La politique iranienne n'est pas en effet sans ambiguïté. Le gouvernement iranien n'étant pas capable de contrôler son territoire habité par les Kurdes, n'adoptant pas, bien qu'il soit conscient de la gravité de l'affaire, une politique défavorable à l'égard des Kurdes est sans couverture face aux accusations turques. Le Khoybun à son tour cherche l'amitié de l'Iran et ceci constitue l'une des résolutions de son congrès de 1927 (317). Le gouvernement du Chah essaie, une fois que la révolte a éclaté, de sauver la situation et explique l'impossibilité de contrôler des frontières aussi vastes, d'autant plus que les forces kurdes se comptent par milliers (318). Mais la réponse turque face à ces explications

sera, comme on l'a vu, assez nette : "Un Etat n'ayant pas les compétences de contrôler ses frontières, cesse d'être un Etat et devient le complice de l'anarchie" déclare la Turquie (319) tout en exprimant son désir de voir "une Perse forte" (320) et tout en expliquant que le danger kurde menace aussi bien la Perse que la Turquie (321).

Face à la pression turque, la Perse se voit obligée de passer de la condamnation verbale de la révolte kurde à l'action et à la répression à la fois de ses Kurdes et de ceux de la Turquie. Un officier iranien, très proche de la Cour impériale explique les raisons de ce changement d'attitude :

"Le gouvernement persan n'avait aucun intérêt dans l'annihilation des Kurdes d'Ararat et n'était pas directement concerné (par ce problème). Mais aucun pays qui aime l'ordre ne peut tolérer une insurrection, même en pays étranger. L'engagement d'assistance pour étouffer (une insurrection) est plutôt un devoir. De plus, dans sa coopération avec le gouvernement turc, le gouvernement impérial était guidé par son désir de voir la fin des troubles dans la zone d'Ararat, afin qu'une source de contamination puisse être supprimée une fois pour toutes, d'autant plus que le centre de l'insurrection avait commencé à propager les idées destructrices parmi les éléments kurdes les plus rétrogrades dans les territoires perses... De plus, afin de s'assurer que les Kurdes persans ne pouvaient venir en aide à leurs frères, les troupes de l'Armée du Nord-Ouest ont reçu l'ordre d'évacuer la totalité de la population kurde, habitant la zone frontalière et d'envoyer ceux-ci à l'intérieur du pays" (322).

A partir de ce moment, la Perse adopte une politique analogue à celle de la Turquie et décide de dépeupler complètement la région, de désarmer, à n'importe quel prix, les tribus et de repousser les Kurdes de Turquie (323). Plus de 13.000 soldats persans appuyés d'armes lourdes et d'avions

militaires lanceront une vaste attaque contre les régions kurdes (324), au prix de très nombreuses pertes (325). Les combats prendront en peu de temps les proportions inattendues et se propageront dans d'autres régions kurdes d'Iran. Bientôt, le gouvernement du Chah aura la possibilité d'annoncer avec beaucoup de fierté, comme la preuve de sa détermination, l'assassinat de Simko (326) et, ironie du sort ! accusera la Turquie de ne pas combattre les Kurdes d'une façon efficace et de devenir les complices de ceux-ci (327).

La politique turque envers la Perse se modifiera dramatiquement après cette évolution. L'assassinat de Simko sera fêté en Turquie et le gouvernement d'Ankara se félicitera de la fermeté et du courage de l'Iran qui s'est comporté selon lui, toujours en bon ami de la Turquie (328). M. Kémal qui avait suivi l'affaire de très près, tantôt à Cankaya, tantôt à Yalova, se décidera à envoyer l'un de ses meilleurs amis, Hüsrev Bey (Gerede) comme nouvel ambassadeur de la République en Perse (329) et, dans sa déclaration, il glorifiera Reza Chah (330). Finalement, les soldats turcs et iraniens se rejoindront sur le front et cette "fraternisation" sera saluée en Turquie (331).

Les journaux turcs continueront, même après l'écrasement de la révolte kurde, à se prononcer sur le problème des frontières avec l'Iran :

"La seule question qui existe entre notre voisin et nous, dit Y. Nadi en 1931, à l'occasion d'un voyage de Tefvik Rüstü en Iran, consiste en celle de l'ordre et de la sécurité qui intéresse le salut et la tranquillité des deux parties en présence" (332).

Toujours après l'écrasement de la révolte en 1932, un nouveau traité sera signé entre les deux pays. Outre les modifications frontalières :

"Les deux parties soussignées promettent de ne pas permettre aux groupes ou aux personnes ayant pour but de troubler la paix et la sécurité de l'autre partie, ou de changer son gouvernement, par l'intermédiaire de la propagande ou d'un autre moyen de combattre ce gouvernement, de s'installer sur son territoire" (333).

Et deux ans plus tard, le Chah sera accueilli en Turquie avec des baisers et des larmes (334).

Une ambiguïté semblable se présente également avec la Syrie où vivaient quelques chefs importants du Khoybun. La France, bien consciente des activités kurdes n'est pas aussi surprise que l'Angleterre par la révolte. Mais la bienveillance de certains diplomates français à l'égard des Kurdes (notamment Dilleman), d'une part, le secret des activités kurdes d'autre part, paralysent néanmoins ses services de renseignements, notamment en ce qui concerne les projets des Kurdes de Syrie d'attaquer la Turquie. Les informations sur ces projets parviennent aux officiers français par les postes frontaliers turcs, mais elles seront considérées comme infantiles et exagérées par ces officiers qui hésitent à prendre des mesures farouches (335). Les autorités turques seront solennellement assurées par des Français, sur l'impossibilité d'une telle attaque (336). Si bien que la France se trouvera dans une situation très embarrassante lors du passage de Hajo et d'autres Kurdes en Turquie, d'autant plus que

la pression sur les autorités françaises de Damas de la part du Quai d'Orsay, paniqué par cette évolution (337) et les Commissaires turcs ne cessent d'augmenter. Les Turcs soulignent la nécessité de la collaboration entre "deux chameaux" contre "les mouches" (338). Tevfik Rüstü, "en présence de ces faits, se demande (si la) frontière turco-syrienne va devenir un nouveau foyer de troubles, et si les dispositions de l'article 1er du Protocole, Annexe 3 de la Convention d'Amitié et de bon voisinage du 30 mai 1926 vont rester lettres mortes" (339).

Après une tension nerveuse entre les deux pays, la France entreprendra des investigations (340). Dilleman sera rappelé à Paris (341) et les autorités françaises se décideront à prendre des mesures préventives et sans aller jusqu'à une répression violente, elles déporteront les chefs kurdes dans les villes arabes. Ces autorités décideront également de "désarmer la frontière", de surveiller les villages où il y a une communauté kurde ou arménienne, d'interdire le séjour en Syrie des Kurdes d'autres pays, etc. (342). Les mécontentements de la Turquie se transformeront encore une fois en félicitations.

En somme, il existe, malgré les tensions et des problèmes temporaires une collaboration aussi complète que possible entre les Etats régionaux. I. İnönü souligne dans son discours, prononcé à propos de la révolte d'Ararat, l'importance de cette collaboration et conclut que la répression de

la révolte n'a commencé qu'une fois que cette collaboration était complète (343).

L'Italie de Mussolini et la Grèce, semblent suivre une politique assez distincte et plutôt favorable à l'égard de la révolte d'Ararat. Les indices que nous possédons sur ce sujet sont limités, mais assez importants dans la mesure où les chefs kurdes eux-mêmes reconnaissent avoir reçu une aide financière de ces deux pays (344). Ce point est important et mérite des recherches plus détaillées que nous n'avons pas pu mener. Néanmoins, nous pouvons conclure que ce soutien semble s'expliquer par les ambitions régionales de ces deux pays. Le fait que ces pays n'avaient aucune place dans le statu quo moyen-oriental pouvait leur permettre de suivre une politique distincte. En ce qui concerne les Kurdes, nous pouvons dire qu'il s'agissait d'une politique pragmatique et nous ne possédons aucun indice sauf les éloges plutôt diplomatiques qu'idéologiques de Srif Pasa à Mussolini (345) montrant un rapprochement idéologique du mouvement kurde et du fascisme italien.

Pour revenir au statu quo établi au Proche-Orient, nous pouvons facilement dire que la révolte d'Ararat n'en était pas la dernière preuve. Comme on l'a précisé dans les chapitres précédents, l'ambassade de Grande-Bretagne pouvait encore en 1937 écrire ceci à propos d'une lettre de Seyyid Riza :

"Nous croyons que nous pouvons créer une bonne impression si nous laissons entendre au gouvernement turc d'une façon officielle que cette lettre n'a reçu aucune audience de notre part" (346).

En effet, pendant toute l'époque kémaliste, voire même après, les propos des officiers et des diplomates britanniques, prononcées en différentes occasions, continuent de garder leur raison d'être, d'autant plus que l'Iran et l'Irak ont affronté des conflits importants avec les Kurdes :

"Je suis tout à fait d'accord sur le fait que les relations anglo-kurdes peuvent prendre un caractère satisfaisant si seulement nous pouvions trouver les moyens d'éliminer la "menace directe contre le coeur même de la politique turque" - (ce qui) implique la proposition de trouver une sorte de territoire national kurde juste que la frontière sud-est de la Turquie" (347).

"La machinerie de la révolte organisée existe à présent sous une forme non développée et embryonnaire, non-fonctionnelle. Cependant, remarquablement complexe. On ne peut pas maintenir l'idée qu'elle soit capable, dans une condition quelconque, de mener à terme, d'organiser et de consolider un Kurdistan indépendant, mais il n'y a aucun doute que munie de manipulateurs compétents et d'or, elle peut facilement mettre le Nord de l'Irak, l'Ouest de l'Iran et le Sud de la Turquie dans un état d'anarchie qui peut (à son tour) créer les conséquences les plus sérieuses pour la stabilité du Proche-Orient" (348).

"Le territoire kurde embrasse les frontières de trois Etats et sans l'union de ces trois Etats dans leur désir de réprimer les Kurdes, il y aura toujours le danger de nouvelles révoltes" (349).

Ces soucis sont à la base de la collaboration entre les Etats frontaliers. Une collaboration qui passera après la révolte d'Ararat, de l'étape des relations bilatérales, à l'étape de l'institutionnalisation par le Pacte de Saadabat signé en 1934. Créé "par l'accord et voire même le soutien de notre amie la Russie soviétique qui a fait de l'Asie de l'Ouest un pays commun des frères, et de notre amie l'Angleterre (350) (351), ce pacte vise à trouver une solution à la "peste kurde" :

"Chacun des pays voisins s'engage à agir ensemble contre les éventuels mouvements ou groupes des bandits émergeant à l'intérieur de leurs frontières contre l'autorité centrale de l'autre pays en vue de rétablir l'ordre et la sécurité et l'autorité centrale" (352).

En somme, nous sommes en face d'une répression complexe qui a pour base l'unité des pays frontaliers et aussi étrange que cela puisse paraître, la prédominance de la puissance de la Turquie contre l'élément kurde. Contrairement à l'époque des mouvements nationaux arabes, balkaniques ou arméniens, la Turquie kémaliste n'est plus un Etat faible, ni isolé, ni l'homme malade à abattre. Il n'est plus question, pour les grandes puissance mondiales, de détruire ou de permettre la destruction de la Turquie.

Même si les Kurdes continuent à susciter les sentiments de sympathie d'une partie de l'opinion publique Moyen-Orientale ou européenne, le statu quo et les raisons d'Etat déterminent à chaque occasion importante la nature des actions gouvernementales.

IV.9. - LES FACTEURS CONTRIBUANT A L'ECHEC DES REVOLTES KURDES : MANQUE D'ALLIANCE INTERIEURE

Cette absence d'appui se constate également à l'intérieur de la Turquie. En effet, comme on l'a souligné à plusieurs reprises, le terme de politique lui-même ne signifie

en Turquie d'alors que la domination totale du kémalisme et la destruction systématique de tout dynamisme susceptible de créer une opposition. Mais, hormis cela, même quand une opposition existe, les raisons d'Etat l'obligent à se rallier au Kémalisme. Le Parti Progressiste Républicain, banni en 1925, parmi d'autres raisons, à cause de la révolte kurde, n'a qu'une politique extrêmement négative face au problème kurde. Et le Parti Libéral, contrôlé dans une large mesure par le Kémalisme, lui non plus, ne peut pas adopter une vue tolérante face à ce problème. A part ces deux partis, les groupements d'opposition existants sont loin d'être capables de créer une politique d'alternative et de devenir une force réelle, tels que le mouvement "monarchiste", le mouvement islamique ou le Parti Communiste. Le mouvement monarchiste, très dispersé, ne sera pas même capable d'avoir une représentation à l'intérieur de la Turquie, et son appui très timide à la révolte kurde de 1925, ou plutôt sa condamnation du régime kémaliste à l'occasion de cette révolte ne reste que verbal (353) et s'explique par son désir d'appuyer toute sorte d'opposition anti-kémaliste. Les 150, pour la plupart des monarchistes, semblent avoir des relations avec l'opposition kurde (354). Mais ces opposants du Kémalisme, eux non plus, ne pourront pas devenir un mouvement d'opposition et resteront très marginaux. Le courant islamique, malgré sa popularité à l'intérieur de la Turquie elle-même (355) n'est que très mal organisé et il est souvent apolitique. Dans les conditions actuelles, le problème de l'Islam populaire étant toujours un tabou en Turquie, l'insuffisance des documents

ne nous permet pas d'analyser l'attitude de ce courant face au problème kurde, surtout à l'occasion de la révolte de 1925. Mais nous ne pouvons exclure, malgré l'attitude négative de certains opposants islamiques du Kémalisme que les ordres Nakchibendis et Kadiri en Turquie ont soutenu la révolte.

En ce qui concerne le parti communiste, celui-ci se montre d'une part, comme un parti étatique, d'autre part comme une branche du Komintern et du mouvement communiste international. Ceci explique les positions de ce parti qui sont fondamentalement pro-kémalistes. Le parti voit dans le mouvement kurde, un mouvement réactionnaire créé et dirigé par les puissances impérialistes ayant des caractères "féodaux" et rétrogrades. Selon le P.C.T., "le kémalisme révolutionnaire" veut détruire, pour réaliser sa "mission historique progressiste", la réaction et le féodalisme au Kurdistan, et ses réformes et ses projets, méritent d'être soutenus par les communistes, même si, ceux-ci sont de temps à autres très violents. En 1925, le P.C.T. est le premier à féliciter le gouvernement par un télégramme de sa fermeté contre la révolte kurde (356). La révolte est, selon le Chef du Parti, Sefik Hüsnü, "une grande insurrection contre-révolutionnaire" et, toujours d'après lui, cette insurrection offre "les moyens nécessaires pour abolir le féodalisme" (357). "Les turbans des fanatiques, continue-t-il, doivent devenir leur linceul" (358).

Entre 1926-1930, le P.C.T. essaie de modérer ses opinions sur le problème kurde (359) et sans compromettre l'autorité de l'Etat contre les "réactionnaires", il reconnaît l'existence de ce problème en Turquie (360) et il "accorde au peuple kurde le droit d'auto-détermination" (361). Pourtant, face aux événements, la ligne du P.C.T. reste aussi inflexible qu'auparavant. En 1937, l'un des chefs du Parti, R. Davaz, commentera la révolte de Dersim de la façon suivante :

"Les couches dominantes de Dersim ont su maintenir leurs privilèges malgré les lois en vigueur. A Dersim, l'autorité de l'Etat n'existait que sur le papier. Les chefs féodaux se comportaient comme si l'Etat n'existait point... Nous sommes en face de la résistance désespérée des éléments féodaux qui sentaient la menace pesante sur leur pouvoir à cause des réformes énergiques du gouvernement kémaliste qui a réussi à faire adopter à l'Assemblée Nationale les mesures suivantes : 1) Les tribus n'auront plus de personnalité morale; 2) Les chefs de tribus n'auront plus aucun pouvoir; 3) Les biens immobiliers des tribus seront désormais étatisés, quelle que soit la nature du titre de propriété.

"Dans ces conditions, les féodaux qui ont compris que les bases économiques de leur domination étaient en danger, ont provoqué le début de la révolte" (362).

CONCLUSION

Institut kurde de Paris

"Quand un peuple perd le contrôle de ses propres affaires, il est réduit en esclavage et devient un instrument entre les mains d'autrui, l'apathie (takâsul) le submerge. Il perd peu à peu tout espoir. Or, il ne peut y avoir propagation de l'espèce (tanâsul), ni accroissement démographique (i'timar), sans un grand espoir et sans l'énergie que crée l'espoir dans les facultés animales de l'homme. Si l'espoir et son stimulant se dissolvent dans l'indolence, si la défaite efface l'esprit de clan, la civilisation ('umrân) décroît et les activités commerciales s'anéantissent (talâchat). Les vaincus s'affaiblissent et deviennent incapables de se défendre. Ils sont victimes de quiconque veut les dominer et la proie des gros appétits. Peu importe qu'ils aient atteint ou non la limite de leur pouvoir royal".

Ibn Khaldun, Discours sur l'Histoire Universelle,
trad. par V. Monteil, Beyrouth, 1967-1968, p. 292-293.

Par son ampleur, le mouvement national kurde constitue la plus importante opposition, la plus grande menace au régime kémaliste. Pourtant, nous l'avons vu, ce mouvement qui arrive à plusieurs reprises, à mobiliser des dizaines de milliers de combattants, et qui dure, malgré des intervalles de plus de quinze ans, se termine par un échec, pas seulement militaire, mais politique et moral. De 1938 à 1965, près de trente ans, il ne sera plus question d'opposition kurde en Turquie, à tel point qu'on pourrait même donner raison à l'hypothèse de P. Gentilon : "Autant qu'on peut juger, la question kurde est plutôt une question de police" (1).

Plusieurs facteurs externes ou internes contribuent à cet échec. Le mouvement national est handicapé par deux obstacles : la nature de la question et l'insuffisance des dynamiques de la société kurde. D'abord, la nature de la question. Le problème kurde, appartient en effet au passé,

à l'Empire Ottoman. Ce problème est sociologiquement et historiquement parlant, le produit des changements immenses du XIXe siècle, du siècle de la décadence de l'Empire. Donc, le leadership du mouvement national devrait faire face à une situation complexe et résoudre un problème appartenant et devant être résolu dans le passé. A cela s'ajoutaient d'autres difficultés, issues de l'insuffisance des dynamiques de la société kurde. Dans une ère nouvelle, où l'Etat est présent, non seulement en tant que force militaire et coercitive, mais aussi en tant que projet de la reconstruction sociale, en tant qu'idéologie nationaliste et officielle, le leadership kurde devait mener son mouvement à la victoire avec des forces et des méthodes traditionnelles appartenant elles aussi au passé. Ce mouvement national diffère certes par bien des points du mouvement kurde sous l'Empire: l'organisation, une coordination plus ou moins bien réalisée etc. Mais, en dépit de toutes ces nouveautés, la continuité est frappante. Le mouvement reste rural et tribal. Nous pouvons même parler d'un recul par rapport aux années de 1918-1919, ou même de 1925, dans la mesure où les villes qui commencent à jouer un rôle prépondérant dans le mouvement, perdent leur importance et le mouvement devient entièrement tributaire des zones rurales.

A cela, il y a bien entendu, des raisons compréhensibles : les forces internes de la société kurde ne suffisent point à créer une opposition différente, une résistance moderne, dans lesquelles la politique pourrait primer le

militaire, les classes moyennes et la bureaucratie "kurdes" pourraient primer les forces tribales ou rurales. Avec la République, la nature même de la question kurde change profondément, or, la nature de la résistance kurde suivit ce changement de très loin. Le leadership du mouvement kurde se montre incapable de créer, à l'intérieur de la Turquie même, une nouvelle élite, ou de gagner à sa cause la nouvelle élite kurde, "occidentalisation" par le Kémalisme. Il est incapable de gagner à sa cause une section de l'armée ou de la bureaucratie, de même qu'il est incapable de mobiliser les villes, qui refusent de s'identifier à une cause nationale. La faiblesse sinon l'absence d'une société civile kurde, et d'une "classe politique kurde" (qui soit vraiment kurde et non ottomane) oblige ce leadership "occidentalisé" à rompre avec les villes, et à abandonner le seul lien susceptible de les mobiliser : notamment l'Islam en tant qu'idéologie. Et les villes, conservatrices par excellence, sous le contrôle total de l'Etat kémaliste, contrôle dû entre autres raisons à l'absence de ce lien, refusent de s'identifier au nationalisme et aux promesses du "modernisme", de la "civilisation". Le mouvement national occidentalisation est obligé, à partir de ce moment-là, de devenir tributaire de ses ennemis sociaux : la religion et la tribu, et en général la campagne, et plus encore, de capituler devant une mobilisation qui est loin d'avoir des arguments nationalistes, et qui est même en contradiction totale avec le "projet d'Etat moderne" que les chefs nationalistes projettent.

Double impasse donc : le projet d'Etat moderne des chefs kurdes n'est pas à la base de la mobilisation et il est loin de gagner les villes; les arguments de mobilisation rurale ne sont pas toujours des arguments nationalistes et sont loin de faire bouger les villes.

2.

La situation des Kurdes semble confirmer l'analyse prévoyante d'Ibn Khaldun, que nous pouvons résumer en une seule phrase : la destruction des dynamiques internes d'un peuple ou d'une nation vaincue. L'avènement du Kémalisme marque en Turquie le début de cette destruction des dynamiques de la société kurde. Le pouvoir kémaliste s'impose, non seulement en tant que pouvoir central ou un pouvoir basé uniquement sur la force; mais en même temps, sur un projet de reconstruction de la société, sur une idéologie officielle qui se nourrit du nationalisme turc, et qui implique la "modernisation" par la force et par en haut. Jamais, aucun pouvoir ottoman n'avait eu les mêmes moyens d'agir. Réduit à des territoires limités, la Turquie kémaliste, forte de ses faiblesses, se montre capable de transformer le nationalisme turc en une idéologie dans laquelle le Kémalisme trouve sa propre justification et celle de ses actes :

"Si Ernst Renan vivait, dit Jean Mélià, il applaudirait à coup sûr des deux mains à l'oeuvre de M. Kémal, car celui-ci a fait en vertu même des théories rénaniennes de la Turquie une nation" (2).

La Turquie kémaliste semble être en effet, l'avant-garde du Tiers-Monde "moderniste". Aujourd'hui, nous ne pouvons pas, avec un recul de cinquante ans, ne pas donner raison au Kadro qui déclarait jadis que la Turquie kémaliste devrait avoir le leadership idéologique du monde colonisé ou semi-colonisé. Dans les régimes de parti unique du Tiers-Monde, où le nationalisme devient la base idéologique et justificative du régime, et où la modernisation est pressentie comme un devoir national, nous pouvons facilement observer la continuité et l'influence du phénomène kémaliste : Or, ce processus de la modernisation, à part son bilan économique, ne peut pas se réaliser sans que la société soit réduite à un degré où elle ne sera plus capable de réagir, de créer des alternatives. La modernisation ne peut pas réussir sans l'exclusion de la société de la politique, et sans son asservissement à l'ordre du parti unique. L'indépendance et la modernisation ont un prix qui est la destruction des dynamiques propres de la société.

Ce processus devient encore plus douloureux dans le cas d'une nation vaincue, où la destruction des dynamiques internes s'exerce encore plus sauvagement. Aujourd'hui, en 1986, nous pouvons facilement observer les résultats de ce processus. Un processus qui a ses axes culturels, politiques et économiques. D'abord culturel : l'interdiction de la langue et de la culture, l'interdiction même du terme "kurde" par le kémalisme, si ce mot a un autre sens qu'un sens péjoratif ou humiliant. L'interdiction de la culture et de la

langue s'accompagne de la mise en place des réseaux scolaires, des manuels, des mass-medias, une campagne "scientifique" du kémalisme et surtout, de la destruction de l'intelligentia kurde. Nous sommes bien conscient de l'insuffisance, voire même des dangers que ce mot présente. Peut-on parler d'une intelligentia dans une société fondamentalement agraire. Si nous utilisons ce mot, malgré tous les inconvénients qu'il implique, c'est pour souligner une cohérence que la société kurde présentait jadis, dans sa forme primitive. Nous voulons dire par là que le niveau politico-culturel de la société et de sa nature socio-économique ne présentaient pas de contradictions, mais une cohérence, qui aurait pu lui garantir, malgré ses malaises et une stagnation indéniable, un déroulement et un développement assez cohérents, et de l'empêcher d'entrer dans une phase de la "civilisation" à l'Afghane.

Or, l'Etatisme kémaliste n'a jamais caché ses objectifs qui étaient de détruire cette société, pour la "libérer". Les résultats à long terme et dans tous les domaines sont clairs aujourd'hui. L'intelligentia kurde, composée pour la plupart, par les Uléma fut détruite sans être remplacée par une autre, sinon par des dizaines de milliers de diplômés du Lycée, arrivant rarement cependant à parler ou écrire leur langue, voire même leur langue de culture : le turc. La politique, pour une société mal adaptée à celle-ci, fut introduite peu à peu; le résultat fut le clientalisme et le progrès du tribalisme politique qui entrainera en plus des crises économiques, morales et sociales, l'omniprésence de

l'armée (3), les patrouilles de terreur, guerre civile et la radicalisation de la jeunesse, et la continuation des anciens conflits tribaux ou religieux, sous forme de luttes politiques. L'économie agro-pastorale fut à son tour détruite peu à peu, pour "permettre la libération de la paysannerie". Aujourd'hui, les 18 vilayet de l'Est comptant plus de 12 millions d'habitants, figurent, pour la plupart, parmi les villes qui ont le taux d'urbanisation le plus élevé en Turquie, au rythme du doublement de la population tous les 15 ou 20 ans. Pourtant, ces 18 vilayet au total comptent moins de 50.000 ouvriers d'industrie, et leur part dans la production nationale industrielle ne dépasse pas 3%, dont la moitié est due à la production pétrolière de Batman... Et face à cette situation, une intelligentsia kurde, "déséduquée" à la turque, non capable de communiquer avec son propre peuple, incapable de créer les formes d'action cohérente, recouvre depuis 20 ans, sous l'impulsion de la crise économique, morale et sociale, le Kurdistan et ses origines "kurdistes" et sa tâche de "libérer son pays".

L'histoire du Kurdistan turc est en effet coupée en deux par les années 1940. Les années de la guerre et de la peur. Les échecs des dernières tentatives, la psychose de la guerre et le glissement de l'axe du mouvement kurde, la syrianisation des Kurdes de Syrie, le passage au régime pluraliste, feront régner un silence qui dura jusqu'aux années 65. Or le mouvement kurde des années 60 diffère radicalement du mouvement kurde des années de 1920-1930.

Le rêve des chefs kurdes est désormais réalisé : la jeunesse les générations éduquées pendant les années de l'après-guerre cherchent à mener au but la lutte. Mais si dans la première période de la République, le mouvement kurde est bel et bien capable de mobiliser les institutions bien établies et bien enracinées dans la société kurde, de faire appel à la mémoire, la jeunesse kurde des années 60, ayant passé par un processus de démemorisation et dotée d'un passé mythique et lointain plutôt que réel, trouvera l'issue dans la nouvelle société kurde, extrêmement mobile et peu féconde, dans un amalgame de marxisme stalinien et de nationalisme mythique et aveugle. Staline, Mao, Enver Hoxa deviendront les idoles et les libérateurs avec Seyyid Riza, Nuri Dersimi, Celadet Bederkhan ou Ihsan Nuri. Pourtant non seulement la langue, mais aussi les pensées se turquifieront : les idées concernant le changement de la société et de sa mise en ordre par le parti unique, par des décisions par le haut d'"une révolution permanente", sont les fruits, à la fois, du khémalisme et du stalinisme triomphants, et le cadeau du Kémalisme à l'inconscience de la jeunesse kurde. A cela s'ajoute bien entendu la réinterprétation de Marc : "la violence n'est pas seulement l'accoucheuse d'une nouvelle société, mais de chacune de ces cellules" (3).

Il s'agit donc d'une impasse politique qui touche la Turquie toute entière, mais plus encore le Kurditsan et nous pouvons dire que, mises à part les exécutions sommaires, les déportations et les répression, cette impasse politique, à

elle seule, signifie la destruction des dynamiques internes d'une société.

3.

Si dans les années 1920-1930, le mouvement kurde de Turquie constitue le pilier essentiel du mouvement kurde en général à partir des années de 1940, le Kurdistan de Turquie s'enfonce dans un silence total qui continue jusqu'à 1965. Cependant, ce mouvement constitue dans une certaine mesure la base des luttes qui se dérouleront entre 1940-1975 dans les autres parties du Kurdistan. Les raisons pour cela sont diverses : il y a tout d'abord l'unité réelle du Kurdistan, économique et sociale qui correspond à un ordre artificiellement rétabli dans la région entre les divers Etats, le Kurdistan de Turquie, étant donné sa grandeur et son potentiel, représente "l'espoir". Cet "espoir" ne se déplace qu'après l'echec définitif du nationalisme kurde en Turquie, mais, ceci correspond également au début d'un épisode où la division du Kurdistan, aussi artificielle qu'elle soit, commence à s'établir et où chaque région commence à suivre un chemin séparé, à tel point que le nationalisme kurde de Turquie ne sera plus accepté comme l'"espoir", mais comme la référence ou la tradition. Ceci n'empêche cependant pas une vraie démemorisation et une aliénation par rapport à cette expérience qui, elle-même devient mythique. Autrement dit, à une période où l'unité du Kurdistan commence à être brisée, l'histoire du Kurdistan de Turquie de l'ère républicaine s'enregistre dans l'histoire commune et mythique des

autres parties, et joue le même rôle que les révoltes kurdes de l'Empire ottoman jouaient jadis pour les Kurdes.

En même temps, les divergences par rapport au mouvement national kurde de Turquie commencent à apparaître. Ces divergences ne sont pourtant pas relatives, tout au moins dans un premier temps, à la nature du mouvement kurde de ces pays, elles sont issues plutôt, de la situation nationale et internationale de ces pays et de l'époque en question. Tout d'abord, nous assistons à un processus de décolonisation et à une réactualisation du problème kurde. La Grande Bretagne et la France cèdent leurs places aux Etats-Unis et à l'U.R.S.S. Les conflits entre l'Irak et l'Iran émergent de temps à autre. Les conflits entre les pays arabes et Israël d'une part, entre la Syrie et l'Irak d'autre part, permettent au mouvement kurde de devenir un facteur régional qui intéresse toutes les parties. A l'intérieur de ces pays mêmes, contrairement à la Turquie kémaliste, les mouvements d'opposition (communiste, libéral, intégriste, etc.) essayent de régler leurs comptes avec les gouvernements centraux et ceci permet aux Kurdes la seule opposition armée, de devenir un facteur important à l'intérieur de ces pays.

Ces enjeux qui feront de temps à autres des Kurdes les cartes d'un Etat ou d'un autre, d'un parti ou d'un autre, leur permettent cependant de briser leur isolement et ceci constitue un changement important dans l'évolution du mouvement kurde.

Cependant, nous assistons malgré ces divergences et malgré la mythification du passé kurde de Turquie, à une permanence. Tout d'abord, l'exemple kémaliste se montrera efficace et les autres pays, surtout l'Iran et la Syrie, commenceront à appliquer les mêmes méthodes que la Turquie kémaliste. Peu à peu, la Syrie et l'Irak, surtout à partir de l'avènement du Ba'ath, adoptent une politique étatique, dans laquelle le nationalisme arabe prend une part importante et se rapproche davantage de l'exemple kémaliste. Le mouvement kurde se trouve donc en face de la généralisation et de la banalisation des pratiques kémalistes dans le Proche-Orient. Tout au moins jusqu'en 1975, la réponse kurde de ces Etats, face à cette généralisation, gardera elle aussi les caractéristiques du mouvement kurde de la Turquie des années 1920-1940. Surtout en Irak et en Iran, les aspirations kurdes se préciseront davantage et on assistera à la formation de partis kurdes, qui se veulent d'être des partis politiques. Cependant, à la tête de ces partis, à côté des chefs traditionnels, notamment deux personnages devenus déjà légendaires, Kazî (Qadî) Muhammed et Molla Mustafa Barzanî, figureront un grand nombre d'intellectuels kurdes. Les mécanismes de mobilisation du mouvement kurde et ses paramètres resteront cependant les mêmes : l'organisation religieuse et l'organisation tribale. Le passage à la politique se fait jusqu'en 1975, sous une forme encore très embryonnaire. Un mouvement kurde ne sera encore guère possible, sans la prédominance des forces traditionnelles pour la mobilisation, alors que le

leadership intellectuel, moderniste dans le cadre de la Turquie, fait encore quelques pas en avant, et commence même à basculer vers le "socialisme"; ou un amalgame de "nationalisme" et "modernisme" avec les pensées d'un système, de parti unique et le "socialisme". Les contradictions qui ont déterminé le profil du mouvement kurde de Turquie continueront donc à déterminer le profil du mouvement kurde d'autres pays, alors que la propagande des Etats centraux de ces pays continuera à décrire ces mouvements dans les termes de "rétrograde", "réactionnaire", "fanatique" ou "féodal".

L'analyse du problème kurde en Turquie nous donne donc les clés nécessaires à la compréhension de l'évolution du mouvement kurde au Moyen-Orient. Les problèmes restent les mêmes. Les caractères et les moyens d'un mouvement national, à l'âge des Etats souverains, indépendants; la réponse de ce mouvement aux tentatives centralisatrices et "civilisatrices" de ces Etats, le rôle joué par l'intelligentsia moderne dans ce mouvement et la nature des aspirations de cette intelligentsia et les forces mobilisatrices de ce mouvement.

NOTES DU PREMIER CHAPITRE

1. - I. Ch. VANLY : Le Kurdistan irakien. Entité nationale. Etude de la Révolution de 1961. Neufchâtel, 1970.
2. - H.N. HOWARD : King-Crane Commission, Neirut, 1963, p. 360.
3. - HERSENT Jean et George SCHNEIDER : A Clémenceau, Paris, 14, 1919, AE-E 211-3, 19.12.1918 - 31.8.1919.
4. - Colonial Office, N. 6413, 21st Feb. 1922, F.O. E 2041/96/65; ROUX, Bagdad, n° 384, 23 juin 1919, AE-E 311-3, n° 384. Abbé Paul de BEDAR, "La campagne anglaise du Kurdistan, 1918-1919", in AE-E 311-3.
5. - Voir la lettre d'Abdurrahman Bederkhan, enc. in Sir H. Rumbold, C/ Pel., n° 1101, 5th Dec. 1921, E 13615/800/44; ou la lettre d'E.A. Bederkhan, et les autres Kurdes, 26th Mars 1920, E/2607/11/44.
6. - Cité par Kendal, in G. Chaliand (Ed.) : les Kurdes et le Kurdistan, Paris 1982, p. 34.
7. - Voir : H. G. STEIN : Aoukatsiz Halk kürtler, Ist. 1977. W. JWADIEH : The Kurdish Nationalist Movement : Its Origins and Development, Syracuse Univ. 1960.
8. - Chamberlain to Sir R. Lindsay, F.O. Nov. 30. 1925, n° 1151 E 7326/175/44.
9. - Nous pouvons observer les mêmes sentiments dans les mouvements arméniens. Voir : le numéro spécial du Gamk concernant le 65ème anniversaire du traité de Sèvres. Gamk. N° 150, 10 août 1985.
10. - S. BERDERKHAN, The Case of Kurdistan against Turkey, Philadelphie, 1928, p. 58.
11. - M. ATIK, "Iç Iskân ve Köylerimiz Birlestirilmesi" in V. Iskân ve Sehircilik Haftasi Konferanslari", Ankara 1961, p. 96.
12. - W.E.D. Allen, "Military Aspects of the new Turkish Railways", The Army Quaterly, v. XXXIII, n° 1, 1936, p. 29.
13. - W.G. Edmonds : "The Kurds of Turkey", London, 14.5.1946, F.O. E 15183.
14. - Voir Annuaire Statistique, 1932-1933, Istamboul 1935. Recensement général de la population au 28 octobre 1927, Ankara 1929.
15. - Ibid.

16. - A. REHMI : "Kürt Muhacirleri : ne halde". J.T.N. n° 9, 17.1.1919.
17. - Voir le Ch.
18. - Annuaire statistique 1932-1933 p. 90.
19. - Recensement général de la population au 28 octobre 1927, Ankara, 1920.
20. - Y. TEZEL, Cumhuriyet Döneminin İktisadi Tahiri, (1923-1950), Ankara, 1982, p. 320-321.
21. - Voir H. KIVILCIMLI, İhtiyat Kuvvet : Milliyet, İst. 1982.
22. - M. M. Van BRUNISSEN, "Koerden en Koerdich Nationalism in Turkije" in M.M. Van Bruinessen, R. Koopmans, W. Smith, L.V. Velsen, Turkije in Krisis, Bussum, 1982, p. 205.
23. - Voir H. KIVILCIMLI, İhtiyat Kuvvet : Milliyet, İstamboul, 1978,
24. - H. KIVILCIMLI, İhtiyat Kuvvet : Milliyet, İstanbul, 1978, p. 53.
Voir également Ch. de cet ouvrage.
25. - Voir par exemple Milliyet, 25.12.1933. Voir également H. KIVILCIMLI, Ibid, p. 50.
26. - Ce sujet reste l'un des thèmes majeurs de la littérature et du cinéma turcs. Nous pouvons citer notamment Kaçakçı Sahan de B. YILDIZ, (İst. 1971) et le film de Y. Büney : Agit sorti la même année.
27. - G. OKCUN, Türkiye İktisat Kongresi, 1923-İzmir, Ankara, 1981, p. 194-203.
28. - M. TUNCAY, Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Parti Yönetiminin Kurulması, Ankara, 1982, p. 197.
29. - ALLEN W.E.D., art. cit.
30. - H. KIVILCIMLI, İhtiyat Kuvvet : Milliyet.
31. - D.I.E. D.P.T., 1980 Programı, Ankara, 1979, p. 25.
32. - Yıllık İmalat Sanayi Sayımı, Ankara 1978.
33. - Türkiye Cumhuriyeti Salnamesi, 1933.
34. - Annuaire statistique 1932-1933.
Il faut également noter que les transports à cette époque coûtent extrêmement chers. Le prix d'une tonne de ciment qui est 34 livres dans certaines villes turques en 1930, s'élève à 300 livres dans les villes kurdes. H. KIVILCIMLI, op. cit., p. 119.
35. - V. KIVILCIMLI, op. cit., p. 114.
A.G. OKCUN, "1909-1930 Yılları arasında A.S. olarak Kurulan Bankalar" in Türkiye İktisat Tarihi Seminerleri, 8-10 Haziran 1973, Ankara, 1975, p. 454-457.

36. - Türkiye Cumhuriyeti Salnamesi.
37. - Voir Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ekonomisi, Ist., 1980, p. 479.
38. - L'une des rares holdings existant au Kurdistan même est Dogu Holding. Il est intéressant de noter que les documents de cette holding, y compris son statut, sont plutôt des documents militants-nationalistes turcs qu'économiques. Voir Dogu Holding, Ist. 1978.
39. - H. KIVILCIMLI, op. cit., p. 113.
40. - M. DJAJER, Under Under-Development, Helsinki, 1976.
41. - Selon cette source, trois taxes importantes, pour une famille paysanne moyenne, s'élèvent à 121 livres turques, alors que ses revenus ne dépassent pas 275 livres. Cité de "Ulvi Dayi Veli Amca" par H. KIVILCIMLI, Mütteffik : Köylü, Stockholm, 1980, p. 25.
42. - H. KIVILCIMLI, Ihtiyat Kuvvet : Milliyet, p. 121.
43. - A. KEMALI, Erzincan Tahiri, Ist. 1930. Selon cette même source, parmi les dépenses du vilayet, les salaires prennent la plus grande partie, entre 48% et 67%.
44. - Par exemple Milliyet, 1 Kanuni Sani 1930, 25 Kanuni Sani 1930. Ce dernier numéro écrit que "A Diyerbékir, le thé et le café ne sont plus utilisés".
45. - J. DENY, "Tableau de la Presse turque", in Revue du Monde Musulman, t. 61, 1925.
46. - Türkiye Salnamesi, op. cit.
47. - Annuaire statistique 1932-1933.
48. - Recensement général de la population au 28 octobre 1928.
49. - I. BASGOZ - H.E. WILSON, Türkiye Cumhuriyeti'nde Egitim ve Atatürk, Ankara, 1968, p. 145.
50. - M. TUNCAY, "Atatürk'e Nasil Bakmak ?", Toplum ve Bilim, n° 4, 1978, p. 92.
51. - Le mémorandum de Sir R. Lindsay, C/Pel., Feb. 8, 1926, FO E 1131/62/65. Voir aussi G. JURRING, Zurhiet i Furozoner, Stokholm, p. 4.
52. - Edmons à A. Hendersen, C/Pel., May 21.1928 (n°1), FO E 2678/1279/44.
53. - I. Cem., Inönü Atatürk'ü Anlatiyor, Ist. 1978, p. 25.
54. - Matthews à Hoare, Trezibond, Dec., 23.1922 (n° 72), FO E 125/125/65.
55. - Cité d'I. Avras, par I. Besikçi, CHF Tüzüğü ve kürt Sorunu, p. 243.

56. - B. AYBARS, Istiklal Mahkemeleri, p. 110.
57. - Le procureur du Tribunal, I. Avras, affirme dans ses mémoires que toutes sortes de prévarications étaient courantes pendant tout le long de son existence. Voir : I. BESIKCI, CHF Tüzüğü ve Kürt Sorunu, Ankara, 1977, p. 243.
58. - Cité de Arvas, Ibid, p. 243 es.
59. - E. Aybars, Istiklal Mahkemeleri, Ankara, 1982, p. 113.
60. - Voir les mémoires du membre de ce tribunal, A. Dogan, Kurtulus, Kurulus ve Sonrasi, Ankara, 1964, p. 170.
61. - Discours de député Necati Bey, reproduit dans M. Gologlu, Devrimler ve Tepkileri, Ist. 1971, p. 155.
62. - GOLOGLU, Ibid, p. 132.
63. - Ibid, p. 155.
64. - Selon les chiffres officiels, 368 personnes furent exécutées sur l'ordre de ce Tribunal. 213 personnes furent condamnées à mort par contumace. Les peines capitales prononcées par le Commandement de l'état de siège ne sont pas incluses dans ces chiffres. E. AYBARS, op. cit., p. 213.
65. - Sur ces 14 Inspectorats, 1 se trouve à Erzurum, 1 à Bitlis, 4 à Diyarbékir. Sauf un, ces inspecteurs sont dotés du titre de premier grade de fonctionnaire. Dans d'autres régions, nous trouvons seulement deux inspecteurs ayant ce titre. TC Devlet Yilligi 1928-1929, p. 79.
66. - A.R. Von Kral, Kamâl Atatürk's Land, The Evolution of Modern Turkey, Wien-Leipzig, 1938, p. 30.
67. - Voir la loi n° 1164 du 26 juin 1927, sur "L'Etablissement de l'Inspectorat Général" (Umumi Müfettislik Teskilline Dair Kanun). M. TUNCAY précise que cette loi n'est pas reproduite dans le recueil des lois en caractères latins. Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Partili Yönetimin Kurulusu, p. 174.
68. - Von KRAL, op. cit., p. 211.
69. - H. ULUG, Tunceli Medeniyete Açiliyor, Ist. 1978, p. 143, 153. "Umum Müfettisliklerle Müsavirlerinin Teskilat Kadrolari Hakkında Kanun", Kavanin, 1935 (n° 2865, 16.12.1935).
70. - Ibid, p. 59.
71. - Edmons à A. Hendersen, C/Pel. May 21, 1938 (n° 1), FO E 2678/1279/44.

72. - "Tunceli Vilayetinin Idaresi Hakkında Kanun", Kavanin, 1936. (n° 2884, 25.12.1935).
73. - Hoare à A. Chamberlain, C/Pel., Dec. 7, 1926 (n° 607) FO E 5304/257/44.
74. - "Tunceli Vilayetinin Idaresi Hakkında Kanun", Kavanin, 1936. (n° 2884, 25.12.1935).
75. - Voir le télégramme de M. Kémal à l'Inspecteur Général T. Uzer, dans lequel il exprime ses sentiments de "fierté et de reconnaissance", concernant les "mesures intelligentes et nobles" prises par ce dernier. Reproduit dans les annexes de T. UZER, Makedonya Eskiyalik Tarihi, Ankara, 1979.
76. - Ankara, Jeudi, 17 juin 1937.
77. - I. Tekeli - S. Ilkin, 1929 Buhrani, Ankara, 1979, p. 210. M. TUNCAY, "CHP'nin 1927 Kurultayı Öncesinde Toplanan II Kongreleri", Ankara Üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Dergisi, v. XXXVI, n. 1-4, 1981, p. 282-305.
78. - Cité par H. BILA, CHP Tarihi, 1919-1979, Ankara, 1979, p. 116.
79. - Dans le seul vilayet de Bayazıt, en 1930, l'organisation de la milice aurait enregistré plus de 1.000 membres. Vakit, 14-15 juillet 1930.
80. - H. KIVILCIMLI, Ihtiyat Kuvvet, Milliyet, p. 149.
81. - I. İnönü'nün Söylev ve Demeçleri, Ankara, 1946, p. 328.
82. - Annuaire statistique 1932-1933.
83. - Par exemples les peines d'amende pour ceux qui ne s'inscrivent pas à l'état civil, voir Sir P. Loraine à Halifax, C/Pel., 4 May 1938, (n° 220), FO E 2721/69/44. Nous pouvons également noter l'unification des pouvoirs municipaux et centraux dans les mains des kaimakam, les représentants de l'Etat dans des kaza de Sinan, Lice, Kulp, Muradiye, Saray, Baskale, Sitak, Palu, Malazgirt, Geban, Nazmiye, Diyadik, Puzluca, Tutak, Soruç, Siverek, Viranşehir, Gerze, Capakçur, Mutki, Pervazi, Bulanik, Varto, Semdınan et Beytüşsebbab en 1932. Pour le texte du télégramme de l'Agence de l'Anatolie, voir H. KIVILCIMLI, Ihtiyat Kuvvet : Milliyet, p. 155-156.
84. - Voir la loi n° 2885 du 4.1.1936.
85. - I. ALPARSLAN, Aqri Anadolunun Qiris kapisı, Ankara, 1984, p. 129.
86. - La loi n° 2684 du 25.12.1935. "Tunceli Vilayetinin idaresi Hakkında kanun", Resmi Gazete, 2.1.1936.
87. - ASIM US, 1930-1950 Hatıra Notları, Ist. 1966, p. 234.
88. - C. MADANOGLU, Anılar (1911-1938), Ist., 1982, p. 135.

NOTES DU DEUXIEME CHAPITRE

1. - Voir E. Z. KAVAL OSMANLI TARIHI, v. V-VIII, Ankara 1975-1976, 5t. Shaw - E.K. Shaw, History of the Ottoman Empire and Modern Turkey, Cambridge, 1976 (v. 2).
2. - Dans la première constitution de l'Empire de 1876, le turc est accepté comme langue officielle de tout l'Empire. A.I. GENCER, "Ilk Osmanli Anayasasinda Türkçenin Resmi dil olarak Kabulü", in Armagan, Kanun-u Esasi'nin 100. Yili, Ankara, 1978, p. 187.
3. - D. KUCHNER, The Rise of Turkish Nationalism 1876-1908, London, 1977.
4. - (Un manuel scolaire pour les écoles militaires depuis 1889) "insiste sur l'identité des Turcs (qui sont) les pères des Ottomans, des Tartares et des Mongoles" et postule que "les Huns et les Scythes qui ont immigré en Europe dans les temps anciens étaient des Turcs. La gloire réelle des Turcs, dit le livre, a commencé avec Ogur Khan, qui a vécu à l'époque d'Abraham et qui a élargi ses domaines en Touran. Les Ottomans sont (d'après le livre) ses descendants" D. KUCHNER, op. cit., p. 48.
5. - N. BERKES, Teokrasi ve Laiklik, Ist. 1982, p. 59.
6. - Ibid, p. 68.
7. - Voir Y. AKCURA, Uç Tarz-i Siyaset, Ankara, 1976.
8. - A.B. KURAN, Inkilap Tarihi ve Milli Mücadele, Ist. 1946, p. 398.
9. - Tanin, Cité par A. Fua, Le Comité Union et Progrès contre la Constitution, Paris (1912- ?), p. 13.
10. - "Le Koran ordonne : Obéissez au Dieu, puis au Prophète et à l'Etat..." Z. GOKALP, Dogru Yol, Yeni Hayat, Ankara, 1976, p. 33.
11. - J. LANDAU, Pan-Turkisme in Turkey. A study in irredontism London, 1981.
12. - M. AKIF ERSOY, Safahat, Ist., 1978, p. 205.
13. - Voir sur ce problème N. TAHALAN, Ege'de kurtulus Savasi Baslarhen, Ist. 1973.
14. - Voir Z. TOPRAK, Milli Iktisadin Dogusu, Ankara, 1983.
15. - Voir Z. GOKALP, Ziya Göhalp külliyaki, n°1 Ankara, 1967, p. 64. Quelques mots sur ce sociologue et poète considéré comme le père-fondateur du turquisme. Gökalp est lui-même d'origine kurde. Il était, selon l'expression de Y. Mazhar, journaliste kémaliste, "par sa race, originaire de la tribu kurde de Zzaz, mais turquifié à un tel point qu'il ne parle nulle part des Jurdes" (Cité par J. Deny, "Zia Gödalp mort à Stanboul le 25 octobre 1924, Revue du Monde Musulman, v. LXI, 1925, p. 3). Selon A.E. Yalmah, le point de départ de

Gökalp était de créer un nationalisme kurde anti-arménien. Toujours selon lui, de ce point de départ, il passa vite au nationalisme turc. (A.E. Yalman, Turkey in the World War, New Haven, 1930, p. 190). Il faut préciser que, contrairement à ce que prétend Y. Mazhar, Z. Gökalp a écrit un livre et plusieurs articles sur les Kurdes. Dans son livre Kürt Asiretleri Hakkında Tetkikler, (Ankara, 1976). Il analyse les structures tribales kurdes et dans ses articles, il conseille aux Kurdes de rompre avec les Arabes et de se rapprocher des Turcs, pour se "civiliser". (Voir son Makaleler, v. 9, Ankara 1980, p. 132.)

- 16.- Bilimi Kültür ve Egitim Dili Olarak Türkae, Ankara, 1975, p. 136.
17. - Voir les mémoires de Cemal (Djemal) Pasa, Hatiralari, Ist. 1976.
18. - N. Taçalan, Ege'de Kurtulus Savasi Baslarken, Ist., 1973.
- 19.- Halil Pasa, "Bitmeyen Kavga", Reproduit in Eymeniler hahkunda Makaleler-Devlemeler. Erzurum. Ankara, 1978, p. 150.
Voir également les paroles d'un guide turc des années 1940 :
"L'élimination des Arméniens était une oeuvre salutaire. Leur nom même ne doit plus avoir de sens. Leur souvenir, leurs monuments, leurs moindres traces doivent disparaître. L'ordre le veut." Cité par F. Balsan, Les surprises du Kurdistan, Paris, 1944, p. 69.
20. - Voir pour les documents : St-Yerasimos, Türk Sovyer ilishileri 1917-1923.
- 21.- M.K. Atatürk'ün Meclis'in Gizli Oturumlarında Konusmaları, Ist. 1977, p. 129-130.
- 22.- St-Yerasimos, op. cit, p. 226-228.
- 23.- Voir : Atatürk M.K., Meclis'in Gizli Oturumlarında konusmalar, Ist. 1977, p. 262-263.
- 24.- M.V. Frunrinin Zürhiye Anilari, Ist. 1978, p. III, selon un livre publié par l'Armée Turque, Nurettin Pasa aurait tué "11.188 Grecs insurgés". Cité par M. TUNCAY, "Ankara Istiklal Mahlumesinde Bir Heyet-i Fesadiye Davasi", Birihim, 35.1977, p. 51.
25. - Cité par Yeni Gün, 11.4.1921, cité par Bulletin Périodique de la Presse Turque, n° 14, 12.4.24 Mai 1921, p. 9.
- 26.- I. TEKELI - S. ILKIN, Kurtulus Savasinda Talat Pasa ile M. Kémal'in Mektuplasmalari", Belleten, v. XLIV, 1980, p. 322-323.
- 27.- Bureau de Presse de la Délégation turque, Les Droits des Minorités en Turquie, Lausanne, 1922, p. 23.
- 28.- Discours d'I. İnönü devant le Congrès des Türk Ocagi, cité dans la Dépêche de Sir E. Lindsay à Chamberlain, C/Pel., April 28, 1925, FO E 2634/194/44.

- 29.- Voir St. YERASIMOS, op. cit.
- 30.- Voir Hakimiet-i Milliye, 11.3.1921, cité par Bulletin Périodique de la Presse turque, n° 13, 4.3.11.4.1921.
- 31.- Voir les fonds des Archives Nationales, Série F⁷ 13-411.
- 32.- I. TEKELI - S. ILKIN, art. cit., p. 322-323.
- 33.- H. DERIN, Türkiye'de Devletçilik, Ist., 1940, p. 35.
- 34.- Voir le roman de Dido Sotiryo, Benden Selam Söyle Anadolu'ya, Ist. 1972.
- 35.- Y. NADI, "Que se passe-t-il derrière nos frontières méridionales ?" La République, 6.12.1931.
- 36.- La République, 16.12.1931; Yeni Gün, 10.5.1922, Cité par Bulletin Périodique... n° 22, 2.4.-6.7.1922; il sera intéressant d'écouter Ferid Bey (Télé) :
"Il ne peut absolument pas être question non plus du retour des Arméniens qui, de leur propre initiative, ont quitté le pays. D'ailleurs, nous sommes sur le point de prendre une décision pour donner leurs biens abandonnés aux Musulmans qui ont eu à souffrir de l'invasion. On peut comprendre également que tout lien des Arméniens avec notre patrie est à jamais tranché." Discours du Ministre de l'Intérieur Ferid Bey, Journal d'Orient, Mars 29, 1924.
- 37.- Akcham, 28.5.1922, Cité par Bulletin Périodique..., n° 22, 2.4.6.6.1922.
- 38.- F. HALICI, Saz Saivlerinin Diliyle Atatürk, Ankara, 1981, p.206-222.
- 39.- "Les récents agissements des Turcs dans la région de Zakho". L'Asie française, 1926, p. 58-62.
- 40.- Vakit, 25.6.1931, cité par Bulletin Périodique, n° 85, 21.6.-1.8.1931.
- 41.- A.S. GOZUBUYUK, 1924 Anayasasi Hakkında Meclis Görüşmeleri, Ankara, 1957, p. 53. L'article 88 de cette constitution décide que, sans distinction de race ni de religion, tous les habitants de la Turquie sont des Turcs". Voir T. Erdem, Anayasalar ve Seçim Kanunları, 1876-1982? Ist., 1982, p. 39. Voir également Tekin Alp, qui écrit que "La Turquie kémaliste n'a jamais accepté le principe des minorités ethniques". Kemalizm, Ist., 1936, p. 318.
- 42.- Discours de H. Suphi Bey, in A.S. Gözübüyük, 1924 Anayasasi Hakkında Meclis Görüşmeleri, Ankara, 1957, p. 437.
- 43.- Le statut de Milli Türk Ticaret Birliği prévoyait déjà en 1923 "la domination des commerçants turcs dans le commerce", Cité par D. AVCIOGLU, Türkiye'nin Düzeni, v.2, Ist., 1973, p. 339.

- 44.- A.S. GOZUBUYUK, op. cit., p. 437, Son Posta, 23.9.1932, Du Consul de France à Samsoun à M. le Ministre des Affaires Etrangères, n° 13, 4 mars 1934. Du Consul de France à Mersine à M. le Ministre des Affaires Etrangères, n° 94, 29 Mai 1934. Du Consul de France à Smyrne à M. le Ministre des Affaires Etrangères, n° 54, 13 juillet 1934, in A.E. Levant, 1918-1940, Turquie, v.603. Ces dépêches contiennent également les traductions de certains extraits de la presse turque, notamment Hakimiyet-i Milliye, Ege, et Izmir Postasi.
- 45.- "Turkisme, chauvinisme et nationalisme de la presse turque". M. Kämmerer à M. Barthou, n° 347, 14 septembre 1934. AE Levant, 1918-1940, v.603.
- 46.- Voir A. GALANTI, Vatandas Türkçe Konus : Ist., 1928.
- 47.- Cumpuriyet, 14.2.1931, Cité par K. Anadol., Atatürk'ün Yurt Gezileri, Ankara, 1973, p. 19.
- 48.- Cumhurbaşkanları, Basbakanlar ve Milli Eğitim Bakanlarının Milli Eğitim ile ilgili Söylev ve Demeçleri, Ist., 1946, p. 92.
- 49.- Kämmerer à Barthou, "La politique pour rendre prospère", n° 355, 30 septembre 1934, AE Levant, 1918-1940, v. 603.
- 50.- II. Türke Tarih Hongresi Belgeleri, Ist. 1937, p. 1080-81.
- 51.- Consul Gén. Jean Beguin Billecocque (Smyrne) à M. le Min. des Affaires Etrangères, 4 août 1934, AE Levant, 1918-1940, v. 603.
- 52.- Voir note 41.
- 53.- İnönü Atatürk'ü Anlatıyor, Ist., 1968, p. 140.
- 54.- Voir l'ouvrage d'I. Besikçi, Türk Tarih Tesi ve Kürt Sorunu, Ankara 1977; Voir également l'ouvrage de U. Igdemir qui reproduit une bonne partie des documents de l'époque : Cumhuriyetin 50. Yilinda Türk Tarih Kurumu, Ankara, 1973.
- 55.- Voir Besikat, Ibid. H. Kivilcimli, Düşmani Burjuvazi, Stockholm, 1979.
- 56.- Gifa, Haya. In G. Jüschke, Die Turkev in den Jahren 1935-1944? Leipzig p. 38. Voir également K. ZURKOGLU, Die ideologie der Zeitgenössischen Regime, Ambilly 1942, p. 75.
- 57.- Atatürk'ün Özdeyisleri, Ankara 1973, p. 4, 8, 19, 26.
- 58.- A. INAN, Belleten, n°13, p. 39-40.
- 59.- M.E. BOZKURT, Atatürk İhtilali, Ist., 1967, p. 353-354.
- 60.- II. Türk Tarih Kongresi, Ist., 1937, p. 1080-1081. Voir également les poèmes de S. FIRAT cités in A. INAN, Medeni Bilgiler ve M. Kemal'in el yazilari, Ankara, 1967, p. 125.

- 61.- Z. GOKALP, Yeni Kayati Doğru Yolu, Ankara, 1976, p. 13-14.
- 62.- I. BEŞİKÇİ, "Doğu Anadolu'da Sosyal ve Siyasal Değişmeye Etki Eden Dinamikler", in Abadan'a Armagan, Ankara 1969; M. TUNCAY souligne lui aussi ce point et cite des documents de l'époque qui décrivent le nationalisme comme la religion des Turcs et M. Kémal, comme un personnage divin, op. cit., p. 325-327.
- 63.- M.A. ATATÜRK, Nutuki, Ist. 1972, p. 963-970.
- 64.- Hakimiyet-i Milliye, 6.5.1921, Cité in Bulletin périodique, n.14, 12.4.-24.5.1921.
- 65.- S.L. MERAY, Lozan Baris Konferansi, T.1, c.4.1, Ankara 1971, p. 300.
- 66.- M. GOLOĞLU, Erzurum Kongresi, Ist. 1969. Sivas Kongresi, 1970. A.V. ASKUN, Sivas Kongresi, Ist., 1960.
- 67.- K. KARABEKİR, Istiklal Harbimiz, Ist., 1960, p. 23.
- 68.- S. SELEK, Milli Mücadele, v.1, Ist. 1970, p. 185.
- 69.- K. KARABEKİR, Istiklal Harbimizin Esaslari, Ist., 1951, p. 47.
- 70.- K. KARABEKİR, Istiklal Harbimiz, p. 1103-1113.
- 71.- M.K. ATATÜRK, Nutuk, Ist., 1972, p. 1103.
- 72.- U. İGDEMİR (Ed.) Heyeti Temsiliye Kararlari, Ankara, Les décisions du 6.11 et 9.11 1335 (1919).
- 73.- Préface de C. Gürsel à l'ouvrage de M.S. FIRAT, Doğu Illeri ve Varto Tarihi, Ankara, 1961, p. 4.
Les déclarations suivantes de Gürsel sont également fort impressionnantes : "Est-ce que vous n'avez jamais étudié l'histoire ? Il n'y a ni Kurdes ni Kurdistan en Turquie." "Il n'y a pas de peuple nommé le "peuple kurde". Ils sont tous Turcs". Cité par J. NEBEZ, Kurdistan und Seine Revolution, Berlin, 1972, p. 80.
- 74.- Cité par le Khoybun, Les massacres Kurdes en Turquie, Le Caire, p.35.
- 75.- Cité par A. US, op. cit., p. 93.
- 76.- C.S. KIRIMER, Mefkûre ve Türkçülük, Ist. 1936, p. 43-44.
- 77.- W.S. Edmonds, "Notes on a tour to Diyarbékir, Bitlis and Much", C/pel. 21.5.1930, (n° 68), FO E 2678/1279/44.
A. TOYNBEE, "Angora and the British Empire in the East", The Contemporary Review, v.CXXIII, 1923.
- 78.- I. Cem, Inönü Atatürk'ü Anlatiyor, Ist. 1968, p. 25.
- 79.- Milliyet. Voir également, Y. KADRI, "Perdenin Arkasi", Milliyet, 23.7.1930.

- 80.- Pour l'ensemble de ces réformes, voir O. ERGIN, Türk Maarif Tarihi, v.5, Ist. 1978.
- 81.- Cf. le discours de Hamdullah Suphi, Président des Türk Ocak, lari, in Bulletin Périodique..., n°41, 4.6 - 15.7.1925, p. 6.
- 82.- W.S. EDMONDS, "Notes on a Tour to Diyarbekir, Bitlis and Much", C/Pel, May 21, 1930, (n.68), FO E 2678/1279/44.
- 83.- C. KUTAY, Celal Bayar, V.3, Ist. 1938, p. 1354.
- 84.- K.NACI, "Türk Devletinde Halkçılık", Ulkü, 3.4.1933.
- 85.- Akcham, 28.5.1922, Cité in Bulletin Périodique..., n° 22, 2.4.-6.6.1922, p.7.
- 86.- Voir le discours de Necati Bey, reproduit in M. GOLOGLU, Devrimler ve Tepkileri, Ist., 1970, p. 155.
- 87.- M. TUNCAY, Zürhiye Cumhuriyetinde Tek parti yönetiminin Kurulmasi, p. 153.
L'opposante du Kémalisme, Madame H.E. ADIVAR, critique ces mesures ainsi : "Dire à un Turc de mettre une certaine coiffure et de "devenir civilisé" ou d'être pendu, ou emprisonné, est pour le moins absurde." Elle continue en expliquant la logique kémaliste : "Nous en avons tué quelques-uns et emprisonné un grand nombre, mais cela a eu(un)bon(effet) psychologique. Quelque chose a-t-il, dans le passé, amené la Turquie si près de la zone éclairée ?" H.E. Adivar, "Dictatorship and Democracy in Turkey", Yale Review, V.XIX, sept. 1929, p. 31.
- 88.- Voir également Sir E. Lindsay to A. Chamberlain, "Political Situation in Turkey", C/Pel. 1.12.1925, (n.880) FO E 7512/194/44, fondateur d'une école islamique assez forte en Turquie, auteur de nombreux risalés. Pour sa vie et son oeuvre, voir : U. SPULER, "Nurculuk, Die Bewegung des Bediüzzamman Said Nursi in der Modernen Türkei", Bonner Orientalische Studien, n.5, 27/1, 1973.
- 89.- Bagdad Times du 7 avril 1925.
- 90.- E. LINDSAY à A. CHAMBERLAIN, C/Pel., Feb. 24,1925, (n°154), FO 424/262, p.91.
- 91.- N. KEDDIE, "The roots of the Ulema's power in Modern Iran" in N. KEDDIE (ed.) Scholars, Saints and Sufis. Muslim Religious in the Middle East Since 1500, California, 1972, p. 273.
- 92.- Voir le Ch.
- 93.- P. GENTIZON, l'auteur ouvertement favorable à Kemal, s'exprime ainsi sur ce problème : "Cependant, tandis que la Turquie nouvelle s'inspire ainsi des méthodes et de l'esprit de la civilisation européenne, le vieil Islam, déjà vaincu à Constantinople et à Angora, va tenter

- quelques mois plus tard, dans le Kurdistan, de s'insurger contre la République, le système occidental qui ne lui dit rien de bon et qu'il juge contraire à la religion". Mustapha Kémal ou l'Orient en marche, Paris, 1929, p. 63.
- 94.- "Les Turcs ont enfin rendu à César ou à l'Etat ce qui appartenait à César ou à l'Etat dit Mme Adivar. D'autre part, César ou l'Etat continuent de garder ce qui appartient à Dieu. Tant que la Présidence des affaires religieuses ne sera pas libre, tant qu'elle restera contrôlée par le Bureau du Premier Ministre, ainsi que cela se fait actuellement, elle sera toujours un instrument du gouvernement". H. Edip Adivar, art. cit., p. 37.
- 95.- Voir l'ouvrage de H. KIVILCIMLI, Köylülük, Yedek Güç. Voir également les rapports très détaillés des diplomates britanniques sur le mécontentement dans les villes turques particulièrement, "Political Situation in Turkey" de Lindsay, cité dans la note 25 de ce chapitre.
A noter également qu'au moins une partie de la population turque aurait soutenu la révolte de 1925 à cause de son caractère religieux.
B. WARD, Hitler's Route to Bagdad, London, 1939, p. 287.
- 96.- Voir l'analyse de B. BADIE, "Essai d'analyse de la contestation fondamentaliste et marxiste dans plusieurs pays islamiques", In B. BADIE, C. COULON, B. CUBERTAFOND, P. DUMOND, R. SANTUCCI, Contestation en pays ismaliques, Paris, 1984, p. 13.
Cité par T.Z. TUNAYA, Türkiye'de Siyasi Partiler, Ist., 1952, p. 596.
- 97.- Voir V. ERGIN, Türk Maarif Tarihi, Ist., 1978, v.5.
- 98.- From Mahdi to Amin Effendi ibn Hasan Effendi of Rawanduz, incl. in Colonial Office, C 152/7/26, 10.8.1926, FO E 4698/228/65.
- 99.- A. GIBERT - M. FEVRET, "La Djezireh Syrienne et son réveil économique", Revue géographique de Lyon, 28(1953), p. 10-11.
L. DILLEMANN, Les Français en Haute Djeziräh, 1937, (CHEAM 50.538) p.11.
- 100.- Cité par T.Z. TUNAYA, op. cit., p. 169.
- 101.- Certaines révoltes kurdes ne sont pas mentionnées dans des chronologies officielles et dans des manuels scolaires. Voir L'Histoire de la République turque, Ist. 1933.
Nous regrettons fortement que les livres commémorant le centième anniversaire de M. K. ATATURK ne traitent pas ces questions. Il est aussi regrettable que le Dr. I. BESIKCI qui fut le premier à réfléchir sur ces questions soit depuis 1979 en prison.
- 105.- I. Hüsrev, Türkiye'de Köy İktisadiyatı, Ist. 1931, p. 185.
S. Süreyya (Aydemir), "Derebeyi ve Dersim", Kadro, v.2, n.14, 1933, pp.42-44.

- 106.- H.F. ALASYA, Cité par I. BASGOZ - H.E. WILSON, T.C.'de Egitim ve Atatürk, Ankara, 1968, p. 215.
- 107.- M. TUNCAY, Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek partili Yönetimin Kurulmasi, p. 174.
- 108.- Milliyet, 20.6.1927. Voir également le discours du Ministre de l'Intérieur Sükrü Kaya, lors de la discussion de cette loi. S. Kaya'nin Söylev ve Demeçleri, Ist., 1937, p.
- 109.- I. BESIKCI, Kürtler'in Mecburi Iskâni, Ankara, 1976, p. 161-5.
- 110.- "Loi sur l'installation", Journal Officiel, n° 2773, du 21.6.1934, traduite en français, in CHEAM, 1934, CHEAM, n.60.
- 111.- "Iskân Kanuun Bazi Maddelerinin Degistirlmesine Dair Kanun", Kavanin, v.16, 1936, (Loi n° 2848, du 18.9.1938).
- 112.- Voir : Milliyet, 20.6.1927. Dépêche de G. Clerk, C/Pel. 9.8.27 (n.417) FO E 3532/74/65; note de C.W. Render, C/Pel. 6.12.1926, FO E 6677/6677/44; G. Clerk à A. Chamberlain, C/Pel. 12.1.1927, FO E 257/257/44; Mr. Hoave à A. Chamberlain, "Situation in Eastern Vilayets in Turkey", 7.12.1927, (n.607) FO E 5304/257/44; J. Morgan, Angora (n.426), 20.12.1932, FO E 258/258/44.
- 113.- Voir A.N. SOZER, Diyarbakir Havzasi, Ankara 1969 pour l'exemple de Diyarbékir.
- 114.- C. MADANOGLU, op. cit., p. 160, e.s.
- 115.- A.N. SOZER, Diyarbakir Havzasi, Ankara, 1969, p. 65, 110.
- 116.- "Memorandum by H. Dobbs, High Commissioner for Iraq", 22.11.1926. Enclosure in Sir G. Clerk, Angora, 24.11.1926, (n.621), FO E 6677/6677/44.
- 117.- T. RUSTU aurait expliqué à H. DOBBS que le nombre des Kurdes n'atteignant pas 500.000, leur expulsion ne devrait pas poser un problème majeur. H. DOBBS, Ibid.
- 118.- H. DOBBS, "Note on conversation with T. Ruchtu Bey at dinner at Angora on 23rd Nov. 1926", enclosure in Sir G. Clerk to O. Lancelot, C/Pel. 20.12.1926, (Private), FO E 7086/6677/44.
- 119.- LINDSAY à CHAMBERLAIN, C/Pel., 12.10.1925, (n.769) FO E 6368/1786/44.
- 120.- Declaration de M. Esat, Milliyet, 19.9.1930.
- 121.- G. CLERK à CHAMBERLAIN, Angora, 4.1.1927 (n.21), FO E 256/74/65.
- 122.- The Manchester Guardian, Tuesday, March 17, 1925.

- 124.- I. BESIKCI, Dogu Anadolu'nun Düzeni, Ist., 1970, p. 323.
- 125.- W.S. Edmonds, "Notes on a tour to Diyarbékir, Bitlis and Musch", C/Pel, 21.5.1930, (n.68), FO E 2678/1279/44.
- 126.- Signalons que très peu de Halkevi et Halkocagi sont ouverts entre 1940-1949. Voir Halkevleri, CHP Istanbul Gençlik Kolu, Ist. 1969, pp. 13-14.
- 127.- Voir note n. 125.
- 128.- Milliyet, 15.7.1930.
- 129.- Voir la nouvelle de l'Agence de l'Anatolie in R. Clive à Henderson, 24.7.1930 (n.328) FO 3932/1511/44.
- 130.- O. ERGIN, op. cit., p. 1788.
Hoare à Chamberlain, "Turkish Government's Measures in Kurdistan", C/Pel. 30.11.1927, (n.588), FO E 5179/257/44.
- 132.- I. BASGOZ - E. WILSON, op. cit., p. 145.
- 133.- Türkiye Salnamesi, 1929.
- 134.- Il est intéressant de noter qu'à la même époque certains auteurs arabes éditaient des livres pour montrer l'origine arabe des Kurdes. M.S. Karadaghy, Kurdistan and Kurds, London 1962, p. 9.
- 135.- Y. AKYUZ, Türkiye'de öğretmenlerin Toplumsal Degisimdeki Etkileri, 1840-1940, Ankara, 1978, p. 271-278.
- 136.- Voir notamment le livre d'A. Kémali, Erzincan Tarihi, Ist., 1930.
- 137.- Voir les annexes.
- 138.- De T.C.R. Higgins, Air Commodore Chief Staff Officier, British Forces in Iraq à The Secretary, Air Ministry, Adosteral House, Kinsway, London W.C.2., 30.3.1927, FO.
- 139.- H. DOBBS, Boir note 118.
- 140.- "Memorandum respecting the Iraq Frontier-circulate to the cabinet". F.O., 23.10.1925, FO E 6635/32/65.
- 141.- "Comments by Lindsay" à Sir Lindsay, "Turkish attitude and intentions in regard to Mosul", C/Pel. 11.11.1925, (n.840), FO E 7045/32/65.
- 142.- Voir note 78.
- 143.- R. LINDSAY à CHAMBERLAIN, C/pel. 21.11.1926, FO E 6635/32/65.
- 144.- Emin Bey, "Memorandum on the Situation in Kurdistan", enclosure in Clerk à Oliphant, C/pel. 4.1.1928, Green Papers, FO E 125/125/65.

- 145.- Colonial Office, 20.4.1926 (N° C.8609126) FO E 2573/228/65.
Memorandum de Legal Advercers à FO 23.10.1925, FO E 6634/32/65.
Sir Lindsay à Chamberlain, "Turkish attitudes and intentions in regard to Mosul" C/Pel. 11.11.1925, (n.840), FO E 7045/32/65.
- 146.- Voir GOLUGLU : Devrimler ve Zepkileri, Ist. 1970.
- 147.- Voir la lettre d'Ismet Paça au Tribunal de l'Indépendance de l'Est, cité par A. DOGAN, Kurulus, Kurtulus ve Sonrasi, Ankara, 1964, p. 209. La décision gouvernementale, Ibid, p. 208. Les accusations du Tribunal de l'Indépendance de l'Est, B. Aybars, op. cit., p.166. Et le discours de M. Kémal, Nutuk, Ist. 1972, p. 890.
- 148.- T.Z. TUNAYA, Türkiye'de Siyasi Partiler, Ist., 1952, p.622.
- 149.- A.F. CEBESoy, Siyasi Hatiralar, V.2, Ist. 1960, p. 142.
- 150.- Ibid, p. 151.
- 151.- A.J. TOYNBEE, Survey of International Affairs, The Islamic World Since the Peace Settlement, Oxford, 1927, p. 509.
- 152.- R. LINDSAY à A. CHAMBERLAIN, C/Pel. 3.3.1925, (n.178), FO E 1394/1091/44.
- 153.- A. IPEKCI, Inönü Atatürk'ü Anlatiyor, Ist., 1968, p. 25.
- 154.- A.F. CEBESoy, op. cit., p. 147-150.
- 155.- Ibid., p. 151.
- 156.- "La crise ministérielle en Turquie", Le Temps, 5.3.1925.
- 157.- Le Temps, 28.2.1928. The Times, 3.3.1925.
- 158.- Voir les Mémoires de I.K.Karaosmanoglu, Politika'da 40 Yil, Ankara, 1968.
- 159.- Sur l'histoire dramatique de ce parti voir : I. Tekeli - S. Ilkin, 1929 İktisadi Buhrani ve Zürkiyenin yol Arayislari, Ankara 1977. G. YETKIN, Serbest Firka, 1930, Ist. 1982.
- 160.- M. ESAT (Bozkurt), Milliyet, 19.9.1930.
- 161.- H. URAL, Hatiralarim, Ankara, 1959, p. 214.
Voir également Vakit, 26.6.1931.
- 162.- H. ULUG, Tunceli Medeniyete Açiliyor, Ist. 1938, p. 189.
- 163.- Emin Bey, "Memorandum on the situation in Kurdistan", enclosure in de Clerçk à Chamberlain, C/Pel. 4.1.1928 (green paper), E 125/125/65.

- 164.- ULUG, op. cit., p. 189-190.
- 165.- I. GIRITLIOGLU, Türkiye'de CHP'nin Yeri, v.2, Ist., p. 380-384.
Rappelons que ce général fut rejugé de nouveau plus de 10 ans après,
sous le Parti Démocrate et fut condamné à perpétuité.
- 166.- H. UZER (ed.), Siyasi Yasalar, Ist., 1980, p. 114.
- 167.- voir le chapitre IV.3.
- 168.- R. LINDSAY à A. CHAMBERLAIN, C/Pel. 2.12.1925, (n.883),
FO E 7513/2386/44.
- 169.- Rapport de R.E. Harene, C/Pel. 24/3/1925, enclosure in R. Lindsay
à Chamberlain, C/Pel. 31.3.1925 (n°.258) FO E 2076/194/44.
- 170.- Hakimiyet-i Milliye, 14.5.1925.
- 171.- Bulletin Périodique..., n.46, 14 juin - 18.9.1926.
- 172.- Milliyet, 19.8.1930.
- 173.- I. BESIKCI, Dogu nadolu'nun Düzeni, p. 309.
- 174.- M. HELM à A. Henderson, C/pel. 6.8.1930 (n.298), FO E 4322/1511/44.
- 175.- Consul Mackenth, Damascus, 11.3.1936, (n.25) (585/585/77).
FO E 1517/1517/44. M. Morgan, Angora, 12.8.1936, n. 471 (115/3/36),
FO E 5883/1517/44.
- 176.- Voir les mémoires de Madanoglu, op. cit.
- 177.- Voir le rapport d'Emin Bey, "Memorandum on the situation in Kurdistan",
enclosure in de Clerck à Chamberlain, C/Pel. 4.1.1928. (Green Paper),
FO E 125/125/65.
- 178.- 69,2 millions de L trq. sur 201,1, en 1928/1929; 67,2 millions de L
trq. sur 213,4 en 1929/1930; 52,3 millions sur 210,1 en 1930/1931;
43,7 millions sur 207,8 en 1932/1933; 45,8 millions sur 212,0 en
1933/1934. Si nous ajoutons à ces chiffres le remboursement des
dettes, les dépenses policières et bureaucratiques, nous verrons
que le budget de certains ministères, tels ceux de l'Education, de
l'Agriculture et de la Santé, ne représentent que des valeurs cari-
caturales. Services d'Etudes Economiques de S.D.N., Finances Publi-
ques, 1928-1938, v. XXVIII, Turquie, Genève, 1936, p. 9-10.
- 179.- Voir Chapitre I.3.
- 180.- Loi n° 2885 de 4.1.1936, "Yeniden Dokuz kaza ve bes vilayet teskiline
ve bunlara ait otuz nahiyeye aid kadrolar hakkında kanun", Kavanin,
1936, p. 127.

- 181.- Discours d'A. Cetinkaya, Ministre des Travaux Publics et ancien juge au Tribunal de l'Indépendance, Ankara, 25.11.1937.
- 182.- Commentaire du discours d'Ismet Pasa, Milliyet, 27.9.1930.
- 183.- Milliyet, 17.9.1930. Voir également, Ismet İnönü'nün Söylev ve Demeçleri, Ist. 1946, p. 137-138.
- 184.- Asim US, 1830-1950 Hatıra Notlarım, Ist., 1966, p. 20.
Voir également le discours de M. Kemal, in A. Inan, Devletçilik İlkesi ve TC'nin 1. Sanayi Planı, 1933, Ankara, 1972, p.189.
- 185.- H. URAL, Hatıralarım, Ankara, 1959, p. 250.
- 186.- Miralay Fatih, "Türkiye'de Demiryolları", Askeri Mecmua, v.48.
- 187.- K. TURAN, "Yeni Türk Demiryollarımızın Büyük Hedefi", Ulkü, 3.4.1933.
- 188.- H. KIVILCIMLI, Milliyet, 24.2.1931, Cité par Ihtiyat Kuvvet Milliyet, p. 48.
- 189.- Le Ministre de l'Intérieur, S. KAYA, précise que le coût du déplacement d'une personne s'élève à 9.000 L. trq. en Europe, alors que ce chiffre n'est que d'environ 100 livres en Turquie.
Cité par I. BESIKCI, Kürtlerin Mecburi Iskâni, p. 123.

NOTES DU TROISIEME CHAPITRE

- 1.- Voir A. WILSON, Mesopotamia, a clach of loyalties, London, 1931, p. 126. Voir également, BOIS Th. - MINORSKY V., "Kurds", "Kurdistan", Encyclopedia of Islam, v.5, p. 439.
- 2.- Voir M. KUNT, The Sultan in Servants, Princeton, 1978.
- 3.- Voir : I. BESIKCI, Dogu Anadolu'nun Düzeni, Ist. 1970; N. Sevgen, Dogu ve Güney Dogu Anadolu'nun Düzeni, Ist. 1970, N. Sevgen, Dogu ve Güney Dogu Anadolu'da Türk Beylikleri, Ankara, 1982. M.M. Van Bruniessen, Agha, Shakyh and State, Utricht, 1978.
- 4.- Serefhan, Serefname, v.1, Ist. 1971.
- 5.- Voir : C. Rich (1840), cité par St. C. Pelletier, The Kurds. An Unstable element in the Gulf, London, 1984, p. 33. F. Millingen, Wild Life among the Kurds, London, 1870. F. Millingen, La Turquie sous Abdulaziz, Paris, 1868. H. Van Moltke, Moltke'nin Türkiye Mektuplari, Ist., 1969.
- 6.- I. ORTAYLI, Tanzimat'tan Sonra Mahalli Idareler, Ankara, 1976, p.255.
- 7.- E.Z. KARAL, Osmanli Tarihi, Islahat Fermani Devri, v.6, Ankara, 1976, p. 127-128, Ibid, v.7, Ankara, 1977, p. 156-157.
- 8.- I. PARMAKSIZOGLU, Tarih Boyunca Kürttürkleri ve Türkmenler, Ankara, 1982, p. 57-58. N. Sevgen, op. cit., p. 106.
- 9.- Pour la réaction kurde, voir Millingen, La Turquie sous Abdulazaz, p.21.
- 10.- Voir S. LONGRIGG, Iraq 1900 to 1950 : A Political, Social and Economic History, Oxford, 1953.
- 11.- Dans le seul vilayet d'Erzurum, des dizaines de chefs d'Asiret deviennent nahiye müdürü. L'Etat central essaye de rétablir son contrôle par leur intermédiaire. Voir I. ORTAYLI, op. cit., p. 74.
- 12.- Voir A. Petrosyan, Sovyet Gözüyle Jön Türkler, Ankara, 1974. Voir également certains documents russes traduits : H.2 Kavş. Belgrade 1908, Dersimi öncesin de Anaddolu, Ist. 1984. On peut trouver des informations très riches concernant ces événements dans la nouvelle série des AE. Voir par exemple : Les Dépêches diplomatiques de Srabian, Erzurum, 14.3.1907, ou 21.3.1907. (respectivement n° 4 et 5). Ou encore, Boppy, C/Pel. 9.7.1907 (n.126) recueillies toutes dans AE NS, Turquie, v.XII.
- 13.- Selon les informations recueillies par T. Cavdar, il existe dans la région 346 écoles arméniennes. A part cela, il existe un grand nombre d'écoles américaines et quelques écoles françaises, T. CAVDAR, Osmanlilarin Yari Sömürge Olusu, Ist., 1970, p. 89-106.

- 14.- Voir A. TERMINASSIAN, La question arménienne, Paris, 1983.
- 15.- Voir ENQINIO, Türke Macrif Zarihi, v.3-4, Ist. 1978.
- 16.- Voir AE NS, les volumes 8 et 9, 1911, 1912-1914.
- 17.- Voir EARLE, Badgat Demiryolu Savasi, Ist. 1973, et T. Cavdar, op. cit.
- 18.- A. ANDERSON, The Eastern Question, London 1964.
- 19.- F. MILLINGEN, La Turquie sous Abdulaziz, Paris, 1868, p. 14.
- 20.- Pour quelques cas très précis, voir le rapport du Scrabian, Vice-Consul français à Erzurum, 44 p., 1903, la N.S., v.79.
- 21.- Voir les dépêches du Vice-Consul de France B. Pichon, Van, 8.10.1908, NS Turquie, Polit. Inter. Anatolie. Cilicie, V.13, 1908-1911. Le rapport de Vice-Consul britannique, Gérant le Vice-Consul de France, Van, 8.1.1911 (n.1), ibid, v.XV. La dépêche du Vice-Consul de France, Van, 7.3.1914, (n.2), ibid, v. XX; et le rapport du Vice-Consul britannique Safrastian au Consul M. Gregor, C/Pel. 17.7.1910, (n.552), FO E 29560; les documents annexes de Ch. Issawi, An Economic History of Turkey, Chicago, 1973, p. 218-226. Voir les documents réunis par B.N. SIMSIR, Les Documents ottomans, v.1, Ankara, 1984.
- 22.- Voir le rapport de F. Tueard, NS, Turquie, Polit., Inter, Anatolie, Cilicie, v.IX, 1903, p.9.
- 23.- St Duguid, "The Policy of Unity : Hamidian Policy in Eastern Anatolia", Middle Eastern Studies, v.IX, 1973, n.2.
- 24.- Th. BOIS - V. MINORSKY, "Kurds" "Kurdistan", Enc. of Islam, v.5, p.463.
- 25.- M. SYKES, Dar-ul-Islam, London, 1904, p. 135.
- 26.- M.E. ZEKI, Kürdistan Tarihi, Ankara, 1977, p. 158.
- 27.- I. BASMADJIAN, "Le Mouvement Révolutionnaire en Asie Mineure", Revue du Monde Musulman, 1908, n.4, p. 822.
- 28.- "Rapport sur la situation politique du Vilayet de Van pendant le quatrième trimestre", Van, 2.1.1910, (n.1), NS, Turquie, Polit., Inter., Anatolie, Cilicie, v. XIII, Jan. 1908-Fev. 1910, p. 236 et s. A.S. MONOVSKY, Van, 18.2.1914, (n.1), Ibid, v. XIX, sept. 1913 - Fev. 1914.
- 29.- Voir B. KODAMAN, "Hamidiye Halif Süvari Alaylari : 11. Abdulhamid ve Dogu Anadolu Asiretleri", I.U.E.F. Tarih Dergisi, n° 32, Ist. 1979.
- 30.- St. Duguid, art. cit., p. 140.

- 31.- B. KODAMAN, art. cit.
- 32.- Ibrahim Pasa Milli, qui jouissait d'un grand prestige auprès d'Abdulhamid (Voir, Boppe, Therapia, 17.7.1908, (n°.185), NS ibid, v.XIX), était chargé, à la tête de 1.000 hommes, de garantir la sécurité du chemin de fer de Hidjaz. L. DILLEMAN, Les Français en Haute Djezirah, 1937. (CHEAM : 50.538).
- 33.- A. AFRASTIAN, The Kurds, London, 1946, p. 67.
- 34.- B. KODAMAN, art. cit.
- 35.- O. ERGIN, Türk Maarif Rarihi, v.3-4, Ist. 1977, p. 1180-1187.
- 36.- B. KODAMAN, art. cit.
- 37.- BOPPY, PERA, 23.10.1908, (n.213), NS, Ibid, v.XII, 1905-1907. De certaines recherches disponibles, nous pouvons conclure que ce journal avait des relations avec les autres journaux de l'opposition Jeune Turquie, notamment El-Hilayet et Osmandi, Yeni Osmanlilardan Bu yana ingilterede Türk Gazeteciliqi (1867-1969), Ist. 1969, p. 92-3.
- 38.- F. IBRAHIM, Die Kurdische Nationalbewegung im Iraq, Berlin, 1983, p. 134.
- 39.- Z. SILOPI, Doza Kurdistan, Beirut, 1969, p. 35.
- 40.- T.Z. TUNAYA, Turkiye'de Siyasi Partiler, v.1, Ist.
- 41.- Voir la note 12 du chapitre précédent.
- 42.- Srabian, Erzurum, 14.6.1911, n.?) NS, Ibid, v. XV, Jan.1911-Oct.1912.
- 43.- En effet, même si ces réactions ont pour bases des bases religieuses, elles constituent un pas en avant vers le nationalisme. Voir C. CELIL, Jiyana Rewşenbîrî û siyâsî ya Kurdan, Uppsala, 1985, p.155 et s.
- 44.- Voir S. ZARZECKI, "La Question kurdo-arménienne", Revue de Paris, n.21; Mars-avril 1914, p. 874. Pour la réaction arménienne à cet article, voir : "Essai de vengeance d'une propagande arménophobe menée par M. S. Zarzecki, Polonais d'origine, son attitude turbulente et arménophobe". Azadamart, 15/28 avril 1914, in NS ibid, v. XX, mars 1914, mai 1915, pp. 52-55.
- 45.- Le rapport de F. Tueurad, Vice-Consul de France à Erzurum, NS, ibid, v. IX, 1903, p. 8.
- 46.- A noter que le Dr. Resit, Vali de Diyarbékir, exécuté à Itsamboul, à cause de sa participation aux massacres des Arméniens, était lié à la famille de Bederkhan, par des liens de mariage. A Nesimi, Yillarin İçinden, Istamboul, 1977, p. 39.

- 47.- Certaines sources kurdes d'aujourd'hui postulent que 700.000 Kurdes ont été massacrés pendant la première Guerre Mondiale. Voir : KENDAL, "Les Kurdes sous l'Empire Ottoman" in C. CHALIAND (ed.) Les Kurdes et le Kurdistan, p. 59.
- 48.- H. KIVILCIMLI, Ihtiyat Kuvvet : Milliyet, p. 33.
- 49.- N. DERSIMI, Dersim Tarihi, Ist. 1979, p. 103.
- 50.- A. BEYLERIAN, Les Grandes Puissances, l'Empire Ottoman et les Arméniens dans les Archives françaises (1914-1918), Paris, 1982, p. 490-1.
- 51.- Jogovourt Tzain, 23.3.1920, Cité par Bulletin Périodique..., n.4, 20.3.-25.4.1920, p. 6.
- 52.- Haçador Agha à Hamid, Merze, Ahmed Haso et Yusuf Bey, 30.8.1919. Cité par K. Karabekir, Istiklal Harbimiz, Ist., 1960, p. 361-362. La réponse des chefs kurdes sera très négative : "Il n'y a plus aucune possibilité d'un accord entre les Kurdes et les Arméniens, dont les trahisons sont bien connues... Les Kurdes qui sont dix fois plus nombreux que les Arméniens ne peuvent pas accepter leur protection." Ibid, p. 362.
- 53.- Voir la déclaration de "Vilayet-i Sarkiyye Erzurum Müdafali Hukuk Cemiyeti" : "Nous sommes devant la Tâche de nous réunir et de collaborer afin que nous ne périssions pas sous le joug arménien... L'Histoire monumentale de l'Islam ne peut pas être condamnée à mourir sous les pieds des Arméniens". Cité in Karabekir, Ibid, p. 42.
- 54.- Pour le texte, voir : S. Selek, Milli Mücadele, Ist. 1970,, t.1, p. 328.
- 55.- Lettre de M. Kémal à "Son Eminence Seyh Mahmud Effendi", 13.8.1919, Nutuk, Ist., 1972, p. 941; Pour les lettres envoyées à Haci Musa Beg de Mutki, Seyh Abdülkâdir Effendi de Bitlis, Cemil Ceto Bey de Garzan, Abdurrahman Agha de Sirnak, Omer Agha de Dersey et à Resul Agha de Musas, voir ibid., p. 937-954.
- 56.- K. KARABEKIR, op. cit., p. 23.
- 57.- B. CEMALI, Seyh Sait isyani, iass p. 87.
- 58.- M. SELIM, Kürtler Türklerden Ne Istiyor ? Le Caire, 1923.
- 59.- Voir les résolutions de l'une de ces réunions in O. KIAZIM, Angora et Berlin, Paris, 1922, p. 70. Voir également le rapport de M. Cholte de Velle (de la délégation de Belgique), C.Pel. 13.2.1922, reproduit dans Z. HERMAN, Belaika remsiligi vesihalavira Gara Milli Mücadler, 1982, Ist. 5 pages.
- 60.- Voir le télégramme de M. Kémal au Vali de Diyarbékir, 8.6.1919, reproduit dans Nutuk et S. Selek, Ibid, p. 185.

- 61.- C. DURSUNOGLU, Milli Mücadele'de Erzurum, Ist. 1946, p. 18.
- 62.- Cité par Y. Nadi, Kurtulus Savasi Anilari, Ist. 1979, p. 139.
- 63.- Voir D. Avcioglu, Milli mücadele Tarihi, Ist., 1973, t.1.
- 64.- K. KARABEKIR, op. cit., p. 121. Pour la liste des députés, voir M. GOLOGLU, III Mesrutiyet, Ist. 1970.
- 65.- Pour cette correspondance, voir M.K. Atatürk, Nutuk, v.1.
- 66.- Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 39.
- 67.- B. Chirguhi, La question kurde, ses origines et ses causes, Paris, Le Caire, 1930, p. 29-30. Les Anglais par le biais de Major Noël, ont pris part dans cette tentative. Mais les Bederkhani les ont accusés par les suite d'avoir empêché de la mener à terme. Voir ibid.
- 68.- C. DURSUNOGLU, Milli Mücadele'de Erzurum, Ist., 1946, p. 18.
- 69.- Comme nous l'avons cité, certains Kurdes voulaient empêcher l'établissement du contrôle kémaliste au Kurdistan comme les Bederkhani. A part cette tentative, N. Dersimi nous informe que le Comité Central de Kürt Teali Cemiyet aurait décidé le retour de ses membres au Kurdistan, op. cit., p. 110, alors que certaines autres informations démentaient cela, tel que le livre d'E. Cemilpasazade. Selon lui, le C.C. aurait rejeté cette proposition. Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 59. A cette époque, les Clubs Kurdes disposent d'une grande influence, à tel point que, K. KARABEKIR écrit dans ses mémoires que, "en pensant à toute éventualité, j'ai pris des mesures spéciales et militaires" pour réprimer une révolte kurde qui pouvait se produire. Istiklal Harbimizin Esaslari, p. 47. Compte tenu de ce facteur, il nous est difficile aujourd'hui, de comprendre les raisons pour lesquelles le Cemiyet n'a pas essayé de travailler sur le champ.
- 73.- Journal de Bosphore, 20.1.1920.
- 74.- B. BRENTJES, "Zu einigen Problemen der Geschichte der Kurdischen Nationalbewegung", Wissenschaftliche Zeitschrift der Martin Luther Universität, 1964, v. 9/10, p. 683.
- 75.- Z. SILOPI, op. cit., p. 23.
- 76.- Colonial Office, 23.12.1924, (n. 58505/74), FO E 11625/88/65.
- 77.- WEBB à CURZON, C/Pel. 3.5.1920, (n.620), FO 5063/11/44.
- 78.- Cherif Boghos Nubar et Dr. H. Ohandjanian à Clemenceau. Paris, 20.11.1919, AE 311-1, p. 36.

- 79.- Voir le rapport de R. de Caix, Beyrouth, 16.11.1920 (n. 1958/6), et la correspondance de Seyyid Abdulqadir, le 25.7.1920 AE E 311-3, Sept. 1919 - Oct. 1921.
- 80.- Voir note 71.
- 81.- Voir le rapport de de Robeck, 16.8.1920, (n. 403), FO E 3401/11/44.
- 82.- Voir le rapport annuel de Sir H. Rumbold, "Situation in Turkey", C/Pel. n. 428, 27.4.1921, FO E 5233/1/44, p. 43.
- 83.- Voir le rapport de de Robeck, C/Pel, 20.5.1920, (n.225), FO E 6148/11/44.
- 84.- Les fondateurs de cette nouvelle organisation sont les suivants : Dr A. Cevdet, Sükrü Baban, M. Sükrü (Sekban), Celadet Bederkhan, Emin Aali Bederkhan, Ekrem Cemilpasazade, Hani Bey, M. Selim Bey, N. Nüsseyin Bey.
- 85.- Pour l'ensemble de cette évolution, voir : "Le Mouvement Kurde", C/Pel., 25/11/1921, AE Série E, Carton 311, dossier 3, 10.10.1921-30.6.1929, p. 11-15; "Prince Kamil Bey Bederkhani's view on Kurdish Question", 7.2.1920, FO E 1567/11/44.
- 86.- Kamran Bedirkhan, "Kurdistan ve kürdler", Jin, 17.1.1919, n.9.
- 87.- Lettre du Comité pour l'indépendance du Kurdistan qui fonctionne en Egypte. Sigrie Mardizade Mehmet Arit Pasa, 26.3.1919, AE E 311-3, 19 Déc. 1918 - 31.8.1919, p. 116-119.
- 88.- M. GOLOGLU, Uçüncü Mesrutiyet, Ist., 1970, p. 85-87.
- 89.- De ROBECK à CURZON, C/Pel., 15.3.1920, (n.379), FO E 2786/11/44; WEBB à CURZON, C/Pel., 3.5.1920, (n.620), FO E 5963/11/44.
- 90.- Echo de l'Islam, v.1, n.3, Samedi 20.3.1920, in AN, Turquie, 1921-1924, doc. n.24.
- 91.- Zinnar Silopi, op. cit., p. 59-60, et A.B. KURAN, Osmanli imparatorlugun da inkilap Hareketleri ve Milli Mücadele Ist. 1956, p. 626.
- 92.- M.M. Van Brunissen, Agha, Sheikh and State, p. 446.
- 93.- Roju Kurd, n° 1, 11.11.1329.
- 94.- "Kürdler Irani Degilmidir ?", Jin, 22.5.1919; Yamulkizade, "Kürd ne idi ? Ne Ister ?", ibid., Jin, 12.Ianunievvel 1334.
- 95.- M. SELIMBEGI, "Kürdlükte Ilericilik Hareketleri", Jin, 26.4.1335.
- 96.- "Kurdiyê Siverekî", Gazindek, ibid, aded.16.
- 97.- Voir note 95.

- 98.- Z. SILOPI, op. cit., p. 61-65. De Robeck, C/Pel., 20.5.1920, (n.225), FO E 6148/11/44.
- 99.- Roji Kurdistan, 7.1.1923. Cité in F. Ibrahim, Die Kurdische Nationalbewegung im Iraq, p. 223.
- 100.- Pour la biographie de certains de ces personnages, voir : M.S. FIRAT, Dogu Illeri ve Varto Tarihi, Ist. 1961, p. 123.
- 101.- B. CHIRGUH, La Question kurde, p. 32; I. Parmaksizoglu, Tarih Boyunca Türkkürtleri ve Türkmenler, Ist., 1982, p. 84.
- 102.- Cité in B. Cemal, Seyh Said Isyani, Ist., 1955, p. 20.
- 103.- Les préparatifs militaires de l'Azadi sont si importants que Sükrü Naili Pasa reconnaît qu'il ne s'agit pas de "150 Brigades", mais de "5000 hommes armés parmi lesquels une proportion d'officiers et de soldats de l'armée régulière". "Record of a conversation with General Shukru Naili Pacha on March 3, 1925", enclosure in Lindsay à Chamberlain, C/Pel., 3.3.1925, (n.178), FO E 1394/1091/44.
- 104.- B. Cemal, op. cit., p. 22.
- 105.- M. HANDERSEN à M. Mac Donald, C/Pel., 23.6.1924, (n.572), FO E 6454/32/44.
- 106.- W.G. ELPHINSTON, "In memoriam, The Emir jeladet Aali Bederkhan. The passing of a kurdish Prince", JRCAS, v.XXXIX, 1952, p. 92.
- 107.- De la Ligue kurde (Le Caire) au Conseil de la S.D.N. Le Caire, 1.10.1924. FO E 9721/88/65.
- 108.- Note 105.
- 109.- Voir par exemple : "La Turquie et les Kurdes, Lettre de la Délégation Assyro-Chaldéenne, par M. de Kerboran", 2.3.1925, in AE E 311-3, 10. Nov. 1921 - 30.6.1929, p. 124.
- 111.- M.A. HASRETYAN, K.M. AHMAD, M. CIWAN, 1925 Kürt Ayaklanmasi, Uppsala, 1985, p. 11. L'Asie Française, 1925, p. 167. M.S. FORAT, Dogu Illeri ve Varto Tarihi, p. 131; The Manchester Guardian, 3.3.1925.
- 112.- A. DOGAN, Kurtulus, Kurulus ve Sonrasi, Ist. 1964, p. 207. E. Aybars, Istiklal Mahkemeleri, p. 184.
- 113.- "Notes sur l'insurrection du Kurdistan de Février à Avril", in LINDSAY, C/Pel., 2.6.1925 (n.429), FO E 3340/1091/44.
- 114.- B. CHIRGUH, La question kurde, p. 28. W.G. ELPHINSTON, "In Memoriam, The Emir Jeladet Aali Bederkhan, The Passing of a Kurdish Prince", JRCAS, v.XXXIX, 1952, p. 92.
- 115.- S. BEDERKHAN, The case of Kurdistan against Turkey, Philadelphia, 1928, p. 69.

- 116.- N. DERSIMI, Dersim Tarihi, Ist. 1979, p. 211, Cdt. Terrier, L'Arménie, (CHEAM : n°61), p. 72-74.
- 117.- Voir le chapitre ; Pour les accusations faites contre le gouvernement turc, voir : B. CHIRGUH, op. cit., p. 41.
- 118.- KHOYBUN, Les massacres des Kurdes en Turquie, Le Caire, 1928, p.13.
- 119.- H. ARFA, The Kurds, p. 41. Voir également l'hymne du Khoybun : I-Nuri, "Serhılanına aiyayê Agrî", Hevi, n° 2, 1984.
- 120.- FO Office of the Iraq chargé d'Affaires, Angora, 1.4.1928, (n.5827/28 Conf.) FO E 932/125/65.
- 121.- B. CHIRGUH, op. cit., p. 13. S. BEDERKHAN, op. cit., p. 4-6. Khoybun, op. cit., p. 4, 18-19.
- 122.- B. CHIRGUH, op. cit., p. 13.
- 123.- Major B.J.O. LEANY à Morgan, Angora, 24.3.1931, (n.1), FO E 1717/68/44.
- 124.- B. CHIRGUH, op. cit., p. 28.
- 125.- De Sec. of H.M. the High Com. for Iraq à "adviser to the Ministr. of Inter.", Bagdad, 4.6.1928; Od. note, 6.6.1928, (n.50.1542), FO E 4077/125/65. En Iraq, le responsable de Khoybun semble être Khurchid Effendi, sur lequel nous n'avons pas d'informations précises. Voir aussi, New-York Times, 28.6.1930.
- 126.- Memorandum de Air Headquarters, Iraq, Command. Bagdad, 15.6.1928, FO E 4074/125/65.
- 127.- C. CLARTON, The Residency, Bagdad, 7.6.1929, à The Secretary of State for the Colonies, FO E 3362/2112/44.
- 128.- Information fournie par M. P. Rondot, lors de notre interview à Paris.
- 129.- S. BEDERKHAN, op. cit., p.3.
- 130.- Information fournie par M. P. Rondot.
- 131.- Information fournie par M. P. Rondot. M. Rondot nous a précisé que ces relations n'avaient pas un caractère politique et ne comprenaient pas des relations avec les politiciens, mais avec des "scientifiques allemands".
- 132.- H. Com. de la R.F. "Etat de Kamichli", Kamechlie, 23.7.1930, (S.D.R., n. 1470/K/R/ Confidentiel), AE Syrie-Liban, Politique Ext. Relations avec la Turquie, 1930-1934, v. 468, p. 67, p. 87-93.
- 133.- H. Kivilcimli, Ihtiyat Kuvvet : Milliyet, p. 24.

- 134.- H. Com. de la R.F. "Etat de Syrie, Territoire de l'Euphrate". Kamechli, 15.6.1930. (S.D.R., n°1431/K/R/ Confidentiel) AE Volume cité, p. 64 es; Haut Com. de la R.F. à S.E. au Ministre des A.E., Damas, 23.8.1930, (n.753) ibid, p. 38.
- 135.- Selon Z. SILOPI, la réalisation de l'accord signé entre Cherif et B. Nubar en 1920, serait discutée entre deux délégations, Doza Kurdistanî, p. 107.
- 136.- S. BEDERKHAN, op. cit., p. 34-35. CHIRGUH, op. cit., p. 39. Khoybun, op. cit., p. 16.
- 137.- De Heratche Papazian à Hadjo Agha, in H. Com. de la R.F. Sûreté Générale, Brigade de Kamechli, 9.7.1930, (n.236/S/G/K/), AE volume cité.
- 138.- "Révolte du Kurdistan. Les renseignements donnés par Hadjo", H. Com. de la R.F. Etat de Syrie, Territoire de l'Euphrate, Kamechli, 15.7.1930, (S.D.R., n.1431/K/R/ Confidentiel), ibid, p. 64.
- 139.- R. NUR, Hayat ve Hatiratim, v.4, Ist. 1968, p. 1647.
- 140.- P.C. DODD à Sir R. CLIVE, Gultek, 26.1.1930, FO E 3687/1511/44. Hoare (Office of the British Military Attaché) à Sir G.R. Clerk, C/Pel. 5.3.1927, FO E 1213/74/65.
- 141.- M.C. ERATH à A. HENDERSON, C/Pel., 16.7.1930; (n.275). FO E 3897/1511/44; R. CLIVE à HENDERSON, Gülteki, 23.9.1930, FO 5282/1511/44.
- 142.- Voir l'article de V. QARDACHIAN, "Kurds fight for freedom. Their Country yields no Revenue and is heavy burden to Turkey", New York Times, 6.6.1930.
- 143.- Iskhanian, "Memorandum de la Fédération Révolutionnaire arménienne". Au Comité Exécutif de l'I.O.S. pour la séance du 22.8.1930 à Zürich. n.1236/3. Nous remercions Mmetet Minnassian qui nous a communiqué ce document.
- 144.- Sh. T. Qazzaz, "Nationalism and Cultural Pluralism : The Kurdish Case", Washington, 1971, p. 33.
- 145.- Voir: Celadet Bederkhan, "Gazi Mustafa Kemal Pasa Hazretlerine Açık Mektup", (?), 1973.
- 146.- Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 92.
- 147.- Ibid, p. 127-129.
- 148.- Expression utilisée par M. Chillita - Y. Makli in Zihra el Emir Djeladet Bederkhan, 1897-1951.
- 149.- Evdirrehman Fewzî, Serekê Asira Jîliyan, Hawar, n.12, 1932; Zahin Mistafa, "Yehitiya Turdan", Hawar, n.12-1932; "Li Ber Tirba Sex Seid", ibid, n.17, 1933, p. 3. "Axage Mirdest, "Welat", ibid, n°19, 1933, p. 2, etc.

- 150.- Voir surtout l'ensemble de la collection "Hawar", 1932-1943.
- 151.- Précisons que nous avons exclu certaines familles ou tribus qui sont restées en Irak après la Première Guerre Mondiale.
- 152.- Pour la généalogie de cette famille, voir M.M. Van Brunissen, op. cit., p. 304.
- 153.- "The Azizan of the Princes of Bohtan", JRCAS, v. XXXVI, 1949, July-October, p. 17.
- 154.- Ibid, Voir également, B. Chirguh, La question kurde.
- 155.- Voir N. SEVGEN, op. cit.
- 156.- Voir M.E. ZEHI, Kürdistan Tarihi, Ist. 1977.
- 157.- M. Chillita, Y. Makli, Zikra el Emir Djeladet Bederkhan, 1897-1951, 1952, p. 3 (?).
- 158.- Selon eux, le caractère prématuré de la révolte les aurait empêchés d'y prendre part. W.G. ELPHINSTON, "In memoriam, The Emir Jeladet Aali Bederkhan, The Passing of a Kurdish Prince", JRCAS, v. XXXIX, 1952, p. 92.
- 159.- CHILLITA M. - MAKLI Y., Zikra el Emir Djeladet Bederkhan, 1897-1951, 1952.
- 160.- N. ZAZA, Ma vie de Kurde ou le cri du peuple kurde, 1982, Lausanne, p. 71-72.
- 161.- Publiées sous le pseudonyme de Zinnar Silopi, Doza Kurdistan, Beyrouth, 1973.
- 162.- Voir la lettre de F. BEXO, Jin, n°4, 29.11.1918.
- 163.- M. CHUKRU, "La question kurde", Paris 1933.
- 164.- M. SELIMI, Kürtler Turkler den ne istiyor ? Le Caire (1923-?).
- 165.- Direction Politique et Commerciale. "Le Mouvement National Kurde". Paris, 26.9.1927, AE 311-3., p. 190.
- 166.- H. RUMBOLD, "Situation in Turkey. Annual Report", C/Pel. 27.4.1927, (n.428), FO E 5233/1/44, p. 42-43.
- 167.- S.D.N., Frontière entre la Turquie et la Grande Bretagne signé à Bagdad le 13.6.1926, Geneve, 1926, p. 4.
- 168.- E. KEDOURIE, Nationalism, London, 1960, p. 76.
- 169.- E. GELLNER, Nation and Nationalism, London, p. 49.
- 170.- B. CHIRGUH, La question kurde, Le Caire, 1930, p. 13.

- 171.- La lettre d'Emin Aali Bederkhan (16.6.1920), in DeFrance à Millerand, C/Pel., 29.6.1920, (n.323), AE E 311-3, sept. 1919 - Oct. 1921.
- 172.- B. CHIRGUH, La Question Kurde, Le Caire, 1930, p. 18.
- 173.- La lettre de Khalid, Sureyya, Khalil Bederkhan, La Caire, Le 23.3.1920 à S.E. Mr. Millerand, AE 311-3, sept. 1919 - Oct. 1921, p. 146.
- 174.- "Muhacirin Müdiriyeti Nesriyatından "Kürdler" Münasebetiyle Dehak Efsanesi", Jin, n° 1, 7.10.1918, p. 206.
- 175.- M. SELIMBEGI, "Eyyam-i Mahsusamizi Tespit Meselesi", Jin, n.16, 1919.
- 176.- K. Bitlisi, "Kürdler" Irani" Degilmidir ?", ibid, n.18, 8.5.1919.
- 177.- Nous pouvons ajouter que, dans le Tiers Monde d'aujourd'hui, nous pouvons facilement observer ce même phénomène, surtout en ce qui concerne les mouvement de gauche. En Turquie, par exemple, les dirigeants et la lutte de la période de 1968-1971, furent mythifiés par les générations post 1974.
- 178.- Les prises de positions pro-kurdes d'A. Cevdet ont été un vrai souci pour les Kémalistes, qui ont même demandé des mesures violentes contre lui. Voir : B.S. BAYKAL, Heyeti Temsiliye Kararlari, Ankara, 1974, p. 58. Ajoutons cependant que, en 1903, A. Cevdet était loin de partager ces idées. S. Mardin, Jön-Türklerin Siyasi Görüşleri, Ankara, 1964, p. 163.
- 179.- S. Hanioglu, Bir Siyasal Düşünür Olarak Abdullah Cevdet ve Dönemi, Ist., (1982-?), p. 327 es.
- 180.- S. MARDIN, op. cit., p. 164-182.
- 181.- H.Z. ULKEN, Türkiye Gaadas Süsüne Zarihi, Ist., 1979, p. 240-251.
- 182.- T.Z. TUNAYA, Türkiye'nin Siyasi Hayatında Batililasma Hareketleri, Ist. 1960, p. 81.
- 183.- H.Z. ULKEN, op. cit., p. 240-251.
- 184.- A. CEVDET aurait proposé dès 1913-1914 le passage à l'alphabet latin pour la langue kurde. Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 35. Dans la tentative de Xelil Xiyalî et Mehmet Emin Bitlisi en vue d'adopter les caractères latins en Kurde en 1919 (P. Rondot, Trois Essais de Latinisation de l'alphabet kurde : Iraq, Syrie, U.R.R.S., Extrait de Bulletin d'Etudes Orientales, t.5, 1933, p. 7), les idées de Cevdet ont sans doute joué un rôle important.
- 185.- T. CAVDAR, "Türkiye'de Burjuva Demokratik Düzene Yönelik İlk Hareketler", Ulke, n.4, 1978, p. 243.
- 186.- Voir note 183.

- 187.- Roji Kurd, n° 1, 11 Tesrinievvel 1329, p. 4.
188. Ibid, p. 5.
- 189.- W.N. Jr. HOWELL, The Soviet Union and the Kurds, PHD, Univ. of Virginia, 1965, p. 216.
- 190.- H. Ibrahim, "Bir Hasbihal", Jîn, n°1, 7.11.1918.
- 191.- M. Selimbegi, "Kürtlükte Terakki Cereyanlari", Jîn, 26.4.1919.
- 192.- Le terme mütegallibe signifie littéralement "usurpateur". Ici le mot est utilisé pour désigner les usurpateurs agraires.
- 193.- Voir note 191.
- 194.- K. FEWZI, "Iki Hayirli Eser"n Jîn, 26.5.1919.
- 195.- TEVFIK, "Kürtlerde Vehdi Zeka", Jîn, 25.2.1919.
- 196.- Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 131.
- 197.- P. Rondot, art. cit.
- 198.- Pour le chef kurde, quoique conscients de l'influence des religieux, il s'agissait, pour utiliser les termes de M. R. Rondot, d'"un projet d'Etat moderne".
- 199.- Voir les annexes.
- 200.- "derde Nezaniye", Hawar, n.14, 1932, p. 12.
- 201.- H. AZIZAN, De la question kurde, 1934, p. 7.
- 202.- La plupart des groupes kurdes actuels s'engagent également dans cette ligne et essaient d'en tirer même des leçons "marxistes-léninistes". Voir, par exemple Kürdistan'da Daragaçlari, Kisla Kültürü ve Devrimci Intikam Görevimiz. Köln, 1985.
- 203.- I. Nuri, Kürt Tarihi, Ist., 1976, p. 11-12.
- 204.- B. Chirguh est le pseudonyme de Celadet Ali Bederkhan.
- 205.- C. Bederkhan, Gazi Mustafa Kemal Pasa Hazretlerine Açık Mektup, 1973, p. 17.
- 206.- Khoybun, op. cit., p. 8, Chirguh, op. cit., p. 13.
- 207.- N. Dersimi, Kürdistan Tarihinde Dersim, Damas, 1952, p. 336-339.
- 208.- Khoybun, op. cit., p. 17-19. Edmonds observe la radicalisation du mouvement kurde et "the feeling of kinship which has always existed is developing into nationalism". "The Kurds of Turkey", London, 14.5.1946, EO E 5183.

- 209.- E. KEDOURIE, "Religion and Nationalism in the Arab World" in E. KEDOURIE, Islam in the Modern World, London, 1980, p. 54.
- 210.- E. KEDOURIE, Nationalism, London, 1960, p. 81.
- 211.- S. JAWAD, Iraq and the Kurdish Question, London, 1981, p.11.
- 212.- Cité par C. Madanoglu, Anilar, 1911-1938, p. 223.
- 213.- Voir J.S. Trimmingham, The Sufi Orders in Islam, Oxford, 1971.
- 214.- H. CARRERE D'ENCAUSSE, Réforme et révolution chez les Musulmans. L'Empire russe, Paris, 1981, p. 66-99.
- 215.- D.C. O'Brian, "La filière musulmane : Confréries et politique en Afrique Noire", Politique Africaine, n° 4, Nov. 1984, p. 7-30.
- 216.- Voir J.E. Trimmingham, op. cit.
- 217.- N. YALMAN, On Land disputes in E'n Turkey, in G.L. Zikker, Islam and its cultural divergences, Studies in Howard of G.F. Von Grunebaum, Illinois, 1971, p. 183.
- 218.- Vervier, 1980, p. 137.
- 219.- N'ayant pas la possibilité d'approfondir ce point, nous renvoyons à l'excellent ouvrage de Annick Lambton, State and Government in Medieval Islam. An introduction to the Study of Islamic political study. The Jurists, Oxford, 1981, p. 9, 93-97, 139-142 et L. Gardet, L'Islam, Religion et Communauté, Paris 1967, p. 185-192.
- 220.- S. MARDIN, Din ve Ideoloji, Ist., 1983, p. 203.
- 221.- Au passage, il convient de noter que certains descendants de Mawlana Xalid, notamment Mewlanzade Rifat Bey, étaient des nationalistes kurdes. Ce dernier fut le rédacteur en chef du journal pro-kurde Serbesti, (1918-1920), sympathisa avec l'aile radicale de Kürt Teali Cemiyeti et collabora par la suite avec Khoybun.
- 222.- A noter que dans la Turquie toute entière les institutions religieuses avaient un poids économique assez important. Voir par exemple O.L. Barkan, "Türkiye'de Din ve Devlet Iliskilerinin Tarihsel Gelisimi", in Cumhuriyetin 50. yildönümü Semineri, Ankara, 1975, p. 77.
- 223.- E. Kay TRIMBERGER, "Revolution from Above, Military Bureaucracy and Development in Japan, Turkey, Egypt and Peru., p. 32.
- 224.- BUTRUS, A., "The Nakchibendiyya-Majaddidya in the Ottoman Lands", Die Welt des Islams, v.XXII, 1982, p. 7.
- 225.- M.M. Van BRUNIESSEN, Agha, Sheikh and State, p. 261.
- 226.- Voir J.S. TRIMMINGHAM, The Sufi Orders in Islam, Oxford, 1971, p.104-132.

[§3]

- 227.- Dernièrement, en septembre 1985, l'enterrement d'un Siirt qui avait plus de 100.000 mürid eut lieu en présence de 20.000 personnes. Cumhuriyet, 1.10.1985.
- 228.- Rocnik Orjantalistyzy, t. VIII, 1933, p. 119.
- 229.- Cap. B. Dickson, "Journeys in Kurdistan", The Geographical Journal, n.4, April 1910, p. 370.
- 230.- Voir pour certains d'entre eux, le Ch.
- 231.- St PELLETIERE, The Kurds, an unstable element in the Gulf, London, 1984, p. 44.
- 232.- A. KEMALI, Evrincan Tarihi, Ist., 1930, p. 184.
- 233.- Voir A. GOKALP, Têtes Rouges et Bouches Noires, Paris, 1980, p. 15.
- 234.- SCHULZE R., "Die politizierung des Islams in 19 Jahrhundert", Die Welt des Islams, v. XXXII, 1982.
- 235.- W. JWADIEH, The kurdish Nationalist Movement : its origins and Development. PHD. Syracuse Univ., 1960, p. 304-305.
- 236.- M.M. Van Bruniesen, "Popular Islam, Kurdish nationalism and Rural Revolt : The rebellion of Shaikh Said in Turkey (1925), in J.M. Bale-G. Beneche (eds.), Religion and Rural Revolt, Manchester, 1984, p. 291.
- 237.- Z. SILOPI, op. cit., p. 85.
- 238.- N. SEVGEN, Dogu ve Gürey, Dogu Anadolu-da Türk Beylikleri, Ankara, 1982, p. 80-81.
- 239.- E. AYBARS, op. cit., p. 172.
- 240.- Milliyet, 1.5.1930.
- 241.- Note de M. Jardine, 23.6.1926, (n. C.12231/26) FO E 3910/228/65. Smith à Sir P. Loraine, Tabriz, 23.8.1925, (n.33), E 6730/193/65.
- 242.- "Sex û Axa bî kiymêtin", Hawar, 2.3. 1933.
- 243.- A. Mallet, "La Révolte des Kurdes - Elle est un des épisodes de la lutte pour le pétrole", Le Figaro, 27.2.1925.
- 244.- Cité par M. Van BRUNIESSEN, Agha Shaikh and State.
- 245.- Nous empruntons cette appellation de M.M. Van Bruniessen, Türkiye in Krisis, p. 205. B. Nikitin, utilise avec certaines réserves le mot de "féodalité". "La féodalité kurde", Revue du Monde musulman, 1925, t.LX, p.1.

Voir
P. 157 [310] 155

- 246.- K. BITLISI, Kürdçeye Dair", Jîn, n.13, 10.3.1919.
- 247.- P. Rondot, Les Kurdes de Syrie, Minorités de Syrie, Les Kurdes. 1937, (CHEAM, 17 bis), p.2-3.
- 248.- B. NIKITIN, art. cit., p. 1.
- 249.- M. M. Van Bruniessen, Agha, Sheikh and State, p. 44.
- 250.- M. SYKES, "Kurdish Tribes of the Ottoman Empire", TJRA, V.XXXVIII, 1908, p. 451-486. Il faut noter que SYKES n'a pas pu donner des chiffres
- 251.- P. Rondot, op; cit., p. 4.
- 252.- V. MINORKSY, Kürtler, Ankara, 1976, p. 62.
- 253.- I. BESIKCI, Dogu Anadolu'nun Düzeni, p. 314.
- 254.- Un paysan kurde explique ainsi les raisons de son refus de partir à l'ouest : "Qui va nous protéger là-bas ? Si nous commettons un accident (sous-entendu un crime), qui va nous soutenir ?", Cumhuriyet, 20.7.1930.
- 255.- L. DILLEMAN, Les Français en Haute-Djezirah, 1937, (CHEAM, 50.538), p.52-53.
- 256.- BRUNIESSEN, op. cit., p. 115.
- 257.- DILLEMAN, art. cit., J. MELIA, M. Kémal ou la Rénovation de la Turquie, Paris, 1929, p. 223.
- 258.- Traduction de lettre de Hadjo à Naif, in Colonial Office, London, 23.4.1926, (n° C.8105.126), FO E 2583/228/65. Voir aussi "Note by M. Jardine, concerning Kurdish Revolt under Hadjo", 23.6.1926, (n° C.12231/26), FO E 3910/228/65.
- 259.- A. GIBERT - M. FEVRET, "La Djezirah et son réveil économique", Revue de Géographie de Lyon, 28(1853), p. 10-11.
- 260.- BRUNIESSEN, Agha, Sheikh and State, p. 115.
- 261.- Voir note 291.
- 262.- BRUSNIESSEN, op. cit., p. 57.
- 263.- Voir : I. Besikki : Paqu Anadolu'nun Düzeni, Ist. 1970.
- 264.- St. H. Longrigg, Iraq 1900 to 1950, A political, social and economic History, Oxford, 1953, p. 8.
- 265.- Ibid, p. 15.

- 266.- DILLEMAN, op. cit., p. 50.
- 267.- Voir le discours de R. GALIP, in N. MAZICI, Belgelerle Atatürk Döneminde Muhalefet, p. 21-22.
- 268.- League of Nations, Question of the Frontier between Turkey and Iraq, Geneve, 1924, p. 29.
- 269.- P. Rondot, art. cit., p. 9-13. Voir également S.D.N., Mandats, Rapport de la Commission chargée par le Conseil de l'Etude de la Frontière entre la Syrie et l'Irak, Geneve, 1932, p. 36-7.
- 270.- P. Rondot, art. cit.
- 271.- Voir la carte en annexe.
- 272.- A. de la JONGUIERE, "Quelques observations sur la question de Moussoul", L'Asie Française, 1924, p. 118.
- 273.- H. KIVILCIMLI, Ihtiyat Kuvvet, Milliyet, p. 85.
- 274.- C. MADANOGLU, Anilar, 1911-1938, p. 112.
- 275.- Ibid, p. 85.
- 276.- Milliyet, 10.12.1931.
- 277.- H. KIVILCIMLI, op. cit., p. 129. H. KIVILCIMLI, Müttefik:Köylü, Stockholm, 1980, p. 36-37.
- 278.- A. KEMALI, Erzincan Tarihi.
- 279.- Les journaux turcs constatent, avec tristesse que le chemin de fer du sud est devenu un chemin de fer de contrebande. H. KIVILCIMLI, Ihtiyat Kuvvet : Milliyet, p. 50, et que les Kurdes "ne considèrent pas la contrebande comme une trahison envers la Patrie", Milliyet, 25.12.1933.
- 280.- KIVILCIMLI, Ibid, p. 47.
- 281.- BRUNIESSEN, op; cit., p. 261.
- 282.- La contrebande continue de produire des affrontements même en 1938, à une époque où le pouvoir kémaliste est plus fort que jamais. Voir Loraine à Halifax, Angora, 20.5.1938, (n.249) (319/4/38), FO E 3105/69/44.
- 283.- E. Ergüven (ed.) S.Kaya, Sözlere-Yazilari, 1927-1938, Ist. 1938, p.110.
- 284.- Ankara, 15.4.1937, Milliyet, 26.12.1930, 29.12.1930.
- 285.- Y. NADI, "Une plaie saignante : La frontière syrienne", La République, 17.12.1931.

- 286.- Sir G. Clerck à A. Hendersen, C/Pel. 11.6.1929, (n.305), FO E 3538/3538/44.
- 287.- A.R. VAN KRAL, Kâmal Atatürk's Land, p. 30.
- 288.- Director of Operations and Intelligence, "Events in Iraq", 17.2.1935, FO E 898/464/93.
- 289.- C. MADANOGLU, nous informe dans ses mémoires des décisions du Vali d'Urfa d'éloigner et de déporter les tribus sédentaires et fidèles, se trouvant sur la frontière syrienne. C. Madanoglu, op. cit., p.122.
- 290.- Voir Ch. II.2.
- 291.- MADONOGLU, op. cit., p. 122.
- 292.- Ali Ibn Ahmed, Yusuf, Osman, Hussein Sa'dun, Kalashzade Zamo, Rizo, Hassan of Sinikan, Mahmud ibn Ibrahim Pacha, A. Kadir Bey ibn Darayl Bey, Mala Cheref, Mala Shirko, Mala Bedri, lettre à "Amin and other Kurds", Colonial Office, 10.8.1926, (C 15217/26), FO E 4698/228/65; lettre de Hadjo et les autres, ibid.
- 292.- M. TUNCAY, "Heyet-i Mahsusalar, (1923-1938), Cumhuriyete Geçiste Osmanli Asker ve Sivil Bürokrasisinin Onemi", Armagan, Kanun-û Esasinin 100. Yili, Ankara, 1978, p. 429.
- 293.- Henderson à Mac Donald, C/Pel. 23.6.1924, (n.572), FO E 6454/32/44.
- 294.- N. ZAZA dans ses mémoires reflétant les observations d'un enfant sur la peur généralisée qui régnait dans des villes kurdes, notamment à Maden. Mavie de Kurde ou le cri du peuple kurde, Lausanne, 1982.
- 295.- A. Ter Minassian, "Le cas arménien : Socialistes et marxistes arméniens et la question nationale", in L'expérience soviétique et le problème national dans le monde, V.1, Paris, 1978.
- 296.- W.W. Haddad, W. Ochsenwald, Nationalism in a non national State, Colombo, 1978.
- 297.- Voir F. Ibrahim, Die Kurdische Nationalbewegung im Irak. Eine fall Studie zur Problematik ethnischer konflikte in der Dritten Welt. Berlin, 1983.
- 298.- Sh. T. Qazzaz, Nationalism and Cultural Pluralism, The Kurdish Case, Washington, 1971, p. 58.
- 299.- K.S. Symonolewicz, Nationalism Myths, p.2.
- 300.- H. ARFA, The Kurds, 1966, p. 38.
- 301.- L'interview fait avec Monsieur P. Rondot, en février 1986 à Paris.

- 302.- S. MARDIN, Din ve Ideloji, p. 131.
- 303.- W.Z. LAQUERS, Nationalism and Communism in the Middle East, London, 1958.
- 304.- Voir : Chillita M. Makli : Y. Zikra el Emir Djeladet Bederkhan 1897-1951, p. 16-18.
- 305.- N.ZAZA, op; cit., p. 85, "La rivalité arabo-kurde" (CHEAM, 233) p.9.
- 306.- Voir le Ch. III.3.
- 307.- M. Van Bruinessan, "Popular Islam, Kurdish Nationalism and rural revolt : The rebellion of Shaikh Saïd in Turkey (1925).
M. Baka-Benecke, Religion and Rural Revolt, Manchester, 1984, p.283.
- 308.- Pour cette période : voir : W. JWADIEH, The Kurdish Nationalist Movement : its origins and Development, 1966.
- 309.- Précisons que dans la Turquie kémaliste, les noms des députés à être élus étaient préalablement décidés par le Président de la République. Voir pour ce sujet : M. TUNCAY, "Atatürk'e Nasil Bakmak", Zoplum ve Bilim, p. 4, Ist. 1978.
- 310.- I. BESIKCI, CHF Tüzüğü ve Kürt Sorunu, Ist. 1978, p. 243 et s.
- 311.- Pour certains de ces télégrammes, voir M. Gologlu, Sivas Kongresi et III.Mesrutiyet, Ist., 1970.
- 312.- L. DILLEMANN, Les Français en Haute-Djezirah, 1937, (CHEAM : 50.538) p. 50.
- 313.- Telles que les régions de Zilan, Muradiye, Patnos et les tribus Celali, Haydaran, Ademad, Zekariyan, Miskan, etc. M.S. Firat, Dogu Illeri ve Varto Tarihi, Ist., 1961, p. 125.
- 314.- B. CEMAL, Seyh Said Isyani, Ist., 1955, p. 65-66.
- 315.- M. GOLOGLU, Sivas Kingresi, p. 107.
- 316.- H. KEVILCIMLI, Ihtiyat Kuvvet, p. 81.
- 317.- Ibid, p. 91.
- 318.- Ibid, p. 99.
- 319.- Ibid, p. 149.
- 320.- Délégation française auprès de l'Etat de Syrie, "Situation Politique", 23.8.1930 (n. 8679/5p), in AE Syrie Liban Polit.Extr. Relation avec la Turquie, 1930-1934, v. 468, p. 88-92.
- 321.- H.I. Dinamo, Kutsal Baris, v. 7, Ist. 1977, p. 324.

- 322.- B. BAYKARA, Dersim 1937, Ist. 1975, p. 20.
- 323.- H. OZTURK, Tunceli ve Ermeni Mezalimi, Ankara, 1983, p. 35.
- 324.- Ibid, p. 39.
- 325.- H. Ilug, Tunceli Medeniyete Açılıyor, Ist., 1938, p. 143.
- 326.- I. İnönü, Söylev ve Demeçler, Ist. 1946, p. 220.
- 327.- Vatan, 13.4.1925.

Institut kurde de Paris

NOTES DU QUATRIEME CHAPITRE

- 1.- Voir les oeuvres de Millingen et Von Moltke cité dans la bibliographie.
- 2.- Voir le Ch. III.6.
- 3.- W. JVADIEH, The Kurdish Nationalist Movement : Its Origins and Development, Syracuse Univ., 1960, p. 183.
- 4.- A. WAHEED, The Kurds and Their Country, Lahore, 1955, p. 207.
- 5.- St C. PELLETIERE, The Kurds : An instable element in the Gulf, London, 1984, p. 33.
- 6.- A AFRASTIAN, The Kurds, London, 1946, p. 57.
- 7.- B.N. SIMSIR, British Documents on the Ottoman Armenians, v.1, (1856-1880), Ankara, 1982, p. 276.
- 8.- M. VAN BRUNIESSEN, Agha, Sheikh and State, p. 224.
- 9.- M. E. ZEKI, Kürdistan Tarihi, Ist., 1977, p. 140.
- 10.- W. JVADIEH, op. cit., p. 239.
- 11.- M.E. ZEKI, op. cit., p. 148, Voir aussi La Revue du Monde Musulman, 1908.
- 12.- Cité de KNELO, JWADIEH, op. cit., p. 229.
- 13.- Ibid, p. 230.
- 14.- Ibid, p. 231.
- 15.- Ibid, p. 233.
- 16.- Ibid, p. 169.
- 17.- De très nombreux Nestouriens furent massacrés par les forces de Bederkhan. Voir pour ces événements N. SEVGIN, op. cit.
- 18.- K. KARABEKIR, Istiklal Narbimiz, p. 23.
- 19.- T.Z. ZUNAYA, Türkiye'de Siyasi Partiler, v.1, Ist. 1984, p. 404-405.
- 20.- Cherif Pasa : Kurdes et Arméniens, Mechrouttiye, n.49, Dec. 1913, p. 48-51.
- 21.- Pour le texte voir, Sir G. Lowther à Sir E? Grey, C/Pel. 22.1.1911, (n.65) FO E 3450.
- 22.- J. DESETTI DE LA MONEY, Van, 8.11.1909, (n.17), "Essai d'entente entre les Kurdes et les Arméniens", NS, Turquie, Polit. Inter. v.XIII, Jan. 1908 - Fév. 1910, p. 103-104.

- 23.- D'après les correspondances diplomatiques, la plupart des chefs kurdes, à savoir, Haci Musa Bey, une partie des Bederkhani, le Seid Taha, Kör Hüsseyin Pasa, Faris et d'autres cheikhs prenaient part à ces comités. J. Dessetti de la Money, Van, 25.4.1910, (n.9), in AE IBID., v.XIV, mars-déc. 1920, p. 47. Van, 7.6.1912, (n.13), AE ibid., v.XV, Jan.1911-Oct.1912, p.189. Van, 2-15.12.1913, ibid, v.XIX, sept.1913-fev.1914. Safrastian à Gregor, Van, (n.305) enclosure in Lowther à E. Grey, C/Pel., 11.5.1910, (n.62), FO E 17361.
- 24.- Jwadiéh, op. cit., p. 304.
- 25.- Henry de Beaufort (?), Van, 7.5.1914, n.8), AE ibid, v.XX, mars 1914-mai 1915.
- 26.- Srabian, Erzurum, 26.12.1909, (n.62), ibid, v. XIII, p. 186. A. Halfin, 19. yy.da Kürdistan Uzerine Mücadeleler, Ankara, 1976, p. 46-47.
- 27.- J. Edmons, "Kurdish Nationalism", Journal of Contemporary History, v.6, 1971, p. 89. Voici un poème de Koyî, "Oh ! El Djezirah et Bohtan/ Le pays des Kurdes/ Quel grand malheur/ ils veulent en faire l'Arménie/ Ne reste-t-il pas un seul effort à faire ?/ Je prête le serment sur le Coran/ S'il émerge une Arménie/ Il ne restera plus un seul Kurde", Diwan î Hacı Kadirî Koyi, ed. Gêwî Mukriyan, Erbil, 1969, p. 50.
- 28.- Voir Edmons, ibid, p. 90.
- 29.- "The Azizian or the Princes of Bohtan", JRCAS? July-Oct. 1946, p. 250.
- 30.- Voir Sir G. Lowther à Sir E. Grey, C/pel. 18.10.1911 (n.727) in FO E 41653.
- 31.- G. Lowther à E. Grey, C/Pel., 18.10.1911, (n.727) FO E 41653.
- 32.- Jwadiéh, op. cit., pp. 231-232. T.Z. Tunaya, Türkiye Siyasi Partiler, Ist., 1984, p. 406-408.
- 33.- Safrastian à Gregor, in Sir Lowther à Sir Grey, C/Pel., 11.7.1910 (n.252), FO E 25560; Srabian, Erzurum, 20.1.1910, (n.7), NS v.XVIII, p. 217.
- 34.- B. PICHSON, Van, 8.10.1908, NS ibid, p. 76.
- 35.- Serif Pasa à Constans, Pera, 1.4.1908, (n.77) NS, V.XIII, p. 18.
- 36.- G. Lowther à E. Grey, C/Pel. 22.1.1911, (n.65) FO E 3450,p.2.
- 37.- TUNAYA, op. cit., p. 406-408.
- 38.- J. Dessetti de la Money, Van, 8.11.1909, (n.17), NS v. citée, p. 170-171.
- 39.- J. Dessetti de la Money, "Essai d'entente entre les Kurdes et les Arméniens", Van, 8.11.1919, (n.17), NS. v.XIII, Jan.1908-Fev.1910, p.70.

- 40.- Henry de Beaufort, Van, 6.12.1914, (n.8), NS, v.XX, p. 8; Van, 7.7.1914, (n.17), ibid, p. 57.
- 41.- Boppe, Therapia, 17.7.1908, (n.185) NS, v.XIII, p. 52.
- 43.- Boppe, "Affaires kurdes", C/pel., 31/7/1910, (n.277), NS, v.VIII, 1910, p. 84.
- 44.- J. Dessetti de la Money, "Rapport sur la situation politique du Vilayet de Van pendant le premier trimestre de 1910", NS, v.XIV, mars-déc. 1910, p. 5; Erzurum, 14.6.1911, (n.28), NS, v.XV, Jan. 1911-Oct. 1912, p. 82.
- 45.- "Traduction de l'affiche placardée par les soins des autorités à Seert", Volume cité, p. 189.
- 46.- Voir note 12. Voir aussi B. DICKSON, Van, 3.11.1909, (n.23), NS, v.XIII, p.86; Srabian, Erzurum, 26.12.1909, (n.62), ibid., p. 186.
- 47.- J. Dessetti de la Money, Van, 2.1.1910, (n.1), Ibid, p. 188.
- 48.- M. Marling à E. Grey, Péra, 1.12.1909, (n.942), FO E 44354.
- 49.- H. de Jaesori (?), Van, 19.4.1914, (n.4), NS, v.XX, mars 1914-mai 1915, p. 5. Voir aussi St Longrigg, Irak, 1900 to 1950,..., p. 56-57.
- 50.- Constant, Thérapia, 26.8.1908, (n.257), "Opérations militaires contre Dersim", NS, v.XIII, p. 68.
- 51.- Voir le livre de C. Celil qui contient certains documents russes : Jiyana Rewsenbiriû siyasi ya Kurdan, Uppsala, 1985.
- 52.- Law Resit, "Bir Hikaei Tarih-Bitlis ayaklanmasi", Jîn, n.16, 11.4.1919.
- 53.- Nous voulons préciser que cette découverte très tardive est faite par M. Tunçay, "Misak-i Milli'nin 1. Maddesi", Birikim, n.18-19, 1977, p. 15 et s.
- 54.- M.K. Atatürk, Meclis'in Gizli Oturumlarinda Konusmalar, p. 282.
- 55.- Cité par H. Bila, CHP Tarihi, Ist. 1979, p. 739.
- 56.- S. Ilkin - I. Tekeli, "Kurtulus Savasinda Talat Pasa ile Mustafa Kemal'in Mektuplasmalari", Belleten, 1980, p. 322-324.
- 57.- M. Kemal dit ceci : "La Turquie a envoyé en Azerbaïdjan des commandants et des officiers. Elle a envoyé tout ce qu'il fallait. Elle a ainsi pu élever sa puissance militaire dans ce pays au niveau mérité", m. K. Atatürk, op. cit., p. 85.
- 58.- St Shaw - E. Kural Shaw, History of the Ottoman Empire and Modern Turkey, Cambridge, 1976, p. 355.

- 59.- Voir AN, F7 13486.
w. Jwaideh
- 60.- J. WADIEH, "The Kurdish Nationalist Movement. Its Origins and Development". p. 544.
- 61.- Ces mouvements sont classifiés par l'historiographie officielle, comme des mouvements n'ayant pas pour objectif de soutenir le Khalifat et le gouvernement d'Istamboul. K. Esengin, Milli Mücadelede İç Ayaklanmalar, Ist? 1975, p. 21.
- 62.- Ibid., p. 24.
- 63.- O. DURU, Amerikan Gizli Belgeleriyle Türkiye'nin Kurtulus Yillari, Ist., 1978, p. 252.
- 64.- Alişer : Cet homme puissant dans la hiérarchie tribale de Dersim, se présente comme un grand stratège dans les révoltes de Koçgiri et de Dersim. Il a également écrit des poèmes nationalistes, dont l'hymne de Koçgiri. Il est intéressant de constater que les thèmes religieux sont mêlés à des thèmes purement nationalistes dans cet hymne écrit moitié en kurde, moitié en turc : "Les armées du Kurdistan/ ont détruit les Barbares/ On va mourrir pour la patrie/ Nous ne voulons plus de ces Mongols/ Dilo (le coeur) yeman, yeman, yeman/ La neige et la fumée ont envahi les montagnes/ Envoyez nous le Chah des braves/ Il est le remède de toutes les douleurs". Cité par Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 78.
- 65.- Pour Nuri Dersimi, voir son livre Dersim Tahiri^{Z. Si}, qui contient des informations importantes sur Seyyid Iziza.
- 66.- C. Bardakçi, Alevilik, Bektasilik, Ist., 1964, p. 52.
- 67.- Hakimiyeti Milliye, 6.5.1921, cité par Bulletin Périodique, n.14, 12-4- 24.5.1921, p. 7.
- 68.- A. KEMALI, Erzincan Tarihi, Ist. 1930, p. 159.
- 69.- Ibid, p. 154.
- 70.- Ibid, p. 157.
- 71.- N. DERSIMI, Dersim Tarihi, Ist., 1979, p. 116.
- 72.- K. Esengin précise que pendant la révolte un journal kurde, le Jepîn est publié à Dersim. Op. cit., p. 182. Nous n'avons pas pu consulter les numéros de ce journal.
- 73.- Dersimi écrit dans ses mémoires qu'il était également question de faire appel aux Français, mais que "la jeunesse kurde, qui considérait une demande d'aide d'un pays étranger comme une insulte, a refusé cette proposition", op. cit., p. 127.
- 74.- E.H. TEPEYRAN, Belgelerle Kurtulus Savasi Anilari, Ist. 1928, p. 75.
- 75.- K. ESENGIN, op. cit., p. 186.

- 76.- Sir H. RIMBOLD à Marquess Curzon of Kedleston, C/Pel., 29.3.1922, (n.308), FO E 3553/96/65.
- 77.- Ibid.
- 78.- Voir N. Dersimi, Dersim Tarihi, p. 127-143.
- 79.- Ibid, p. 128.
- 80.- K. ESENGIN, op. cit., p. 188.
- 81.- Ibid, p. 184.
- 82.- Tepeyran, op. cit., p. 74-75.
- 83.- ATATURK, Meclis'in Gizli Oturumlarında Konusmalar, p. 249, 262.
- 84.- M.K. ATATURK, Nutuk, Ist. 1972, p. 630.
- 85.- K. ESENGIN, op. cit., p. 193.
- 86.- J. GREW, Atatürk ve İnönü, Ist. 1966, p. 90.
- 87.- N. ZAZA, Ma Vie de Kurde, p. 86.
- 88.- C. Madanoğlu, Anılar, 1911-1938, p. 155.
- 89.- A.J. TOYNBEE, Survey of International Affairs, 1925, v.1, Oxford, 1927, p. 479.
- 90.- Khoybun, Les Massacres Kurdes en Turquie, Le Caire, 1928, p. 18.
- 91.- Pour la généalogie de Cheikh Said, voir M.M.Van Brunissen, Agha, Sheikh and State, p. 348.
- 92.- B. CEMAL, Seyh Sait Isyani, Ist., 1955, p. 20.
- 93.- Ruji Nuve, 1960, p. 36-38.
- 94.- Ibid.
- 95.- A. DOGAN, Kurtulus, Kurulus ve Sonrasi, p. 172.
- 96.- "Notes sur l'insurrection du Kurdistan de février à avril 1925" in M. LINDSAY C/Pel., 2.6.1925, (n.429), FO E 3340/1091/44. L'auteur semble faire allusion aux tentatives d'arrêter M. Kémal en 1919.
- 97.- B. NIKITINE, "Les Kurdes racontés par eux-mêmes", L'Asie Française, 1925, p. 156.
- 98.- Y. MAZHAR, cité par B. CEMAL, op. cit., p. 18.
- 99.- Son Saat, 26.6.1925, cité par Bulletin périodique,..., n°41, 4.6-15.7.1925.

- 100.- A. AYBARS, Istiklal Mahkemeleri, p. 161-162.
- 101.- N.K. ATATURK, Nutuk, p. 892.
- 102.- M.S. FIRAT, Dogu Illeri ve Varto Tarihi, p. 130.
- 103.- Ibid, p. 130.
- 104.- Informations du Vali de Mamurütul Aziz, citées par B. Cemal, op. cit. p. 34.
- 105.- P. GENTIRON, M. Kémal ou l'Orient en marche, Paris, 1929, p. 71.
- 106.- The Times, 9.3.1925.
- 107.- Cité in A. Yegin, Islami, Ilmi, Edebi, Felsefi Yeni Lügat, Ist., 1975, p. 602.
- 108.- R.W. OLSON - W.F. TUCKER, "The Sheikh Said Rebellion in Turkey", Die Welt des Islams, v.XVIII, 1978, p. 198.
- 109.- B. TOPRAK, Islam and Political Development in Turkey, Leiden, 1981, p. 68-69. Ajoutons que certains observateurs, parmi lesquels le Général Gelusoy, pensent que si le Cheikh Said avait lancé ses campagnes au nom de la libération du Kurdistan et non de la sauvegarde de l'Islam, il aurait pu réussir à soulever les autres partis du Kurdistan, notamment Dersim. Siyesi Hakvaler, 2. p. 153, Voir également S.VEDAT, op. cit., p. 96.
- 110.- B. CEMAL, Seyh Said Isyani, Ist. 1955, p.45.
- 111.- A. DOGAN, Kurtulus, Kurulus ve Sonrasi, p. 172; B. AYBARS, Istiklal Mahkemeleri, p. 123.
- 112.- Daily News, 2.3.1925, cité par AE E 311-3, p. 112.
- 113.- LINDSAY à CHAMBERLAIN, C/Pel., 3.3.1925, (n.178), FO E 1394/1091/44.
- 114.- B. CEMAL, op. cit., pp.24-25.
- 115.- Tevhid-i Efkâr, 6.1.1925.
- 116.- Henderson à Mac Donald, C/Pel., 16.9.1924, (n.63), FO E 8121/32/44.
- 117.- Z. SILOPI, op. cit., p. 83.
- 118.- M. GOLOGLU, Devrimler ve Zepkileri, p. 103.
- 119.- Il s'agirait des officiers et des soldats suivants : Hesikê Elî, Elikê medikê, Velî Hedîni, Hesenê Berzî, Mahemê Isiki, Sevesê Muhammed, Bahriê Muhammed, et deux autres, tous de Piran, M.A. Hasretyan, K.M. Ahmed, M. Ciwan, 1925 Kürt Ayaklanmasi, p. 11.

- 120.- Serment de l'ordre religieux, celui qui porte le triple falak, se déclare séparé de sa femme et ne peut plus se remarier avec elle avant qu'elle soit mariée et divorcée avec quelqu'un d'autre.
- 121.- B. CEMAL, op. cit., p. 23.
- 122.- "Notes sur l'Insurrection du Kurdistan...", in Lindsay, C/Pel., 2.6.1925, (n.429), FO E 3340/1091/44.
- 123.- Y.K. Karasmanoglu, Politikada 45 Yil, Ankara, 1968, p. 77-78.
- 124.- B. AYBARS, op. cit., p. 94.
- 125.- Télégrammes cités par B. CEMAL, op. cit., p. 39-42.
- 126.- Cumhuriyet, 23.2.1925.
- 127.- B. CEMAL, op. cit., p. 24-25.
- 128.- Ibid., p. 25.
- 129.- Voir note 12. L'Asie Française, à son tour évalue ce chiffre des combattants kurdes à 20.000. L'Asie Française, 1925, p. 167.
- 130.- B. CEMAL, op. cit., p. 24.
- 131.- VATAN, 25.2.1925, cité par Bulletin périodique..., n.39, 29.1-25.3.1925.
- 132.- Journal d'Orient, 24.3.1925.
- 133.- M. GOLOGLU, Devrimler ve Tepkileri, p. 103-104.
- 134.- B. AYBARS, Istiklal Mahkemeleri, p. 122.
- 135.- F. OKYAR, Uç Devirde Bir Adam, Ist., 1980, p. 369.
- 136.- In Note de service de Renseignements sur le mouvement insurrectionnel kurde et les mesures militaires du gouvernement turc, 11.3.1925, AE E 311-3, 10 nov.1921-30.6.1929, p. 141-144.
- 137.- Hoare à Chamberlain, Thérapia, 3.5.1925, (n.602), FO E 4708/1091/44.
- 138.- Voir le dossier de presse de FO, in Lindsay à Chamberlain, C/Pel. 10.3.1925, (n.199), FO E 1615/1091/44.
- 139.- Voir Bulletin Périodique de la presse turque, n.40, 26.3 - 3.6.1925, p.1-2.
- 140.- Voir le dossier de presse des AE, AE-E-3-311, p. 116.
"1925 Kürt Isyani ve Seyh Sait", Akis, n.7, 27.11.1967, p. 31-32.
Ibid., n°8, 4.12.1967, p. 27.
- 141.- Note du S.R., 24.2.1925, AE E 311-3, 10 nov.1921 - 30.6.1929, p. 99-100.

- 142.- Mougin, Angora, 28.3.1925, (n.182), ibid., p. 163. Edmonds, quant à lui, compare la répression de la révolte avec les massacres arméniens. Edmonds à Henderson, C/pel., 21.5.1925, (n.1), FO E 2678/1279/44; Voir aussi L'Asie Française, 1925? P. 204.
- 143.- A.F. Cebesoy, Siyasi Hatiralar, p. 181.
- 144.- Cité par H. Djahid, Le Temps, 9.3.1925.
- 145.- Cité in Lindsay à Chamberlain, C/Pel., 28.4.1925, (n.?), FO E 2634/194/44.
- 146.- L'Asie Française, 1925, p. 167.
- 147.- The Times, 28.3.1925. A.J. TOYNBEE, Survey of International Affairs, p. 309.
- 148.- P. GENTIRON, M. Kémal ou l'Orient en marche, Paris, 1929, p. 83.
- 149.- L'Asie Française, 1925, p. 204.
- 150.- S. VEDAT, Türkiye'de Kürtçülük Hareketleri ve Isyanlari, Ankara, 1980, p.101.
- 151.- Journal d'Orient, 24.3.1925.
- 152.- S. VEDAT, op. cit., p. 101.
- 153.- Y.K.Karaosmanoglu, Politika'da 45 Yil, Ankara, 1968, p. 79.
- 154.- Cité par Y. Küaük, Türkiye üzerine Tezler, Ist. 1977, v.1, p. 45.
- 155.- A. RONFARD, Consul de France à Adana et Mersina à A. Briand, Adana, 28.3.1927 (n.33), AE E v.282, Déc. 1926 - Déc. 1929. Lindsay à Chamberlain, C/Pel., 10.3.1925, (n.199), FO E 1615/1091/44.
- 156.- Armée Française du Levant, Beyrouth, 15.3.1925, in AE E 311-3, Nov. 1921-30.6.1929, p. 158-159.
- 157.- Lieutenant Colonel Catroux à Ministre de la Guerre, C/Pel., 13 Fév. 1925, (n.54/A.M.), AE E 303, Août 1924 - Déc. 1929, p. 50.
- 158.- Lieutenant Colonel Catroux au Ministre de la Guerre, C/Pel., 24.2.1925, (n.71/A.M.), AE E 311-3, 10 nov. 1921 - 30.6.1929, p. 7-111.
- 159.- Lindsay à Chamberlain, C/pel., 31.3.1925, (n.258), FO E 2706/194/44/
- 160.- Mogin, Angora, 12.3.1925 (n.154), AE E 311-3, p. 141. Voir aussi note 46.
Bulletin Périodique..., n.40, 26.3 - 3.6.1925, p. 1.
- 161.- M. Kémal fit la déclaration suivante à propos de la mobilisation "Compatriotes ! Le développement de la patrie turque, son intégralité sa protection contre tout danger exigent qu'on se rende immédiatement à l'appel de la mobilisation. Cette règle, nous devons toujours la conserver vivante dans l'esprit des adultes et des enfants qui grandissent". Histoire de la République turque, 1933, Ist., p.189.

- 162.- A. SARRAUT à A. BRIAND, C/Pel., 23.6.1925, AE E 311-3, p. 182. Direct., Polit. et Commerciale, "Le Mouvement national kurde", Paris, 26.9.1927, Ibid, p. 190. Les autorités britanniques évaluent le nombre des soldats trucs à 40.500. Enclosure 3 in Lindsay à Chamberlain, C/Pel., 31.3.1925, (n.258), FO E 2076/194/44.
- 163.- O. KURKCUOGLU, Türk İngiliz İlişkileri Tarihi, 1919-1926? Ankara, 1978, p. 317. Entre 1919-1922, seulement 5 avions furent utilisés contre les Grecs. D. ARIKOGLU, Hatıralarım, Ist. 1960, p. 289.
- 164.- M.M. Van Bruniessen, Agha, Sheikh and State, p. 398.
- 165.- M. S. FIRAT, Doğu Illeri ve Varto Tarihi, p. 128. Halit se présente comme un commandant ayant bien réussi sur le front de Much, Agri, Bitlis. Après la chute de la révolte, il passa en Iran, retourna en Turquie en 1926, pour organiser la révolte. Il fut arrêté et exécuté le 31.7.1926, à Diyarbékir. N. Dersimi, Dersim Tarihi, p. 158.
- 166.- S. Vedat, Türkiye'de Kürtçülük Hareketleri ve İsyanlar, p. 95.
- 167.- En dehors des exécutions de Diyarbékir et Harput, il y eut des exécutions à Dersim et d'autres vilayet kurdes. Bulletin Périodique..., (n.49), 22.12.1926 - 31.1.1927, p. 4.
- 168.- M.S. FIRAT, op. cit., p. 131. M.A. Hasretyan, K.M. Ahmad, M. Ciwan, op. cit., p. 4.
- 169.- Voir note 122.
- 170.- B. Cemal, op. cit., p. 74.
- 171.- Voir note 160.
- 172.- A.J. TOYNBEE, op. cit., p. 510.
- 173.- Voir le dossier de presse, FO E 2076/194/44, FO E 1615/1091/44. İnönü, Söylev ve Demeçler, Ist., 1946, p. 131. Pour les caricatures, voir les annexes.
- 174.- B. AYBARS, op. cit., p. 158.
- 175.- KHOYBUN, Les Massacres kurdes en Turquie, p. 35. Voir aussi B. AYBARS, op. cit.
- 176.- KHOYBUN, op. cit., Annexes.
- 177.- M. MECHIN, Le Loup et le Léopard, v.1, Paris, 1954, p. 340.
- 178.- Entre 1919 et 1922, 9.176 soldats turcs sont tombés sur les différents fronts. S. Selek, Anadolu İhtilali, Ist., 1973, p. 112.
- 179.- Par exemple, certains autres chefs étaient contre l'attaque sur Diyarbékir et défendaient la thèse selon laquelle il fallait occuper les villes du Nord-Est, comme Bitlis, Much, etc.

- 180.- R. NUR, Hayat ve Natiratism, Ist., 1968, v.4, p. 1604.
- 181.- "Appreciation of the Situation in the Iraq Frontier", Memorandum de War Office, 6.10.1925, FO E 6122/32/65.
- 182.- "Le mouvement kurde, le mouvement laze et l'activité de l'opposition en Turquie", Direction Polit. et Commerciale, Paris, 2.11.1927, AE E 311-3, p. 192-193.
- 183.- S. BEDERKHAN, The Case of Kurdistan against Turkey, p. 53.
Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 119.
- 184.- Voir note 6. Draft to Consul Cameron by Mohteagle, 2.6.1929 (n.29), FO E 3362/2112/44.
- 185.- S. BEDERKHAN, op. cit., p. 49.
- 186.- B. CHIRGUH, La Question kurde, p. 34.
- 187.- F. HUMPHRYS à R. CLIVE, Bagdad, 29.4.1930, (n.66), FO E 1511/1511/44.
Ministre de la Guerre, Etat-Major de l'Armée, Section d'Etudes Afrique-Orient-Colonies, Paris, 7.3.1930, AE, v.690, Levant, 1918-1940, p. 25 et s.
- 188.- B. CHIRGUH, op. cit., p. 44.
- 189.- Memorandum on the Situation of the Kurds, Paris, 1947, p. 13.
E. Ergüven, S. Kaya, Sözleri, Yasilari, 1927-1937, p. 18-22.
- 190.- G. Clerk à Chamberlain, C/Pel., 16.5.1928, (n.239), FO E 2657/128/44.
Clerk à Chamberlain, "Turkish Policy in Kurdistan", C/Pel., 26.6.1928, (n.312), FO E 3313/128/44.
- 191.- Clerk, "Turkish Policy in Kurdistan", Clerk à Chamberlain, C/Pel., 26.6.1928, (n.312), FO E 3313/128/44.
- 192.- B. CHIRGUH, op. cit., p. 41.
- 193.- G. Clerk à Chamberlain, "Turkish Policy in Eastern Vilayets", C/Pel., 14.8.1928, (n.384), FO E 4142/128/44.
- 194.- Voir note 13.
- 195.- B. CHIRGUH, op. cit., p. 43.
- 196.- Selon l'estimation de Khoybun, le gouvernement turc serait obligé de mobiliser trois fois plus de soldats en 1931 qu'en 1930.
C. Bederlhan, Gazi Mustafa Kemal Pasa Hazretlerine Açık Mektup, p.50.
- 197.- M. TUNCAY, "Menemen Olayi", Cumhuriyet Dönemi Türkiye Ansiklodisi, v.4, p. 573.
- 198.- Asim Us, 1930-1950 Hatira Notlari, Ist., 1966, p. 20.
- 199.- Voir le ch. II.4.

- 200.- Milliyet, juillet-septembre 1930.
- 201.- Milliyet, 1.9.1930, 2.9.1930; 8.9.1930: 9.9.1930; 1.7.1930; 6.7.1930.
- 202.- Milliyet, 26.5.1930.
- 203.- Par exemple les attaques du 22 août, Sir R. Clive, Téhéran, (s.d.), n.462), FO E 5320/1511/44.
- 204.- I. Besikçi, Dogu Anadolu'nun Düzeni, p. 309.
- 205.- New York Times, 28.6.1930.
- 206.- Loi n° 1850, du 20.7.1931, Resmi Gazette, 29.7.1931.
- 207.- Milliyet, 16.7.1930 : "200 villages auprès d'Erçis ont été détruits. Surtout au Pantos, il n'y a plus de villages." I. İnönü : "Ici et là quelques villages ont collaboré avec les insurgés; et ont été punis", Söylev ve Demeçleri, p. 218.
- 208.- F. RIFKI, "Sarkta", Milliyet, 10.7.1930.
- 209.- Milliyet, 20.7.1927. G. Clerck à Chamberlain, 9.8.1927, (n.417), FO E 3552/74/65; Milliyet, 4.10.1931.
- 210.- Voir le Ch.
- 211.- C. Bederkhan, Gazi M. Kemal Pasa Hazretlerine Açık Mektup, la préface de N. Dersimi, p. 7. H. Arfa, The Kurds, p. 43.
- 212.- Voir Z. SILOPI, p. 122. Du Haut Comm. P. i. re de la R.F. au Ministre des affaires étrangères, Damas, 23.8.1930, (n.753); AE Syrie-Liban, v.468, p. 39. Sur Gén. Brigade de Kamichli, 27.7.1930, (n.271/S/G/K/), Ibid, p. 68.
- 213.- Pour les échos de ces tentatives dans la presse turque, voir Milliyet 26.7.1930; 1.8.1930; 10.8.1930; 14.8.1930.
- 214.- Le membre arménien de Khoybun, Papazian, essayera également de mobiliser les Kurdes de Rawanduz. M. Hall (Colonial Office) à Lord Monteaagle, London 4.12.1928, (n.58721/1928), FO E 5774/125/65.
Voir aussi The New York Times, 28.7.1930; pour le soutien des Kurdes d'Irak aux Kurdes de Turquie.
- 215.- The New York Times, 28.7.1930; Le Temps, 6.8.1930; 18.8.1930; 27.8.1930.
- 216.- "L'attitude hostile adoptée par la Russie soviétique et par la Perse, les mesures militaires prises par ces Etats, l'insuffisance de nos provisions ayant rendu très inégale cette lutte qui dure depuis le 1er septembre, j'ai jugé opportun de ne plus continuer à exposer aux instruments de destruction accumulés par l'ennemi les héroïques enfants de la patrie, confiés à mon commandement." Cité de L'Orient (Beyrouth), 18.10.1930, par L'Asie Française, 1930, p. 380.
- 217.- M. LASCELLES, Téhéran, 29.7.1931, FO E 4070/68/44.

- 218.- Voir Z. SILOPI, Doza Kurdistan.
- 219.- "Unrest among Kurds in Trezibond district", Trezibond, 3.9.1936, (n.69), FO E 5883/1517/44; A.G. Massac à P. Boncour, Trebizond, 26.5.1933, (n.14), AE Levant 1918-1940, Turquie, v.603, 1933, p.40.
- 220.- Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 130, p. 153.
- 221.- "Tour by Mr. Roberts and Mr Ravensdale in Eastern Vilayets of Turkey", G. Clerk, C/Pel., 28.7.1931, (n.248) FO E 4015/1922/44.
- 222.- N. DERSIMI, Dersim Tarihi, p. 162.
- 223.- H. Oztürk, Tarihimizde Tunceli ve Ermeni Mezalimi, p. 39.
- 224.- Cité in H. Ulug, Tunceli Medeniyete Açiliyor, p. 136.
- 225.- H. Oztürk, op. cit., p. 38-40. Voir également M. Aren, "Civiliser qui? Relever quoi ? Personne n'a pu répondre à ces deux question. Relever, restaurer des rochers ? A quoi bon ? Rien ne croit dans cette région déshéritée où le froid règne les trois quarts de l'année... Il faut vider Dersim et consacrer cette région à l'élevage et à l'industrie forestière. C'est alors que ce repère de bandits change d'aspect." Djumhuriyet, 19.7.1936, cité in Bulletin périodique, n.120, 1936.
- 226.- N. DERSIMI, op. cit., p. 179-181.
- 227.- Ibid, p. 184-214. A. Kémali, Erzincan Tarihi, p. 167-169.
- 228.- N. Dersimi, op. cit., p. 184.
- 229.- Ibid, p. 214.
- 230.- Voir Ch. I.3.
- 231.- B. Baylura, in Dersim 1936, traite ce problème d'une façon romanesque, mais avec beaucoup d'erreurs majeures et d'un point de vue pro-kémaliste.
- 232.- B. Baykara, Dersim 1936.
- 233.- B. Baykara, Dersim 1936, p. 124, 159. N. Dersimi, op. cit., p. 181.
- 234.- Bulletin périodique..., n.120, p.8. N. Dersimi, op. cit., p.181-4.
- 235.- N. Dersimi, op. cit., p. 220.
- 236.- P. Loraine à A. Eden, Angora, 23.5.1937, (n.311), FO E 2893/466/44.
- 237.- G. Jaschne, Die Turkei in den jahren 1935, 1941. Leipzig, p. 45.
- 238.- M. Gologlu, Tek Partili Cumhuriyet, p. 246.
- 239.- B. Baykara, Dersim 1936; Tunceli, 1937.

- 240.- "Memorandum on modern Turkey by T. Phillips", 10.1.1938, FO E 136/69/44. Mr. Scriverer à Eden, Angora, 12.1.1938, FO E 77/3/38; Loraine à Halifax, Angora, 20.5.1938, (n.249), FO 3105/69/44. Morgan à Halifax, Istamboul, 1.6.1938, (n.319), FO E 3105/69/44. P. Loraine à Halifax, "Turkish Army Manoeuvres in Dersim area", Angora, 4.8.1938, (n.388), FO E 473/69/44. Loraine à Eden, Ist., 5.8.1938, FO E 4772/69/44. From military attaché à Morgan, Ist. 8.9.1938, (n.455), FO E 5359.69.44. "Repressions of Kurds in Tunceli Region", From the military attaché, Ist., 9.9.1938, (n.459), FO E 5363/69/44.
- 241.- "Basvekilin Nutku", Ulkü, v.XI, Juillet 1938, p. 399.
- 242.- C. KUTAY, Celal Medeneyite Açiliyor, p.154.
- 243.- H. Ulug, Tunceli Medeneyite Açiliyor, p. 154.
- 244.- Ibid., p. 146.
- 245.- Cumhuriyet, 18.7.1936, Cité par Bulletin Périodique..., n.120, p.8.
- 246.- P. Loraine à Eden, Angora, 16.7.1937, (n.432), FO E 4238/466/44.
- 247.- Loraine à Eden, Angora, 22.5.1937, (n.309), FO E 2892/466/44.
- 248.- H. Ortürk, op. cit., p. 41.
- 249.- E. Ergüven, S. Kaya, Sözlere-Yazilari, 1927-1937, Ist., 1938, p. 182.
- 250.- B. Baykara, Dersim 1936, p. 6.
- 251.- O. Mete, lors d'un voyage en 1948, constate que dans la région, on ne trouve ni chemin de fer, ni médecins, ni artisanat, ni agriculture, ni commerce. Il précise qu'il n'a rien trouvé d'autre que l'élevage des chèvres. Il continue ainsi : "Enfin, j'ai eu des maux de tête, en tant qu'enfant turc, mes sentiments étaient blessés". Cité par N. Dersimi, Dersim Tarihi, p. 257.
- 252.- "Au Tunceli", Ankara, 24.6.1937.
- 253.- Voir Bulletin du Centre des Etudes kurdes, n.2, 1948. Djumhuriyet, 26.3.1925.
- 254.- Atatürk'ün Söylev ve Demeçleri, v.1, Ist., 1945, p. 326. Inönü'nün Söylev ve Demeçleri, Ist., 1946, p. 130-1.
- 255.- "Inönü'nün Hatiralari", Ulus, 31.3.1969.
- 256.- "1925. Kürtisyani ve Seyh Said", Akis, n.7, 27.11.1967, p. 31-32.
- 257.- B. AYBARS, Istiklal Mahkemeleri, p. 148. "1925 Kürt Isyani ve Seyh Said", Akis, n.7, 27.10.1967, p. 31-32. Lindsay à Chamberlain, 9.6.1925, C/Pel., (n.468), FO E 3541/1091/44.
- 258.- Voir le dossier de presse des AE. AE E 311- p. 116.

- 259.- M.M. Van Bruniessen, Agha, Sheikh and State, p. 345.
- 260.- Télégramme de P. Cox, C/Pel., 2.6.1924, (n.29), FO E 5003/7/65.
- 261.- Voir Bulletin du Centre des Etudes kurdes, n.2, 1948.
- 262.- S.D.N., Question of Frontier between Turkey and Iraq, Geneve 1924, p.7.
- 263.- Lindsay à Chamberlain, C/Pel., 3.4.1925, FO E 2179/1091/44.
- 264.- Morgan, "Memorandum", London, 4.3.1925, FO E 1360/1091/44.
- 265.- Voir O Kürkçüoglu, Türk-ingiliz ilishileri Tarihi 1919-1926, Ankara, 1978.
- 266.- Hoare à Lindsay, C/Pel., 4.3.1925, FO E 1394/1091/44.
- 267.- Lindsay à Chamberlain, C/Pel. 31.3.1925, (n.258), FO E 2076/194/44.
- 268.- From the Acting High Commis. for Iraq, Colonial Office, 7.8.1930, (n.78/81/30), FO E 4240/1511/44.
- 269.- F. H. Humphrys à A. Chamberlain, Bagdad, 29.4.1930, FO E 2553/1511/44.
- 270.- "Summery of Milit. Intel. Iss. by French Gen. Staff in Syria", by C.R., 14.11.1925, (n.92), FO 7427/188/65.
- 271.- Voir le Ch. I.
- 272.- Lindsay à Chamberlain, C/Pel., 27.2.1925, (n.46), FO 424/262, p.82-83.
- 273.- Clerk à Chamberlain, C/Pel., 14.8.1928, (n.384), FO E 4142/128/44.
- 274.- Le Figaro, 25.3.1925.
- 275.- Voir le Ch. 1.
- 276.- Voir M. K. Oke, "Ingiliz Belgelerinde Musul Soruru", Ist. 1982.
- 277.- K. Misiroglu, Lozan : Zafer mi Hezimet mi ?, Ist., 1976, v.2, p.248.
- 278.- Mouglin, Angora, 29.3.1925, (n.182), AE E 311-4, p. 166.
- 279.- Berliner Tageblatt, 10.3.1925.
S.J.Shaw - E.K.Shaw, History of the ottoman Empire and the Modern Turkey. Cambridge 1977, p. 381.
- 280.- Cité par J. Nebez, Kurdistan und Seine Revolution, Berlin, 1972, p. 74-75.
- 281.- Voir note 283.

- 282.-SSCB Bilimler Akademisi : Ekim Devrimi Sonrasi Türkiye Tarihi, Ist., 1978, SSCB Bilimler Akademisi, Türkiye cumhuriyeti, v.1, Ist., 1977.
- 283.- Zaria Vostoka, 10.6.1930, traduit par le Ministère des A.E., "Bulletin périodique de la presse musulmane", AE v.578, sept.1928, déc.1929, p.6.
- 284.- L'Humanité, 2.3.1925; 28.2.1925.
- 285.- L'Humanité, 4.3.1925.
- 286.- Le général Billote, Délégué du Haut Commis. près du Gouvernement de l'Etat d'Alep. Alep, 26.5.1924, AE 311-3, p. 80.
- 287.- Voir Ch. IV.5.
- 288.- Mougin, Angora, 27.2.1925 (n.120), Mougin? Angora, 12.3.1925 (n.154), AE v.311-3, pp. 106, 139.
- 289.- M. Cameron (Detroit) Michigan, 18.4.1929, (n.21), "Anti-turkish activities of Kurdish agitators", FO E 2246/2122/44; G. Clarton, Bagdad, 7.6.1929, (n.?), FO E 3362/2122/44.
- 290.- H.E. Satow, Beyrouth, 8.7.1929, (n.1040/C3/29), FO E 4382/2112/44.
- 291.- Secretary of H.A. The High Commis. for Iraq, Bagdad, 5.7.1928, (n.5.0.1534), FO E 3707/125/65.
- 292.- F.H. Humphrys, Bagdad, 19.4.1930, FO E 2553/1511/44.
- 293.- Voir note 39, ainsi que Colonial Office, London, 17.7.1928, 'n.58271/28) FO E 3584/125/65; Voir également la liste noire de FO Office of the Iraq chargé d'Affaires, Angora, 1.4.1928, FO E 3448/125/65.
- 294.- "Allaged Kurdish Armenian Cooperation in Iraq against Turkey", Colonial Office, 5.7.1928, Bagdad, (n.5827/28.Conf.), FO E 932/125/65.
- 295.- G. Clerk à A. Henderson, C.Pel., 10.7.1930, (n.262), FO E 3768/1511/44.
- 296.- G. Meade à A. Henderson, Aleppo, 29.8.1930, FO E 5018/1511/44.
- 297.- Shafagh-i Sorkh traduit par P.C.R. Dodd, Téhéran, 26.8.1930, in R. Clive à A. Henderson, Gultek, 26.8.1930, (n.415), FO E 4766/511/44.
- 298.- Major O'Leary à J. Clerk, Angora, 22.12.1930, (n.13), FO E 68/44.
- 299.- "Director of Operations and Intelligence", Bagdad. 7.2.1935, FO E 898/464/93.
- 300.- Memorandum by Air Head Quarter' Iraq, Bagdad, 15.6.1928, (n.1/407), FO E 4974/125/65.
- 301.- Voir note 297.

- 302.- Voir Zaria Vostoka, note 31.
- 303.- R. CLIVE à A. Henderson, Gultek, 23.9.1930, FO E 5262/1511/44.
G. Clerk à A. Henderson, 16.7.1930 (n.275), FO E 3897/1511/44.
- 304.- Milliyet, 19.7.1930.
- 305.- Milliyet, 14.7.1930.
- 306.- M.M. Masson (Aleppo), 25.11.1930, (n.79 (798/205/30)), FO E 6353/1511/44.
- 307.- Milliyet, 22.7.1930.
- 308.- Cité par C. Nebez, Kurdistan und seine Revolution, p. 71-72.
Voir aussi Izvestiya cité par Milliyet, 17.8.1930, et 20.8.1930.
- 309.- Madanoglu, Anilar, 1911-1938, p. 166.
- 310.- Voir la note 101.
- 311.- L. Gharibian, "Les Kurdes dans l'Arménie soviétique", Temps Nouveaux, (n.34), 1949.
- 312.- A. Rafikov, "Les divagations racistes des chauvins turcs", Temps Nouveaux, n.34, 1949.
- 313.- Milliyet, 1.7.1930.
- 314.- Milliyet, 22.8.1930; 19.8.1930.
- 315.- Ibid.
- 316.- Milliyet, 20.7.1930; G. Meade à A. Henderson, Aleppo, 29.8.1930, FO E 5018/1511/44.
- 317.- Z. SILOPI, Doza Kurdistan, p. 127.
- 318.- Hoare, (The Office of the British Military Attaché) à G. Clerk, C/Pel. 5.3.1927, FO E 1213/74/65.
- 319.- Clerk à A. Henderson, C/Pel. 15.7.1930, (n.273), FO E 3894/1511/44;
Cumhuriyet, 23.7.1930. Milliyet, 3.7.1930.
- 320.- G. Clerk à A. Henderson, C/Pel. 10.7.1930, (n.262), FO E 3768/1511/44.
The Times, 26.7.1930.
- 321.- Milliyet, 1.7.1930.
- 322.- "Interview with Colonel Kiazim Khan Sayah", in Iran, 10.7.1931. Traduit par M. Dobb, à A. Henderson, Téhéran, 15.7.1931, (n.369), FO E 3855/68/44.
- 323.- Matthews (Trezibond) à G. Clerk, 17.4.1931, (n.1), FO E 2018/68/44.
G. Clerk à Henderson, C/Pel., 17.6.1931, (n.204), FO E 3259/65/44.

- 324.- Voir : Tabriz Diary, n.5, by S. Palmer, Tabriz, 9.6.1931 (n.47 et 51).
FO E 3835/68/44. Palmer à Dobb, Tabriz, 16.8.1931, (n.60), FO E 4070/
68/44.
- 325.- Palmer à Dodd, Tabriz, 16.8.1931, (n.60), FO E 4070/68/44.
- 326.- Milliyet, 8.9.1930.
- 327.- Voir note 322.
- 328.- Milliyet, 29.9.1930.
- 329.- Milliyet, 5.8.1930; G. Clive à Henderson, Gültek, 3.9.1930 (n.?),
FO E 5039/1511/44.
- 330.- Milliyet, 26.7.1930.
- 331.- Milliyet, 12.8.1930.
- 332.- République, 25.12.1931.
- 333.- Cité par H. KIVILCIMLI, Ihtiyat Kuvvet:Milliyet, p.200.
- 334.- Inönü'nün Söylev ve Demeçleri, Ist., 1946, p. 277-278.
- 335.- Du Ministère des Affaires Etrangères au Haut Commis. P.I. Beyrouth,
Paris, 8.8.1930, AE E v. 468, Syrie-Liban, Polit. ext. Relations
avec la Turquie, v.468, 1930-1934; Chambroun, C/Pel., 10.8.1930,
(n.215/14), Ibid, p. 20.
- 336.- Chambroun, (C/Pel.), 13.8.1930, (n.219/17), ibid, p. 27.
- 337.- S.G. Dureun (.), Beyrouth, 13.8.1930, (n.733), AE, ibid., p. 43.
Colonel Martier, Beyrouth, 23.8.1930, (n.753), ibid, p.45.
- 338.- Dilleman, Rapport sur les entrevues avec le Caimaçam de nissibin,
3-4.8.1930, Kamichlie, 18.8.1930, (n.1633/K/R/), AE IBID? p.51.
- 339.- Voir note 83.
- 340.- Du Haut Comm. P.I. de la R.F. à Ministre des A.E. Damas, 23.8.1930,
(n.753), AE ibid, p. 38, Voir aussi note 85.
- 341.- P. Rondot, L'interview fait avec Monsieur Pierre Rondot en février
1986 à Paris.
- 342.- Voir note 338.
- 343.- Inönü'nün Söylev ve Demeçleri, p. 219.
- 344.- Voir note 37. Voir aussi note 48 et le mémorandum de V. Holt;
Bagdad, 10.7.1928, FO E 4074/125/65.

- 345.- Cherif Pacha "A communication presented to F.O., copy of verbal note presented to Italian Ambassador in Paris, 29.6.1927, FO E 2984/74/65.
- 346.- British Embassy, Ist., 5.10.1937, FO E 5529/466/44.
- 347.- Chamberlain à Lindsay, FO, 30.11.1925, (n.1151), FO E 7326/175/44.
- 348.- T.C.R. Higgins, Air Comm. à Bagdad à The Secretary, Air Ministry, Bagdad, 30.3.1927, FO E 2783/74/65.
- 349.- Th. Nöldeke, "No settlement for the Kurds", The Egyptian Economic and Political Review, May 1958, p. 23.
- 350.- "Le Pacte Oriental", Ankara, 8.7.1937.
- 351.- A. AKSIN, Atatürk'ün Dis Politikades İlkeleri ve Diplomasi, Ist. 1966, p. 81.
- 352.- S. Söysali, Türkiye'nin Dis Münasebekleriyle ilgili Siyasi Analasmalar, Ankara, 1965, p. 101.
- 353.- "Une interview de l'ex-sultan Mehemed VI", St-Rémo, 1.3.1925, in AE 311-3, p. 126.
- 354.- Voir pour une déclaration des 150, en faveur de la révolte de Cheikh Said, B. Aybars, op. cit., p. 180.
- 355.- Voir H. KIVILCIMLI, Yedek Güç, Köylülük, Stockholm, 1979.
- 356.- Cité in M. TUNCAY, Türkiye'de Sol Akimlar, Ist., 1978, p.366-367.
- 357.- S. Hüsnü, Enternasyonal'de Yasi ve Konusmalari, Ist., 1978, p.124.
- 358.- M. TUNCAY, op. cit., p. 366.
- 359.- "II. Kürtisyani", Kisil istanbul, 1930.
- 360.- Voir le programme du P.C.T. F. Teretuglu, Türkiye'de Sosyalist ve komünist Türketleri, Ist.1978.
- 361.- Komünist Enternasyonal'de Kürt Sorunu, Ist., 1977, p. 82-83.
- 362.- Notons que H. KIVILCIMLI, tout au moins au début, a suivi une ligne assez différente de celle du Parti Communiste auquel il appartient. Voir son livre : Ihtiyat Kuvvet:Milliyet, Ist., 1979.

NOTES DES CONCLUSIONS

- 1.- Cité par L. RAMBEAU, Les Kurdes et le Droit, Paris, 1936, p. 37.
- 2.- E. MELIA : M. Kémal et la renouvellation de la Turquie, Paris, 1929.
- 3.- En 1985, au centre de Tundi, il y avait 55.000 soldats. Le nombre des habitants était 19.000. "Doguda Siyaset Yapmale", Yeni Gündem (Istamboul), (n.55), 1985.
- 4.- Kurdistan'da Daragaçlari, kışla kültürü ve Devrimci intiham Gönevimiz, Köln, 1985.

Institut kurde de Paris

BIBLIOGRAPHIE

- ABU-MANNAH B. : "The Naqshbandiyya-Mujaddidiyya in the Ottoman Lands in Early 19th Century", Die Welt des Islams, v.XXII, 1982.
- ADIVAR H.E. : "Dictatorship and Reform in Turkey", Yale Review, v.XIX, 1929.
- AFRASIAN A. : The Kurds, London, 1846. 1948
- AGAOGULLARI M.A. : L'Islam dans la vie politique de la Turquie, Ankara, 1982.
- AKCURA Y. : Uç-Tarz-i Siyaset, Ankara, 1976.
- AKSIN A. : Atatürk'ün Dis Politika İlkeleri, Ist., 1964.
- AKSIN S. : Istanbul Hükümetleri ve Milli Mücadele. Ist., 1976.
- AKYUZ Y. : Türkiye'de Öğretmenlerin Toplumsal Değişimdeki Etkileri, 1840-1940, Ankara, 1978.
- ALGAR H. : "Der Naksibendi orden in der Republikanischen Türkei", in J. Blasch, M.M. Van Bruniessen (ed.), Islam und Politik in der Türkei, Berlin, 1985.
- ALLEN W.E.D. : "Military Aspects of the New Turkish Railways", The Army Quarterly, v.XXXIII, n.1, 1936.
- ALLEN W.E.D. : "The Turkish Mirror", The Asiatic Review, v.XXIV, n.80, 1928.
- ALP T. : Türkismus und Pantürkismus, Veimer, 1915.
- ALP T. : Kemalizm, Ist., 1936.
- ALPARSLAN I. : Agri : Anadolu'nun Giriş Kapısı, Ankara, 1984.
- ANADOL K. : Atatürk'ün Yurt Gezileri, Ankara, 1973.
- ARAS T.R. : Görüşlerim, Ist., s;d;
- ARFA H. : The Kurds, London, 1960.
- ARMSTRONG H.C. : Grey Wolf, New York, 1933.
- ASIE FRANCAISE : "La question de Moussoul", L'Asie Française, 1925.
- ASKUN A.V. : Sivas Kongresi, Ist., 1960.
- ATATURK M.K. : Nutuk, Ist., 1972.
- ATATURK M.K. : Atatürk'ün Söylev ve Demeçleri, 5v., Ist., 1945-1973.

- ATATURK M.K. : Atatürk'ün Meclisin Gizli Oturumlarında Konusmaları,
Ist., 1977.
- ATIK M. : "İç İskan ve Köylerimizin Birleştirilmesi", V. İskân ve
Şehircilik Haftası Konferansları, Ankara, 1961.
- AVCIOGLU D. : Türkiye'nin Düzeni, 2v., Ist., 1973.
- AVCIOGLU D. : Milli Kurtuluş Tarihi, 3v., Ist., 1973-1977.
- AYBARS E. : İstiklal Mahkemeleri, Ankara, 1982.
- AYDEMİR S.S. : Tek Adam, 3 v., Ist., 1966.
- AZIZIAN H. : De la question kurde (s.1), 1934.
- BADIE B. :
COULON C., etc. : Contestations en pays islamiques, Paris, 1984.
- BALSAN B. : Les surprises du Kurdistan, Paris, 1944.
- BARTH F. (ed.) : Ethnic Groups and Boundries, The Social Organisation of
Cultural Differences, Oslo-London, 1969.
- BARTH F. : Principles of Social Organisation in Southern Kurdistan,
Oslo, 1953.
- BASGO I.
WILSON H.E. : Türkiye Cumhuriyetinde Eğitim ve Atatürk, Ankara, 1968.
- BATATU H. : The Old Social Classes and Revolutionary Movements of Iraq :
A Study of Irak's Old Landed and Commercial Classes, and of
its Communists, Ba'thists and Free Officiers, Princeton,
1978.
- BAYKAL B.S. : Erzurum Kongresi ile İlgili Belgeler, Ankara, 1969.
- BEDIRKHAN C. : Gazi Mustafa Kemal Pasa Hazretlerine Acik Mektup, sans lieu,
1973.
- BEDIRKHAN E.A. La Question kurde, Paris, 1964.
- BEDIRKHAN S. : The Case of Kurdistan Agains Turkey, Philadelphia, 1929.
- BENOIST-MECHIN : Le Loup et le Léopard, M. Kémal ou la mort d'un Empire,
Paris, 1954.
- BERKES N. : Türkiye'de Çağdaşlaşma, Ist., 1978.
- BERKES N. : Atatürk ve Laiklik, Ist., 1982.
- BESIKCI I. : Kürtlerin Mecburi İskani, Ankara, 1976.

- BESIKCI I. : CHF Tüzüğü ve Kürt Sorunu, Ankara, 1978.
- BESIKCI I. : Türk Tarih Tezi ve Kürt Sorunu, Ankara, 1977. X
- BESIKCI I. : Dogu Anadolu'nun Düzeni, Ist., 1970.
- BESIKCI I. : "Dogu Anadolu'da Sosyal ve Siyasel Degismeye Etki Eden Dinamikler", Abadana Armagan, Ankara, 1969.
- BESIKCI I. : Bilim, Kültür ve Egitim Dili Dlararak Türkhe, Ankara, 1979.
- BOIS Th. : The Kurds, Beirut, 1966.
- BOIS Th. : "Bulletin raisonné d'études kurdes", Al-Machriq, (Beyrouth), 1964.
- BOIS Th. : "La Religion des Kurdes", proche-Orient Chrétien, t.XI, 1961.
- BOIS Th.
- MINORSKY V. : "Kurds", "Kurdistan", Encyclopedia of Islam, 1981.
- BOZARSLAN M.E. : "Peskesi", in Jin, Uppsala, 1985.
- BOZKURT M.E. : Atatürk ihtilali, Ist., 1967.
- BRENTJES B. : "Zu einigen Problemen der Geschichte der Kurdischen Nationalbewegung", Wissenschaftliche Zeitschrift, v.XIII, n.9/10, 1964.
- BUCAK M.R. : Türkiye Cumhuriyeti Basvekili Sayin İnönü'ye Açık Mektup, Yahut, Federasyon Neden Türkiye'de Tatbik Edilmesin ? New York, 1965 (polycopié).
- BUREAU DE PRESSE DE LA DELEGATION TURQUE : Les Droits des Minorités en Turquie, Lausanne, 1922.
- BRUNISSEN M. Van : Agha, Sheikh and the State, Utricht, 1978.
- BRUNISSEN M. Van : "Popular Islam, Kurdish Nationalism and Rural Revolt" in J.M.Bak, G. Beneche (eds) Religion and Rural Revolt, Manchester, 1984.
- BRUNISSEN M. Van : "Koerden en Koerdich Nationalism in Turkije", in M.V. Brunissen, R. Koopmans, W. Smith, L.V. Velsen, Turkije in Krisis, Bussum, 1982.
- CELIL C. : Jiyana Rewsenbiri û Siyasî ya Kurdan, Uppsala, 1985.
- CAFER M. : Azgelismislik İçinde Geri Biraktirilmislik, Ist., 1979.
- CAVDAR T. : Osmanlilarin Yari-Sömürye olusu, Ist., 1970.
- CHALIAND G.(ed.) : Les Kurdes et le Kurdistan, Paris, 1978.

- CHILLITA M.
MAKLI Y. : Zikra el Emir Djeladet Bederkhan, 1897-1951, sans lieu, 1952.
- CHIRGUH Dr. B. La Question kurde, sans lieu, s.d. ? 1930 de CAIRO
- CHIRGUH Dr. B. Appel des Kurdes du Sud à la S.D.N., Paris, 1931.
- CEMAL B. : Seyh Said Isyani, Ist., 1955.
- CLERGET M. : La Turquie, passé et présent, Paris, 1938.
- COBBAN A. : The Nation-State and National Self Determination, London, 1978.
- COULON Ch. : "L'Idéologie jacobine, l'Etat et ethnocide", Pluriel, n.17, 1979.
Cumhurbaskanlari, Basbakanlar ve Milli Egitim Bakanlarinin Milli Egitim ile Ilgili Söylev ve Demeçleri, Ist., 1946.
- DENY J. : "Tableau de la Presse turque", Revue du Monde Musulman, v.XXI, 1925.
- DENY J. : "Zia Gökalp est mort à Stanbul", Revue du Monde musulman, v.LVI, 1925.
- DERIN H. : Türkiye'de Devletailik, Ist., 1940.
- DEUTSCH K.W.
FOLTZ W.J. : Nation Building, New York, 1963.
- DEUTSCH K.W. : Nationalism and its alternatives, New York, 1969.
- DEUTSCH K.W. : Nationalism and Social Communications, Mass. et London, 1969.
- DERSIMI N. : Dersim Tarihi, Ist. 1979. ?
10 ans de la république, Ankara, 1973.
- DILLEMAN L. : Les Français en Haute Djezireh, s;d; (CHEAM, n°50.538).
- DOGAN A. : Kurtulus Kurulus ve Sonrasi, Ankara, 1964.
- DOGAN A. : Dogu Holding, Ist., 1978.
- DUGUID S. : "The polity of Unity : Hamidian Policy in Eastern Anatolia", M.E.S., v.9, n.2, 1973.
- DURUNADLO C. : "Milli Mücadele'de Erzurum, Ist., 1946.
- DURU O. : Amerikan Gizli Belgeleriyle Türkiye'nin Kurtulus Yillari, Ist., 1978.
- * EDMONS C.J. : Kurds, Turks and Arabs, London, 1957.

- EDMONS C.J. : "The place of Kurds in the Middle Eastern Scene", JRCAS, 1958.
- EDMONS C.J. : "The Kurds and Revolution in Iraq", MEJ? V;13, 1959.
- EDMONS J.C. : "Kurdish Nationalism", Journal of Contemporary History, n.6/1, 1971.
- ELDURUM C.M. : Kurdistan ve 20 ci Asir Türk Medeniyeti (sans lieu), s.d.
- ELPHINSON W.G. : "The Kurdish Question", International Affairs, 1946.
- ELPHINSON W.G. : "In memoriam the Emir Jeladet Aali Bedirkhan : The passing of a Kurdish Prince" JRCAS, v.XXXIX, 1952.
- ELPHINSON W.G. : "The Azizan or the princes of Bohtan", JRCAS, v.XXXVI, 1949.
- EPSTEIN E. : "Al Jazirah", JRCAS, v.XXVII, 1940.
- ERDEHAN K. : Milli Mücadelede Valiler ve Vilayetler, Ist., 1970.
- ERGUVEN E. : S. Kaya, Sözleri, Yazilari, 1927-1937, Ist., 1938.
- ERMAN A.N. : Ismir Suikasti ve Istiklal Mahkemeleri, Ist., 1971.
- ERSOY M.A. : Safahat, Ist. 1978.
- ERGIN O. : Türk Maarif Tarihi, 5 v. Ist., 1978.
- ESENGIN K. : Milli Mücadelede İç Ayaklanmalar, Ist., 1975.
- FANY M. : La Nation Kurde et son évolution sociale, Paris, 1933.
- FIRAT M.S. : Doğu Illeri ve Varto Tarihi, Ankara, 1961.
- FRUNZE Frunze'nin Türkiye Anilari, Ist. 1978.
- FUA A. : Le Comité Union et Progrès contre la Constitution, Paris, s.d.
- GALANTI A. : Vatandag Türkhe konus, ist. 1928.
- GARDET L. : L'Islam : Religion et communauté, Paris, 1967.
- GAVAN D.S. : Diveded Nation of the Middle East, London, 1958.
- GAULIS B. : La Question turque, Paris, 1931.
- GELLNER E. : Nationalism and national question, London, 1982.
- GENCER A.I. : "Ilk Osmanli Anayasasinda Türkce'nin Resmi dil olarak Kakülü", Amagan Kanun-i Esasi'nin 100 Yili, Ankara, 1978.
- GENTZION P. : Mustapha Kémal ou l'Orient en marche, Paris, 1929.

- GENTZION P. : "L'insurrection kurde", Revue de Paris, 15 octobre 1952.
- GHASSEMLOU A. : Kurdistan and the Kurds, Prague, 1965.
- GHAREEB E. : The Kurdish Question in Iraq, Syracuse, 1981.
- GIBB H.A.R.
BOWEN H. : Islamic Society and the West, 2 v. Oxford, 1950.
- GIRITLIOGLU I. : Türkiye'de CHP'nin yeri, Ist., 2v., 1959.
- GOLOGLU M. : Uçuncü Mesrutiyet, 1920, Ankara, 1970.
- GOLOGLU M. : Sivas Kongresi, 1920, Ankara, 1968.
- GOLOGLU M. : Cumhuriyet'e Dogru, Ankara.
- GOLOGLU M. : Türkiye Cumhuriyeti, Ankara, 1971.
- GOLOGLU M. : Tek Partili Cumhuriyet, Ankara, 1974.
- GOKALP Z. : Kürt Asiretleri Hakkında Bir Tetkik, Ankara, 1975.
- GOKALP Z. : Yeni Hayati Dogru Yoli, Ankara, 1976.
- GOZUBUYUK A.S. : 1924 Anayasasi Hakkında Meclis Görüsmeleri, Ankara, 1957.
- GREW J. : Atatürk ve İnönü, Ist., 1966.
- GRINELLE M.E. : Modern Turkey, New York, 1924.
- GSTEIN H. : Avukatsiz Halk Kürtler, Ist., 1977.
- HADDAD W. : Nationalism in the Ottoman Empire, 1977.
- HALFIN A. : 19. yy.da Kürdistan Uzerinde Pazarlıklar, Ankara, 1978.
- HALICI F. : Saz Sairlerinin Diliyle Atatürk, Ankara, 1981.
- HANIOGLU S. : Bir Siyasi Düşünür Olarak Dr. A. Cevdet ve Dönemi, Ist., 1982.
- HAY W.R. : Two years in Kurdistan, Experiences of a political Officier, 1918-1920, London 1925.
- HASRETIYAN M.A.
AHMEDI K.M.
CIWAN M. : 1925 Kürt Ayaklanması, (Seyh Said İsyanı), Uppsala 1985.
- HELMRICH E.C. : From Paris to Sevres, Ohio, 1974.
- HIND R.J. : "The Internal Colonial Concept", Comparative Studies in Society and History, v.26, n.3, July 1984.

- HOWARD H.N. : The King Crane Commission, Beyrouth, 1963.
- HOWELL W.N. Jr The Soviet Union and the Kurds, PHD, Univ. of Virginia, 1965.
- HUSREV I. : Türkiye'de Köy İktisadiyatı, Ankara, 1934.
- İBRAHİM F. : Die Kurdische Nationalbewegung im İral. Eine Fall Studie zur problematik ethnischer konflikte in der Dritten Welt, Berlin, 1983.
- İGDEMİR U.(ed.) Heyeti Temsiliye Kurarlari, Ankara, 1973.
- İGDEMİR U.(ed.) İkinci Türk Tarih Kongresi Belgeri, İst., 1937.
- İNAN A. Medeni Bilgiler ve Mustafa Kemal in El yazilari, Ankara, 1967
- İNONU I. : İnönü'nün Söylev ve Demeçleri, İst., 1946.
- İPEKCI A. : İnönü Atatürk'ü Anlatiyor, İst. 1981.
İskân ve Sehircilik Haftasi Konferanslari, 3-7 Nisan 1961, Ankara, 1962.
- İSSAWI Ch. : An Economic History of Turkey, Chicago, 1973.
- JARRING G. : Turkiet : Farozonen, Stockholm, 1941.
- JASCHKE G. : Die Turkei in den Jahren 1935-1941, Leipzig, 1943.
- JAWAD S. : Iraq and the Kurdish Question, 1958-1971? London, 1981.
- JOUNQUERE A. : "Les réformes d'Angora", Asie Française, 1924.
- JUNG E. : La Révolte arabe, v.1, Paris, 1924.
- JWADIEH W. : The Kurdish Nationalist Movement : its origins and Development, PHD, Syracuse Univ., 1960.
- KANDEMİR F. : Hatiralari ve Söyleyemedikleriyle Rauf Orbay, İst., 1965.
- KANDEMİR F. : Izmir Suikastinin İçyüzü, İst., 1955.
- KANSU M.M. : Erzurumdan Olümüne Kadar Atatürk'le Beraber, 2v., Ankara, 1966.
- KARADUGH M. : Kurdistan and the Kurds, London, 1966.
- KARAL E.Z. : Osmanli Tarihi, v.V-VIII, Ankara, 1975-1976.
- KEDOURIE E. : Nationalism, London, 1960.
- KEDOURIE E. : Nationalism in Asia and Africa, Ohio, 1970.
- KEDOURIE E. : "Religion and Nationalism in the Arab World" in E. Kedourie, Islam in the Modern World, London, 1980.

- KERMAN Z. : Belçika Temsilciligi Vesikalarma Göre Milli Mücadele, Ist., 1982.
- KHOYBUN Les massacres kurdes en Turquie, Le Caire, 1928.
- KIVILCIMLI H. : Düşman Burjuvari, Stokholm, 1979.
- KIVILCIMLI H. : Mütteçfik Köylü, Stockholm, 1979.
- KIVILCIMLI H. : Ihtiyat Kuvvet : Milliyet, Ist., 1979.
- KIEFER : Les relations diplomatiques turco-syriennes, (CHEAM), s.d. n°376.
- KIAZIM O. : Angora et Berlin, Paris, 1922.
- KINROSS Lord : Atätürk : Bir Millet in Yeniden Dogusu, Ist., 1978.
- KIRMER G.S. : Mefküre ve Türkçülük, Ist., 1936.
- KOCATURK U. : Atatürk ve Türk Devrimi Kronolojisi, Ankara, 1973.
- KODAMAN B. : "Hamidiye Hafif Süvari Alaylari : 11.Abdulhamid ve Dogu Anadolu Asiretleri", IUEF Tarih Dergisi, Ist., n.22, 1979.
- KOP K.K. : "Anadolu'nun Dogusundaki Dil Meselesi", Ulke, 1935.
- KOP K.K. Arastirma ve Düşüncelerim, Ankara, 1932.
- KRAL A.R. Van Kâmal Atatürk's Land, Leipsig, 1938.
- KRIKADOVA A. : "A contribution to the question of the formation of the Kurdish Nation", Archiv Orientali, v.47, 1979.
- KUCHNER D. : The Rice of Turkish Nationalism, 1876-1908, London, 1977.
- KURKCUOGLU O. : Türk-Ingiliz iliskileri Tarihi, 1919-1926? Ankara, 1978.
- KURAN A.B. : Inkilap Tarihi ve Milli Mücadele, Ist., 1966.
- KUTSCHERA Ch. : Le Mouvement National Kurde, Paris, 1979.
Kürt Milli Meselesi, Ist. 1977.
- KUTAY L. : Celal Bayar, v.4, Ankara, 1939.
- KARABEKIR K. : Istiklâl Harbimizin Esaslari, Ist., 1951.
- KARABEKIR K. : Istiklal Harbimiz, Ist., 1960.
- KEMALI A. : Erzincan Tarihi, Ist., 1930.
- LANDAU J. : Pan Turkism in Turkey : A Study in issedentism, London, 1981.

- LAMBTON A.K. : State and Government in Medieval Islam. An introduction of islamic political theoris, Oxford, 1981.
- LARRISTE (capt.) : Les tribus kurdes de Kurd-dagh, CHEAM, (s.d.), n. 673.
- LAQUER W.Z. : Communism and nationalism in the Middle-East, London, 1958.
Loi sur l'installation, CHEAM, n. 60.
- LEAGUE OF NATIONS : Question of the Frontiers between Turkey and Iraq, Geneva, 1924.
- MADANOGLU C. : Anilar (1911-1938), Ist., 1982.
- MARDIN S. : Din ve Ideoloji, Ist., 1983.
Memorandum on the Situation of the Kurds and their claims, Paris, 1949.
Minorités en Syrie, CHEAM, n° 176.
- MAZICI N. : Belgelerle Atatürk Döreminde Mukalejet, Ist., 1982.
- MERAY, S.L. : Lozan Baris Konferansi, Ankara, 1982.
- MISIRLIOGLU K. : Lozan ? Zafer mi, Hezimet mi ?, 2v. Ist., 1976.
- MILLINGEN F. : Wild Life along the Koordes, London, 1870.
- MOLTKE H. Van : Moltke'nin Türkiye Mektuplari, Ist., 1969.
- MONTAGNE R. : "Quelques aspect du peuplement de la haute-Djezirah",
Bulletin d'Etudes Orientales de l'Institut Français de Damas, t.2.
- MUKRIYAN G. : Diwan î Hacı Qadirî Koyî, Erbil, 1969.
- NEBEZ C. : Kurdistan und Seine Revolution, Berlin, 1972.
- NESIMI A. : Yillarin iginden, Ist., 1982.
- NIKITIN B. : L'élément kurde dans la situation internationale au Moyen-Orient, (sans lieu, 1940.
- NIKITIN B. : Les Kurdes, Paris, 1975.
- NIKITIN B. : "Problème kurde", Politique Etrangère, 1956.
- NIKITIN B. : "Les Kurdes rencontrés par eux-mêmes", L'Asie Française, 1925.
- NIKITIN B. : La Question kurde vue par un étranger, Damas, 1931.
- NOLDEKE Th. : "No Settlement for the Kurds", The Egyptian Economic and Political Review, May, 1958.
- NUR R. : Hayat ve Hatirätim, v.4, Ist., 1969.

- NURI I. : Kürt Tarihi, Ist., 1976.
- NURI I. : "Serhilandina çiyayê Agrî", Hevi, v.1, 1984.
- OKE M.K. : Ingilis Belgelerinde Musul Sorunu, Ist., 1982.
- OLSON R.W.
TUCKER W.T. : "The Sheikh Said Rebellion in Turkey", Die Welt des Islams, v.XVIII, 1978.
- OKYAR F. : Uç Devirde Bir Adam, Ist., 1981.
- OKCUN G. : Türk Andlaşmaları Rehberi, Ankara, 1974.
- OKGUN G. : Türkiye iktisat Kongresi, 1923-izmir, Ankara, 1981.
- OKGUN G. : "1909-1930 Yillari arasında A.S. olarak Kurulan Bankalar" in Türkiye intisat tarihi Seminerleri, Ankara, 1975.
- ONDER M. : Atatürk'ün Yurt Gezileri, Ankara, 1975.
- OZTURK H. : Tarihimizde Tunceli ve Ermeni Mezalimi, Ankara, 1984.
- PAILLARES M. : Le Kémalisme devant les alliés, Constantinople, Paris, 1922.
- PARMAKSIZOGLU I. : Tarih Boyunca Kürttürkleri ve Türkmenler, Ankara, 1982.
- PECH E. : Les Alliés et la Turquie, Paris, 1925.
- PELLETIERE St. : The Kurds, an Unstable Element in the Gulf, London, 1984.
- PETROSYAN A. : Sovyet Görüyle vön Türkler, Ankara, 1974.
- QAZZAZ Ch. : Nationalism and Cultural Pluralism, PHD, The American Univ., Washington, 1971.
- RAGHIB H. : Le mouvement national turc et Mustapha Kemal Pacha, Paris, 1922.
- RAMBOUT L. : Les Kurdes et le Droit, Paris, 1937.
- Report by his Britannic Majesty's Government on the Administration of Iraq for the period April 1923-Décembre 1927.
Geneva, 1927.
- REPUBLIQUE TURQUE. PRESIDENCE DU CONSEIL. OFFICE CENTRAL DE STATISTIQUES.
Recensement général de la population au 28 octobre 1927, Ankara, 1929.
- RIZA Benlik ve Dilbirligimiz, Ankara, 1982.
(La) Rivalité Kurdo-Arabe, CHEAM, n.223.
- RODINSON M. : "Le Marxisme et la Nation", L'Homme et Société, Janv. Mars 1968.

- RONDOT P. : Les Kurdes et l'Action de l'URSS en Orient, Mars 1940, CHEAM, n.445.
- RONDOT P. : Notes sur les Mirans, CHEAM, n.19.
- ROTH J. (ed.) : Geographie der Unterdrückten, Die Kurden, bilder und Texte über geschichte, kultur, lebensverhattnisse und freikett-skampe einer minderheit, Berlin, 1978.
- SABRI S. Pasa : Van Tarihi ve Kürttürkleri hakkında Incelemeler, Ankara, 1982.
- SAFRASIAN A. : Kurds and Kurdistan, London, 1948.
- SARACOGLU H. : Dogu Anadolu, v.1, Ist., 1956.
- SEFEROGLU S.K.
H.K. TURKOZU : 101 Soruda Türklerin Kürt Boyu, Ankara, 1982.
- SELEK S. : Milli Mücadele, t.1, Ist., 1982.
- SEKBAN M.S. : Türkler Kürtlerden Ne Istiyor ?, Le Caire, 1923.
- SEKBAN M.S. : Kürt Meselesi, Ankara, 1979.
- SEVENGIL K.K.K. : Anadolu'nun Dogu ve Güneydogusu, Ankara, 1982.
- SEVGEN N. : Dogu ve Güney dogu Anadolu'da Türk Beylikleri, Ankara, 1982.
- S.D.N. : Frontière entre la Turquie et l'Irak, Geneva, 1927.
- S.D.N. : Finances Publiques, 1928-1935, Genève, 1936.
- SHAKELY F. : Kurdish Nationalism in Mem-û-zin of Ahmede Xani, Univ. d'Uppsala, 1983.
- SHAKELY F. : "Nali-Klassisk Kurdisk Poet och Stilbildare", Svensk-Kurdish Journal, N.3/1, 1985.
- SHAW St-E.K. : History of the Ottoman Empire and Modern Turkey, Cambridge, 1976.
- SILOPI Z. : Doza Kurdistan, Beyrouth, 1973.
- SIMON P.J. : "Minorités et territoires", Pluriel, n.25, 1981.
- SOYAK H.R. : Atätürk'teh Hatiralar, Ist., 1973.
- SOYSAL I. : Türkiye'nin Dis Münasebetleriyle ilgili Baslica Siyasi Anlasmlari, Ankara, 1965.
- SOZER A.N. : Diyarbakir Haozasi, Ankara, 1979.

- SURATTEAU J.R. : L'idée nationale de Révolution à nos jours, Paris, 1982.
- SYKES M. : Dar-ul-Islam, London, 1904.
- SYKES M. : The Caliph's Last Heritage. A Short History of the Turkish Empire, London, 1915.
- SYKES M. : "The Kurdish Tribes of the Ottoman Empire", Journal of Royal Anthropological Society, v.XXXVIII, 1908.
- SYMMONS-
SYMONOLEWICZ K. : Nationalis Myths, A Comparative view, 1970.
- SCHULZE R. : "Die Politizerung des Islam in 19 Jahrhundert", Die Welt des Islams, v.XXXII, 1982.
- SADILLI V. : Türkiye'de Kürtçülük Hareketleri ve Isyanlar, Ankara, 1980.
- SAPOLYO E.B. : Istiklal Savasi Edebiyati Tarihi, Ist., 1967.
- SHERIFF PASA : Memorandum sur les revendications du peuple kurde, Paris, 1919.
- SIMSIR B.N. : Ingiliz Belgeleriyle Atatürk (1918-1938), 3v. Ankara, 1975-1979.
- SIMSIR B.N. : Ingiliz Belgeleriyle Türkiye'de Kürt Sorunu (1924-1938), Ankara, 1975.
- SIMSIR B.N. : Presse étrangère sur Atatürk et la révolution turque, v.1, 1922-1924, Ankara, 1981.
- TACALAN N. : Ege'de Kurtulus Savasi Baslarcken, Ist., 1973.
- TAILLARDAT F. : "La Question kurde", in L'Asie Française, 1930.
- TAILLARDAT F. : "Le voyage du Shah de Perse en Turquie", L'Asie Française, 1935.
- TANSEL S. : Mondoros'tan Mudanya'ya Kadar, 4v. Ankara, 1977. "Nécessité de développer l'influence française dans la Mésopotamie et le Kurdistan", Des Mémoires de la Société des Ingénieurs Civils en France, 1919.
- TEKELI I.
ILKIN S. : "Kurtulus Savasinda Talat Pasa ile Mustafa Kemal'in Mektuplasmalari", Belleten, v.XLIV, 1980.
- TEKELI I.
ILKEN : 1929 Iktisadi Buhrani ve Türkiye'nin Yol arayislari, Ankara, 1929.
- TEVETOGLU F. : Türkiye'de Sosyalist ve Komünist Hareketler, Ist., 1968.

- TEPEYRAN E.H. : Belgelerle Kurtulus Savasi Anilari, Ist., 1982.
- TOPRAK B. : Islam and Political Development in Turkey, Leiden, 1981.
- TOPRAK Z. : Milli Iktisadin Dogusu, Ankara, 1983.
- TEZEL Y.S. : Cumhuriyet Döneminin Iktisadi Tarihi, 1925-1950, Ankara, 1982.
- TOYNBEE A. : Survey of International Affairs, London, 1925.
- TOYNBEE A. : "Angora and the British Empire in the East", Contemporary Review, v. CXXVIII, 1923.
- TUNAYA T.Z. : Islamcilik Cereyanlari, Ist., 1962.
- TUNAYA T.Z. : Türkiye'de Siyasi Partiler, Ist., 1984.
- TUNAYA T.Z. : Türkiye'de Siyasi Partiler, v.I, Ist., 1984.
- TUNCAY M. : "CHP'nin 1927 Kurultayi Oncesi Toplanan Il Kongreleri", AUSBFD, v. XXXVI, n.1-4, 1981.
- TUNCAY M. : "Ankara Istiklal Mahkemesinde Bir Heyeti Fesadiye Davasi", Birikin, n.35, 1977.
- TUNCAY M. : "Atatürk'e Nasil Bakmak ?", Toplum ve Bilim, n.4, Ist. 1978.
- TUNCAY M. : "Misak-i Milli'nin 1. Maddesi Uzerine", Birikim, 1978.
- TUNCAY M. : Türkiye'de Sol Akimlar, Ist., 1978.
- TUNCAY M. : Türkiye Cumhuriyeti'nde Tek Partili Yönetiminin Kurulmasi, Ankara, 1982.
- Türkiye Cumhuriyeti Maarifi, Ist., 1945.
- TURKOGLU K. : Die Ideologie der Zeitgenössischen Regime, Ambilly, 1942.
- TUTENGIL C.O. : Yeni Osmanlilardan Bu yana insistere de Türk Gazeteciligi, (1867-1967), Ist., 1969.
- ULUG N. : Tunceli Medeniyete Aciliyor, Ankara, 1938.
- URAL H. : Hatiralarim, Ist., 1959.
- UB A. : 1930-1950 Hatira Notlari, Ist., 1966.
- UZER H. (ed.) : Siyasi Yasalar Ist, 1980.
- UZER H. : Makedonya Eskiyalik Tarihi, Ankara, 1979.
- VANLY I. Ch. : Survey of National Question in Turkish Kurdistan with Historical Background, sans lieu, 1971.

- WAHEED A. : The Kurds and their Country, Lahore, 1955.
- WARD B. : Hitler's Route to Bagdad, London, 1939.
- WEFENDORN Von D.G. : "Das Kurdische Problem", Prussische Jahrbücher, B.: BBXXIII, 1931.
- WILLIAMS Ch. (ed.) : Nationalism Separatism, Univ. of Vales, 1982.
- WILSON A.T. : Mesopotamia, 1917-1920, A Clash of Loyalties, London, 1931.
- WESTERMANN W.L. : "Kurdish Independance and Russian Expansion", Foreign Affairs, v.XXIV, 1946.
- YALMAN A.E. : Turkey in World War, N. Haven, 1930.
- YAVUZ E. : Tarih Boyunca Türk Kavimleri, Ankara, 1965.
- YERASIMOS St. : Türk-Soyyet Iliskileri, 1917-1923, Ist., 1978.
- YEGIN A. : Islami, Ilmi, Edebî, Felsefi Yeni Lügat, Ist., 1975.
- YETKIN C. : Serbest Firka, 1930, Ist., 1982.
- YUCEKOK A.N. : Türkiye'de Orgütlenmis Dinin Sosyo-Ekonomik Tabani (1948-1968), Ankara, 1971.
- ZARZECKI S. : "La Question kurdo-arménienne", Revue de Paris, mars-avril 1914.
- ZAZA N. : Ma vie de Kurde ou le cri du peuple kurde, Lausanne, 1982.
- ZEKI M.E. : Kurdistan Tarihi, Ankara, 1977.

PERIODIQUES

AKIS (Istamboul)
Ankara (Ankara)
Berliner Tageblatt (Berlin)
Bulletin Périodique de la Presse Turque (Paris)
Bulletin du Centre d'Etudes kurdes (Paris)
Cumhuriyet (Istamboul)
Deutsche Allgemeine Zeitung
Le Figaro (Damas)
Hawar (Damas)
L'Humanité (Paris)
Jîn (Istamboul)
Jour Nouveau (Beyrouth)
Kavanin (Istamboul)

Kadro (Istamboul)
Kurdistan (Le Caire, London, Genève)
The Manchester Guardian (Manchester)
Mechroutiette (paris)
Milliyet (Istamboul)
(The) New York Times (New York)
Roja Nu (Beyrouth)
Le Temps (Paris)
The Times (London)
Ulkü (Ankara)
Yeni Akis (Istamboul)
Yeni Gündem (Istamboul)

ARCHIVES

FO : Foreign Office (Londres)
AE : Ministère des Affaires Extérieures (Paris)
AENS : Ministère des Affaires extérieures, Nouvelle Série.
AN : Archives Nationales (Paris)
CHEAM : Archives de CHEAM (Paris)

ABREVIATIONS DES PERIODIQUES CITES

A.U.S.B.F.D. : Ankara Universitesi Siyasal Bilgiler fakültesi Dergisi
I.U.E.F.T.D. : Istanbul Universities Edebiyat Fakültesi Turin Dergisi
J.R.C.A.S. : Journal of Royal Central Asian Studies
M.E.J. : Middle Eastern Journal
M.E.S. : Middle Eastern Studies

A N N E X E S

Institut kurde de Paris

CHRONOLOGIE SOMMAIRE

- 1514 - Alliance des Kurdes avec le Sultan Ottoman Selim contre la Perse chiite.
- 1596 - Cheref Khan, Prince de Bitlis, achève son Cheref Nane.
- 1695 - Epopée de Mem-o-zin est rédigée par Ehmed ê khanî
- 1806-1880 - Révoltes kurdes dans l'Empire ottoman.
- 1898 - Parution du premier journal kurde Kurdistan qui se rallie aux Jeunes Turcs.
- 1908 - L'avènement des Jeunes Turcs. Premiers journaux et organisations kurdes dans la capitale ottomane.
- 1919 - Congrès d'Erzerum et de Sivas. Assancion de Mustafa Kémal. Fondation de Kürt Teali Cemiyeti. Période kurde au Kurdistan irakien.
- 1920 - Traité de Sèvres reconnaît le droit à un Etat kurde.
- 1921 - Révolte de Koûgiri.
- 1923 - Fondation de la République turque.
- 1924 - Nouvelle constitution turque. Traité de Lausanne. Début des réformes kémalistes.
- 1925 - Révolte de Cheikh Saïd.
- 1927 (août) - Congrès de fondation de Khoybun
Etablissement de l'Inspectorat général, autorité suprême du Kurdistan.
- 1930 - Révolte kurde d'Ararat
- 1934 - "Loi sur l'installation" envisageant la déportation des Kurdes.
- 1932-1935 - Apparition et "victoire finale" de la "thèse historique turque" et de la "théorie de la langue soleil".

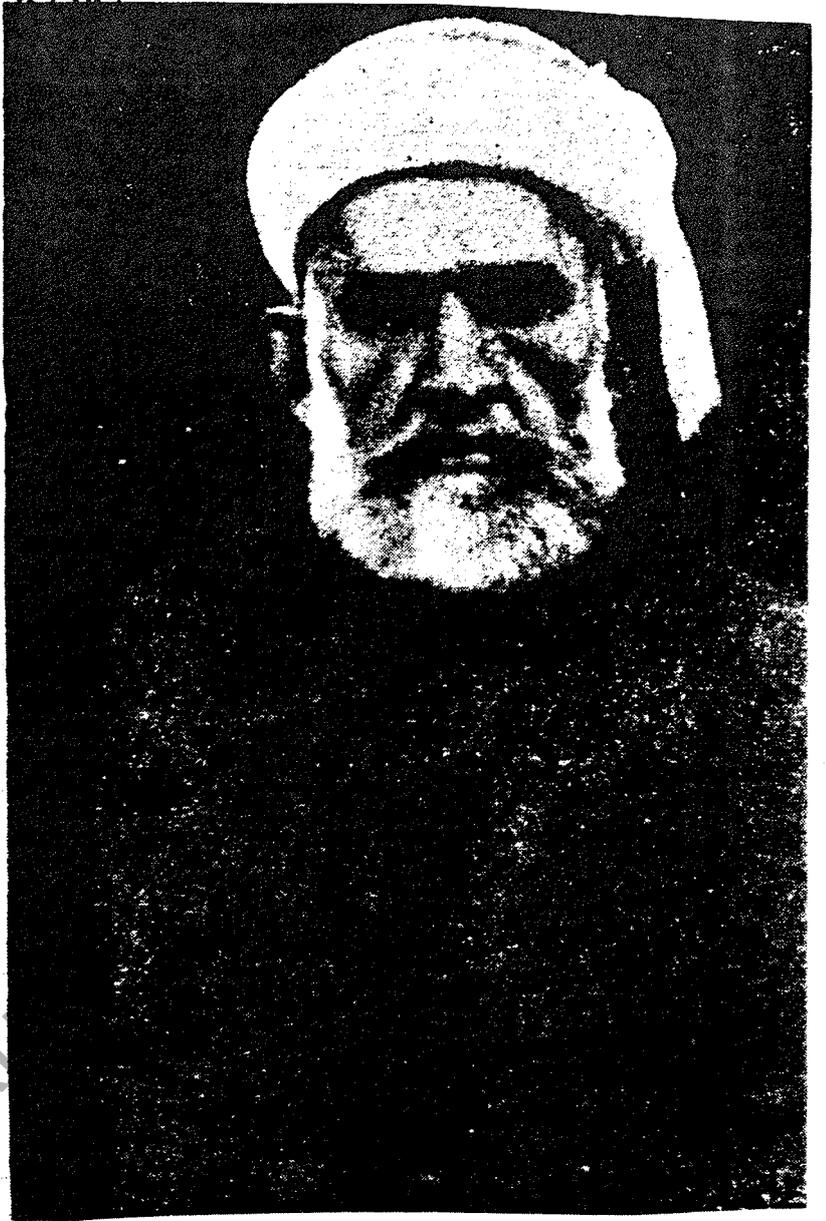
1937-1938 - Révolte de Dersim marque la fin de chaîne des révoltes kurdes en Turquie.

1938 - Mort de Mustafa Kémal, fondateur de la République turque.

Institut kurde de Paris



①



②

Inst...



SEYH SA

③



1298-134

④

Institutul Karo



Hoybun Kongressda.

DÛKA KENTE



Dûkê Kentê birayê qralê Inglistanê bû. Dûk gava diçû Eyslandê ji bo testîşa yekînekên britanî balafira wî bi rê ve ket û dûk mir. Baniwa han dûka kentê Jina wî ye. Ji ber spehîti û ziraviya tewr û tevgera wê me rûpelê kovara xwe ê pêşîn bi resmê we xemiland.

Wêne



Nous n'avons pas pu être présent lors de la frappe et la reproduction du texte. Si bien qu'une quantité non négligeable de fautes de frappe n'a pas pu être évité. Dans la liste si-jointe nous en relevons les plus importantes et nous prions les rapporteurs ainsi que les lecteurs de nous en excuser.

<u>Page</u>	<u>Ligne</u>	<u>écrit</u>	<u>à lire</u>
I	1	Dpeus	Depuis
I	5	complète	completent
II	13	politologue	politologues
VI	15	antion	nation
VII	9	Uktant	U-Tant
IX	9	sérieax	sociaux
IX	16	oublié	obligé
XIV	19	Je tiens	nous tenons
7	15		Barer la phrase écrite deux fo
8	8-9	concernant	de
14	13	nature	en nature
15	1	taxes d'édition	taxe d'éducation
18	2	des	de ses
24	2	siminuer	diminuer
25	2	Sarsan	Sassoun
25	10	ayze	ayez
28	7	1860	1890
31	8	"turcificationé	"turcification"
36	23	3 548	" (48)
43	2	soutent	doutent
43	4	remembrement	demembrement
45	19	jouer	jeuner
46	12	daeptant	adoptant
48	5	orgaisque	organique
48	9	jurdas	kurdes
52	11	mie	vie
53	34	<u>mühair</u>	<u>mücahir</u>
61	1	JURDE	KURDE
61	23	5146)	(146)
77	12	contestable	non contestable
84	2	les risques...	les risques immédiates pour une confrontation avec l'Etat, même si.....
89	5	turcitie et kurdicitie	turcicité et kurdicité
95	26	<u>Kürd Reali</u>	<u>Kürd Teali</u>

102	21-24	comme nous l'avons vu	comme nous le verrons
108	der.lig.	membres,	membres
112	18	Dachnakzaitour	Tachnakutyun
117	7	plue	plus
128	26	"notre causa nostra"	"Causa nostra"
146	23	nieu	lieu
142	22	Blukhara	Bukhara
148	24	tendait	(L'Empire ottoman) tendait
150	3	Vollislam	<u>Volkislam</u>
170	11	cilles	villes
175	1	les nationailsmes	ensuite les nationalistes
178	9	ceilh	cheikh
180	26	loin	lois
193	der. lig.	ceux ceçâ	ceci
210	note 1	M. Tunçay, p:	M.Tunçay, <u>Türkiye Cumhuriyeti</u> <u>tinde...., p:</u>
211	17	du	au
216	29	prokets	projets
220	23	avènement	événement
226	20	échec	écho
231	7	<u>Fırkası</u>	<u>Fırkası</u>
232	27	sans	dans
233	23	cût	coût
235	12	sotidienement	quotidiemment
240	20	deckencheront	declencheront
241	12	14ème	4ème
242	17	contera	contentera
245	8	parès	après
250	32	anglais	français
253	4	italienne	irakienne
260	18	Srif	Şerif
269	11	cilles	villes
277	21	Marc	Marx
281	note:17	voir ch.	voir ch:2
281	note:24	voir ch....	voir ch. 3 de...
282	n:51,1:2	<u>Zurkiet...</u>	<u>Turkiet i farozonen</u>
286	note:24	<u>M.V.Fruni'nin Zırkiye</u>	<u>M.V.Frunze'nin Türkiye</u>
287	n:36,1:3	(Télé)	(Tek)
288	note:55	Besikat	Beşikçi
297	note:12	H.Z.Kavs, <u>Belgrad</u>	H.Z.KARS, <u>Belgelerle</u>
298	note:15		ENGİN, <u>Türk Maarif Tari</u>
300	n:59,1:4	Z.HERMAN..	Z.KERMAN, <u>Belçika Temsi</u> <u>li i Vesikalarına Göre</u>

305	note:143	Mmetet	Mme Ter
307	note:177	1074	1974
310	n:227,1:1	d'un Siirt	d'un <u>cheikh</u> à Siirt
313	note:299	<u>Nationalism Mythes</u>	<u>Nationalist Mythes</u>
321	n:109,1:3	Gelusoy	Cebesoy
321	n:109,1:6	<u>Hakvaler</u>	<u>Hatıralar</u>
338	bibliog.	DURSUNADLO	DURSUNOĞLU
348	bibliog.	<u>nationalism, separa</u> <u>tisme</u>	<u>Nationalist Separatism</u>
349	abrev.1:2	<u>Turin</u>	<u>Tarih</u>

Institut kurde de Paris